



Partie 2

LOIS ET RÈGLEMENTS

27 juillet 2022 / 154^e année

Sommaire

Table des matières
Lois 2022
Règlements et autres actes
Décrets administratifs
Arrêtés ministériels
Erratum

Dépôt légal – 1^{er} trimestre 1968
Bibliothèque nationale du Québec
© Éditeur officiel du Québec, 2022

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous pays.
Toute reproduction par procédé mécanique ou électronique, y compris la microreproduction,
est interdite sans l'autorisation écrite de l'Éditeur officiel du Québec.

AVIS AUX USAGERS

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes en vertu de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail (chapitre M-15.001) et du Règlement sur la *Gazette officielle du Québec* (chapitre M-15.001, r. 0.1).

La Partie 1, intitulée «Avis juridiques», est publiée au moins tous les samedis. Lorsque le samedi est un jour férié, l'Éditeur officiel du Québec est autorisé à la publier la veille ou le lundi suivant.

La Partie 2 «Lois et règlements» et sa version anglaise Part 2 «Laws and Regulations» sont publiées au moins tous les mercredis. Lorsque le mercredi est un jour férié, l'Éditeur officiel du Québec est autorisé à la publier la veille ou le lendemain.

Partie 2 — LOIS ET RÈGLEMENTS

Internet

La version intégrale de la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est disponible gratuitement et chaque numéro est diffusé le mercredi à 0h01 à l'adresse suivante:

www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca

Contenu

Règlement sur la *Gazette officielle du Québec*, article 3

La Partie 2 contient :

- 1° les lois sanctionnées;
- 2° les proclamations et les décrets d'entrée en vigueur des lois;
- 3° les règlements et les autres actes de nature législative dont la publication à la *Gazette officielle du Québec* est requise par la loi ou par le gouvernement;
- 4° les décrets du gouvernement, les décisions du Conseil du trésor et les arrêtés ministériels dont la publication est requise par la loi ou par le gouvernement;
- 5° les règlements adoptés par les tribunaux judiciaires et administratifs;
- 6° les projets des textes mentionnés aux paragraphes 3° et 5° dont la publication à la *Gazette officielle du Québec* est requise par la loi avant qu'ils soient pris, adoptés ou délivrés par l'autorité compétente ou avant leur approbation par le gouvernement, un ministre, un groupe de ministres ou par un organisme du gouvernement;
- 7° tout autre document non visé à l'article 2 ou au présent article et dont la publication est requise par le gouvernement.

Tarif*

1. Abonnement annuel à la version imprimée

Partie 1 «Avis juridiques»:	555 \$
Partie 2 «Lois et règlements»:	761 \$
Part 2 «Laws and Regulations»:	761 \$
2. Acquisition d'un exemplaire imprimé de la *Gazette officielle du Québec* : 11,88 \$.
3. Publication d'un document dans la Partie 1 :
1,91 \$ la ligne agate.
4. Publication d'un document dans la Partie 2 :
1,27 \$ la ligne agate.
Un tarif minimum de 278 \$ est toutefois appliqué pour toute publication inférieure à 220 lignes agate.

* **Les taxes ne sont pas comprises.**

Conditions générales

Les fichiers électroniques du document à publier, une version Word et un PDF avec signature d'une personne en autorité, doivent être transmis par courriel (gazette.officielle@servicesquebec.gouv.qc.ca) et être reçus **au plus tard à 11 h le lundi** précédant la semaine de publication. Les documents reçus après la date de tombée sont publiés dans l'édition subséquente.

Le calendrier des dates de tombée est disponible sur le site Internet des Publications du Québec.

Dans son message, l'annonceur doit clairement indiquer les coordonnées de la personne à qui la facture doit être acheminée (nom, adresse, téléphone et courriel).

Pour toute demande de renseignements, veuillez communiquer avec :

Gazette officielle du Québec

Courriel : gazette.officielle@servicesquebec.gouv.qc.ca

425, rue Jacques-Parizeau, 5^e étage

Québec (Québec) G1R 4Z1

Abonnements

Pour un abonnement à la version imprimée de la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec :

Les Publications du Québec

Service à la clientèle – abonnements

425, rue Jacques-Parizeau, 5^e étage

Québec (Québec) G1R 4Z1

Téléphone: 418 643-5150

Sans frais: 1 800 463-2100

Télécopieur: 418 643-6177

Sans frais: 1 800 561-3479

Toute réclamation doit nous être signalée dans les 20 jours suivant la date d'expédition.

Table des matières

Page

Lois 2022

96	Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français (2022, c. 14)	4867
	Liste des projets de loi sanctionnés (1 ^{er} juin 2022)	4865

Règlements et autres actes

	Frais de scolarité de l'École nationale des pompiers du Québec (Mod.)	4977
--	---	------

Décrets administratifs

1335-2022	Approbation d'un protocole d'entente entre le gouvernement du Québec et le Centre de justice des Premiers Peuples de Montréal relatif au versement d'une subvention visant à soutenir financièrement des services d'aide aux victimes autochtones d'actes criminels dans la région de Montréal.	4979
1336-2022	Approbation d'un protocole d'entente entre le gouvernement du Québec et le Conseil des Mohawks d'Akwesasne relatif au versement d'une subvention visant à soutenir financièrement des services d'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles.	4979
1364-2022	Conseil du trésor	4980
1365-2022	Exercice des fonctions de certains ministres	4981
1366-2022	Composition et mandat de la délégation officielle du Québec à la Rencontre entre les premiers ministres des provinces et des territoires et les dirigeants des organisations autochtones nationales qui se tiendra le 11 juillet 2022	4981
1367-2022	Composition et mandat de la délégation officielle du Québec à la Réunion du Conseil de la fédération qui se tiendra les 11 et 12 juillet 2022	4982
1368-2022	Versement au Centre d'acquisitions gouvernementales d'une subvention d'un montant maximal de 29 948 000 \$, pour l'exercice financier 2022-2023, afin d'assurer son fonctionnement.	4982
1369-2022	Versement au Centre d'acquisitions gouvernementales d'une subvention d'un montant maximal de 29 948 000 \$, pour l'exercice financier 2022-2023, afin d'assurer son fonctionnement.	4983
1370-2022	Approbation de l'Entente sur le nouveau site d'enfouissement de matières résiduelles de Waswanipi et la zone d'expansion communautaire entre le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee), le Gouvernement de la nation crie, la Première Nation crie de Waswanipi, le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada	4983
1371-2022	Modifications au Programme pour les résidences endommagées par la pyrrhotite	4984
1373-2022	Modifications à certaines conditions et modalités d'octroi de la subvention maximale de 46 097 208 \$ à la Ville de Montréal afin de lui permettre de financer la réalisation de projets d'habitation en vertu du décret numéro 244-2020 du 25 mars 2020.	4985
1374-2022	Modifications à certaines conditions et modalités d'octroi de la subvention maximale de 79 400 000 \$ à la Ville de Montréal afin de lui permettre de financer la réalisation de projets d'habitation en vertu du décret numéro 311-2021 du 24 mars 2021	4986
1375-2022	Nomination de monsieur Sidiky Zerbo comme membre et président de la Commission des services électriques de Montréal	4987

1376-2022	Autorisation à la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu de conclure une convention de partenariat avec le gouvernement du Canada pour l'utilisation des installations de loisirs de chacune des parties et exclusion de l'application de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif de la catégorie des ententes modificatrices de l'annexe A de cette convention de partenariat et les contrats de location entre les parties découlant de cette convention	4987
1377-2022	Autorisation à la Ville de Gatineau de conclure le protocole d'entente pour établir les conditions d'accès à l'emprise publique pour les conduites et autres équipements du système modernisé de chauffage et de refroidissement de certains édifices fédéraux avec le gouvernement du Canada et exclusion de l'application de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif de la catégorie des ententes ayant pour objet de modifier les annexes B, C, D et E de ce protocole d'entente	4988
1378-2022	Octroi d'une subvention maximale de 5 445 860 \$ à Les Serres Savoura Mirabel 2 inc., au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2029-2030, pour le remboursement des coûts d'électricité admissibles jusqu'à concurrence de 40 % de ceux-ci pour le complexe de serres ayant été construit à Mirabel	4988
1379-2022	Octroi d'une subvention maximale de 1 500 000 \$ à Les Producteurs de lait du Québec, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2024-2025, pour le financement d'activités liées au contrôle et à l'amélioration de la qualité du lait au Québec	4989
1380-2022	Composition et mandat de la délégation officielle du Québec à la Conférence annuelle des ministres et sous-ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux de l'Agriculture qui se tiendra du 20 au 22 juillet 2022	4990
1383-2022	Insaisissabilité d'œuvres d'art et autres biens culturels ou historiques provenant de l'extérieur du Québec	4991
1384-2022	Composition et mandat de la délégation officielle du Québec aux rencontres provinciale et territoriale et fédérale, provinciale et territoriale des ministres responsables de la culture et du patrimoine qui se tiendront les 12 et 13 juillet 2022	4995
1385-2022	Octroi d'une subvention additionnelle d'un montant maximal de 4 950 000 \$ à Ouranos inc., pour les exercices financiers 2022-2023 à 2024-2025, pour le soutien au fonctionnement	4995
1386-2022	Octroi d'une subvention d'un montant maximal de 10 000 000 \$ à la Ville de Matane, au cours de l'exercice financier 2022-2023, pour la décontamination, le réaménagement, la revalorisation et la mise à niveau de terrains et bâtiments stratégiquement situés en vue d'un projet de développement économique	4996
1387-2022	Octroi par Investissement Québec d'une contribution financière sous forme de débenture convertible d'un montant maximal de 10 500 000 \$ US à Kaloom inc. pour son projet visant le développement de ses produits et pour soutenir ses activités de commercialisation et son fonds de roulement	4997
1388-2022	Octroi par Investissement Québec d'un prêt sans intérêt pardonnable d'un montant maximal de 12 500 000 \$ et d'un prêt à redevances d'un montant maximal de 12 500 000 \$ à KINOVA INC., pour son projet visant le développement de robots collaboratifs pour des utilisations industrielles et médicales ainsi que des investissements visant l'augmentation de la capacité de production et la productivité	4998
1389-2022	Octroi d'une subvention d'un montant maximal de 5 000 000 \$ au Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies, au cours des exercices financiers 2022-2023 et 2023-2024, pour le financement du Réseau Québec maritime de l'Université du Québec à Rimouski – UQAR et d'appels de propositions dans le secteur maritime	4999
1390-2022	Octroi par Investissement Québec d'une contribution financière à 9468-4859 Québec inc. sous forme d'actions privilégiées, d'un montant maximal de 43 000 000 \$, pour principalement revitaliser le centre commercial Place Fleur de Lys à Québec	5000
1391-2022	Octroi d'une aide financière maximale de 4 483 000 \$ à La Cantine pour tous, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2023-2024, pour permettre le déploiement à plus grande échelle du projet La Cantine dans les écoles	5001
1392-2022	Octroi d'une aide financière maximale de 2 000 000 \$ à Tel-jeunes, au cours de l'exercice financier 2022-2023, afin de réaliser les activités prévues au projet Tel-jeunes, dans le quotidien des ados du Québec	5001

1393-2022	Octroi d'une aide financière maximale de 21 000 000 \$ à Alloprof, au cours des exercices financiers 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025, afin de réaliser les activités prévues au plan de développement triennal d'Alloprof 2022-2025	5002
1394-2022	Octroi d'une aide financière additionnelle maximale de 11 475 260 \$ au Club des petits déjeuners, au cours des exercices financiers 2022-2023 et 2023-2024, afin de poursuivre les programmes de petits déjeuners offerts aux élèves du réseau scolaire québécois	5002
1395-2022	Préoccupations économiques, sociales et environnementales indiquées à la Régie de l'énergie à l'égard de la demande du distributeur d'électricité de fixer trois nouveaux tarifs visant la biénergie électricité – gaz naturel pour les clientèles commerciale et institutionnelle	5003
1396-2022	Autorisation à Hydro-Québec d'acquérir, par voie d'expropriation, les immeubles ou les servitudes requis pour la réalisation du projet de la ligne internationale de transport d'électricité entre le Québec et la frontière de l'État de New York, nommé Ligne d'interconnexion à 400 kV Hertel-New York, ainsi que les infrastructures et les équipements connexes	5004
1397-2022	Octroi d'une subvention additionnelle d'un montant maximal de 3 624 381 \$ au Centre de traitement de la biomasse de la Montérégie inc., au cours de l'exercice financier 2022-2023, pour la réalisation de son projet de production de gaz naturel renouvelable situé à Saint-Pie	5005
1399-2022	Modifications au décret numéro 914-2009 du 19 août 2009 concernant la délivrance d'un certificat d'autorisation à Corporation minière Osisko pour le projet minier aurifère Canadian Malartic sur le territoire de la ville de Malartic	5006
1400-2022	Modification du décret numéro 749-2018 du 13 juin 2018 relatif à la délivrance d'une autorisation à Mines Seleine, division de K+S Sel Windsor Ltée pour le programme décennal de dragage d'entretien du chenal de la Grande Entrée sur le territoire des municipalités de Grosse-Île et des Îles-de-la-Madeleine	5010
1401-2022	Délivrance d'une autorisation à Parc éolien Apuiat S.E.C. pour le projet de parc éolien Apuiat sur le territoire de la ville de Port-Cartier et le territoire non organisé de Lac-Walker	5012
1402-2022	Approbation de l'entente concernant le financement du comité consultatif, du comité d'évaluation et du comité d'examen inscrits au chapitre 22 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois entre le Gouvernement de la nation crie et le gouvernement du Québec	5016
1403-2022	Composition et mandat de la délégation officielle du Québec à la Rencontre des ministres fédérale-provinciaux-territoriaux responsables de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants qui se tiendra le 12 juillet 2022	5017
1406-2022	Octroi d'une subvention d'un montant maximal de 10 000 000 \$ à la Fondation René Lévesque, au cours de l'exercice financier 2022-2023, pour la valorisation des legs et la perpétuation de la mémoire de René Lévesque dans le contexte de la célébration de son centenaire de naissance	5018
1408-2022	Approbation d'une entente relative à la valorisation des activités traditionnelles cries entre le gouvernement du Québec et les Cries du Québec et l'octroi au Gouvernement de la nation crie d'une subvention d'un montant maximal de 8 807 038 \$, pour les exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, aux fins de cette entente	5018
1409-2022	Renvoi à la Cour d'appel du Québec relatif à la décision de la juge en chef de la Cour du Québec de diminuer le nombre de jours où siègent les juges affectés à la Chambre criminelle et pénale	5019
1410-2022	Nomination de monsieur Sylvain Beauregard comme juge de la cour municipale de la Ville de Victoriaville	5020
1411-2022	Nomination de monsieur Martin Chalifour comme juge de la Cour du Québec	5020
1412-2022	Nomination de monsieur Patrick-Olivier Mailhot comme juge de la Cour du Québec	5021
1413-2022	Approbation de l'Entente transitoire relative aux modalités de financement fédéral de certains projets en infrastructure dans le cadre du Fonds pour le transport actif et du Fonds pour les solutions de transport en commun en milieu rural entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada	5021
1415-2022	Nomination de madame Natalie Petitclerc comme membre du conseil d'administration et présidente-directrice générale du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	5021

1416-2022	Approbation de l'Entente de modification numéro 4 à l'Entente de service 2020-2023 entre le gouvernement du Québec et l'Institut canadien d'information sur la santé	5022
1417-2022	Modifications au Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents	5023
1418-2022	Approbation de l'Entente relative à l'octroi d'une subvention pour la mise en œuvre de mesures visant à favoriser l'immatriculation des armes à feu sans restriction ainsi que pour la prévention et la lutte contre la violence liée aux armes à feu entre la Nation naskapie de Kawawachikamach et le gouvernement du Québec	5028
1419-2022	Approbation de l'Entente Canada-Québec pour le financement relatif au Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires	5028
1420-2022	Octroi d'une subvention maximale de 17 117 702,55 \$ à la Ville de Montréal, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs.	5029
1421-2022	Octroi d'une subvention maximale de 1 240 894,06 \$ à la Ville de Saguenay, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs.	5030
1422-2022	Octroi d'une subvention maximale de 2 788 565,73 \$ à la Ville de Longueuil, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs.	5030
1423-2022	Octroi d'une subvention maximale de 2 579 550,40 \$ à la Ville de Gatineau, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs.	5031
1424-2022	Octroi d'une subvention maximale de 4 609 488,23 \$ à la Ville de Laval, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs.	5032
1425-2022	Octroi d'une subvention maximale de 1 313 941,46 \$ à la Ville de Terrebonne, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs.	5033
1426-2022	Octroi d'une subvention maximale de 1 111 513,91 \$ à la Ville de Lévis, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs.	5033
1427-2022	Octroi d'une subvention maximale de 1 381 662,35 \$ à la Ville de Sherbrooke, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs.	5034
1428-2022	Octroi d'une subvention maximale de 4 085 593,66 \$ à la Ville de Québec, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs.	5035
1429-2022	Octroi d'une subvention maximale de 1 182 781,08 \$ à la Ville de Trois-Rivières, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs.	5036
1430-2022	Octroi d'une subvention additionnelle d'un montant maximal de 900 000 \$ à Développement Côte-de-Beaupré, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2024-2025, pour soutenir la mise en place d'un projet pilote visant l'offre d'une nouvelle expérience touristique.	5037
1432-2022	Abrogation du décret numéro 751-2017 du 4 juillet 2017 concernant le Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes	5038
1433-2022	Versement à la Société des Traversiers du Québec d'une deuxième tranche de la subvention d'un montant maximal de 139 205 967 \$, pour l'année financière 2022-2023, et d'une avance d'un montant maximal de 66 536 500 \$, pour l'année financière 2023-2024, pour pourvoir à ses obligations	5038

Arrêtés ministériels

Autorisation de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence local de la Ville de Saguenay.	5041
Autorisation de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence local de la Ville de Saguenay.	5042

Soustraction à la prospection, à la recherche, à l'exploration et à l'exploitation minières des substances minérales faisant partie des terrains nécessaires aux fins des parcs régionaux du Lac Taureau, de la Chute-à-Bull et de la Forêt Ouareau, dans la municipalité régionale de comté de Matawinie	5043
Soustraction à la prospection, à la recherche, à l'exploration et à l'exploitation minières des substances minérales faisant partie des terrains nécessaires aux quatorze projets de conservation de la flore et de la faune situés dans la ville de Gatineau et dans les MRC d'Abitibi-Ouest, de Memphrémagog, de Pontiac, de Vaudreuil-Soulanges, de Bécancour, du Haut-Richelieu, de Maskinongé, de Nicolet-Yamaska, de Rimouski-Neigette et de Roussillon	5048

Erratum

Code des professions — Activités professionnelles pouvant être exercées par les membres de l'Ordre professionnel de la physiothérapie du Québec	5063
---	------

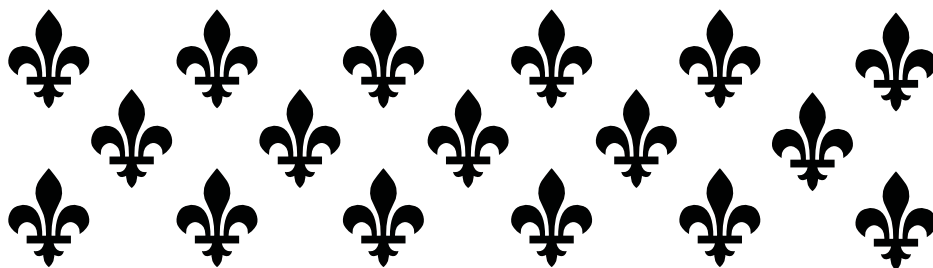
PROVINCE DE QUÉBEC42^E LÉGISLATURE2^E SESSIONQUÉBEC, LE 1^{ER} JUIN 2022

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR*Québec, le 1^{er} juin 2022*

Aujourd'hui, à huit heures dix, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner le projet de loi suivant :

n^o 96 Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français

La sanction royale est apposée sur ce projet de loi par Son Excellence le Lieutenant-gouverneur.



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

DEUXIÈME SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi n^o 96
(2022, chapitre 14)

**Loi sur la langue officielle et
commune du Québec, le français**

**Présenté le 13 mai 2021
Principe adopté le 4 novembre 2021
Adopté le 24 mai 2022
Sanctionné le 1^{er} juin 2022**

**Éditeur officiel du Québec
2022**

NOTES EXPLICATIVES

Cette loi a pour objet d'affirmer que la seule langue officielle du Québec est le français. Elle affirme également que le français est la langue commune de la nation québécoise.

À cette fin, la loi prévoit d'abord plusieurs modifications à la Charte de la langue française.

La loi propose de nouveaux droits linguistiques fondamentaux, dont le droit à des services d'apprentissage du français. Elle reconnaît aussi le caractère exécutoire de chacun des droits linguistiques fondamentaux prévus par la Charte de la langue française.

La loi propose diverses mesures de renforcement du français à titre de langue de la législation et de la justice.

La loi propose plusieurs modifications à l'égard du français à titre de langue de l'Administration. Elle donne ainsi à l'Administration le devoir d'utiliser le français de façon exemplaire et exclusive, sous réserve de certaines exceptions.

La loi prévoit également l'élaboration d'une politique linguistique de l'État.

La loi précise l'encadrement applicable aux ordres professionnels et à leurs membres concernant l'utilisation du français, notamment en obligeant ces derniers à maintenir une connaissance du français appropriée à l'exercice de la profession.

La loi propose plusieurs modifications à l'égard du français à titre de langue du travail. Elle prévoit notamment les obligations applicables aux employeurs pour assurer le respect du droit des travailleurs à exercer leurs activités en français. Elle donne au salarié le droit à un milieu de travail qui soit exempt de discrimination ou de harcèlement lié à l'usage du français ou à la revendication d'un droit découlant de la Charte de la langue française. Elle oblige les employeurs à prendre les moyens raisonnables pour éviter d'imposer l'exigence d'une connaissance d'une langue autre que le français pour accéder à un poste ou pour le conserver.

La loi renforce les dispositions relatives à l'usage du français à titre de langue du commerce et des affaires, particulièrement pour l'affichage et la rédaction de certains documents, tels que les contrats relatifs à certaines ventes immobilières.

En matière d'enseignement, la loi limite la durée et le renouvellement de l'exemption permettant à certains enfants de ne pas recevoir l'enseignement en français. Elle prévoit également diverses dispositions afin d'encadrer le développement des établissements d'enseignement collégial. Elle prévoit que l'obtention d'un diplôme d'études collégiales ou d'une attestation d'études collégiales est conditionnelle à la connaissance du français et, le cas échéant, à la réussite de cours de français ou de cours donnés en français. Elle apporte aussi des modifications aux dispositions relatives aux politiques des établissements d'enseignement collégial et universitaire relativement à l'emploi et à la qualité de la langue française.

La loi prévoit le rôle du Québec dans l'essor des communautés francophones et acadienne du Canada de même que dans la promotion et la valorisation du français dans les actions de l'Administration au Canada et à l'étranger.

La loi prévoit diverses mesures visant entre autres à étendre la francisation aux entreprises comptant 25 employés et plus. Elle modifie aussi les dispositions relatives aux comités de francisation et aux programmes de francisation et en prévoit d'autres relatives à la mise en place d'une offre de services d'apprentissage du français en entreprise.

La loi modifie certaines règles de fonctionnement de la Commission de toponymie. Elle institue Francisation Québec, au sein du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, laquelle a pour mission d'être l'unique point d'accès gouvernemental pour les personnes souhaitant recevoir des services d'apprentissage du français. Elle institue le ministère de la Langue française et prévoit les fonctions et les pouvoirs du ministre de la Langue française.

La loi apporte des précisions et des ajustements aux fonctions et pouvoirs de l'Office québécois de la langue française, notamment ceux à l'égard des plaintes, des dénonciations, des inspections et des enquêtes, et lui confère le pouvoir de rendre des ordonnances visant à mettre fin à certains manquements à la Charte de la langue française.

La loi prévoit la nomination d'un commissaire à la langue française qui a notamment pour fonction de surveiller l'évolution de la situation linguistique au Québec.

La loi abolit le Conseil supérieur de la langue française.

La loi prévoit que certaines dispositions de la Charte de la langue française prévalent sur celles postérieures de toute loi, à moins d'une mention expresse à l'effet contraire.

La loi ajoute dans la Loi constitutionnelle de 1867 des dispositions concernant la constitution du Québec.

La loi modifie plusieurs autres lois concernant l'usage du français, notamment le Code civil, le Code de procédure civile, la Loi d'interprétation et la Charte des droits et libertés de la personne. Quant à cette dernière, la loi y ajoute la reconnaissance du droit de vivre en français. La loi modifie également la Loi sur les tribunaux judiciaires afin d'y préciser les conditions dans lesquelles le ministre de la Justice peut exiger des candidats à la fonction de juge une connaissance ou un niveau de connaissance spécifique d'une langue autre que la langue officielle.

La loi précise qu'elle a effet indépendamment de certaines dispositions de la Charte des droits et libertés de la personne et de la Loi constitutionnelle de 1982.

Enfin, la loi contient des dispositions diverses, transitoires et finales.

LOIS MODIFIÉES PAR CETTE LOI :

- Code civil du Québec;
- Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001);
- Loi sur l'administration fiscale (chapitre A-6.002);
- Loi sur le Centre de la francophonie des Amériques (chapitre C-7.1);
- Charte de la langue française (chapitre C-11);
- Charte de la Ville de Longueuil (chapitre C-11.3);

- Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (chapitre C-11.4);
- Charte des droits et libertés de la personne (chapitre C-12);
- Loi sur les cités et villes (chapitre C-19);
- Code de procédure civile (chapitre C-25.01);
- Code des professions (chapitre C-26);
- Loi sur les collèges d’enseignement général et professionnel (chapitre C-29);
- Loi sur l’exécutif (chapitre E-18);
- Loi sur l’Institut de la statistique du Québec (chapitre I-13.011);
- Loi d’interprétation (chapitre I-16);
- Loi sur la justice administrative (chapitre J-3);
- Loi sur le ministère de l’Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (chapitre M-15.1.0.1);
- Loi sur le ministère de l’Immigration, de la Diversité et de l’Inclusion (chapitre M-16.1);
- Loi sur les ministères (chapitre M-34);
- Loi sur l’organisation territoriale municipale (chapitre O-9);
- Loi sur la protection du consommateur (chapitre P-40.1);
- Loi sur la publicité légale des entreprises (chapitre P-44.1);
- Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10);
- Loi sur le régime de retraite du personnel d’encadrement (chapitre R-12.1);
- Loi sur la santé et la sécurité du travail (chapitre S-2.1);
- Loi instituant le Tribunal administratif du travail (chapitre T-15.1);

- Loi sur les tribunaux judiciaires (chapitre T-16);
- Loi constitutionnelle de 1867.

RÈGLEMENTS MODIFIÉS PAR CETTE LOI :

- Règlement sur l'exemption de l'application du premier alinéa de l'article 72 de la Charte de la langue française qui peut être accordée aux enfants séjournant au Québec de façon temporaire (chapitre C-11, r. 7);
- Règlement sur la procédure de sélection des candidats à la fonction de juge de la Cour du Québec, de juge d'une cour municipale et de juge de paix magistrat (chapitre T-16, r. 4.1).

Projet de loi n° 96

LOI SUR LA LANGUE OFFICIELLE ET COMMUNE DU QUÉBEC, LE FRANÇAIS

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

1. Le préambule de la Charte de la langue française (chapitre C-11) est modifié :

1° par l'insertion, après le deuxième alinéa, du suivant :

«L'Assemblée nationale reconnaît que le français est la seule langue commune de la nation québécoise et qu'il est déterminant que tous soient sensibilisés à l'importance de cette langue et de la culture québécoise comme liens de la société. Elle est donc résolue à ce que chacun ait accès à l'apprentissage de cette langue et à en parfaire la connaissance et la maîtrise ainsi qu'à faire du français la langue de l'intégration. »;

2° par le remplacement, dans le quatrième alinéa, de « Amérindiens et aux Inuit du » par « Premières Nations et aux Inuit au »;

3° par l'insertion, après le quatrième alinéa, du suivant :

« Seul État de langue française en Amérique du Nord, le Québec partage une longue histoire avec les communautés francophones et acadienne du Canada. Il en découle une responsabilité particulière pour le Québec, qui entend jouer un rôle de premier plan au sein de la francophonie. »;

4° par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« En vertu de la souveraineté parlementaire, il revient au Parlement du Québec de confirmer le statut du français comme langue officielle et langue commune sur le territoire du Québec ainsi que de consacrer la prépondérance de ce statut dans l'ordre juridique québécois, tout en assurant un équilibre entre les droits collectifs de la nation québécoise et les droits et libertés de la personne. ».

2. L'article 1 de cette charte est modifié :

1° par l'ajout, à la fin, de la phrase suivante : « Seule cette langue a ce statut. »;

2° par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Le français est aussi la seule langue commune de la nation québécoise et constitue l'un des fondements de son identité et de sa culture distincte. ».

3. L'article 2 de cette charte est modifié :

1° par l'insertion, après « sociaux », de « , les autres prestataires d'un service régi par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) »;

2° par l'insertion, après « professionnels », de « , leurs membres titulaires d'un permis délivré conformément à l'article 35, les établissements d'enseignement de niveau collégial et universitaire »;

3° par le remplacement de « salariés » par « travailleurs ».

4. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 6, des suivants :

« **6.1.** Toute personne domiciliée au Québec a droit aux services prévus et offerts en vertu des articles 88.12 et 88.13 pour faire l'apprentissage du français.

La personne domiciliée au Québec qui reçoit d'un établissement l'enseignement primaire, secondaire ou collégial offert en anglais a le droit de recevoir de cet établissement un enseignement du français.

Cet enseignement du français doit permettre à la personne qui l'a reçu pendant tout l'enseignement primaire, secondaire et collégial d'avoir acquis des compétences suffisantes pour utiliser le français comme langue commune afin de pouvoir interagir, s'épanouir au sein de la société québécoise et participer à son développement.

« **6.2.** Toute personne a droit à une justice et à une législation en français. ».

5. Les articles 8 et 9 de cette charte sont remplacés par les suivants :

« **7.1.** En cas de divergence entre les versions française et anglaise d'une loi, d'un règlement ou d'un autre acte visé au paragraphe 1° ou 2° de l'article 7 que les règles ordinaires d'interprétation ne permettent pas de résoudre convenablement, le texte français prévaut.

« **8.** Les règlements et les autres actes de nature similaire auxquels ne s'applique pas l'article 133 de la Loi constitutionnelle de 1867, tels que les règlements municipaux, doivent être rédigés, adoptés et publiés exclusivement en français.

Les organismes et les établissements reconnus en vertu de l'article 29.1 peuvent rédiger, adopter et publier ces actes à la fois en français et dans une autre langue; en cas de divergence, le texte français d'un tel acte prévaut sur celui dans une autre langue.

«**9.** Une traduction en français certifiée par un traducteur agréé doit être jointe à tout acte de procédure rédigé en anglais émanant d'une personne morale.

La personne morale assume les frais de la traduction.

«**10.** Une version française doit être jointe immédiatement et sans délai à tout jugement rendu par écrit en anglais par un tribunal judiciaire lorsqu'il met fin à une instance ou présente un intérêt pour le public.

Tout autre jugement rendu par écrit en anglais est traduit en français à la demande de toute personne; celui rendu par écrit en français est traduit en anglais à la demande d'une partie.

Les frais de la traduction effectuée en application du présent article sont assumés par le ministère ou par l'organisme qui l'effectue ou qui assume les coûts nécessaires à l'exercice des fonctions du tribunal qui a rendu le jugement.

«**11.** L'article 10 s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à toute décision rendue dans l'exercice d'une fonction juridictionnelle par un organisme de l'Administration ou par une personne nommée par le gouvernement ou par un ministre qui exerce une telle fonction au sein d'un tel organisme.

«**12.** Il ne peut être exigé de la personne devant être nommée à la fonction de juge qu'elle ait la connaissance ou un niveau de connaissance spécifique d'une langue autre que la langue officielle sauf si le ministre de la Justice, après consultation du ministre de la Langue française, estime que, d'une part, l'exercice de cette fonction nécessite une telle connaissance et que, d'autre part, tous les moyens raisonnables ont été pris pour éviter d'imposer une telle exigence.

«**13.** Il ne peut être exigé de la personne devant être nommée par le gouvernement ou par un ministre pour exercer une fonction juridictionnelle au sein d'un organisme de l'Administration qu'elle ait la connaissance ou un niveau de connaissance spécifique d'une langue autre que la langue officielle sauf si le ministre responsable de l'application de la loi constitutive de l'organisme, après consultation du ministre de la Langue française, estime que, d'une part, l'exercice de cette fonction nécessite une telle connaissance et que, d'autre part, tous les moyens raisonnables ont été pris pour éviter d'imposer une telle exigence.

De même, une telle exigence ne peut être imposée à la personne devant être nommée par l'Assemblée nationale pour exercer une telle fonction au sein de la Commission d'accès à l'information ou de la Commission de la fonction publique sauf si le commissaire à la langue française estime que, d'une part, l'exercice de cette fonction nécessite une telle connaissance et que, d'autre part, tous les moyens raisonnables ont été pris pour éviter d'imposer cette exigence.».

6. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'intitulé du chapitre IV qui précède l'article 14, de ce qui suit :

«**SECTION I**

«**DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

«**13.1.** L'Administration doit, de façon exemplaire, utiliser la langue française, en promouvoir la qualité, en assurer le rayonnement au Québec de même qu'en assurer la protection.

De plus, l'Administration doit, de la même façon, prendre les moyens nécessaires pour s'assurer de satisfaire aux obligations qui lui incombent en vertu de la présente loi, notamment quant aux obligations envers les citoyens. À cette fin, elle doit, entre autres, se doter d'objectifs d'exemplarité et mettre en place des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ces objectifs.

«**13.2.** Pour l'application de l'article 13.1, un organisme de l'Administration utilise la langue française de façon exemplaire lorsque, dans toutes ses activités, il remplit les conditions suivantes :

1° il utilise exclusivement cette langue lorsqu'il écrit dans une situation qui n'est pas visée par une disposition des articles 14 à 19, 21 à 21.12, 22, 22.1 et 27;

2° il utilise exclusivement cette langue dans ses communications orales, sauf dans les cas suivants :

a) les seuls cas où, en vertu des dispositions de la présente section, il a la faculté d'utiliser une autre langue que le français lorsqu'il écrit;

b) lorsque, à la suite de la demande orale d'une personne visant à ce que l'organisme communique avec elle dans une autre langue que le français, celui-ci veut obtenir de cette dernière les renseignements nécessaires pour établir si, en vertu de la présente section, il a la faculté de communiquer dans cette autre langue avec cette personne;

3° il ne fait pas une utilisation systématique d'une autre langue que le français, c'est-à-dire que, dans les cas où les dispositions de la présente section lui accordent la faculté d'utiliser cette autre langue, il utilise néanmoins exclusivement le français dès qu'il l'estime possible.».

7. L'article 15 de cette charte est abrogé.

8. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 16, du suivant :

«**16.1.** L'article 16 s'applique aux communications écrites de l'Administration avec l'exploitant d'une entreprise comme s'il s'agissait d'une personne morale et compte tenu des autres adaptations nécessaires.».

9. L'article 18 de cette charte est modifié :

- 1^o par l'insertion, après « la langue », de « exclusive »;
- 2^o par l'insertion, après « communications », de « orales et ».

10. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 18, des suivants :

«**18.1.** Les membres du personnel d'un organisme de l'Administration doivent utiliser exclusivement le français lorsqu'ils communiquent oralement ou par écrit entre eux dans l'exercice de leurs fonctions.

«**18.2.** Malgré les articles 18 et 18.1, l'utilisation d'une autre langue que le français est permise lorsqu'elle découle de l'exercice, par un organisme de l'Administration, de la faculté que les dispositions de la présente section lui accordent d'utiliser cette autre langue. ».

11. L'article 19 de cette charte est modifié par l'insertion, après « rédigés », de « exclusivement ».

12. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 20, du suivant :

«**20.1.** L'organisme de l'Administration publique, dans les trois mois suivant la fin de son exercice, le nombre de postes au sein de son organisation pour lesquels il exige, afin d'y accéder notamment par recrutement, embauche, mutation ou promotion ou d'y rester, la connaissance ou un niveau de connaissance spécifique d'une langue autre que la langue officielle ainsi que ceux pour lesquels une telle connaissance ou un tel niveau de connaissance est souhaitable. ».

13. L'article 21 de cette charte est modifié :

- 1^o par l'insertion, après « sont rédigés », de « exclusivement »;
- 2^o par la suppression de la dernière phrase;
- 3^o par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Les contrats d'emprunt peuvent néanmoins être rédigés à la fois en français et dans une autre langue. Il en est de même des instruments et des contrats financiers qui ont pour objet la gestion des risques financiers, notamment les conventions d'échange de devises ou de taux d'intérêt, les contrats prévoyant l'achat ou la vente d'une option et les contrats à terme. ».

14. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 21, des suivants :

«**21.1.** Les ententes énumérées ci-dessous sont rédigées en français; une version dans une autre langue peut leur être jointe :

1° une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

2° une entente internationale au sens de la Loi sur le ministère des Relations internationales (chapitre M-25.1.1) ou une entente visée à l'article 23 ou à l'article 24 de cette loi.

«**21.2.** Une entente en matière d'affaires autochtones visée à l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30) est rédigée en français; une version dans une autre langue peut y être jointe.

«**21.3.** Les dispositions de l'article 21, 21.1 ou 21.2 s'appliquent aux écrits énumérés ci-dessous selon qu'ils sont relatifs à un contrat visé à l'article 21 ou à une entente visée à l'article 21.1 ou 21.2 :

1° les écrits transmis à l'Administration pour conclure un contrat ou une entente avec elle;

2° les écrits qui se rattachent à un contrat ou à une entente auxquels est partie l'Administration;

3° les écrits transmis, en vertu d'un tel contrat ou d'une telle entente, par une partie à ce contrat ou à cette entente à une autre.

Les articles 16 et 16.1 ne s'appliquent pas à la communication qui est également un écrit visé au présent article.

«**21.4.** Une version dans une autre langue que le français peut être jointe aux contrats et aux autres écrits qui leur sont relatifs visés respectivement aux articles 21 et 21.3 dans chacune des situations suivantes :

1° lorsque l'Administration contracte au Québec avec l'un des cocontractants suivants :

a) une personne physique qui ne réside pas au Québec;

b) une personne morale ou une entreprise qui n'est pas soumise à l'obligation d'immatriculation prévue par la Loi sur la publicité légale des entreprises (chapitre P-44.1) et dont le siège est situé dans un État où le français n'est pas une langue officielle;

c) une personne ou un organisme exempté de l'application de la présente loi en vertu de l'article 95;

d) une personne morale ou une entreprise dont le seul établissement est situé dans une réserve, dans un établissement ou sur des terres visés à l'article 97;

2° dans toute autre situation prévue par règlement du gouvernement.

Pour l'application de la présente loi, le mot « État » s'entend au sens qui lui est donné par le premier alinéa de l'article 3077 du Code civil.

« **21.5.** Malgré l'article 21, un contrat peut être rédigé seulement dans une autre langue que le français lorsque l'Administration contracte à l'extérieur du Québec.

De plus, les contrats suivants peuvent être rédigés seulement dans une autre langue que le français :

1° dans les cas et aux conditions prévus par règlement du gouvernement :

a) un contrat conclu avec une personne ou une entreprise qui exerce les activités d'une chambre de compensation;

b) un contrat conclu sur une plateforme permettant de négocier un instrument dérivé visé par la Loi sur les instruments dérivés (chapitre I-14.01), une valeur mobilière visée par la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1) ou un autre bien meuble, pourvu, en ce dernier cas, qu'il ne s'agisse pas d'un contrat de consommation;

2° une police d'assurance, lorsqu'elle n'a pas d'équivalent en français au Québec et qu'elle remplit l'une des conditions suivantes :

a) elle provient de l'extérieur du Québec;

b) son utilisation est peu répandue au Québec.

« **21.6.** Malgré l'article 21.3, un écrit relatif à un contrat visé à l'article 21.5 peut être rédigé seulement dans une autre langue que le français.

Il en est de même de l'écrit relatif à un contrat visé à l'article 21 lorsque, à la fois, l'organisme de l'Administration concerné y consent et qu'il s'agit d'un écrit authentique, semi-authentique ou dont la valeur juridique prévaudrait sur celle d'une éventuelle version française.

De plus, l'écrit transmis par le cocontractant visé au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 21.4 et initiant des démarches visant la conclusion d'un contrat visé à l'article 21 peut être rédigé seulement dans une autre langue que le français.

« **21.7.** Un organisme de l'Administration est tenu de rendre disponible une version française de toute partie d'un contrat ou d'un écrit rédigé seulement dans une autre langue en vertu de l'article 21.5 ou 21.6 aux membres de son personnel dont les fonctions requièrent qu'ils prennent connaissance de cette partie d'un tel contrat ou d'un tel écrit.

Le premier alinéa ne s'applique pas au membre du personnel de l'organisme qui participe à la négociation ou à la rédaction de ce contrat ou de ce document.

«**21.8.** Les communications écrites nécessaires à la conclusion d'un contrat ou d'une entente qui peut être rédigé dans une autre langue que le français peuvent être dans cette autre langue.

Les articles 16 et 16.1 ne s'appliquent pas à la communication visée au présent article.

«**21.9.** Les écrits transmis à un organisme de l'Administration par une personne morale ou par une entreprise pour obtenir un permis, une autre autorisation de même nature, une subvention ou une autre forme d'aide financière qui n'est pas un contrat visé à l'article 21 doivent être rédigés exclusivement en français.

Il en est de même pour les écrits qu'une personne morale ou qu'une entreprise bénéficiant d'une telle forme d'aide ou titulaire d'une telle autorisation est tenue de transmettre à un tel organisme en raison de cette aide ou de cette autorisation.

Les articles 21.4 et 21.6 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, aux écrits visés au présent article.

Le gouvernement peut prévoir, par règlement, les situations dans lesquelles un écrit transmis à l'Administration peut être rédigé dans une autre langue que le français.

«**21.10.** Chaque organisme de l'Administration doit voir à ce que toute inscription, visée au premier alinéa de l'article 51, relative à un produit qu'il obtient en vertu d'un contrat d'approvisionnement conclu avec une personne morale ou une entreprise soit, conformément à cet article, rédigée en français. Cet organisme doit, de plus, voir à ce que soit conforme à l'article 52.1 ou à l'article 54 le produit qui y est visé, lorsqu'il est obtenu en vertu d'un tel contrat.

Pour l'application du premier alinéa, «contrat d'approvisionnement» s'entend au sens qui lui est donné par la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1).

«**21.11.** Lorsqu'un organisme de l'Administration obtient des services d'une personne morale ou d'une entreprise, il requiert qu'ils soient rendus en français.

Lorsque les services ainsi obtenus sont destinés au public, l'organisme doit plutôt requérir du prestataire de services qu'il se conforme aux dispositions de la présente loi qui seraient applicables à cet organisme s'il avait lui-même fourni ces services au public.

«**21.12.** Les articles 21.10 et 21.11 n'ont pas d'effet lorsqu'il est impossible pour l'organisme de se procurer en temps utile le produit recherché ou un autre produit qui y est équivalent conforme, selon le cas, à l'article 51, 52.1 ou 54 ou lorsque des services, autres que ceux destinés au public, ne peuvent être rendus en français.»

15. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 22.1, de ce qui suit :

« **22.2.** Un organisme de l'Administration peut déroger au paragraphe 1^o de l'article 13.2 en correspondant ou en communiquant autrement par écrit en anglais seulement avec la personne qui lui en fait la demande si elle est déclarée admissible à recevoir l'enseignement en anglais en vertu des dispositions de la section I du chapitre VIII, autres que les articles 84.1 et 85.

De plus, l'organisme de l'Administration qui, avant le 13 mai 2021, correspondait seulement en anglais avec une personne physique en particulier relativement à un dossier la concernant, pour un motif autre que l'état d'urgence sanitaire déclaré en vertu de l'article 118 de la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2), peut continuer à correspondre et autrement communiquer par écrit avec elle dans cette langue seulement.

« **22.3.** Un organisme de l'Administration peut déroger au paragraphe 1^o de l'article 13.2 en utilisant, en plus du français, une autre langue lorsqu'il écrit, dans les cas suivants :

1^o lorsque la santé, la sécurité publique ou les principes de justice naturelle l'exigent;

2^o pour l'accomplissement de l'une des fins suivantes :

a) fournir des services en anglais à la personne déclarée admissible à recevoir l'enseignement en anglais en vertu des dispositions de la section I du chapitre VIII, autres que les articles 84.1 et 85;

b) fournir des services aux organismes visés à l'article 95 ou aux autochtones;

c) fournir des services pour l'accueil au sein de la société québécoise des personnes immigrantes durant les six premiers mois de leur arrivée au Québec;

d) fournir des services et entretenir des relations à l'extérieur du Québec;

e) fournir des services touristiques;

f) toute autre fin, compatible avec les objectifs de la présente loi, prévue par règlement du ministre.

Les contrats de consommation suivants, lorsqu'ils sont conclus par un organisme de l'Administration, peuvent, en dérogation à l'article 21, être rédigés à la fois en français et dans une autre langue :

1^o un contrat à exécution successive, dans les cas visés au premier alinéa;

2° un contrat visant la fourniture d'un hébergement ou la location d'un bien pour accomplir la fin visée au sous-paragraphe *e* du paragraphe 2° du premier alinéa.

Les écrits et les communications visés aux articles 21.3 et 21.8 peuvent, dans les cas visés au premier alinéa, être rédigés à la fois en français et dans une autre langue lorsqu'ils sont relatifs à un contrat de consommation ou lorsqu'ils sont nécessaires à sa conclusion.

Malgré les premier, deuxième et troisième alinéas, un organisme de l'Administration peut utiliser une autre langue seulement lorsqu'il a pris ou révisé la directive prévue à l'article 29.15 ou, s'il s'agit d'un organisme visé à l'article 29.16, lorsque le ministre qui y est visé a pris ou révisé la directive prévue à cet article, pourvu que la directive ait été soit approuvée en vertu de l'un ou l'autre du premier alinéa de l'article 29.17 ou de l'article 29.19, soit transmise en vertu du deuxième alinéa de l'article 29.17.

«**22.4.** Un organisme de l'Administration doit mettre en œuvre des mesures qui assureront, à la fin d'une période de six mois, des communications exclusivement en français avec les personnes immigrantes, lorsque, afin de fournir des services pour l'accueil de ces personnes au sein de la société québécoise, il utilise une autre langue que le français en vertu de l'article 22.3.

L'organisme qui, conformément au premier alinéa, fournit des services dans une autre langue que le français à des personnes immigrantes doit, lorsque le volume de la demande pour de tels services par ces personnes le justifie, privilégier l'utilisation de leur langue maternelle.

«**22.5.** Les dispositions de la présente section n'ont pas pour effet d'empêcher l'utilisation d'une autre langue que le français dans les cas suivants :

1° les communications destinées à des organes d'information diffusant dans une langue autre que le français et la publicité qu'ils véhiculent;

2° les communications d'un ministre ou d'un titulaire d'une charge publique élective au sein d'un organisme de l'Administration, autres que celles destinées à un tel organisme ou aux membres de son personnel;

3° les documents rédigés ou utilisés en recherche déterminés par règlement du ministre, dans les cas et aux conditions qui y sont prévus, autres que les documents suivants :

a) le contrat visé à l'article 21;

b) l'écrit rédigé pour obtenir une autorisation ou une aide financière, à l'exclusion des documents qui y sont joints;

4° les documents utilisés dans les relations avec l'extérieur du Québec, à l'exclusion des documents visés aux articles 16 et 16.1 ainsi que des ententes visées aux articles 21.1 et 21.2 et des écrits qui y sont relatifs visés à l'article 21.3;

5° les communications orales avec les personnes provenant de l'extérieur du Québec, lorsqu'elles sont nécessaires au déploiement de l'action internationale du Québec;

6° lorsqu'un organisme de l'Administration doit utiliser cette autre langue pour se conformer à la loi ou aux pratiques d'un autre État que le Québec;

7° sauf dans les documents visés aux articles 16, 16.1 et 21 à 21.3, lorsque l'utilisation de cette autre langue est nécessaire à la mise en œuvre de mesures visant la coopération entre les autorités compétentes du Québec et celles d'un autre État, y compris la rédaction de documents nécessaires à l'application au Québec de normes visant à être harmonisées avec celles d'un tel autre État;

8° pour l'application de l'article 15 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2).

Les dispositions de l'article 21.7 s'appliquent aux documents visés au paragraphe 4° du premier alinéa, compte tenu des adaptations nécessaires.

«SECTION II

«ORGANISMES ET ÉTABLISSEMENTS RECONNUS AINSI QUE PIÈCES VERSÉES AUX DOSSIERS CLINIQUES».

16. L'article 26 de cette charte est modifié :

1° dans le premier alinéa :

a) par l'insertion, après «peuvent utiliser», de « , lorsqu'ils écrivent, »;

b) par l'insertion, après «langue dans», de « leurs documents, leur prestation de services et l'utilisation de leurs moyens technologiques, dans »;

c) par l'insertion, après «entre eux», de « , de même que dans les avis de convocation, les ordres du jour et les procès-verbaux de leurs assemblées délibérantes. Ils peuvent également utiliser cette autre langue dans leurs communications orales sans avoir à utiliser en même temps la langue officielle, pour autant qu'ils demeurent en mesure de se conformer à l'article 23 »;

2° par l'ajout, à la fin du deuxième alinéa, de la phrase suivante : « De plus, des personnes peuvent, au sein de ces organismes et établissements, utiliser la langue de leur choix dans les communications orales entre elles. ».

17. L'article 27 de cette charte est modifié :

1^o par la suppression de la dernière phrase;

2^o par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« À la demande de toute personne autorisée à obtenir ces pièces, un service de santé ou un service social doit, dans les plus brefs délais et à ses frais, fournir le résumé, rédigé en français, d'un dossier clinique de même que la version française de toute pièce versée au dossier qui comporte un renseignement en anglais. ».

18. L'article 29.1 de cette charte est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 3^o du deuxième alinéa, de « Annexe » par « annexe I ».

19. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 29.1, de ce qui suit :

« **29.2.** Lorsque l'Office constate, à la lumière des données d'ordre linguistique de chaque recensement effectué conformément à la législation canadienne sur la statistique, qu'une municipalité reconnue en vertu de l'article 29.1 ne remplit pas la condition prévue au paragraphe 1^o du deuxième alinéa de cet article, il doit lui transmettre un avis écrit l'informant de ce constat.

La reconnaissance obtenue par la municipalité lui est retirée, du seul effet de la loi, à l'échéance d'un délai de 120 jours à compter de la réception de l'avis transmis par l'Office. La reconnaissance est toutefois maintenue si la municipalité adopte, avant cette échéance, une résolution à cette fin; elle en avise alors l'Office, sans délai.

L'avis transmis en vertu du premier alinéa est publié par l'Office de même que par la municipalité qui le reçoit.

« **29.3.** Lorsque la reconnaissance obtenue par une municipalité lui est retirée en vertu du troisième alinéa de l'article 29.1 ou du deuxième alinéa de l'article 29.2, l'Office doit transmettre à tout organisme reconnu en vertu de l'article 29.1 et relevant de l'autorité de cette municipalité un avis écrit l'informant de ce fait. L'Office transmet une copie de l'avis à la municipalité.

La reconnaissance obtenue par l'organisme lui est retirée, du seul effet de la loi, à l'échéance d'un délai de 120 jours à compter de la réception par celui-ci de l'avis transmis par l'Office.

L'avis transmis en vertu du premier alinéa est publié par l'Office de même que par la municipalité et par l'organisme qui le reçoivent.

« **29.4.** L'Office publie la liste des organismes et des établissements reconnus en vertu de l'article 29.1.

«SECTION III**«CONCORDANCE DES ACTIONS DE L'ADMINISTRATION AVEC LE RÔLE DU QUÉBEC DANS LA FRANCOPHONIE CANADIENNE ET À L'ÉTRANGER**

«29.5. Dans ses actions à l'étranger, l'Administration promeut et valorise le français. Elle en fait de même dans ses actions au Canada où elle doit jouer un rôle de premier plan auprès des communautés francophones et acadienne.

À ces fins, elle favorise, notamment par l'établissement de partenariats, les actions communes qui permettent d'optimiser les ressources à la disposition des francophones, de faire rayonner le français et qui soutiennent l'essor de ces communautés.

«29.6. Toute personne qui est domiciliée au Canada et qui n'est pas un résident du Québec a droit, lorsqu'elle suit, dans un établissement d'enseignement collégial ou universitaire francophone visé à l'article 88.0.1, un programme d'études donné en français qui n'est pas donné en français ailleurs au Canada, d'acquiescer les mêmes droits de scolarité qu'un résident du Québec pourvu que, selon l'établissement, elle ait au moment de son admission une connaissance suffisante du français lui permettant de suivre avec succès ce programme.

Le premier alinéa ne s'applique pas aux activités de mise à niveau qui peuvent être nécessaires à l'admission d'une personne.

Pour l'application du premier alinéa, «résident du Québec» s'entend au sens de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (chapitre C-29).

«29.7. Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie contribue à la mobilité des étudiants francophones à travers le Canada, notamment par la conclusion d'ententes, conformément à la loi.

«29.8. Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie publie annuellement, dans le rapport des activités de son ministère, le nombre de personnes qui se sont prévalués du droit prévu à l'article 29.6 et la présentation des mesures prises pour l'application de l'article 29.7.

Il consulte les établissements d'enseignement collégial ou universitaire situés ailleurs au Canada sur les effets de l'article 29.6 et fait état de ces consultations dans le rapport visé au premier alinéa.

«SECTION IV

«MISE EN ŒUVRE

«§1. — *Responsabilité des autorités administratives*

«**29.9.** Il appartient à la personne qui exerce la plus haute autorité administrative au sein d'un organisme de l'Administration de prendre les moyens nécessaires pour que l'organisme satisfasse aux obligations auxquelles il est tenu en vertu de la présente loi.

«§2. — *Politique linguistique de l'État*

«**29.10.** Le ministre de la Langue française élabore et soumet à l'approbation du gouvernement la politique linguistique de l'État.

Le ministère de la Langue française publie la politique approuvée par le gouvernement.

Cette politique s'applique aux ministères, aux organismes gouvernementaux et aux organismes municipaux au sens de l'annexe I.

Elle s'applique également aux institutions parlementaires au sens de cette annexe, sous réserve des dispositions particulières prévues par le commissaire à la langue française.

«**29.11.** La politique linguistique de l'État guide les organismes de l'Administration auxquels elle s'applique dans l'exécution des obligations qui leur incombent en vertu de l'article 13.1.

À cette fin, la politique comporte des dispositions concernant notamment les sujets suivants :

1° les mesures qui, de l'avis du ministre, peuvent être prises par un organisme pour satisfaire à ces obligations, dont :

a) l'établissement de règles selon lesquelles un organisme décide d'exercer la faculté d'utiliser une autre langue que le français, lorsque la présente loi lui accorde une telle faculté;

b) la communication aux membres du personnel d'un organisme des obligations qui leur incombent en vertu de la présente loi et des droits linguistiques fondamentaux qu'elle leur confère, entre autres par des exemples qui en illustrent la portée;

c) la mise en place de moyens de contrôle de la qualité du français utilisé au sein d'un organisme;

d) l'identification des occasions dont un organisme peut se saisir, dans le cours normal de ses activités, pour faire rayonner le français à l'étranger et ailleurs au Canada, particulièrement auprès des communautés francophones et acadienne;

e) la diffusion de la teneur de la politique auprès des membres du personnel d'un organisme, de ses fournisseurs, des bénéficiaires d'une subvention ou d'une autre forme d'aide financière et des autres membres du public qui reçoivent ses services ou qui sont susceptibles de les recevoir;

f) la mise en place d'un environnement de langue française, notamment en ce qui a trait à la musique vocale ainsi qu'à la priorité qui doit être accordée aux œuvres culturelles québécoises;

2° les renseignements concernant l'application de la présente loi, dont ceux relatifs à la mise en œuvre de mesures prévues par la politique et devant figurer dans le rapport annuel de l'organisme tenu de produire un tel rapport;

3° les exemples qui illustrent comment un organisme de l'Administration peut utiliser une autre langue que le français lorsque, conformément à la présente loi, il en a la faculté;

4° les actes et les omissions qui, de l'avis du ministre, sont susceptibles d'empêcher un organisme de satisfaire à une obligation qui lui incombe en vertu de l'article 13.1, notamment dans l'utilisation des médias sociaux et des technologies de l'information et des communications.

«**29.12.** Lorsqu'il élabore la politique linguistique de l'État, le ministre doit tenir compte :

1° de l'importance accordée à la langue française comme langue commune pour permettre l'intégration à la société québécoise des personnes immigrantes;

2° des particularités des organismes et des établissements reconnus en vertu de l'article 29.1;

3° de l'importance pour l'Administration de remplir son devoir d'exemplarité dans l'ensemble de ses communications.

«**29.13.** La politique linguistique de l'État fait l'objet d'une révision au moins tous les 10 ans.

«**29.14.** Le gouvernement peut prendre un règlement pour établir des mesures qui doivent être mises en œuvre par tout organisme de l'Administration qu'il désigne parmi ceux auxquels s'applique la politique linguistique de l'État et sans lesquelles un tel organisme est réputé ne pas satisfaire à une obligation à laquelle il est tenu en vertu de l'article 13.1.

Les dispositions d'un tel règlement ne s'appliquent à une institution parlementaire que si le commissaire à la langue française y consent.

«§3.—*Directive des organismes de l'Administration*

«**29.15.** Un organisme de l'Administration auquel s'applique la politique linguistique de l'État prend une directive précisant la nature des situations dans lesquelles il entend utiliser une autre langue que le français dans les cas où le permettent les dispositions de la section I.

Cette directive doit, de plus, prévoir les mesures que cet organisme entend, le cas échéant, mettre en œuvre pour se conformer à l'article 22.4.

La directive est révisée au moins tous les cinq ans.

«**29.16.** Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport doit prendre une directive, conforme à l'article 29.15, applicable aux organismes scolaires.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux doit faire de même à l'égard des organismes du réseau de la santé et des services sociaux.

Chacun d'eux révisé la directive au moins tous les cinq ans.

«**29.17.** Toute directive prise en vertu de l'article 29.15 par un ministère ou par un organisme gouvernemental, de même que celle prise en vertu de l'article 29.16, doit être soumise au ministre qui peut, lorsqu'il l'estime conforme à l'article 29.15, l'approuver, avec ou sans modification.

Un organisme municipal transmet au ministre la directive qu'il prend en vertu de l'article 29.15 et la rend publique.

«**29.18.** Lorsqu'un ministère ou un organisme fait défaut de prendre la directive visée à l'article 29.17 dans le délai que le ministre lui indique, le ministre peut prendre lui-même cette directive; il y est toutefois tenu, immédiatement et sans délai, à l'égard de l'organisme qui remplit la condition prévue au paragraphe 2^o de l'article 29.20. La directive prise par le ministre a le même effet que si elle avait été prise par le ministère ou par l'organisme concerné.

Le ministère de la Langue française publie chacune des directives approuvées ou prises par le ministre et en transmet une copie au commissaire à la langue française.

«**29.19.** Toute directive prise en vertu de l'article 29.15 par une institution parlementaire est soumise au commissaire à la langue française.

Les dispositions du premier alinéa de l'article 29.17 et de l'article 29.18 pour le reste, applicables à cette directive, compte tenu des adaptations nécessaires. Le commissaire publie chacune des directives qu'il prend ou approuve.

«**29.20.** Le quatrième alinéa de l'article 22.3 n'a pas pour effet d'empêcher un organisme de l'Administration d'utiliser une autre langue que le français dans les cas prévus au premier alinéa de cet article lorsque l'une ou l'autre des conditions suivantes est remplie :

1° une directive a été prise à l'égard de l'organisme par le ministre de la Langue française en vertu du premier alinéa de l'article 29.18 ou par le commissaire à la langue française en vertu du deuxième alinéa de l'article 29.19;

2° l'organisme n'a pas pris la directive prévue à l'article 29.15 ou, s'il s'agit d'un organisme visé à l'article 29.16, le ministère qui y est visé n'a pas pris la directive qui y est prévue et, dans l'un ou l'autre de ces cas, le ministre de la Langue française ou le commissaire à la langue française n'a pas encore pris la directive visée au paragraphe 1°.

«**29.21.** L'organisme de l'Administration visé au premier alinéa de l'article 29.15 qui est tenu de produire un rapport annuel y rend compte de l'application de la directive prévue à cet article et de la politique linguistique de l'État.

«**29.22.** Le ministre peut, de sa propre initiative ou lorsqu'il est informé d'une plainte à cet égard, vérifier la conformité avec l'article 29.15 de la directive prise par un organisme municipal.

Lorsqu'il juge qu'une telle directive n'est pas conforme, le ministre peut ordonner à l'organisme concerné d'y apporter les modifications qu'il juge appropriées pour la rendre conforme.

Le ministre doit, avant d'exercer le pouvoir prévu au deuxième alinéa, aviser l'organisme concerné de son intention et lui donner un délai d'au moins 15 jours pour présenter ses observations.

«**29.23.** Sous réserve des mesures établies en vertu de l'article 29.14, le ministre peut, par règlement, édicter des mesures raisonnables afin que l'Administration satisfasse aux obligations qui lui incombent en vertu de la section I et exerce la faculté d'utiliser une autre langue que le français conférée par les dispositions de cette section de manière exemplaire.

Les dispositions d'un tel règlement peuvent notamment prévoir les situations dans lesquelles cette faculté est restreinte ainsi que les conditions et les modalités selon lesquelles un organisme ou un membre de son personnel peut s'en prévaloir.

Les dispositions d'un tel règlement peuvent préciser les catégories auxquelles elles s'appliquent ou prévoir qu'elles ne s'appliquent qu'à un seul organisme ou au personnel d'un seul organisme.

Les dispositions d'un tel règlement ne s'appliquent à une institution parlementaire que si le commissaire à la langue française y consent.

«**29.24.** Un organisme ou un établissement reconnu en vertu de l'article 29.1 peut déroger à l'obligation d'utiliser le français de façon exemplaire lorsque, conformément à la présente loi, il utilise l'autre langue que sa reconnaissance lui permet d'utiliser, et ce, sans devoir se conformer aux dispositions de la présente sous-section.

De plus, l'article 13.1 ne s'applique pas à un organisme scolaire reconnu. ».

20. L'article 30.1 de cette charte est modifié :

1° par la suppression de « , à toute personne qui fait appel à leurs services et qui leur en fait la demande, »;

2° par le remplacement de « et qui la concerne » par « à toute personne autorisée à les obtenir et qui leur en fait la demande »;

3° par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Malgré le premier alinéa, lorsque le client ayant fait appel aux services du membre d'un ordre professionnel est une personne morale, les frais de traduction d'un document visé au premier alinéa à la demande d'une personne autorisée à obtenir ce document, autre que ce client, sont à la charge de celui-ci. ».

21. L'article 32 de cette charte est modifié :

1° dans le premier alinéa :

a) par l'insertion, après « utilisent », de « uniquement »;

b) par l'insertion, après « écrites », de « et orales »;

c) par le remplacement de « de leurs membres » par « ou une partie de leurs membres et des candidats à l'exercice de la profession »;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Sauf disposition contraire de la présente loi, ils utilisent uniquement cette langue lorsqu'ils communiquent oralement ou par écrit avec un membre ou un candidat à l'exercice de la profession en particulier. ».

22. L'article 35 de cette charte est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, de « leur » par « la »;

2° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 1° du deuxième alinéa par ce qui suit :

« Un ordre professionnel doit, lors de la délivrance du permis, considérer qu'une personne a cette connaissance si : ».

23. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 35, des suivants :

« **35.1.** Le titulaire d'un permis délivré conformément à l'article 35 doit, tant qu'il le détient, maintenir une connaissance de la langue officielle appropriée à l'exercice de la profession.

Il ne peut, dans l'exercice de ses activités professionnelles, refuser de fournir une prestation pour le seul motif qu'on lui demande d'utiliser la langue officielle dans l'exécution de cette prestation. Il est fait exception à cette règle lorsque ses activités professionnelles reposent, par nature, sur l'utilisation d'une autre langue que le français; en ce cas, le titulaire d'un permis délivré conformément à l'article 35 ne peut toutefois refuser de fournir une prestation pour le seul motif qu'on lui demande d'utiliser la langue officielle dans sa relation professionnelle avec la personne qui fait appel à ses services.

« **35.2.** L'ordre professionnel qui, pour des motifs sérieux, considère qu'un de ses membres n'a pas de la langue officielle une connaissance appropriée à l'exercice de la profession peut, outre des mesures qui peuvent être prises à l'égard de celui-ci en vertu du Code des professions (chapitre C-26), exiger qu'il obtienne l'attestation délivrée par l'Office en vertu du troisième alinéa de l'article 35.

De plus, les cours de perfectionnement qu'un membre d'un ordre professionnel peut être obligé de suivre avec succès ainsi que toute autre obligation, déterminée dans un règlement pris en vertu de l'article 90 de ce code, qui peut lui être imposée peuvent avoir pour objet de permettre à un tel membre de recouvrer de la langue officielle une connaissance appropriée à l'exercice de la profession. ».

24. L'article 37 de cette charte est remplacé par le suivant :

« **37.** Malgré l'article 35, un ordre professionnel peut délivrer un permis visé aux articles 40 à 42.2 du Code des professions (chapitre C-26) à une personne qui n'a pas de la langue officielle une connaissance appropriée à l'exercice de la profession, pourvu, à la fois :

1^o que le permis soit temporaire;

2^o que la personne ait acquis, à l'extérieur du Québec, les compétences professionnelles requises pour l'obtention d'un tel permis.

Le permis délivré en vertu du premier alinéa est valable pour une période d'au plus un an. ».

25. L'article 39 de cette charte est abrogé.

26. L'article 40 de cette charte est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«L'Office peut, au moment où il autorise un ordre à délivrer un tel permis, en déterminer la durée.».

27. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 40, des suivants :

«**40.1.** L'Office des professions du Québec transmet annuellement à l'Office, pour chaque ordre professionnel, le nombre de permis délivrés visés à l'article 37 et le nombre d'autorisations spéciales accordées en vertu de l'article 42.4 du Code des professions (chapitre C-26) ainsi que le nombre de renouvellements de telles autorisations spéciales.

L'Office indique, dans le rapport annuel de ses activités, les renseignements ainsi transmis par l'Office des professions du Québec.

«**40.2.** Un ordre professionnel peut utiliser une autre langue en plus de la langue officielle dans une communication écrite particulière à l'une des personnes suivantes :

1° un candidat à l'exercice de la profession qui demande à ce qu'un permis lui soit délivré conformément à l'article 37 ou en vertu de l'article 40;

2° un membre de l'ordre qui, en vertu de la présente loi, n'est pas tenu d'avoir de la langue officielle une connaissance appropriée à l'exercice de la profession.

Un ordre professionnel peut également utiliser cette autre langue dans une communication orale particulière avec l'une de ces personnes, sans avoir à utiliser en même temps la langue officielle.».

28. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'intitulé du chapitre VI qui précède l'article 41, de l'article suivant :

«**40.3.** Pour l'application du présent chapitre :

1° un salarié s'entend d'un salarié auquel s'applique la section V.2 du chapitre IV de la Loi sur les normes du travail (chapitre N-1.1);

2° un travailleur s'entend d'un salarié et d'une personne dont les conditions d'engagement ou de rémunération ou dont la rétribution de services sont prévues par une entente collective;

3° une entente collective est celle, autre qu'une convention collective de travail, qui est conclue par une association ou par un autre groupement habilités par une loi à la négocier et qui, en vertu de cette loi, s'applique même à des personnes qui ne sont pas membres de cette association ou de cet autre groupement;

4° un employeur s'entend de quiconque fait effectuer un travail par un salarié ou, étant régi par une entente collective, procure du travail à un travailleur ou coordonne les services offerts par celui-ci;

5° une association de travailleurs comprend, outre une association de salariés au sens du Code du travail (chapitre C-27), l'association et le groupement visés au paragraphe 3°. ».

29. L'article 41 de cette charte est modifié :

1° par le remplacement de « rédige dans la langue officielle les communications qu'il adresse à son personnel. Il rédige et publie en français les offres d'emploi ou de promotion. » par « doit respecter le droit du travailleur d'exercer ses activités en français; il est en conséquence notamment tenu : »;

2° par l'ajout, à la fin, de ce qui suit :

« 1° de voir à ce que toute offre d'emploi, de mutation ou de promotion qu'il diffuse le soit en français;

« 2° de voir à ce que tout contrat individuel de travail qu'il conclut par écrit soit rédigé en français;

« 3° d'utiliser le français dans les communications écrites, même celles suivant la fin du lien d'emploi, qu'il adresse à son personnel, à une partie de celui-ci, à un travailleur en particulier ou à une association de travailleurs représentant son personnel ou une partie de celui-ci;

« 4° de voir à ce que les documents visés ci-dessous qu'il rend disponibles soient rédigés en français et, s'il les rend aussi disponibles dans une autre langue, à ce que leur version française soit accessible dans des conditions au moins aussi favorables :

- a) les formulaires de demande d'emploi;
- b) les documents ayant trait aux conditions de travail;
- c) les documents de formation produits à l'intention de son personnel.

Malgré le paragraphe 2° du premier alinéa, les parties au contrat individuel de travail qui est un contrat d'adhésion peuvent être liées seulement par sa version dans une autre langue que le français si, après avoir pris connaissance de sa version française, telle est leur volonté expresse. Dans les autres cas, un contrat individuel de travail peut être rédigé exclusivement dans une autre langue que le français si telle est la volonté expresse des parties.

Malgré le paragraphe 3° du premier alinéa, l'employeur peut communiquer par écrit exclusivement dans une autre langue que le français avec un travailleur lorsque celui-ci lui en a fait la demande. ».

30. L'article 42 de cette charte est modifié :

1° par le remplacement de « d'emploi concerne un emploi dans l'Administration, dans un organisme parapublic ou dans une entreprise qui doit, selon le cas, instituer un comité de francisation, posséder une attestation d'application d'un programme de francisation ou posséder un certificat de francisation, l' » par « visant à pourvoir un poste, notamment par recrutement, embauche, mutation ou promotion, est diffusée par un »;

2° par la suppression de « qui publie cette offre d'emploi dans un quotidien diffusant »;

3° par le remplacement de « doit la publier » par « en plus de l'offre qu'il est tenu de diffuser en français en vertu du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 41, il doit s'assurer que ces offres sont diffusées »;

4° par le remplacement de « dans un quotidien diffusant en français et ce, dans une présentation au moins équivalente » par « et par des moyens de transmission de même nature et atteignant un public cible de taille comparable, toutes proportions gardées ».

31. L'article 43 de cette charte est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Une entente collective, si elle n'est pas déjà rédigée en français, doit également être disponible dans cette langue dès sa conclusion. ».

32. L'article 44 de cette charte est modifié :

1° par le remplacement de « Toute » par « Une version française doit être jointe immédiatement et sans délai à toute »;

2° par le remplacement de « faisant suite à l'arbitrage d'un grief ou d'un différend » par « rendue en anglais à la suite de l'arbitrage d'un grief, d'une mésentente ou d'un différend, soit »;

3° par le remplacement de « est, à la demande d'une partie, traduite en français ou en anglais, selon le cas, aux frais des parties » par « ou d'une entente collective, soit résultant de l'interprétation ou de l'application d'une telle convention ou d'une telle entente »;

4° par l'ajout, à la fin, des alinéas suivants :

« Une telle sentence rendue en français est traduite en anglais lorsqu'une partie le demande.

Toute traduction effectuée en application du présent article doit être certifiée. Les frais de la traduction nécessaire à l'établissement de la version française prévue au premier alinéa sont assumés, le cas échéant, par les parties; ils sont, dans les autres cas, à la charge de la partie qui demande la traduction. ».

33. L'article 45 de cette charte est modifié :

1^o dans le premier alinéa :

a) par le remplacement de « pour la seule raison que ce dernier ne parle que le français ou qu'il ne connaît pas suffisamment une langue donnée autre que la langue officielle ou parce qu'il a exigé le respect d'un droit découlant des dispositions du présent chapitre. » par «, d'exercer à son endroit des représailles ou de lui imposer toute autre sanction pour la seule raison que ce dernier ne parle que le français ou qu'il ne connaît pas suffisamment une langue donnée autre que la langue officielle ou pour l'un ou l'autre des motifs suivants :»;

b) par l'ajout, à la fin, des paragraphes suivants :

« 1^o il a exigé le respect d'un droit découlant des dispositions du présent chapitre;

« 2^o pour le dissuader d'exercer un tel droit;

« 3^o parce qu'il n'a pas la connaissance ou un niveau de connaissance spécifique d'une autre langue que la langue officielle alors que l'accomplissement de la tâche ne le nécessite pas;

« 4^o parce qu'il a participé aux réunions d'un comité de francisation institué en vertu de l'article 136 ou de l'article 140 ou d'un sous-comité créé par celui-ci ou parce qu'il a effectué des tâches pour eux;

« 5^o pour l'amener à souscrire, en application du premier alinéa de l'article 138.2, à un document visé à l'article 138.1, ou pour l'en dissuader;

« 6^o parce qu'il a de bonne foi communiqué à l'Office un renseignement en vertu de l'article 165.22 ou collaboré à une enquête menée en raison d'une telle communication. »;

2^o par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par le suivant :

« Est assimilé à une pratique interdite visée au premier alinéa le fait, pour un employeur, d'exiger d'une personne, pour qu'elle puisse rester en poste ou y accéder, notamment par recrutement, embauche, mutation ou promotion, la connaissance ou un niveau de connaissance spécifique d'une langue autre que la langue officielle, à moins qu'il ne démontre, conformément aux articles 46 et 46.1, que l'accomplissement de la tâche nécessite une telle connaissance et qu'il a, au préalable, pris tous les moyens raisonnables pour éviter d'imposer une telle exigence. ».

34. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 45, du suivant :

« **45.1.** Tout salarié a droit à un milieu de travail qui soit exempt de discrimination ou de harcèlement parce qu'il ne maîtrise pas ou peu une langue autre que la langue officielle, parce qu'il revendique la possibilité de s'exprimer dans la langue officielle ou parce qu'il a exigé le respect d'un droit découlant des dispositions du présent chapitre.

L'employeur doit prendre les moyens raisonnables pour prévenir ce type de conduite et, lorsqu'une telle conduite est portée à sa connaissance, pour la faire cesser. ».

35. L'article 46 de cette charte est modifié :

1° dans le premier alinéa :

a) par le remplacement de « pour l'accès à un emploi ou à un poste » par « d'une personne, pour qu'elle puisse rester en poste ou y accéder, notamment par recrutement, embauche, mutation ou promotion, »;

b) par l'insertion, à la fin, de « ; même alors, il doit, au préalable, avoir pris tous les moyens raisonnables pour éviter d'imposer une telle exigence »;

2° par le remplacement des deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième alinéas par le suivant :

« L'employeur qui exige la connaissance ou un niveau de connaissance spécifique d'une autre langue que la langue officielle pour accéder à un poste doit, lorsqu'il diffuse une offre visant à pourvoir ce poste, y indiquer les motifs justifiant cette exigence. ».

36. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 46, du suivant :

« **46.1.** Un employeur est réputé ne pas avoir pris tous les moyens raisonnables pour éviter d'exiger la connaissance ou un niveau de connaissance spécifique d'une autre langue que la langue officielle dès lors que, avant d'exiger cette connaissance ou ce niveau de connaissance, l'une des conditions suivantes n'est pas remplie :

1° il avait évalué les besoins linguistiques réels associés aux tâches à accomplir;

2° il s'était assuré que les connaissances linguistiques déjà exigées des autres membres du personnel étaient insuffisantes pour l'accomplissement de ces tâches;

3° il avait restreint le plus possible le nombre de postes auxquels se rattachent des tâches dont l'accomplissement nécessite la connaissance ou un niveau de connaissance spécifique d'une autre langue que la langue officielle.

Sans restreindre la portée de ce qui précède, le premier alinéa ne doit pas être interprété de façon à imposer à un employeur une réorganisation déraisonnable de son entreprise. ».

37. Les articles 47 à 48 de cette charte sont remplacés par les suivants :

« **47.** Sauf disposition contraire de la présente loi, la personne qui se croit victime d'une pratique interdite visée aux articles 45 et 46 et qui désire faire valoir ses droits peut le faire auprès de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail dans les 45 jours de la pratique dont elle se plaint.

« **47.1.** La Commission peut, avec l'accord des parties, nommer une personne qui tente de régler la plainte visée à l'article 47 à la satisfaction des parties.

Seule une personne n'ayant pas déjà agi dans ce dossier à un autre titre peut être nommée à cette fin par la Commission.

Toute information, verbale ou écrite, recueillie par la personne visée au premier alinéa doit demeurer confidentielle. Cette personne ne peut être contrainte de divulguer ce qui lui a été révélé ou ce dont elle a eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions ni de produire un document fait ou obtenu dans cet exercice devant un tribunal ou devant un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou quasi judiciaires, sauf en matière pénale, lorsque le tribunal estime cette preuve nécessaire pour assurer une défense pleine et entière. Malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), nul n'a droit d'accès à un tel document.

« **47.2.** Si aucun règlement n'intervient à la suite de la réception de la plainte visée à l'article 47 par la Commission, elle défère sans délai la plainte au Tribunal administratif du travail.

Les dispositions du Code du travail (chapitre C-27) et de la Loi instituant le Tribunal administratif du travail (chapitre T-15.1) qui sont applicables à un recours relatif à l'exercice par un salarié d'un droit lui résultant de ce code s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires.

Le Tribunal administratif du travail ne peut toutefois ordonner la réintégration d'un domestique ou d'une personne dont la fonction exclusive est d'assumer la garde ou de prendre soin d'un enfant, d'un malade, d'une personne handicapée ou d'une personne âgée dans le logement de l'employeur.

«**47.3.** La Commission peut, dans une instance relative à l'un des articles 45, 46 et 47 à 47.5, représenter un travailleur qui ne fait pas partie d'une association de travailleurs.

«**47.4.** Sauf disposition contraire de la présente loi, le salarié qui se croit victime d'une conduite visée à l'article 45.1 et qui désire faire valoir ses droits peut le faire en présentant une plainte à la Commission.

Le délai pour présenter une telle plainte, de même que son traitement par la Commission, incluant notamment une enquête et la médiation, jusqu'à ce qu'elle puisse éventuellement être déférée au Tribunal administratif du travail, et la représentation du salarié par la Commission, sont prévus par les dispositions de la section II.1 du chapitre V de la Loi sur les normes du travail (chapitre N-1.1).

«**47.5.** Si une plainte visée à l'article 47 ou à l'article 47.4 est soumise au Tribunal administratif du travail dans les délais visés à ces articles, le défaut de l'avoir soumise à la Commission ne peut être opposé au plaignant.

«**48.** L'association de travailleurs qui rend disponibles à ses membres ses statuts ou ses états financiers dans une autre langue que le français est tenue de rendre leur version française accessible dans des conditions au moins aussi favorables. Il en est de même pour un comité paritaire constitué en vertu de la Loi sur les décrets de convention collective (chapitre D-2), compte tenu des adaptations nécessaires.».

38. L'article 49 de cette charte est modifié :

1° par le remplacement de « salariés » par « travailleurs »;

2° par l'insertion, après « écrites », de « et orales »;

3° par le remplacement de « correspond avec un membre en particulier » par « communique avec un membre qui lui en a fait la demande »;

4° par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Il en est de même pour un comité paritaire lorsqu'il communique avec les parties. ».

39. L'article 50 de cette charte est modifié :

1° par le remplacement de « . Une stipulation de la convention contraire à une disposition de la présente loi est nulle de nullité absolue » par « ou de toute entente collective »;

2° par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Malgré les articles 47 et 47.4, le travailleur visé par une convention collective ou une entente collective doit faire valoir ses droits conformément aux voies de droit que prévoit cette convention ou cette entente, dans la mesure où de telles voies existent à son égard. À défaut par l'association de travailleurs qui représente le travailleur de soumettre le grief à l'arbitrage, celui-ci peut le faire. ».

40. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 50, du suivant :

« **50.1.** Lorsque les personnes adhérant à un groupe couvert par un contrat d'assurance collective sont toutes des travailleurs qui ont un lien d'emploi avec un ou plusieurs employeurs, l'assureur est tenu de remettre au preneur une copie de la police rédigée en français; il en est de même des attestations d'assurance devant être distribuées à ces travailleurs.

Lorsque la police est également rédigée dans une autre langue que le français, le droit de consulter la police et d'en prendre copie, prévu au deuxième alinéa de l'article 2401 du Code civil, s'exerce aussi bien à l'égard de la copie de la police rédigée en français que de celle rédigée dans l'autre langue.

En cas de divergence entre la version française et celle dans une autre langue de ces documents, un travailleur peut invoquer l'une ou l'autre, selon ses intérêts.

Le présent article s'applique à un contrat de rente collective, compte tenu des adaptations nécessaires. ».

41. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'intitulé du chapitre VII qui précède l'article 51, de l'article suivant :

« **50.2.** L'entreprise qui offre au consommateur des biens ou des services doit respecter son droit d'être informé et servi en français.

L'entreprise qui offre à un public autre que des consommateurs des biens et des services doit l'informer et le servir en français. ».

42. L'article 51 de cette charte est modifié par l'insertion, à la fin du deuxième alinéa, de « ou être accessible dans des conditions plus favorables ».

43. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 51, du suivant :

« **51.1.** Malgré l'article 51, sur un produit, une marque de commerce déposée au sens de la Loi sur les marques de commerce (Lois révisées du Canada (1985), chapitre T-13) peut être rédigée, même en partie, uniquement dans une autre langue que le français lorsqu'aucune version correspondante en français ne se trouve au registre tenu selon cette loi. Toutefois, si un générique

ou un descriptif du produit est compris dans cette marque, celui-ci doit figurer en français sur le produit ou sur un support qui s’y rattache de manière permanente. ».

44. L’article 52 de cette charte est modifié :

1° par le remplacement de « Les » par « Quel qu’en soit le support, les »;

2° par le remplacement de « et toute autre publication de même nature » par « , les bons de commande et tout autre document de même nature qui sont disponibles au public »;

3° par l’ajout, à la fin, de l’alinéa suivant :

« Nul ne peut rendre un tel document disponible au public dans une autre langue que le français lorsque sa version française n’est pas accessible dans des conditions au moins aussi favorables. ».

45. L’article 55 de cette charte est modifié :

1° par la suppression de « , les contrats où figurent des clauses-types imprimées, »;

2° par le remplacement de la deuxième phrase par les suivantes : « Les parties à un tel contrat peuvent être liées seulement par sa version dans une autre langue que le français si, après que sa version française a été remise à l’adhérent, telle est leur volonté expresse. Les documents se rattachant au contrat peuvent alors être rédigés exclusivement dans cette autre langue. »;

3° par l’ajout, à la fin, des alinéas suivants :

« Nulle partie ne peut, sans que la version française du contrat visé au premier alinéa ait été remise à l’autre et que celle-ci en ait expressément exprimé la volonté :

1° la faire adhérer à un contrat d’adhésion rédigé dans une autre langue que le français;

2° lui transmettre un document se rattachant à ce contrat lorsque ce document est rédigé dans une autre langue que le français.

Nulle partie à un contrat visé au premier ou au cinquième alinéa ne peut exiger de l’autre quelque somme que ce soit pour la rédaction de la version française de ce contrat ou des documents qui s’y rattachent.

Le premier alinéa ne s’applique pas aux contrats énumérés ci-dessous ni aux documents qui s’y rattachent :

1° un contrat de travail;

2° un contrat visé au deuxième alinéa de l'article 21 ou à l'article 21.5, sans égard aux cas et conditions prévus par un règlement pris en vertu du paragraphe 1° du deuxième alinéa de ce dernier article;

3° un contrat utilisé dans les relations avec l'extérieur du Québec.

À l'exception d'un contrat de travail, un contrat d'adhésion ou un contrat où figurent des clauses types et auxquels le premier alinéa ne s'applique pas, ainsi que les documents qui s'y rattachent, sont rédigés en français. Ils peuvent être rédigés dans une autre langue si telle est la volonté expresse des parties.

Nulle partie ne peut, sans que l'autre en ait expressément exprimé la volonté, conclure un contrat visé au cinquième alinéa rédigé dans une autre langue que le français ou lui transmettre un document se rattachant à ce contrat lorsque ce document est rédigé dans une autre langue que le français.

Les dispositions des chapitres I et II du titre V ne s'appliquent pas en cas de manquement aux dispositions des cinquième et sixième alinéas. ».

46. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 55, du suivant :

« **55.1.** Doivent être rédigés en français :

1° le contrat de vente ou d'échange d'une partie ou de l'ensemble d'un immeuble principalement résidentiel de moins de cinq logements ou d'une fraction d'un immeuble principalement résidentiel qui fait l'objet d'une convention ou d'une déclaration visée aux articles 1009 à 1109 du Code civil;

2° la promesse de conclure le contrat visé au paragraphe 1°;

3° le contrat préliminaire prévu à l'article 1785 de ce code;

4° la note d'information prévue à l'article 1787 de ce code.

Les contrats et les autres documents visés au premier alinéa peuvent être rédigés exclusivement dans une autre langue que le français si telle est la volonté expresse des parties.

Le présent article ne s'applique pas aux contrats et aux autres documents visés à l'article 55. ».

47. L'article 57 de cette charte est remplacé par le suivant :

« **57.** Les factures, les reçus, les quittances et les autres documents de même nature sont rédigés en français.

Nul ne peut transmettre un tel document dans une autre langue que le français lorsque sa version française n'est pas accessible au destinataire dans des conditions au moins aussi favorables. ».

48. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 58, du suivant :

« **58.1.** Malgré l'article 58, dans l'affichage public et la publicité commerciale, une marque de commerce peut être rédigée, même en partie, uniquement dans une autre langue que le français, lorsque, à la fois, elle est une marque de commerce déposée au sens de la Loi sur les marques de commerce (Lois révisées du Canada, chapitre T-13) et qu'aucune version correspondante en français ne se trouve au registre tenu selon cette loi.

Toutefois, dans l'affichage public visible depuis l'extérieur d'un local, le français doit figurer de façon nettement prédominante, lorsqu'une telle marque y figure dans une telle autre langue. ».

49. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 68, du suivant :

« **68.1.** Dans l'affichage public visible depuis l'extérieur d'un local, le français doit figurer de façon nettement prédominante, lorsqu'y figure le nom d'une entreprise qui, en vertu de l'article 67, comporte une expression tirée d'une autre langue que le français, même si cet affichage est par ailleurs conforme au deuxième alinéa de l'article 68. ».

50. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'intitulé du chapitre VIII qui précède l'article 72, de ce qui suit :

« SECTION I

« ENSEIGNEMENT DANS LES CLASSES MATERNELLES ET LES ÉCOLES PRIMAIRES ET SECONDAIRES ».

51. L'article 72 de cette charte est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, de « au présent chapitre » par « à la présente section »;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « Annexe » par « annexe I ».

52. L'article 73.1 de cette charte est modifié par le remplacement, dans le troisième alinéa, de « responsable de l'application de la présente loi » par « de la Langue française ».

53. L'article 74 de cette charte est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, de « au présent chapitre » par « à la présente section ».

54. L'article 75 de cette charte est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « du présent chapitre » par « de la présente section ».

55. Les articles 78.2 et 79 de cette charte sont modifiés par le remplacement, partout où ceci se trouve, de « du présent chapitre » par « de la présente section ».

56. L'article 83.4 de cette charte est modifié par l'insertion, après « 81, », de « 84.1, ».

57. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 84, du suivant :

« **84.1.** L'enfant qui est un ressortissant étranger et qui séjourne au Québec de façon temporaire peut, à la demande de l'un de ses parents, être exempté de l'application du premier alinéa de l'article 72 et recevoir l'enseignement en anglais dans les cas suivants :

1° il est titulaire d'un permis l'autorisant à travailler ou à étudier au Canada délivré en vertu de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (Lois du Canada, 2001, chapitre 27);

2° il est l'enfant à charge d'un ressortissant étranger autorisé à travailler ou à étudier au Canada en vertu d'un tel permis;

3° il est exempté de l'obligation d'obtenir le consentement du ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration pour séjourner au Québec lorsque le titulaire de l'autorité parentale y séjourne à titre de travailleur étranger temporaire ou d'étudiant étranger.

L'exemption est valide pour une période qui ne peut excéder trois ans et ne peut être renouvelée. Néanmoins, elle est prolongée au 30 juin de l'année scolaire au cours de laquelle se termine la période de validité si cette période prend fin avant cette date.

Le gouvernement prévoit par règlement les conditions de l'exemption de même que la procédure à suivre en vue de son obtention. ».

58. L'article 85 de cette charte est modifié par l'insertion, après « enfants », de « , autres que ceux pouvant bénéficier de l'exemption prévue à l'article 84.1, ».

59. L'article 87 de cette charte est modifié par le remplacement de « amérindienne » et de « Amérindiens » par, respectivement, « autochtone » et « Premières Nations ».

60. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 88, de ce qui suit :

« SECTION II

« ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL ET UNIVERSITAIRE

« §1. — *Disposition générale*

« **88.0.1.** Les établissements offrant l'enseignement collégial, à l'exception des établissements privés non agréés aux fins de subventions et des établissements qui sont des organismes gouvernementaux au sens de l'annexe I, ainsi que les établissements d'enseignement universitaire visés aux paragraphes 1° à 11° de

l'article 1 de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire (chapitre E-14.1) appartiennent à une seule des catégories suivantes : francophone ou anglophone.

Tout établissement offrant un tel enseignement est francophone, sauf lorsqu'il est désigné comme établissement anglophone par le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie et par le ministre de la Langue française.

« §2. — *Dispositions particulières à l'enseignement collégial*

« **88.0.2.** L'enseignement collégial dans un établissement francophone se donne en français sous réserve des exceptions prévues à la présente sous-section. Il peut être donné en anglais dans un établissement anglophone.

L'établissement qui donne en anglais l'enseignement collégial doit néanmoins s'assurer que tout étudiant inscrit dans un programme d'études conduisant au diplôme d'études collégiales réussisse avant que ne lui soit délivré un tel diplôme, un minimum de trois cours donnés en français, à l'exclusion des cours de langue d'enseignement et de langue seconde de même que des cours d'éducation physique. Cet établissement peut permettre à un étudiant déclaré admissible à recevoir l'enseignement en anglais conformément à la section I de substituer trois cours de français à ces trois cours donnés en français; ces cours de français s'ajoutent alors aux cours de langue seconde.

L'établissement visé au deuxième alinéa doit voir à ce que les cours exigés en vertu de cet alinéa soient donnés à l'étudiant.

« **88.0.3.** Chacun des cours exigés en vertu de l'article 88.0.2 de même que les cours de langue seconde doivent compter un minimum de 45 heures d'enseignement.

L'évaluation des apprentissages pour chacun de ces cours et la présentation des résultats de cette évaluation sont régies par le régime des études collégiales établi en vertu de l'article 18 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (chapitre C-29).

« **88.0.4.** L'article 88.0.2 n'empêche pas, dans un établissement offrant l'enseignement collégial, l'enseignement dans une autre langue que le français afin d'en favoriser l'apprentissage, selon les modalités et aux conditions prescrites dans le régime des études collégiales établi par le gouvernement en vertu de l'article 18 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (chapitre C-29).

« **88.0.5.** Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie détermine, pour chaque année scolaire, un effectif total particulier à chacun des établissements anglophones offrant l'enseignement collégial.

Lorsqu'il détermine un effectif total particulier pour une année scolaire, le ministre s'assure que, pour cette année scolaire, l'ensemble des effectifs totaux particuliers des établissements anglophones n'augmente pas et n'excède pas la moindre des proportions suivantes de l'ensemble des effectifs totaux particuliers de tous les établissements anglophones et francophones :

1^o 17,5 %;

2^o la part de l'ensemble des effectifs totaux particuliers pour l'année scolaire précédente des établissements anglophones sur l'ensemble des effectifs totaux particuliers de tous les établissements anglophones et francophones pour cette même année scolaire.

« **88.0.6.** Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie détermine, pour chaque année scolaire, un effectif total d'étudiants recevant l'enseignement collégial en anglais particulier à chacun des établissements francophones offrant cet enseignement.

Lorsqu'il détermine un tel effectif pour une année scolaire, le ministre s'assure que, pour cette année scolaire, l'ensemble de ces effectifs n'excède pas 2 % de l'ensemble des effectifs totaux particuliers de tous les établissements francophones offrant l'enseignement collégial.

« **88.0.7.** Pour l'application des articles 88.0.5 et 88.0.6, « effectif total » s'entend du nombre d'étudiants inscrits à temps plein, au sens de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (chapitre C-29) et des règlements pris pour son application, dans un programme d'études conduisant au diplôme d'études collégiales ou au diplôme de spécialisation d'études techniques ou dans un cheminement d'études rendu obligatoire dans le but de favoriser la réussite d'une personne dans l'un de ces programmes.

« **88.0.8.** Malgré toute disposition contraire, les étudiants en excédent de l'effectif total particulier d'un établissement offrant l'enseignement collégial, déterminé en vertu du premier alinéa de l'article 88.0.5 ou 88.0.6, ne peuvent être pris en compte dans le dénombrement des effectifs des étudiants de cet établissement effectué pour déterminer le montant des subventions à lui être allouées conformément aux règles budgétaires établies en application de l'article 25 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (chapitre C-29) ou de l'article 84 de la Loi sur l'enseignement privé (chapitre E-9.1).

« **88.0.9.** Malgré toute disposition contraire, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie retranche le montant prévu par un règlement du gouvernement ou déterminé conformément à ce règlement sur les subventions qu'il verse à un établissement offrant l'enseignement collégial, pour chaque étudiant en excédent de son effectif total particulier, déterminé en vertu du premier alinéa de l'article 88.0.5 ou 88.0.6.

Le règlement prévu au premier alinéa est pris sur la recommandation du ministre de la Langue française.

Lorsque le règlement prévoit le montant retranché, celui-ci est indexé de plein droit, au 1^{er} juillet de chaque année, selon le taux prévu à l'article 83.3 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001). Le ministre de la Langue française publie à la *Gazette officielle du Québec* le résultat de l'indexation et en informe le public par tout autre moyen qu'il juge approprié.

« **88.0.10.** En plus de l'effectif total particulier à un établissement anglophone que le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie détermine en vertu de l'article 88.0.5, le ministre détermine, pour chaque année scolaire, un contingent particulier à cet établissement à l'égard des programmes d'études conduisant à l'attestation d'études collégiales.

Lorsqu'il détermine un contingent particulier pour une année scolaire, le ministre s'assure que, pour cette année scolaire, l'ensemble des contingents particuliers des établissements anglophones n'augmente pas et n'excède pas la moindre des proportions suivantes de l'ensemble des contingents particuliers de tous les établissements anglophones et francophones :

1° 11,7 %;

2° la part de l'ensemble des contingents particuliers pour l'année scolaire précédente des établissements anglophones sur l'ensemble des contingents particuliers de tous les établissements anglophones et francophones pour cette même année scolaire.

« **88.0.11.** En plus de l'effectif total particulier à un établissement francophone que le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie détermine en vertu de l'article 88.0.6, le ministre détermine, à l'égard des programmes d'études conduisant à l'attestation d'études collégiales et pour chaque année scolaire, un contingent d'étudiants recevant l'enseignement collégial en anglais particulier à chacun des établissements francophones offrant cet enseignement.

Lorsqu'il détermine un contingent particulier d'étudiants recevant l'enseignement collégial en anglais pour une année scolaire, le ministre s'assure que, pour cette année scolaire, l'ensemble de ces contingents particuliers n'augmente pas et n'excède pas la moindre des proportions suivantes de l'ensemble des contingents particuliers de tous les établissements francophones :

1° 18,7 %;

2° la part de l'ensemble des contingents d'étudiants recevant l'enseignement collégial en anglais particuliers des établissements francophones pour l'année scolaire précédente sur l'ensemble des contingents particuliers de tous les établissements francophones pour cette même année scolaire.

« **88.0.12.** Pour l'application des articles 88.0.10 et 88.0.11, « contingent » s'entend du nombre d'étudiants inscrits à temps plein, au sens de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (chapitre C-29) et des règlements pris pour son application, dans un programme d'études conduisant à l'attestation d'études collégiales.

Les articles 88.0.8 et 88.0.9 s'appliquent aux contingents déterminés en vertu des articles 88.0.10 et 88.0.11 comme s'il s'agissait d'effectifs totaux.

« **88.0.13.** Un établissement d'enseignement collégial privé non agréé aux fins de subventions est, pour l'application des articles 88.0.5 et 88.0.7, assimilé à un établissement anglophone dès qu'il offre l'enseignement en anglais dans un programme d'études conduisant à l'un des diplômes visés à l'article 88.0.7 ou dans un cheminement qui y est visé.

Le respect par cet établissement de l'effectif total particulier déterminé à son égard en vertu de l'article 88.0.5 est réputé être une condition fixée par la Loi sur l'enseignement privé (chapitre E-9.1) pour la délivrance du permis qui l'autorise à dispenser cet enseignement.

« **88.0.14.** Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie transmet au ministre de la Langue française les dispositions des règles budgétaires, établies en application de l'article 25 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (chapitre C-29) ou de l'article 84 de la Loi sur l'enseignement privé (chapitre E-9.1), prises, le cas échéant, pour l'application de la présente sous-section, avant de les soumettre à l'approbation du Conseil du trésor.

« **88.0.15.** Un établissement visé à l'article 88.0.1 offrant l'enseignement collégial ne peut, sans l'autorisation du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, offrir dans une langue autre que le français une activité de formation de la main-d'œuvre, de recherche appliquée, d'aide technique à l'entreprise ou d'information.

Le ministre, avant de donner son autorisation, doit consulter le ministre de la Langue française.

« **88.0.16.** Un établissement francophone, de même qu'un établissement privé non agréé aux fins de subventions qui offre l'enseignement collégial, ne peut établir ou modifier, conformément au régime des études collégiales établi en vertu de l'article 18 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (chapitre C-29), un programme d'études dont la langue d'enseignement est, même en partie, autre que le français sans l'autorisation du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

Le ministre, avant de donner son autorisation, doit consulter le ministre de la Langue française.

« **88.0.17.** Le diplôme d'études collégiales ne peut être délivré à l'étudiant qui ne remplit pas les conditions suivantes :

1° il a du français écrit la connaissance exigée par les programmes du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie;

2° il a réussi les trois cours exigés en vertu de l'article 88.0.2.

Pour évaluer la connaissance du français en application du paragraphe 1° du premier alinéa, ce ministre doit imposer une épreuve uniforme dont le contenu est le même pour tous les étudiants ayant reçu l'enseignement collégial donné en anglais ou en français. Toutefois, l'étudiant qui a reçu cet enseignement en anglais et a été déclaré admissible à recevoir l'enseignement en anglais conformément à la section I n'est pas tenu de se soumettre à cette épreuve pour que le diplôme d'études collégiales lui soit délivré.

« **88.0.18.** L'attestation d'études collégiales ne peut être délivrée à l'étudiant qui n'a pas du français la connaissance suffisante afin de pouvoir interagir, s'épanouir au sein de la société québécoise et participer à son développement.

Les exigences de connaissance du français pour l'application du premier alinéa doivent être établies par règlement du ministre de la Langue française, après consultation du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie et du ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration. Toutefois, l'étudiant qui a reçu l'enseignement collégial donné en anglais et a été déclaré admissible à recevoir l'enseignement en anglais conformément à la section I n'est pas tenu de se soumettre à ces exigences pour que l'attestation d'études collégiales lui soit délivrée.

Le premier règlement pris en vertu du deuxième alinéa doit l'être avant la date de l'entrée en vigueur du premier alinéa.

« §3. — *Disposition particulière à l'enseignement universitaire*

« **88.0.19.** Un établissement d'enseignement universitaire francophone doit veiller à ce que l'enseignement qu'il offre de donner en français ne soit pas donné dans une autre langue.

« SECTION III

« RECHERCHE

« **88.0.20.** Tout organisme de l'Administration qui, dans l'exercice de ses fonctions, offre des mesures d'aide financière à la recherche, sous toute forme notamment fondamentale, doit voir à ce que ces mesures, dans leur ensemble, contribuent au soutien et au rehaussement de la recherche en français. ».

61. L'article 88.1 de cette charte est modifié, dans le premier alinéa :

1^o par la suppression de « , avant le 1^{er} octobre 2004, »;

2^o par l'insertion après « française », de « favorisant le respect des droits linguistiques fondamentaux conférés par la présente loi et sa contribution à l'atteinte des objectifs de cette loi »;

3^o par le remplacement de « les paragraphes 1^o à 11^o de l'article 1 de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire (chapitre E-14.1) » par « le premier alinéa de l'article 88.0.1 ».

62. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 88.1, du suivant :

« **88.1.1.** Un établissement visé à l'article 88.1 est tenu de faire appliquer sa politique linguistique.

Cette responsabilité incombe au plus haut dirigeant de l'établissement.

L'établissement doit également établir des mécanismes de consultation et de participation de ses étudiants et des membres de son personnel permettant de les associer à l'élaboration de cette politique. ».

63. L'article 88.2 de cette charte est modifié :

1^o dans le premier alinéa :

a) par le remplacement, dans ce qui précède le paragraphe 1^o, de « offrant l'enseignement collégial ou universitaire en français à la majorité de ses élèves » par « d'enseignement collégial ou universitaire francophone ou celle d'un établissement qui est un organisme gouvernemental »;

b) par le remplacement du paragraphe 3^o par le suivant :

« 3^o de la qualité du français et de la maîtrise de celui-ci par les personnes suivantes :

a) les étudiants, notamment par l'enseignement de la terminologie française appropriée aux matières enseignées dans cet établissement;

b) le personnel enseignant, particulièrement lors du recrutement;

c) les autres membres du personnel; »;

c) par l'insertion, à la fin du paragraphe 5^o, de « , en précisant notamment les modalités de traitement des plaintes formulées au regard de son application; »;

d) par l'ajout, à la fin, des paragraphes suivants :

« 6^o des fonctions du plus haut dirigeant de l'établissement, en tant que responsable de l'application de la politique;

« 7^o des modalités de la consultation et de la participation des étudiants et des membres du personnel se déroulant dans le cadre des mécanismes établis en vertu de l'article 88.1.1;

« 8^o dans le cas d'un établissement d'enseignement collégial offrant l'enseignement en anglais, des mesures propres à prioriser l'admission à cet enseignement aux étudiants ayant été déclarés admissibles à recevoir l'enseignement en anglais conformément à la section I lorsque le nombre de demandes d'admission dépasse le nombre d'étudiants pouvant être admis. »;

2^o par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« La politique précise les conditions et les circonstances dans lesquelles une langue autre que le français peut être employée en conformité avec la présente loi, tout en maintenant un souci d'exemplarité et en poursuivant l'objectif de ne pas permettre l'usage systématique d'une autre langue que le français au sein de l'établissement. ».

64. L'article 88.3 de cette charte est remplacé par ce qui suit :

« **88.3.** En plus de ce qui est prévu aux paragraphes 5^o à 8^o du premier alinéa de l'article 88.2, la politique d'un établissement d'enseignement collégial ou universitaire anglophone doit traiter :

1^o de la maîtrise du français exigée à la fin des études des étudiants domiciliés au Québec, dont celle de la terminologie française appropriée selon les programmes;

2^o de la langue des communications écrites de l'établissement avec l'Administration, les personnes morales et les entreprises établies au Québec;

3^o de l'enseignement du français comme langue seconde;

4^o des services offerts dans la langue officielle.

« **88.4.** La politique linguistique de l'établissement d'enseignement est transmise au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie ou, lorsqu'il s'agit de la politique d'un établissement qui est un organisme gouvernemental, au ministre responsable de l'application de la loi en vertu de laquelle il est constitué. Il en est de même de toute modification qui y est apportée. Ces ministres transmettent la politique ou la modification au ministre de la Langue française.

Le ministre de la Langue française, après examen de la politique ou de la modification, transmet à l'établissement un avis lui indiquant, selon le cas, que la politique ou la modification est conforme à la présente loi ou les correctifs qui doivent y être apportés dans le délai fixé par le ministre.

« **88.5.** Un établissement d'enseignement doit diffuser sa politique linguistique auprès des membres de son personnel et des étudiants et la publier sur son site Internet.

« **88.6.** Un établissement d'enseignement doit transmettre au ministre de la Langue française, tous les trois ans, un rapport sur l'application de sa politique.

L'établissement d'enseignement doit, de plus, à la demande du ministre, lui transmettre tout renseignement que celui-ci requiert sur l'application de sa politique.

« **88.7.** Un établissement d'enseignement est tenu de réviser sa politique au moins tous les 10 ans.

Lorsqu'aucune modification n'est apportée à la politique après sa révision, l'établissement doit en aviser le ministre de la Langue française.

« **88.8.** L'établissement doit associer des membres de son personnel et des étudiants à la préparation du rapport prévu à l'article 88.6 de même qu'à la révision de la politique à laquelle il est tenu en vertu de l'article 88.7.

Les dispositions de l'article 88.1.1 et de la politique relatives aux mécanismes de consultation et de participation s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires.

« CHAPITRE VIII.2

« LA LANGUE COMMUNE

« **88.9.** À titre de langue commune de la nation québécoise, le français est notamment :

1° la langue d'accueil et d'intégration des personnes immigrantes leur permettant d'interagir, de s'épanouir au sein de la société québécoise et de participer à son développement;

2° la langue de la communication interculturelle qui permet à tous les Québécois de participer à la vie publique dans cette société;

3° la langue permettant l'adhésion et la contribution à la culture distincte de cette nation.

« **88.10.** La politique québécoise en matière d'immigration visée à l'article 3 de la Loi sur l'immigration au Québec (chapitre I-0.2.1) et à l'article 2 de la Loi sur le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (chapitre M-16.1) doit être conforme à l'objectif de faire du français la langue commune.

« **88.11.** Toute personne domiciliée au Québec qui n'est pas en mesure de communiquer en français est invitée à faire, dans la mesure de ses capacités, l'apprentissage du français pour l'utiliser comme langue commune afin de pouvoir interagir, s'épanouir au sein de la société québécoise et participer à son développement.

« **88.12.** Francisation Québec fournit des services d'apprentissage du français aux personnes domiciliées au Québec qui ne sont pas assujetties à l'obligation de fréquentation scolaire en vertu de la Loi sur l'instruction publique (chapitre I-13.3).

Ces services doivent leur permettre d'acquérir des compétences suffisantes pour utiliser le français comme langue commune. Ils doivent également inclure un enseignement permettant de comprendre le lien entre la langue française et la culture québécoise.

Francisation Québec fournit notamment de tels services aux personnes qui ne sont pas en mesure de communiquer en français et qui sont à l'emploi d'une entreprise visée à l'article 149 ou d'une entreprise employant moins de cinq personnes.

« **88.13.** Les établissements qui offrent en anglais l'enseignement primaire, secondaire ou collégial, de même que le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, doivent, selon leurs attributions respectives, prendre les moyens raisonnables pour s'assurer d'offrir aux personnes domiciliées au Québec, pendant qu'elles reçoivent cet enseignement, un enseignement du français.

Cet enseignement du français doit permettre à la personne qui l'a reçu pendant tout l'enseignement primaire, secondaire et collégial d'avoir acquis des compétences suffisantes pour utiliser le français comme langue commune afin de pouvoir interagir, s'épanouir au sein de la société québécoise et participer à son développement.

« **88.14.** Le gouvernement est tenu de prendre des mesures, en plus de celles prévues aux articles 88.12 et 88.13, propres à :

1^o favoriser l'utilisation, par tous, du français comme langue commune ainsi que son apprentissage par les personnes qui ne sont pas en mesure d'en faire usage;

2^o assurer la vitalité et la pérennité de la langue française. ».

65. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'intitulé du chapitre IX qui précède l'article 89, des articles suivants :

« **88.15.** Toute loi doit être interprétée dans le respect des droits visant à protéger la langue française conférés par la présente loi.

« **88.16.** Les dispositions du titre I, de même que celles des chapitres IV et V du titre II de la présente loi prévalent sur celles de toute loi postérieures au 1^{er} juin 2022 qui leur seraient contraires, à moins que cette dernière loi n'énonce expressément s'appliquer malgré la présente loi. ».

66. L'article 89 de cette charte est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Le premier alinéa n'a pas pour effet d'autoriser un organisme de l'Administration à déroger aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 13.1. ».

67. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 89, du suivant :

« **89.1.** Aucune disposition de la présente loi ne peut être interprétée de façon à en empêcher l'application à toute entreprise ou à tout employeur qui exerce ses activités au Québec. ».

68. L'article 91 de cette charte est modifié par l'ajout, à la fin, des alinéas suivants :

«Lorsque, conformément au premier alinéa, un texte ou un document est rédigé en français et dans une autre langue, la version française doit pouvoir être comprise sans se reporter à une version dans une autre langue.

En cas de divergence entre la version française et celle dans une autre langue d'un tel texte ou d'un tel document, l'adhérent ou le consommateur, lorsqu'il s'agit d'un contrat d'adhésion ou d'un contrat de consommation, ou, dans les autres cas, la personne qui ne l'a pas rédigé, peut invoquer l'une ou l'autre des versions, selon ses intérêts. ».

69. L'article 92 de cette charte est modifié par l'insertion, à la fin, de « , de même que pour citer un énoncé formulé dans une autre langue que le français ».

70. L'article 97 de cette charte est modifié :

1^o par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de «Annexe» par «annexe I»;

2^o par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Le gouvernement peut, de plus, fixer par règlement les cas, les conditions et les circonstances dans lesquels un ordre professionnel est autorisé à déroger

au premier alinéa de l'article 35 à l'égard d'une personne qui réside à l'extérieur du Québec et n'y exerce sa profession que dans une telle réserve, un tel établissement ou de telles terres. ».

71. L'article 98 de cette charte est modifié par le remplacement de « Annexe » par « annexe I ».

72. L'intitulé du titre II de cette charte est modifié par l'insertion, après « TOPONYMIE » de « , LA CONFORMITÉ DE L'ADMINISTRATION ».

73. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 123.1, des suivants :

« **123.2.** Le quorum aux réunions de la Commission est constitué de la majorité de ses membres.

Les réunions sont présidées par le président, qui a voix prépondérante en cas de partage.

« **123.3.** La Commission peut tenir ses réunions n'importe où au Québec.

Les membres peuvent participer à une réunion à l'aide de tout moyen technique, notamment le téléphone, permettant aux participants de communiquer oralement entre eux. ».

74. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 126, du suivant :

« **126.1.** Un organisme de l'Administration transmet sans délai à la Commission tout nom qu'il attribue à un lieu. ».

75. Le chapitre IV du titre II de cette charte, comprenant les articles 129 à 133, est remplacé par le suivant :

« CHAPITRE IV

« LA CONFORMITÉ DE L'ADMINISTRATION

« SECTION I

« ORGANISMES DE L'ADMINISTRATION AUXQUELS S'APPLIQUE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE DE L'ÉTAT

« §1. — *Procédure de traitement des plaintes*

« **128.1.** Un organisme de l'Administration auquel s'applique la politique linguistique de l'État doit adopter une procédure de traitement des plaintes relatives aux manquements aux obligations auxquelles il est tenu en vertu de la présente loi.

«**128.2.** Un organisme transmet annuellement au ministre un rapport sur l'application de la procédure de traitement des plaintes qu'il est tenu d'adopter en vertu de l'article 128.1, détaillant notamment le nombre de plaintes reçues et traitées.

Une institution parlementaire transmet plutôt son rapport au commissaire à la langue française.

«§2. — *Mesures nécessaires pour remédier à un manquement d'un ministère, d'un organisme gouvernemental ou d'un organisme municipal*

«**128.3.** Lorsque le ministre est d'avis qu'un ministère, un organisme gouvernemental ou un organisme municipal auquel s'applique la politique linguistique de l'État ne satisfait pas à une obligation à laquelle il est tenu en vertu de la présente loi, le ministre peut lui ordonner d'élaborer les mesures nécessaires pour remédier à la situation et de les mettre en œuvre dans le délai qu'il indique.

Le ministre peut agir de sa propre initiative ou après avoir été informé d'un manquement par l'Office ou par le commissaire à la langue française.

Avant de rendre sa décision, le ministre doit notifier par écrit au ministère ou à l'organisme un préavis dont la teneur est celle du préavis prescrit par l'article 5 de la Loi sur la justice administrative (chapitre J-3) et lui accorder un délai d'au moins 15 jours pour présenter ses observations.

«**128.4.** L'Office prête son assistance au ministère ou à l'organisme dans l'élaboration de mesures et dans leur mise en œuvre ordonnées par le ministre et lui en fait rapport périodiquement.

«**128.5.** Le ministre met fin à l'assistance prêtée par l'Office lorsqu'il est d'avis que le ministère ou l'organisme satisfait de nouveau aux obligations auxquelles il est tenu en vertu de la présente loi.

«SECTION II

«ORGANISMES DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, ORGANISMES SCOLAIRES ET ORGANISMES OU ÉTABLISSEMENTS DONT LA RECONNAISSANCE A ÉTÉ RETIRÉE

«**128.6.** Un organisme du réseau de la santé et des services sociaux ou un organisme scolaire doit, au plus tard 180 jours après le début de ses activités, transmettre à l'Office une analyse de sa situation linguistique. Cette analyse porte sur la conformité avec les dispositions de la présente loi de l'utilisation du français au sein de l'organisme de même que sur la capacité de celui-ci de satisfaire aux autres obligations qui lui incombent en vertu de ces dispositions.

Un organisme de l'Administration qui était un organisme ou un établissement reconnu en vertu de l'article 29.1 doit transmettre à l'Office une telle analyse au plus tard 180 jours après celui où sa reconnaissance lui a été retirée.

«**128.7.** L'Office peut procéder à l'analyse de la situation linguistique d'un organisme visé à l'article 128.6 lorsqu'il estime que celui-ci refuse ou néglige d'y procéder.

L'Office peut alors effectuer toute inspection ou toute enquête nécessaire à cette analyse.

Avant de procéder à une telle analyse, l'Office doit notifier par écrit à l'organisme un préavis dont la teneur est celle du préavis prescrit par l'article 5 de la Loi sur la justice administrative (chapitre J-3) et lui accorder un délai d'au moins 15 jours pour présenter ses observations.

«**128.8.** Lorsque l'Office estime, après examen de l'analyse de la situation linguistique d'un organisme visé à l'article 128.6, que l'utilisation du français au sein de cet organisme est conforme aux dispositions de la présente loi et qu'il satisfait aux autres obligations qui lui incombent en vertu de ces dispositions, l'Office lui délivre une attestation de conformité.

L'Office fait plutôt rapport au ministre de son avis prévu au premier alinéa lorsqu'il s'agit d'un organisme municipal qui était reconnu en vertu de l'article 29.1. Lorsque le ministre est d'avis que l'organisme satisfait aux obligations auxquelles il est tenu en vertu de la présente loi, il en avise l'Office et l'organisme.

Lorsque l'Office est d'avis qu'il n'y a pas lieu de délivrer une attestation de conformité, il ordonne à l'organisme d'élaborer et de mettre en œuvre un programme de conformité; il lui transmet sans délai une copie de sa décision.

L'Office fait plutôt rapport au ministre de son avis prévu au troisième alinéa lorsqu'il s'agit d'un organisme municipal qui était reconnu en vertu de l'article 29.1. Lorsque le ministre est d'avis que l'organisme ne satisfait pas aux obligations auxquelles il est tenu en vertu de la présente loi, il lui ordonne d'élaborer et de mettre en œuvre un programme de conformité; il transmet sans délai une copie de sa décision à l'Office et à l'organisme.

Avant d'ordonner l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme, l'Office ou, selon le cas, le ministre doit notifier par écrit à l'organisme un préavis dont la teneur est celle du préavis prescrit par l'article 5 de la Loi sur la justice administrative (chapitre J-3) et lui accorder un délai d'au moins 15 jours pour présenter ses observations.

«**129.** Un programme de conformité prévoit les mesures qu'un organisme entend mettre en œuvre afin que l'utilisation du français dans cet organisme soit conforme aux dispositions de la présente loi et pour satisfaire aux autres obligations qui lui incombent en vertu de ces dispositions, notamment en ce qui a trait aux sujets suivants :

1° les communications internes;

- 2° le recrutement, l'embauche, la mutation et la promotion du personnel;
- 3° les documents et les outils de travail;
- 4° la terminologie;
- 5° les technologies de l'information;
- 6° les communications orales et écrites avec les personnes.

Le programme précise, en outre, le délai dans lequel les mesures qu'il prévoit sont mises en œuvre.

«**130.** L'organisme qui élabore un programme de conformité doit tenir compte des particularités du secteur dans lequel il exerce ses activités et, le cas échéant, de la reconnaissance obtenue en vertu de l'article 29.1.

«**131.** L'organisme tenu d'élaborer un programme de conformité doit le transmettre à l'Office dans les trois mois suivant la réception de la copie de la décision de celui-ci ou du ministre.

«**132.** L'Office approuve le programme de conformité qui lui a été transmis conformément à l'article 131, lorsqu'il est d'avis que ce programme est conforme aux dispositions de la présente section; il transmet alors à l'organisme concerné une attestation d'approbation du programme.

«**133.** Lorsque l'Office n'approuve pas un programme de conformité, il peut élaborer le programme que devra, sous sa surveillance, mettre en œuvre l'organisme concerné.

Avant d'élaborer un tel programme, l'Office doit notifier par écrit à l'organisme un préavis dont la teneur est celle du préavis prescrit par l'article 5 de la Loi sur la justice administrative (chapitre J-3) et lui accorder un délai d'au moins 15 jours pour présenter ses observations.

«**134.** L'organisme doit se conformer aux mesures prévues par le programme de conformité approuvé ou élaboré par l'Office; tant qu'il s'y conforme, l'organisme est réputé se conformer aux dispositions de la présente loi auxquelles le programme doit l'amener à se conformer.

«**134.1.** L'organisme tenu de mettre en œuvre un programme de conformité transmet à l'Office, tous les 12 mois, un rapport de cette mise en œuvre.

«**134.2.** L'organisme diffuse auprès de son personnel le programme de conformité qu'il doit mettre en œuvre, de même que chaque rapport transmis à l'Office en vertu de l'article 134.1.

«**134.3.** L'organisme qui prévoit ne pas avoir complété la mise en œuvre d'un programme de conformité dans le délai qui y est prévu peut en demander la prolongation à l'Office.

La demande doit être transmise à l'Office au plus tard trois mois avant l'expiration du délai.

«**134.4.** Lorsque l'Office est d'avis, à la suite de la mise en œuvre complète d'un programme de conformité par un organisme, que l'utilisation du français au sein de cet organisme est conforme aux dispositions de la présente loi et qu'il satisfait aux autres obligations qui lui incombent en vertu de ces dispositions, l'Office lui délivre une attestation de conformité.

L'Office fait plutôt rapport de son avis prévu au premier alinéa au ministre lorsqu'il s'agit d'un organisme municipal qui était reconnu en vertu de l'article 29.1. Lorsque le ministre est d'avis que l'organisme satisfait aux obligations auxquelles il est tenu en vertu de la présente loi, il en avise l'Office et l'organisme.

«**134.5.** L'organisme de l'Administration auquel une attestation de conformité a été délivrée en vertu du premier alinéa de l'article 128.8 ou 134.4 doit, tous les cinq ans à compter de cette délivrance, faire rapport, par écrit, à l'Office de sa conformité avec les dispositions de la présente loi et des mesures qu'il met en place pour s'assurer du respect de ces dispositions.

Le rapport traite, en outre, des sujets visés au premier alinéa de l'article 129.

L'Office, lorsqu'il a des motifs de croire qu'un tel organisme fait défaut de se conformer à la présente loi, peut lui demander de faire un tel rapport. L'organisme doit, dans le délai fixé par l'Office, lui transmettre ce rapport.

«**134.6.** Lorsque l'Office estime, après examen du rapport prévu au premier alinéa de l'article 134.5 ou à l'occasion du traitement d'une plainte, que l'utilisation du français au sein d'un organisme de l'Administration auquel une attestation de conformité a été délivrée en vertu du premier alinéa de l'article 128.8 ou 134.4 n'est plus conforme aux dispositions de la présente loi ou qu'il ne satisfait plus aux autres obligations qui lui incombent en vertu de ces dispositions, l'Office peut suspendre cette attestation en plus de lui ordonner, en vertu de l'article 128.8, d'élaborer et de mettre en œuvre un programme de conformité.

L'Office peut également suspendre l'attestation de conformité lorsque l'organisme ne se conforme pas à une ordonnance rendue par le ministre en vertu de l'article 128.3 ou par l'Office en vertu de l'article 177.

Les autres dispositions de la présente section sont alors applicables, compte tenu des adaptations nécessaires. ».

76. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'intitulé du chapitre V qui précède l'article 135, de ce qui suit :

«**SECTION I**

«**CHAMP D'APPLICATION**».

77. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 135, de ce qui suit :

«**SECTION II**

«**FRANCISATION DES ENTREPRISES EMPLOYANT 25 PERSONNES OU PLUS**».

78. L'article 136 de cette charte est modifié :

1^o dans le premier alinéa :

a) par l'insertion, après « L'entreprise », de « visée à l'article 139 »;

b) par l'ajout, à la fin, de la phrase suivante : « Celle employant moins de 100 personnes n'y est tenue que si l'Office, en vertu du deuxième alinéa de l'article 140, lui ordonne la création d'un tel comité dont il détermine le nombre de membres. »;

2^o par la suppression des deuxième, troisième et quatrième alinéas.

79. L'article 137 de cette charte est modifié :

1^o dans le premier alinéa :

a) par le remplacement, dans le texte anglais, de « At least half » par « Half »;

b) par l'ajout, à la fin, de la phrase suivante : « L'autre moitié du comité est formée du représentant de l'entreprise auprès de l'Office, désigné par la direction en vertu du premier alinéa de l'article 139.1, et des autres membres que celle-ci désigne. »;

2^o dans le deuxième alinéa :

a) par le remplacement, de « Ces représentants » par « Les représentants des travailleurs »;

b) par l'insertion, après « direction de l'entreprise », de « après avoir consulté l'Office ».

80. L'article 137.1 de cette charte est modifié :

1° par l'insertion, dans le deuxième alinéa et après «travailleur», de « , ou d'exercer à son endroit des représailles ou de lui imposer toute autre sanction, »;

2° dans le troisième alinéa :

a) par le remplacement de «Un» et de «mesure» par, respectivement, «L'article 47 s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, au» et «pratique»;

b) par la suppression de «peut exercer les droits prévus au deuxième ou troisième alinéa de l'article 45, selon le cas».

81. L'article 138 de cette charte est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Elle doit diffuser cette liste auprès de son personnel, par affichage ou par tout autre moyen qu'elle juge approprié pour en assurer la diffusion.».

82. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 138, des suivants :

«**138.1.** Le comité de francisation doit :

1° désigner, en vertu du deuxième alinéa de l'article 139.1, un représentant auprès de l'Office;

2° voir à la réalisation de l'analyse de la situation linguistique, y compris la rédaction du rapport qui en fait état, prévue au troisième alinéa de l'article 139;

3° voir à l'élaboration du programme de francisation que l'entreprise doit adopter en vertu du deuxième alinéa de l'article 140, en surveiller la mise en œuvre et, s'il y a lieu, voir à la rédaction du rapport sur ce sujet visé au troisième alinéa de l'article 143;

4° veiller, lorsque l'entreprise possède un certificat de francisation délivré en vertu de l'article 140 ou de l'article 145, à ce que l'utilisation du français demeure généralisée au sein de l'entreprise et voir à la rédaction du rapport triennal visé au deuxième alinéa de l'article 146;

5° à la demande de la direction de l'entreprise, donner son avis sur la pratique de l'employeur d'exiger la connaissance ou le niveau de connaissance spécifique d'une autre langue que la langue officielle d'une personne pour rester en poste ou y accéder et sur les moyens pris pour éviter d'imposer une telle exigence.

Le comité peut créer des sous-comités pour l'assister dans l'exécution de ses fonctions.

De plus, la direction de l'entreprise doit permettre la participation du comité aux activités visant à informer le personnel de la mise en œuvre de tout programme de francisation ou de l'évolution de l'utilisation du français dans l'entreprise.

« **138.2.** La direction de l'entreprise doit, après avoir adopté le programme de francisation visé au paragraphe 3^o du premier alinéa de l'article 138.1, ou approuvé les autres documents visés aux paragraphes 2^o, 3^o et 4^o de cet alinéa, y faire apposer la signature de chacun des membres du comité qui y souscrit; ces documents sont ensuite transmis à l'Office.

Il est interdit à un employeur de ne pas rémunérer, de congédier, de mettre à pied, de rétrograder ou de déplacer un travailleur, ou d'exercer à son endroit des représailles ou de lui imposer toute autre sanction, pour le seul motif de l'amener à souscrire à un tel document ou pour l'en dissuader.

L'article 47 s'applique, avec les adaptations nécessaires, au travailleur qui se croit victime d'une pratique interdite en vertu du deuxième alinéa.

« **138.3.** Le comité de francisation doit tenir une réunion au moins une fois tous les six mois. Il veille à la rédaction d'un procès-verbal pour chacune de ses réunions. Chacun des membres du comité qui souscrit au procès-verbal y appose sa signature; celui-ci est alors transmis à la direction de l'entreprise et à l'Office.

Un membre du personnel de l'Office peut assister à toute réunion du comité.

« **138.4.** L'Office peut communiquer avec un comité de francisation pour obtenir des renseignements qu'il estime nécessaires. Il peut aussi s'enquérir des motifs pour lesquels les membres de ce comité n'ont pas signé un document, le cas échéant.

Le comité doit collaborer avec l'Office lorsque celui-ci le requiert. Le comité peut également soumettre toute question relative à ses fonctions à l'Office.

« **138.5.** L'Office facilite les échanges entre les comités de francisation des entreprises.

Il offre de la formation aux membres de ces comités et rend disponible de la documentation relative au rôle d'un comité de francisation dans une entreprise. ».

83. L'article 139 de cette charte est modifié :

1^o par le remplacement, dans le premier alinéa, de « cinquante » par « 25 »;

2^o dans le troisième alinéa :

a) par le remplacement de « six » par « trois »;

b) par l'ajout, à la fin, de la phrase suivante : «Lorsqu'à ce moment un comité de francisation a déjà été institué au sein de l'entreprise en vertu de l'article 136, il lui incombe de voir à la réalisation de l'analyse et à la rédaction du rapport qui en fait état. ».

84. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 139, des suivants :

«**139.1.** L'entreprise inscrite auprès de l'Office ne peut être représentée auprès de celui-ci que par un membre de sa direction et, le cas échéant, par le représentant désigné par le comité de francisation en vertu du deuxième alinéa.

Lorsqu'un comité de francisation est institué dans une entreprise, celui-ci doit désigner l'un de ses membres, parmi ceux qui représentent les travailleurs, pour agir avec le représentant désigné par la direction comme représentant de l'entreprise auprès de l'Office. L'un et l'autre de ces représentants doivent se tenir réciproquement informés des communications entre l'entreprise et l'Office. De même, l'Office doit s'assurer qu'ils soient tous deux informés de ses communications avec l'entreprise.

«**139.2.** L'entreprise doit diffuser le nom de ses représentants auprès des membres de son personnel. ».

85. L'article 140 de cette charte est modifié :

1° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « 138 » par « 139.2 »;

2° dans le troisième alinéa :

a) par le remplacement de « six » par « trois »;

b) par l'ajout, à la fin, de la phrase suivante : «Lorsqu'un comité de francisation est institué au sein de l'entreprise, il lui incombe de voir à l'élaboration du programme de francisation de l'entreprise. ».

86. L'article 141 de cette charte est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 1°, de « la connaissance de la langue officielle chez les » par « une bonne connaissance de la langue officielle chez les hauts dirigeants, les autres »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 4°, de « de travail de l'entreprise, notamment dans les manuels et les catalogues » par « et les outils de travail utilisés dans l'entreprise ».

87. L'article 142 de cette charte est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Le programme de francisation adopté par l'entreprise visée au paragraphe 4^o du premier alinéa ne vise pas les activités qui sont directement liées à la production des biens culturels dont le contenu linguistique est dans une autre langue que le français et qui ne peuvent être exercées autrement que dans cette autre langue.».

88. L'article 143 de cette charte est modifié :

1^o dans le troisième alinéa :

a) par la suppression de « , tous les vingt-quatre mois, dans le cas où l'entreprise emploie moins de cent personnes, et »;

b) par le remplacement de « , dans le cas où elle emploie cent personnes ou plus » par « . Lorsqu'un comité de francisation est institué au sein de l'entreprise, il lui incombe de voir à la rédaction de ce rapport »;

2^o par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«L'entreprise diffuse son programme de francisation et les rapports sur sa mise en œuvre auprès de son personnel.».

89. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 144, du suivant :

«**144.1.** L'entreprise qui prévoit ne pas avoir complété la mise en œuvre d'un programme de francisation dans le délai qui y est prévu peut en demander la prolongation à l'Office.

La demande doit être transmise à l'Office au plus tard trois mois avant l'expiration du délai.».

90. L'article 146 de cette charte est modifié par l'ajout, à la fin du deuxième alinéa, de la phrase suivante: «Lorsqu'un comité de francisation est institué au sein de l'entreprise, il lui incombe de voir à la rédaction de ce rapport.».

91. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 146, des suivants :

«**146.1.** Lorsque l'Office estime, après examen du rapport qu'une entreprise lui remet en vertu du deuxième alinéa de l'article 146, que l'utilisation du français n'est plus généralisée à tous les niveaux de l'entreprise, il lui ordonne d'élaborer et de mettre en œuvre un plan d'action pour remédier à la situation.

Avant d'ordonner l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action, l'Office doit notifier par écrit à l'entreprise le préavis prescrit par l'article 5 de la Loi sur la justice administrative (chapitre J-3) et lui accorder un délai d'au moins 15 jours pour présenter ses observations.

«**146.2.** Le plan d'action doit être soumis à l'approbation de l'Office dans les deux mois de la date de réception de la décision de l'Office prévue au premier alinéa de l'article 146.1. Les dispositions de la présente section concernant le programme de francisation s'appliquent au plan, compte tenu des adaptations nécessaires. ».

92. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 148, de ce qui suit :

«SECTION III

«FRANCISATION DANS CERTAINES AUTRES ENTREPRISES

«**149.** L'Office, après consultation de Francisation Québec, détermine annuellement, dans les secteurs d'activités qu'il choisit, les entreprises assujetties à la Loi sur la publicité légale des entreprises (chapitre P-44.1) qui emploient au moins cinq personnes, sans être visées à l'article 139, auxquelles il offrira de mettre en place les services d'apprentissage du français fournis par Francisation Québec conformément au chapitre VIII.2 du titre I.

L'Office avise l'entreprise concernée de l'offre qui lui est faite et du délai dont elle dispose pour l'accepter et, le cas échéant, pour convenir avec Francisation Québec des modalités selon lesquelles ces services seront fournis. L'Office transmet une copie de cet avis à Francisation Québec.

«**150.** L'entreprise qui met en place des services d'apprentissage du français fournis par Francisation Québec est tenue de permettre aux personnes à son emploi qui ne sont pas en mesure de communiquer en français de recevoir ces services.

L'article 137.1 s'applique à ces personnes, compte tenu des adaptations nécessaires. ».

93. L'article 151 de cette charte est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, de « responsable de l'application de la présente loi » par « de la Langue française ».

94. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 151, de ce qui suit :

«SECTION IV

«RESPECT DU PROCESSUS DE FRANCISATION, SANCTIONS, EXEMPTIONS ET FORMULAIRES ».

95. L'article 151.1 de cette charte est modifié par le remplacement de «Commet une infraction et est passible des peines prévues à l'article 205 l'entreprise qui ne respecte pas» et de «146» par, respectivement, «Une entreprise est tenue de respecter» et «146.2».

96. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 151.1, des suivants :

«**152.** L'Office publie et tient à jour la liste des entreprises pour lesquelles il a refusé de délivrer une attestation ou dont il a suspendu ou annulé une attestation ou un certificat.

«**152.1.** L'Administration ne peut conclure un contrat avec une entreprise à laquelle s'appliquent les dispositions de la section II ou lui octroyer une subvention lorsque cette entreprise ne possède pas d'attestation d'inscription, n'a pas fourni, dans le délai prescrit, l'analyse de sa situation linguistique, ne possède pas d'attestation d'application de programme ni de certificat de francisation ou si son nom figure sur la liste prévue à l'article 152.

Elle ne peut non plus conclure un contrat avec une entreprise à laquelle s'applique la section III ou lui octroyer une subvention, lorsque cette entreprise, selon le cas :

1° a refusé l'offre qui lui a été faite en vertu de l'article 149, à moins que, par la suite, elle n'ait convenu de mettre en place les services d'apprentissage du français fournis par Francisation Québec;

2° fait défaut de respecter les modalités convenues avec Francisation Québec.

Les premier et deuxième alinéas n'ont pas pour effet d'empêcher Francisation Québec de conclure un contrat avec une telle entreprise lorsqu'il a pour objet la fourniture de services d'apprentissage du français. ».

97. L'article 154 de cette charte est remplacé par ce qui suit :

«**154.** Les renseignements et les documents qu'une entreprise est tenue de transmettre à l'Office en vertu des dispositions du présent chapitre le sont sur les formulaires ou selon les modèles qu'il établit, à l'exception du procès-verbal d'une réunion du comité de francisation.

« TITRE II.1**« MINISTRE ET MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE****« CHAPITRE I****« MINISTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE**

« 155. Le ministre de la Langue française a pour mission de promouvoir, de valoriser et de protéger la langue française et son statut ainsi que de favoriser l'établissement et le maintien de conditions porteuses d'avenir pour celle-ci.

Il conseille le gouvernement sur toute question relative à sa mission, de même qu'il doit le saisir de toute intervention qu'il juge nécessaire à l'établissement ou au maintien de ces conditions.

« 156. Le ministre élabore et propose au gouvernement ses grandes orientations définissant l'aménagement linguistique du Québec ainsi que les actions du gouvernement, de ses ministères et des autres organismes de l'Administration en matière de langue française.

Le ministre veille à la cohérence de l'action de l'Administration en cette matière et à sa conformité aux dispositions de la présente loi suivant leurs véritables sens, esprit et fin. Pour ce faire, il participe à la coordination des mesures que l'Administration met en œuvre et doit être consulté dans l'élaboration de toute mesure ou décision ministérielles, lorsqu'une telle mesure ou une telle décision est susceptible d'avoir une incidence sur la langue française ou son statut; chaque fois qu'il le juge opportun, il donne son avis sur une mesure ou une décision.

Le ministre soutient et accompagne les ministères, les organismes gouvernementaux et les organismes municipaux auxquels s'applique la politique linguistique de l'État dans l'exécution des obligations qui leur incombent en vertu de la présente loi.

« 156.1. En outre des autres fonctions que la présente loi confie au ministre, celui-ci a notamment pour fonctions d'apporter son soutien et de collaborer aux travaux des différents ministères visant la francisation, notamment dans le milieu scolaire et dans les milieux de travail.

Il peut, de plus, élaborer des politiques, des programmes et d'autres mesures propres à l'accomplissement de sa mission. Il en assure la mise en œuvre et en coordonne l'exécution, le suivi et la révision.

Le ministre peut également accorder des prix ou des reconnaissances soulignant la contribution exceptionnelle de personnes ou d'organisations dans le domaine linguistique.

Il exerce aussi toute autre fonction que lui confie le gouvernement.

«**156.2.** Le ministre doit, dans le cadre de ses fonctions, favoriser la connaissance, la protection, la mise en valeur et la transmission du patrimoine linguistique francophone du Québec.

Le patrimoine linguistique francophone du Québec est formé des connaissances sur la langue française, en usage à un moment ou à un autre au Québec, ayant été portées sur un support de toute nature. Les connaissances ainsi portées sur un support sont un élément de ce patrimoine.

«**156.3.** Dans l'exercice de ses fonctions, le ministre peut notamment :

1^o exiger des ministères et des organismes de l'Administration l'assistance et les renseignements qu'il estime nécessaires;

2^o conclure des ententes avec toute personne, toute association, toute société ou tout organisme;

3^o conclure, conformément à la loi, des ententes avec un gouvernement autre que celui du Québec ou l'un de ses ministères ou de ses organismes, ou avec une organisation internationale ou l'un de ses organismes;

4^o réaliser ou faire réaliser des consultations, des recherches, des études et des analyses;

5^o accorder, aux conditions qu'il fixe, une aide financière ou technique;

6^o intervenir, d'office et sans avis, dans toute instance qui pourrait avoir une incidence sur le statut ou l'usage du français au Québec.

«**156.4.** Le ministre dépose à l'Assemblée nationale le rapport annuel sur l'application de la présente loi dans les organismes de l'Administration, autres que les institutions parlementaires, dans les quatre mois de la fin de l'année financière ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.

Ce rapport comporte notamment les renseignements suivants :

1^o la description des moyens mis en œuvre par les organismes visés au premier alinéa pour exécuter les obligations qui leur incombent en vertu de la présente loi et, le cas échéant, les motifs justifiant de modifier la politique linguistique de l'État qui les guide dans cette exécution;

2^o le nombre de postes pour lesquels la connaissance ou un niveau de connaissance spécifique d'une langue autre que la langue officielle est exigé par ces organismes ainsi que le nombre de ceux pour lesquels une telle connaissance ou un tel niveau de connaissance est souhaitable;

3° les mentions prévues ci-dessous concernant chacun des organismes visés à l'article 29.15 :

- a) celles indiquant s'il a pris ou non la directive prévue à l'article 29.15;
- b) celles indiquant si cette directive a été ou non approuvée par le ministre, lorsque, en vertu de l'article 29.17, elle est soumise à cette approbation;
- c) celles indiquant si la directive est révisée selon la périodicité prévue au troisième alinéa de l'article 29.15;

4° les mentions prévues au paragraphe 3° concernant les directives prévues à l'article 29.16;

5° le nombre de plaintes reçues et traitées par les organismes tenus d'adopter la politique de traitement des plaintes prévue à l'article 128.1.

« **156.5.** Le ministre titulaire d'un ministère ou le dirigeant d'un organisme visé au premier alinéa de l'article 156.4, ou la personne qu'il désigne au sein de son ministère ou de son organisme, transmet au ministre de la Langue française, suivant la forme, la teneur et la périodicité fixées par celui-ci, les renseignements nécessaires à la préparation du rapport sur l'application de la présente loi.

« **156.6.** Le ministre publie la liste des organismes de l'Administration et la tient à jour.

« **156.7.** Le ministre peut requérir de l'Office qu'il effectue une inspection pour vérifier l'application de la présente loi auprès des ministères, des organismes gouvernementaux et des organismes municipaux auxquels s'applique la politique linguistique de l'État.

Il peut aussi requérir de l'Office qu'il fasse enquête, auprès de ces organismes, à l'égard de toute matière relative à l'application de la présente loi.

« CHAPITRE II

« MINISTÈRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

« **156.8.** Le ministère de la Langue française est dirigé par le ministre de la Langue française.

« **156.9.** Le gouvernement nomme, conformément à la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1), un sous-ministre de la Langue française.

« **156.10.** Sous la direction du ministre, le sous-ministre administre le ministère.

Il exerce, en outre, toute autre fonction que lui assigne le gouvernement ou le ministre.

«**156.11.** Dans l'exercice de ses fonctions, le sous-ministre a l'autorité du ministre.

«**156.12.** Le sous-ministre peut, par écrit et dans la mesure qu'il indique, déléguer à un fonctionnaire ou au titulaire d'un emploi l'exercice de ses fonctions.

Il peut, dans l'acte de délégation, autoriser la subdélégation des fonctions qu'il indique; le cas échéant, il identifie le fonctionnaire ou le titulaire d'un emploi à qui cette subdélégation peut être faite.

«**156.13.** Le personnel du ministère est constitué des fonctionnaires nécessaires à l'exercice des fonctions du ministre; les fonctionnaires sont nommés suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1).

Le ministre détermine les devoirs de ces fonctionnaires pour autant qu'il n'y est pas pourvu par la loi ou par le gouvernement.

«**156.14.** La signature du ministre ou du sous-ministre donne autorité à tout document provenant du ministère.

Aucun acte, document ou écrit n'engage le ministre, ni ne peut lui être attribué, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre, par un membre du personnel du ministère ou par un titulaire d'un emploi, mais, dans le cas de ces deux derniers, uniquement dans la mesure déterminée par règlement du ministre.

«**156.15.** Le ministre peut, par règlement, permettre, aux conditions qu'il fixe, qu'une signature soit apposée au moyen d'un appareil automatique ou de tout autre procédé faisant appel aux technologies de l'information.

«**156.16.** Un document ou une copie d'un document provenant du ministère ou faisant partie de ses archives, signé ou certifié conforme par une personne visée au deuxième alinéa de l'article 156.14, est authentique.

«**156.17.** Le ministre dépose à l'Assemblée nationale le rapport annuel de gestion du ministère; il est joint au rapport d'application de la présente loi.

« CHAPITRE III

« ÉLÉMENTS DÉSIGNÉS DU PATRIMOINE LINGUISTIQUE FRANCOPHONE DU QUÉBEC

«**156.18.** Le ministre peut, s'il l'estime à propos, désigner des éléments du patrimoine linguistique francophone du Québec visés au deuxième alinéa de l'article 156.2.

Il doit voir à ce que les éléments ainsi désignés soient accessibles au public de façon continue.

«**156.19.** La désignation est faite au moyen d'un avis de désignation signé par le ministre.

L'avis décrit l'élément visé et contient un énoncé des motifs de la désignation.

L'avis de désignation est publié à la *Gazette officielle du Québec*. La désignation prend effet à la date de cette publication.

«**156.20.** Le ministre désigne un membre du personnel du ministère pour agir à titre de registraire.

Le registraire est chargé :

- 1° de tenir le registre du patrimoine linguistique francophone du Québec;
- 2° d'y inscrire les éléments désignés par le ministre ainsi que la description qui en est faite dans l'avis de désignation;
- 3° de délivrer des extraits certifiés de ce registre à toute personne intéressée sur paiement des frais déterminés par règlement du gouvernement.

Le ministre peut également désigner, parmi les membres du personnel du ministère, une personne qui, en cas d'absence ou d'empêchement du registraire, exerce ses fonctions.

«**156.21.** Les extraits certifiés délivrés par le registraire sont authentiques. La signature du registraire sur des copies de documents fait preuve du fait que ces documents existent et sont légalement en sa possession.

Toute copie signée par le registraire équivaut devant le tribunal à l'original même et tout document paraissant être revêtu de sa signature est présumé l'être.

«**156.22.** Le ministre contribue à la connaissance du patrimoine linguistique francophone du Québec notamment par la réalisation d'un répertoire. Il en établit le mode de réalisation, de consignation et de diffusion.

« TITRE II.2

« FRANCISATION QUÉBEC

«**156.23.** Il est institué, au sein du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, une unité administrative appelée « Francisation Québec ».

«**156.24.** Francisation Québec conduit et gère l'action gouvernementale en matière de francisation des personnes domiciliées au Québec qui ne sont pas assujetties à l'obligation de fréquentation scolaire en vertu de la Loi sur l'instruction publique (chapitre I-13.3), des personnes qui envisagent de s'établir au Québec de même qu'en matière de francisation des personnes au sein d'entreprises.

À cet effet, Francisation Québec est l'unique point d'accès gouvernemental pour ces personnes désirant recevoir des services d'apprentissage du français.

Francisation Québec doit s'assurer de desservir l'ensemble du Québec et établit des bureaux afin d'assurer le droit aux services permettant de faire l'apprentissage du français, prévu au premier alinéa de l'article 6.1. Francisation Québec peut, lorsqu'un établissement offrant l'enseignement collégial ou universitaire met des locaux à sa disposition, y fournir ses services.

Les services d'apprentissage offerts par Francisation Québec sont fournis gratuitement à la personne qui les reçoit, à moins que Francisation Québec n'exige de cette personne le paiement de frais modiques.

«**156.25.** Les fonctions de Francisation Québec consistent notamment à :

1^o coordonner et offrir des services d'apprentissage du français en classe, en milieu de travail et en ligne;

2^o déterminer les modalités d'inscription à ces services, de classement des personnes qui les reçoivent et d'évaluation de l'apprentissage du français ainsi que la reddition de comptes à l'égard de ces services rendus pour le compte de Francisation Québec;

3^o élaborer, en collaboration avec l'Office, et mettre en place des services d'apprentissage du français dans les entreprises visées à l'article 149;

4^o développer des programmes, du matériel et des outils pédagogiques pour faciliter l'apprentissage du français pour les personnes domiciliées au Québec qui ne sont pas assujetties à l'obligation de la fréquentation scolaire en vertu de la Loi sur l'instruction publique (chapitre I-13.3);

5^o favoriser, avec la collaboration du ministre responsable de l'application de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (chapitre S-4.1.1), la mise en place, par les prestataires de services de garde éducatifs à l'enfance visés par cette loi, d'activités visant l'apprentissage du français par les enfants;

6^o développer et mettre en œuvre des programmes visant à donner la possibilité de participer en français à la société québécoise.

«**156.26.** Toute entreprise qui souhaite améliorer le niveau de compétence du français pour les membres de son personnel peut, de sa propre initiative, solliciter les services offerts par Francisation Québec. ».

98. L'article 159 de cette charte est modifié :

1^o par le remplacement, dans le premier alinéa, de « , de terminologie ainsi que de francisation de l'Administration et des entreprises » par « et de terminologie. Il veille à la mise en œuvre des programmes de conformité de

l'Administration ainsi que des mesures de francisation des entreprises incluant les services d'apprentissage du français au sein de ces dernières, le cas échéant, en collaboration avec Francisation Québec »;

2° par l'insertion, à la fin du deuxième alinéa, de « , sous réserve des pouvoirs conférés au ministre ou au commissaire ».

99. L'article 160 de cette charte est modifié par l'ajout, à la fin, des alinéas suivants :

«L'Office utilise, pour la surveillance de l'évolution de la situation linguistique au Québec, les indicateurs énumérés ci-dessous et présente leur variation dans ce rapport :

1° la langue de travail;

2° les exigences linguistiques à l'embauche;

3° la langue des services publics;

4° la langue de service dans les commerces;

5° les effectifs déterminés en vertu des articles 88.0.5 et 88.0.6 et les contingents déterminés en vertu des articles 88.0.10 et 88.0.11;

6° la fréquentation des cours de francisation, incluant les inscriptions, les niveaux de français atteints et les taux de réussite;

7° les substitutions linguistiques;

8° l'importance accordée aux orientations en matière de langue française dans la planification pluriannuelle de l'immigration.

Ce rapport compare notamment l'évolution de l'utilisation du français et de l'anglais au Québec et l'évolution de l'utilisation de ces langues dans le reste du Canada. À cette fin, l'Office tient compte des informations statistiques produites par l'Institut de la statistique du Québec.

L'Office détermine les indicateurs de l'usage du français dans la sphère publique par la population québécoise et les autres indicateurs de suivi utilisés pour produire ce rapport, à l'exception de ceux visés au deuxième alinéa, de concert avec le commissaire à la langue française.

Le ministre dépose ce rapport à l'Assemblée nationale dans les 30 jours de sa réception ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours suivant la reprise de ses travaux. ».

100. L'article 161 de cette charte est modifié :

1° par la suppression, dans le premier alinéa, de « l'Administration et »;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Il collabore avec le ministre dans le soutien et l'accompagnement que celui-ci fournit aux ministères, aux organismes gouvernementaux et aux organismes municipaux auxquels s'applique la politique linguistique de l'État dans l'exécution des obligations qui leur incombent en vertu de la présente loi. ».

101. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 161, du suivant :

« **161.1.** L'Office aide à définir et à élaborer les programmes de francisation et de conformité prévus par la présente loi et en surveille l'application.

L'Office produit au ministre, tous les deux ans, un rapport concernant l'évolution des programmes visés au premier alinéa.

Le ministre dépose le rapport de l'Office à l'Assemblée nationale dans les 30 jours de sa réception ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours suivant la reprise de ses travaux. ».

102. L'article 163 de cette charte est modifié :

1° par l'insertion, après « établi », de « , en collaboration avec le commissaire à la langue française, »;

2° par le remplacement de « nécessaires » par « sur les droits, les politiques et la démographie linguistiques ainsi que sur les autres matières dont la connaissance est nécessaire ».

103. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 163, du suivant :

« **163.1.** L'Office, de sa propre initiative ou à la demande du commissaire à la langue française, produit à ce dernier tout rapport portant sur une question linguistique pertinente à l'accomplissement des objectifs et des obligations prévus par la présente loi. ».

104. L'article 165 de cette charte est modifié par le remplacement, dans le troisième alinéa, de « associé responsable de l'application de la politique linguistique » par « de la Langue française ».

105. L'article 165.3 de cette charte est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « 131 à 133, 139, 143 et 151 » par « 128.6 à 134.6, 139, 143, 146.1, 146.2, 149 et 151 ainsi que des dispositions du titre III.1 ».

106. L'article 165.8 de cette charte est modifié par la suppression du cinquième alinéa.

107. L'article 165.10 de cette charte est remplacé par le suivant :

«**165.10.** L'Office doit transmettre annuellement au ministre, dans les quatre mois de la fin de l'année financière, un rapport de ses activités pour cette année financière.

Le ministre dépose ce rapport à l'Assemblée nationale dans les 30 jours de sa réception ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux. ».

108. L'article 165.12 de cette charte est modifié, dans le premier alinéa :

1^o par le remplacement, dans ce qui précède le paragraphe 1^o, de « de cinq membres » par « d'un président, désigné par le gouvernement parmi les membres de l'Office qu'il nomme, et des quatre membres suivants, »;

2^o par la suppression du paragraphe 1^o.

109. L'intitulé du titre III.1 de cette charte est modifié par le remplacement de « INSPECTIONS ET ENQUÊTES » par « PLAINTES, DÉNONCIATIONS, MESURES DE PROTECTION, INSPECTIONS, ENQUÊTES ET MESURES DE REDRESSEMENT ».

110. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'intitulé du titre III.1 qui précède l'article 166, de ce qui suit :

« **CHAPITRE I**

« **PLAINTES, DÉNONCIATIONS ET MESURES DE PROTECTION**

« **SECTION I**

« **PLAINTES**

«**165.15.** L'Office reçoit les plaintes relatives à tout manquement aux dispositions de la présente loi.

«**165.16.** L'Office doit, sur réception d'une plainte, transmettre au plaignant un avis de la date de cette réception.

Lorsque la description des faits justifiant la plainte n'est pas suffisamment précise, l'Office aide le plaignant à formuler sa plainte.

«**165.17.** Lorsque les faits justifiant la plainte sont visés par les dispositions de l'article 45, 45.1 ou 46, l'Office soit dirige le plaignant à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail et transmet la plainte à celle-ci, soit dirige le plaignant à l'association de travailleurs qui le représente. Avec le consentement du plaignant, la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail transmet à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, aux termes d'une entente

intervenue entre elles et approuvée par le ministre du Travail, toute plainte qui concerne une conduite à caractère discriminatoire visée à l'article 45.1. Cette entente prévoit en outre les modalités de collaboration entre les deux organismes, notamment afin d'éviter que le délai de transmission de la plainte ne porte préjudice au plaignant.

Lorsque les faits justifiant la plainte visent une institution parlementaire, l'Office transmet la plainte au commissaire à la langue française et en avise le plaignant.

Dans les autres cas, l'Office ouvre un dossier concernant la plainte, avise le plaignant de ce fait et, à sa demande, l'informe du traitement de la plainte et, le cas échéant, des mesures qu'il prend pour que l'auteur du manquement y mette fin et ne le reproduise pas.

«**165.18.** La réception par l'Office d'une plainte visée au premier alinéa de l'article 165.17 suspend le délai à l'intérieur duquel cette plainte doit être introduite auprès de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail ou, selon le cas, de l'association de travailleurs qui représente le plaignant.

La suspension prend fin au moment où l'Office dirige le plaignant vers la Commission ou l'association.

«**165.19.** Lorsque les faits justifiant la plainte auraient été commis par un ministère, un organisme gouvernemental ou un organisme municipal auquel s'applique la politique linguistique de l'État, l'Office en avise sans délai le ministre de la Langue française.

Le ministre peut détacher auprès de l'Office tout membre du personnel du ministère afin qu'il participe au traitement de la plainte. Le traitement de la plainte s'effectue par l'Office en collaboration avec le ministre.

«**165.20.** L'Office met fin au traitement d'une plainte lorsqu'il prend des mesures pour que l'auteur du manquement y mette fin et ne le reproduise pas.

Il met également fin au traitement d'une plainte dans les cas suivants :

- 1° il considère la plainte abusive, frivole ou manifestement mal fondée;
- 2° le plaignant refuse ou néglige de fournir, dans le délai qu'il fixe, les renseignements ou les documents qu'il lui demande;
- 3° il est d'avis que les circonstances ne justifient pas son intervention.

Dans le cas d'une plainte dont le traitement est effectué en collaboration avec le ministre en vertu du deuxième alinéa de l'article 165.19, l'Office lui fait rapport du traitement de la plainte et des motifs pour lesquels il estime justifié d'y mettre fin.

L'Office avise le plaignant des motifs pour lesquels il met fin au traitement de la plainte.

«**165.21.** L'Office produit trimestriellement un rapport faisant état des plaintes reçues, de leur nombre et de leur traitement, puis le transmet au commissaire à la langue française et au ministre.

«SECTION II

«DÉNONCIATIONS

«**165.22.** Toute personne qui souhaite faire une dénonciation communique à l'Office tout renseignement, autre que celui relatif à la santé d'un tiers, qui, selon elle, peut démontrer qu'un manquement à la présente loi a été commis ou est sur le point de l'être ou qu'il lui a été demandé de commettre un tel manquement.

La personne qui effectue la dénonciation d'un tel manquement peut le faire malgré les dispositions de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), sauf celles prévues à l'article 33 de cette loi, les dispositions de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé (chapitre P-39.1), toute autre restriction de communication prévue par d'autres lois du Québec, toute disposition d'un contrat ou toute obligation de loyauté ou de confidentialité pouvant la lier, notamment à l'égard de son employeur ou de son client.

Toutefois, la levée du secret professionnel autorisée par le présent article ne s'applique pas au secret professionnel liant l'avocat ou le notaire à son client.

«**165.23.** L'Office doit prendre toutes les mesures nécessaires afin de s'assurer que l'anonymat de la personne qui a effectué une dénonciation soit préservé.

«SECTION III

«MESURES DE PROTECTION

«**165.24.** Il est interdit d'exercer des représailles contre la personne qui, de bonne foi, fait une dénonciation à l'Office ou contre celle qui collabore à une enquête faite en vertu du chapitre II, ou encore de menacer une personne de représailles pour qu'elle s'abstienne de faire une dénonciation ou de collaborer à une telle enquête.

«**165.25.** Pour l'application du présent chapitre, sont présumées être des représailles contre une personne sa rétrogradation, sa suspension, son congédiement ou son déplacement ainsi que toute sanction disciplinaire ou autre mesure portant atteinte à son emploi ou à ses conditions de travail.

«**165.26.** Toute personne qui, de bonne foi et conformément à l'article 165.22, dénonce à l'Office un manquement à la présente loi n'encourt aucune responsabilité civile de ce fait.

Il en est de même de la personne qui formule une plainte visée à l'article 165.15.

« CHAPITRE II

« INSPECTIONS ET ENQUÊTES ».

III. L'article 166 de cette charte est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Il ne peut cependant effectuer une telle inspection ou une telle enquête auprès d'une institution parlementaire au sens de l'annexe I ou, en l'absence de plainte, de dénonciation ou d'une requête du ministre en vertu de l'article 156.7, d'un organisme de l'Administration auquel s'applique la politique linguistique de l'État. ».

II2. Les articles 167 à 169 de cette charte sont remplacés par le suivant :

«**167.** L'Office doit établir un programme d'inspection concernant la conformité aux dispositions des articles 46 et 46.1 des employeurs autres que l'Administration. ».

II3. L'article 172 de cette charte est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, de « L' » par « Dans une enquête autre que celle relative à une infraction à la présente loi, l' ».

II4. L'article 174 de cette charte est modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants :

« La personne qui effectue une inspection pour l'application de la présente loi peut :

1^o pénétrer, à toute heure raisonnable, dans tout endroit, autre qu'une maison d'habitation, où s'exerce une activité régie par la présente loi ou dans tout autre endroit où peuvent être détenus des documents ou d'autres biens auxquels elle s'applique;

2^o prendre des photographies de cet endroit et des biens qui s'y trouvent;

3^o faire utiliser par toute personne présente qui y a accès tout ordinateur, tout matériel ou tout autre équipement se trouvant sur les lieux pour accéder à des données pertinentes à l'application de la présente loi contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données;

4^o exiger tout renseignement relatif à l'application de la présente loi ou de ses règlements ainsi que la communication, pour examen ou reproduction, de tout document s'y rapportant.

Toute personne qui a la garde, la possession ou le contrôle des documents visés au présent article doit en donner communication à la personne qui effectue une inspection et lui en faciliter l'examen. ».

115. L'article 175 de cette charte est remplacé par le suivant :

«**175.** La personne qui effectue une inspection pour l'application de la présente loi peut, par avis notifié, exiger de toute personne qu'elle lui communique, dans le délai raisonnable fixé par l'avis, tout renseignement ou document relatif à l'application de la présente loi. ».

116. L'article 177 et le titre IV de cette charte, comprenant les articles 185 à 198, sont remplacés par ce qui suit :

« CHAPITRE III

« MESURES DE REDRESSEMENT

« SECTION I

« ORDONNANCE DE L'OFFICE

«**177.** Lorsque l'Office constate un manquement aux dispositions de la présente loi ou d'un règlement pris pour son application, il peut ordonner à celui qui en est l'auteur de s'y conformer ou de cesser d'y contrevenir, dans le délai indiqué par l'Office.

L'ordonnance visant un manquement à l'un des articles 51, 51.1, 52.1 et 54 peut être rendue à l'encontre de quiconque distribue, vend au détail, loue, offre en vente ou en location ou en offre autrement sur le marché, à titre onéreux ou gratuit, ou en détenant à de telles fins :

1^o un produit, si les inscriptions sur celui-ci, son contenant ou son emballage, ou sur un document ou un objet accompagnant ce produit, y compris le mode d'emploi et les certificats de garantie, ne sont pas conformes;

2^o un logiciel, y compris un ludiciel ou un système d'exploitation, un jeu ou un jouet non conforme.

Il en est de même de tout exploitant d'établissement où des menus ou des cartes des vins non conformes aux dispositions de l'article 51 sont présentés au public.

Lorsque l'Office constate un manquement visé au deuxième alinéa relativement à un bien rendu disponible au Québec par l'intermédiaire d'une entreprise qui, par un moyen technologique, permet la conclusion du contrat visant l'obtention de ce bien et le versement du paiement convenu alors que le distributeur, le vendeur, le locateur, l'offrant ou le détenteur de ce bien n'a pas d'établissement au Québec, il peut ordonner à l'exploitant de cette entreprise de cesser, dans le délai indiqué par l'Office, de permettre à toute personne située au Québec de conclure un contrat à l'égard de ce bien.

L'intéressé à l'encontre duquel une ordonnance peut être rendue en vertu du deuxième, du troisième ou du quatrième alinéa est assimilé à l'auteur du manquement aux fins de l'application du sixième alinéa et des articles 165.17, 165.20, 178 et 179.

Avant de rendre une ordonnance en vertu du présent article, l'Office, lorsque l'article 5 de la Loi sur la justice administrative (chapitre J-3) s'applique, notifie par écrit à l'auteur du manquement un préavis d'au moins 15 jours mentionnant les dispositions de la présente loi à l'encontre desquelles le manquement aurait été commis, les autres motifs qui paraissent justifier l'ordonnance, la date projetée pour sa prise d'effet et la possibilité pour l'auteur du manquement de présenter ses observations.

«**178.** L'ordonnance de l'Office doit énoncer les dispositions de la présente loi ou du règlement pris pour son application à l'encontre desquelles le manquement a été commis, les autres motifs qui la justifient et le délai dont dispose l'auteur du manquement pour se conformer à l'ordonnance. Elle est notifiée à l'auteur du manquement visé par cette ordonnance.

Elle prend effet à la date de sa notification ou à toute autre date ultérieure qui y est indiquée. Elle demeure tenante pour une période de deux ans.

«**179.** L'auteur du manquement doit, dans le délai indiqué par l'ordonnance, transmettre à l'Office un avis faisant sommairement état des mesures prises pour se conformer à l'ordonnance.

«**180.** L'Office peut révoquer ou modifier l'ordonnance qu'il a rendue en vertu de la présente section.

«**181.** L'ordonnance visée à l'article 177 peut, dans les 30 jours de sa notification, être contestée devant le Tribunal administratif du Québec.

Le Tribunal ne peut que confirmer ou infirmer l'ordonnance ainsi contestée.

«**182.** L'Office ne peut, en vertu de la présente section, rendre une ordonnance pour un manquement aux dispositions suivantes :

1^o les dispositions du chapitre V du titre II, autres que celles des articles 150 et 151.1;

2° les dispositions des articles 78.1 à 78.3 et 176.

Il ne peut non plus rendre une ordonnance dans les cas visés à l'article 184 ni à l'encontre d'un organisme de l'Administration auquel s'applique la politique linguistique de l'État ou à l'encontre d'un membre du personnel de cet organisme.

«SECTION II

«INJONCTION ET ORDONNANCE DU TRIBUNAL

«**183.** L'Office peut demander à un juge de la Cour supérieure de prononcer une injonction relative à l'application de la présente loi.

La demande d'injonction constitue une instance en elle-même.

La procédure prévue au Code de procédure civile (chapitre C-25.01) s'applique sauf que l'Office ne peut être tenu de fournir un cautionnement.

L'Office ne peut demander une injonction à l'encontre d'un organisme de l'Administration auquel s'applique la politique linguistique de l'État ou à l'encontre d'un membre du personnel de cet organisme.

«**184.** Le tribunal peut, à la demande de l'Office, ordonner que soient enlevés ou détruits, dans un délai de huit jours à compter de sa prise d'effet, les affiches, les annonces, les panneaux-réclame et les enseignes lumineuses qui contreviennent aux dispositions de la présente loi, et ce, aux frais du destinataire de l'ordonnance.

La demande peut être dirigée contre le propriétaire du matériel publicitaire ou contre quiconque a placé ou fait placer l'affiche, l'annonce, le panneau-réclame ou l'enseigne lumineuse.

«TITRE IV

«COMMISSAIRE À LA LANGUE FRANÇAISE

«CHAPITRE I

«NOMINATION

«**185.** Sur proposition du premier ministre et avec l'approbation des deux tiers de ses membres, l'Assemblée nationale nomme un commissaire à la langue française; elle en détermine, de la même manière, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail.

La personne proposée par le premier ministre doit avoir une sensibilité ainsi qu'un intérêt marqués en matière de protection de la langue française. Le ministre de la Langue française fait une recommandation au premier ministre à cet effet.

«**186.** Le commissaire doit, avant de commencer à exercer ses fonctions, prêter le serment prévu à l'annexe II devant le président de l'Assemblée nationale.

«**187.** Le mandat du commissaire est d'une durée de sept ans et ne peut être renouvelé. À l'expiration de son mandat, le commissaire demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé.

«**188.** Le commissaire peut, en tout temps, démissionner en donnant un avis écrit au président de l'Assemblée nationale. Il ne peut être destitué que par une résolution de l'Assemblée approuvée par les deux tiers de ses membres.

« CHAPITRE II

« FONCTIONS, POUVOIRS ET IMMUNITÉS

«**189.** Le commissaire a pour fonction de surveiller le respect des droits fondamentaux conférés par la présente loi, l'exécution des obligations qu'elle impose aux personnes, aux entreprises et à l'Administration de même que la mise en œuvre de ses dispositions par le ministre, par l'Office ou par Francisation Québec.

«**190.** Le commissaire a également pour fonction de surveiller l'évolution de la situation linguistique au Québec.

À cet effet, il doit notamment :

1^o faire le suivi de la connaissance, de l'apprentissage et de l'utilisation du français par les personnes immigrantes;

2^o identifier les mesures prises par le gouvernement en vertu de l'article 88.14.

«**191.** Le commissaire doit veiller à ce que chaque institution parlementaire au sens de l'annexe I satisfasse aux obligations auxquelles elle est tenue en vertu de la présente loi.

À cette fin, le commissaire exerce, à l'égard des institutions parlementaires, à la place du gouvernement, du ministre de la Langue française et de l'Office, les fonctions et pouvoirs que les articles 20, 156, 156.3 et 204.19 leur permettent d'exercer à l'égard d'un organisme de l'Administration.

De plus, les dispositions d'un règlement pris par le gouvernement ou par le ministre en application des dispositions des chapitres IV ou IX du titre I de la présente loi ne s'appliquent à une institution parlementaire que si le commissaire y consent.

Le commissaire peut également prévoir toute disposition particulière à ces institutions ajoutant à la politique linguistique de l'État. Sans délai, il rend une telle disposition publique et en transmet une copie au ministre.

«**192.** Le commissaire reçoit les plaintes relatives à tout manquement aux dispositions de la présente loi commis par une institution parlementaire.

Lorsqu'une telle institution ne satisfait pas à une obligation qui lui incombe en vertu de la présente loi, le commissaire doit voir à ce qu'elle élabore les mesures nécessaires pour remédier à la situation et les mette en oeuvre dans le délai qu'il indique.

«**193.** Le commissaire fournit à l'Assemblée nationale, au gouvernement ou au ministre les avis et les recommandations qu'il estime appropriés lorsqu'il le juge nécessaire ou en réponse à la demande de l'un de ceux-ci sur toute question concernant une matière relevant de ses fonctions.

De plus, le commissaire peut informer le public sur toute question relative à la langue française au Québec.

«**194.** Le commissaire exerce ses fonctions à temps plein et de façon exclusive.

«**195.** Le commissaire peut d'office faire les vérifications et les enquêtes qu'il juge utiles à l'exécution de ses fonctions. Il peut faire une telle vérification ou une telle enquête à la demande du gouvernement ou de l'Assemblée nationale.

Ces vérifications et ces enquêtes peuvent porter notamment sur :

- 1° le respect des obligations de l'Administration prévues par la présente loi;
- 2° les mesures mises en place par l'Administration pour promouvoir, valoriser et protéger le français et voir à ce que soient fournis des services d'apprentissage du français;
- 3° les activités exercées par l'Office;
- 4° l'exercice d'adoption et de mise à jour de la politique linguistique de l'État;
- 5° la conformité aux dispositions de l'article 29.15 des directives prises en vertu de cet article ou de l'article 29.16;
- 6° les programmes de francisation et de conformité prévus par la présente loi ainsi que les mesures visant à favoriser l'apprentissage du français;
- 7° le respect des dispositions de la section II du chapitre VIII et du chapitre VIII.1 du titre I;
- 8° le respect des dispositions du chapitre V du titre II de la présente loi à l'égard de toute entreprise qui bénéficie d'une subvention ou d'un contrat conclu avec l'Administration;

9^o l'évolution de la situation linguistique au Québec.

Le commissaire peut autoriser spécialement toute personne à faire ces vérifications et ces enquêtes.

«**196.** Le commissaire produit un rapport à la suite de toute vérification ou toute enquête qu'il effectue à la demande de l'Assemblée nationale.

«**197.** Le commissaire produit annuellement, dans les quatre mois de la fin de l'année financière, un rapport dans lequel :

1^o il fait part de ses activités;

2^o il indique s'il a reçu, dans l'exercice de ses fonctions, tous les renseignements, tous les rapports et toutes les explications demandés;

3^o il fait état des effectifs déterminés en vertu des articles 88.0.5 et 88.0.6, des contingents déterminés en vertu des articles 88.0.10 et 88.0.11 et de leur respect par les établissements concernés;

4^o il présente les renseignements visés au deuxième alinéa de l'article 156.4 concernant les institutions parlementaires.

Il signale, dans ce rapport, tout sujet ou tout cas qui, d'après lui, mérite d'être porté à l'attention de l'Assemblée nationale et qui découle de ses vérifications et de ses enquêtes. Il y fait aussi état, le cas échéant, des difficultés rencontrées dans ses vérifications et ses enquêtes.

Il formule, dans ce rapport, des constats et des recommandations pouvant porter notamment sur :

1^o l'évolution de la situation linguistique;

2^o les activités exercées par le ministre, par l'Office et par Francisation Québec;

3^o l'exécution des obligations qui incombent aux organismes de l'Administration en vertu de la présente loi.

«**198.** Le commissaire analyse le rapport prévu à l'article 160 sur l'évolution de la situation linguistique au Québec dans les six mois de son dépôt à l'Assemblée nationale et produit un rapport dans lequel :

1^o il présente les conclusions de son analyse;

2^o il recommande des mesures qui, à son avis, contribuent à ce que les indicateurs visés au deuxième alinéa de cet article illustrent une évolution favorable à la langue française comme langue commune.

«**199.** Le commissaire peut produire, en tout temps, un rapport sur toute affaire relevant de sa compétence.

«**200.** Le commissaire transmet au président de l'Assemblée nationale les rapports qu'il produit.

Celui-ci les dépose à l'Assemblée nationale dans les trois jours de leur réception, ou, si elle ne siège pas, dans les trois jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

La commission compétente de l'Assemblée nationale étudie ces rapports dans les trois mois suivant leur dépôt.

«**201.** Aux fins de l'exécution de ses fonctions, le commissaire peut détacher ses employés ou un expert qu'il mandate auprès d'un organisme de l'Administration.

Un organisme de l'Administration doit fournir les locaux et l'équipement que le commissaire estime nécessaires.

«**202.** Les organismes visés à l'article 201 et leurs administrateurs, leurs dirigeants et leurs employés doivent, sur demande, permettre au commissaire de prendre communication et de tirer copie des registres, rapports, documents ou données, quelle qu'en soit la forme, relatifs aux travaux du commissaire en vertu de la loi, et lui fournir tout renseignement et explication s'y rapportant.

Le présent article s'applique malgré la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1).

Le présent article prévaut sur une disposition d'une loi générale ou spéciale postérieure qui lui serait contraire à moins que cette dernière loi n'énonce expressément s'appliquer malgré le présent article.

«**203.** Le commissaire peut refuser de communiquer un renseignement dont la divulgation est susceptible d'entraver le déroulement d'une vérification ou d'une enquête faite en vertu de l'article 195.

Il peut également refuser de communiquer une analyse se rapportant à un rapport visé à l'un des articles 196 à 199 de même qu'un renseignement susceptible de révéler la teneur d'un tel rapport jusqu'à l'expiration de cinq ans de la date du rapport sauf si le rapport a été déposé devant l'Assemblée nationale ou s'il a été autrement rendu public conformément à la loi.

Le présent article s'applique malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1).

«**204.** Pour l’accomplissement de ses fonctions, le commissaire peut :

1^o recevoir et entendre les observations de personnes ou de groupes;

2^o effectuer ou faire effectuer des analyses;

3^o effectuer ou faire effectuer les études et les recherches qu’il juge nécessaires.

«**204.1.** Le commissaire et toute personne qu’il autorise spécialement à enquêter sont, aux fins de l’enquête, investis des pouvoirs et de l’immunité des commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d’enquête (chapitre C-37), sauf du pouvoir d’ordonner l’emprisonnement.

«**204.2.** Le commissaire, ses employés ainsi qu’un expert mandaté en vertu de l’article 201 ne peuvent être contraints de faire une déposition ayant trait à un renseignement obtenu dans l’exercice de leurs fonctions ou de produire un document contenant un tel renseignement.

«**204.3.** Le commissaire et ses employés ne peuvent être poursuivis en justice en raison d’une omission ou d’un acte accompli de bonne foi dans l’exercice de leurs fonctions.

«**204.4.** Aucune action civile ne peut être intentée en raison de la publication d’un rapport du commissaire en vertu de la présente loi ou de toute autre loi ou de la publication, faite de bonne foi, d’un extrait ou d’un résumé d’un tel rapport.

«**204.5.** Sauf sur une question de compétence, aucun pourvoi en contrôle judiciaire prévu au Code de procédure civile (chapitre C-25.01) ne peut être exercé, ni aucune injonction accordée ou autre mesure provisionnelle prise contre le commissaire, ses employés ou un expert mandaté en vertu de l’article 201 dans l’exercice de leurs fonctions.

Un juge de la Cour d’appel peut, sur demande, annuler sommairement une décision, une ordonnance ou une injonction rendue ou prononcée à l’encontre du présent article.

«**204.6.** Le commissaire peut, d’office et sans avis, intervenir dans toute instance qui pourrait avoir une incidence sur le statut ou l’usage du français au Québec.

« CHAPITRE III

« ORGANISATION

«**204.7.** Le gouvernement nomme un commissaire adjoint sur recommandation du commissaire pour assister celui-ci dans l’exercice de ses fonctions.

Une personne est habile à exercer les fonctions de commissaire adjoint seulement si elle est membre du Barreau du Québec ou de la Chambre des notaires du Québec.

«**204.8.** Le gouvernement fixe le traitement du commissaire adjoint, qui ne peut être réduit par la suite. La durée de son mandat est d'au plus cinq ans, mais il demeure en fonction à l'expiration de celui-ci jusqu'à ce qu'il soit nommé de nouveau ou remplacé. Il peut être destitué avant la fin de son mandat, par le gouvernement, mais uniquement pour cause.

«**204.9.** Le commissaire détermine les devoirs et pouvoirs du commissaire adjoint.

«**204.10.** En cas d'absence ou d'empêchement du commissaire ou de vacance de son poste, le commissaire adjoint assure l'intérim.

Celui-ci reçoit, pour la durée de l'intérim, un traitement équivalant à celui du commissaire.

«**204.11.** Les membres du personnel du commissaire sont nommés conformément à la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1).

«**204.12.** Le commissaire établit, sans autre formalité, ses politiques de gestion des ressources humaines en matière de planification, d'organisation et de développement.

Il établit, sous réserve des crédits accordés par le Parlement, les effectifs dont il a besoin pour l'exercice de ses fonctions et détermine leur répartition ainsi que le niveau de leur emploi.

«**204.13.** Le commissaire prépare ses prévisions budgétaires annuelles et les soumet au Bureau de l'Assemblée nationale qui les approuve avec ou sans modification.

Lorsqu'en cours d'exercice financier le commissaire prévoit devoir excéder les prévisions budgétaires approuvées par le Bureau de l'Assemblée nationale, il prépare des prévisions budgétaires supplémentaires et les remet au Bureau de l'Assemblée nationale qui les approuve avec ou sans modification.

Les dispositions de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001) applicables aux organismes budgétaires s'appliquent à la gestion des ressources financières du commissaire, à l'exception de celles des articles 30 et 31.

«**204.14.** La Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01) s'applique au commissaire, à l'exception du paragraphe 6^o du premier alinéa et du deuxième alinéa de l'article 9, des articles 10 à 23, du paragraphe 3^o du deuxième alinéa de l'article 24 et du troisième alinéa de cet article, des articles 25 à 28, de l'article 44, du quatrième alinéa de l'article 45, des

articles 46, 48, 49, 50 et 53, du troisième alinéa de l'article 57, des articles 74 à 75, 77.3 et 78. Le rapport visé à l'article 24 de cette loi est intégré au rapport annuel du commissaire.

Le président de l'Assemblée nationale dépose à l'Assemblée le plan stratégique du commissaire visé à l'article 8 de la Loi sur l'administration publique.

« **204.15.** Le commissaire peut, par règlement, déterminer les conditions des contrats qu'il peut conclure.

Ce règlement entre en vigueur à la date de son approbation par le Bureau de l'Assemblée nationale. Il est publié à la *Gazette officielle du Québec*. ».

117. Les articles 205 à 208 de cette charte sont remplacés par ce qui suit :

« CHAPITRE I

« SANCTIONS CIVILES

« **204.16.** Les dispositions du présent chapitre ajoutent à celles du Code civil et n'ont pas pour effet d'empêcher l'exercice d'une action en application des règles prévues à ce code.

« **204.17.** En cas d'atteinte à un droit reconnu par les articles 2 à 6.2 de la présente loi, la victime a le droit d'obtenir la cessation de cette atteinte.

Toutefois, le premier alinéa ne s'applique pas à une atteinte au droit reconnu par l'article 5 lorsqu'elle a été commise par une entreprise visée au premier alinéa de l'article 50.2 qui employait, au moment de l'atteinte, moins de cinq personnes.

« **204.18.** Les dispositions d'un contrat, d'une décision ou d'un autre acte qui causent un préjudice par leur contravention aux dispositions de la présente loi, autres que celles des articles 6.2 à 13, peuvent être frappées de nullité, à la demande de celui qui subit ce préjudice.

Toutefois, un tel acte peut être frappé de nullité absolue, que la contravention cause ou non un préjudice, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- 1° un organisme de l'Administration est partie à l'acte;
- 2° les dispositions de l'acte contreviennent à l'un des articles 21 à 21.2;
- 3° l'acte ne comprend aucun élément d'extranéité.

« **204.19.** Le gouvernement peut demander au tribunal de résoudre ou de résilier un contrat conclu par un organisme de l'Administration ou d'en suspendre l'exécution lorsqu'un manquement à la présente loi résulte de l'exécution de ce contrat.

Le tribunal fait droit à la demande si le gouvernement démontre qu'il y a des motifs de croire que la résolution, la résiliation ou la suspension est dans l'intérêt du maintien du statut du français au Québec, après avoir tenu compte de l'intérêt public à ce que soit maintenu le contrat.

« **204.20.** La partie à un contrat qui peut en demander l'annulation en vertu du premier alinéa de l'article 204.18 peut également, si elle préfère qu'il soit maintenu, demander une réduction de son obligation équivalente aux dommages-intérêts qu'elle eût été justifiée de réclamer.

« **204.21.** En cas de contravention à l'article 55, l'adhérent qui invoque la nullité du contrat n'est pas tenu de prouver que cette contravention lui cause un préjudice.

Le tribunal accueille la demande de l'adhérent sauf si l'autre partie au contrat démontre que l'adhérent n'a subi aucun préjudice; même alors, cette démonstration ne peut être faite si le contrat est frappé de nullité absolue.

« **204.22.** Le tribunal saisi d'une demande en vertu de l'un des articles 204.18 à 204.21 peut, de plus, rendre toute ordonnance qu'il estime appropriée.

« **204.23.** Les dispositions d'un document qui contreviennent aux dispositions de la présente loi, autres que celles des articles 6.2 à 13, ne peuvent être invoquées par son auteur; elles peuvent cependant être invoquées contre lui.

« **204.24.** Les articles 204.18, 204.19, 204.22 et 204.23 n'ont pas pour effet de porter atteinte aux droits acquis des travailleurs et de leurs associations ou groupements visés au chapitre VI du titre I.

« **204.25.** Pour l'application de l'article 1435 du Code civil, l'adhérent est présumé ne pas avoir connaissance d'une clause externe rédigée dans une autre langue que le français, à moins que le contrat n'ait été rédigé dans cette autre langue à la demande expresse de l'adhérent.

« **204.26.** Pour l'application de l'article 1436 du Code civil, une clause rédigée dans une autre langue que le français est réputée incompréhensible, à moins que le contrat n'ait été rédigé dans cette autre langue à la demande expresse de l'adhérent.

« **204.27.** Malgré l'article 2863 du Code civil, toute personne qui veut prouver que la présente loi n'a pas été respectée peut administrer une preuve testimoniale, même pour contredire ou changer les termes d'un écrit.

« CHAPITRE II

« SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET MESURES DISCIPLINAIRES

« **204.28.** Le ministre peut, après avoir pris l'avis de l'Office, suspendre ou révoquer un permis ou une autre autorisation de même nature lorsque l'entreprise qui en est titulaire contrevient de manière répétée aux dispositions de la présente loi, malgré toute ordonnance rendue par l'Office en vertu de l'article 177 et malgré toute poursuite pénale entreprise contre elle en raison de telles contraventions.

Outre le titulaire, le ministre notifie sa décision à l'autorité qui a accordé l'autorisation.

« **204.29.** Avant de prononcer la suspension ou la révocation d'un permis ou d'une autre autorisation de même nature, le ministre notifie par écrit au titulaire le préavis prescrit par l'article 5 de la Loi sur la justice administrative (chapitre J-3) et lui accorde un délai d'au moins 15 jours pour présenter ses observations.

« **204.30.** La décision visée à l'article 204.28 peut, dans les 30 jours de sa notification, être contestée par le titulaire de l'autorisation devant le Tribunal administratif du Québec.

Le Tribunal ne peut que confirmer ou infirmer la décision ainsi contestée.

« **204.31.** En cas de manquement par un organisme municipal à une disposition de la présente loi ou d'un règlement pris pour son application, le ministre de la Langue française peut, tant que l'organisme n'a pas remédié au manquement, retenir toute subvention qu'il lui octroie.

Le ministre de la Langue française peut également exiger d'un autre ministre ou de la Société de financement des infrastructures locales du Québec, après l'avoir consulté, que soit retenue une subvention octroyée à cet organisme par cet autre ministre ou par la Société.

« **204.32.** Un manquement à une disposition de la présente loi ou d'un règlement pris pour son application, autre qu'aux articles 78.1 à 78.3 ou 176, commis dans l'exercice de ses fonctions par un fonctionnaire visé à l'article 1 de la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1) ou par un administrateur public visé à l'article 3.0.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30) est réputé être un manquement aux normes d'éthique et de discipline ou, selon le cas, aux normes d'éthique et de déontologie qui lui sont applicables et est passible des mesures disciplinaires prévues pour un tel manquement.

De plus, tout organisme de l'Administration doit établir des mesures disciplinaires propres à prévenir et à sanctionner un tel manquement commis, dans l'exercice de ses fonctions, par un membre de son personnel, autre qu'un fonctionnaire ou un administrateur public visé au premier alinéa.

« CHAPITRE III**« DISPOSITIONS PÉNALES**

« 205. Quiconque contrevient à l'un des articles 78.1 à 78.3 ou 176 ou à une ordonnance rendue par le ministre en vertu de l'article 128.3 ou par l'Office en vertu de l'article 177 commet une infraction est passible, dans le cas d'une personne physique, d'une amende de 700 \$ à 7 000 \$ et, dans les autres cas, d'une amende de 3 000 \$ à 30 000 \$.

Une poursuite pénale ne peut être intentée contre une personne lorsque le manquement qui lui est reproché est passible des mesures disciplinaires visées à l'article 204.32.

« 206. Commet une infraction et est passible d'une amende de 2 000 \$ à 20 000 \$ dans le cas d'une personne physique ou, dans les autres cas, d'une amende de 10 000 \$ à 250 000 \$:

1° quiconque divulgue en application de l'article 165.22 des renseignements qu'il sait faux ou trompeurs;

2° quiconque contrevient aux dispositions de l'article 165.24.

« 207. Les montants minimal et maximal des amendes prévus par la présente loi sont portés au double pour une première récidive et au triple pour toute récidive additionnelle.

En outre, lorsque le contrevenant commet une infraction prévue par une disposition de la présente loi alors qu'une déclaration de culpabilité a été antérieurement prononcée contre lui en raison d'une infraction à une telle disposition et que, abstraction faite des montants prévus en cas de récidive, le montant de l'amende minimal prévu pour la première infraction était égal ou supérieur à celui prévu pour l'infraction subséquente, les montants minimal et maximal de l'amende deviennent, si le poursuivant les réclame, ceux prévus en cas de récidive ou, le cas échéant, de récidive additionnelle.

Le présent article s'applique dans la mesure où la déclaration antérieure de culpabilité a été prononcée au cours des deux ans précédant la perpétration de l'infraction subséquente, ou au cours des cinq ans précédents si le montant minimal de l'amende auquel était passible le contrevenant pour l'infraction antérieure était celui prévu à l'article 206. Les montants des amendes prévus pour une récidive additionnelle s'appliquent si l'infraction antérieure a été sanctionnée à titre de récidive.

« 208. Lorsqu'une infraction à la présente loi est commise par un administrateur ou par un dirigeant d'une personne morale ou d'un autre groupement, quelle qu'en soit la forme juridique, les montants minimal et maximal de l'amende sont le double de ceux prévus pour la personne physique pour cette infraction.

«**208.0.1.** Lorsqu'une infraction visée par la présente loi se poursuit durant plus d'un jour, elle constitue une infraction distincte pour chaque jour durant lequel elle se poursuit. ».

118. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 208.4, des suivants :

«**208.4.1.** Une copie d'une ordonnance rendue en vertu de l'article 128.3 suffit, en l'absence de toute preuve contraire, à établir la preuve de cette ordonnance lorsqu'y est jointe une déclaration sous serment d'une personne visée au deuxième alinéa de l'article 156.14 attestant que celle-ci est une copie exacte de l'ordonnance.

Il en est de même de la copie de l'ordonnance rendue en vertu de l'article 177, lorsqu'y est jointe une telle déclaration d'une personne visée à l'article 165.9.

«**208.4.2.** Lorsqu'une personne morale ou un agent, mandataire ou employé de celle-ci, d'une société de personnes ou d'une association non personnalisée commet une infraction à la présente loi, l'administrateur de la personne morale, société ou association est présumé avoir commis lui-même cette infraction, à moins qu'il n'établisse qu'il a fait preuve de diligence raisonnable en prenant toutes les précautions nécessaires pour en prévenir la perpétration.

Pour l'application du présent article, dans le cas d'une société de personnes, tous les associés, à l'exception des commanditaires, sont présumés être les administrateurs de la société en l'absence de toute preuve contraire désignant l'un ou plusieurs d'entre eux ou un tiers pour gérer les affaires de la société.

«**208.4.3.** Dans la détermination de la peine, le juge tient compte notamment des facteurs aggravants suivants :

- 1° la gravité de l'atteinte ou le risque d'atteinte à la sécurité des personnes;
- 2° le fait que le contrevenant ait agi intentionnellement ou ait fait preuve de négligence ou d'insouciance;
- 3° le caractère prévisible de l'infraction ou le défaut d'avoir donné suite à des recommandations ou des avertissements visant à la prévenir;
- 4° les tentatives du contrevenant de dissimuler l'infraction ou son défaut de tenter d'en atténuer les conséquences;
- 5° le fait que le contrevenant, en commettant l'infraction ou en omettant de prendre des mesures pour empêcher sa perpétration, visait à accroître ses revenus ou à réduire ses dépenses;
- 6° la capacité du contrevenant à prendre des mesures raisonnables pour empêcher la perpétration de l'infraction ou en atténuer les conséquences, alors qu'il ne les a pas prises.

«**208.4.4.** Sur demande du poursuivant, jointe au constat d'infraction, le juge peut imposer au contrevenant, en outre de toute autre peine, une amende additionnelle d'un montant maximal équivalant au montant de l'avantage pécuniaire que ce dernier a tiré de l'infraction, et ce, même si l'amende maximale lui a été imposée.

«**208.4.5.** Dans la détermination d'une amende supérieure à l'amende minimale prévue par la loi ou d'un délai pour payer tout montant imposé, le juge peut tenir compte de l'incapacité du contrevenant à en assumer le paiement si ce dernier en fait la preuve en établissant ses ressources et ses charges. ».

119. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 208.5, de ce qui suit :

« CHAPITRE IV

« PROCÉDURE

«**208.6.** L'acte de procédure auquel n'est pas joint, en contravention à l'article 9, une traduction certifiée par un traducteur agréé ne peut être déposé au greffe d'un tribunal ou au secrétariat d'un organisme de l'Administration qui exerce une fonction juridictionnelle ou au sein duquel une personne nommée par le gouvernement ou par un ministre exerce une telle fonction.

Le greffier ou le secrétaire avise sans délai la personne morale concernée du motif pour lequel l'acte de procédure ne peut être déposé. ».

120. L'article 212 de cette charte est remplacé par le suivant :

«**212.** Le ministre de la Langue française est responsable de l'application de la présente loi, à l'exception des articles 156.23 à 156.26 dont l'application relève du ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration. ».

121. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 213, des suivants :

«**213.1.** La présente loi s'applique malgré les articles 1 à 38 de la Charte des droits et libertés de la personne (chapitre C-12).

«**214.** La présente loi a effet indépendamment des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982). ».

122. L'Annexe de cette charte est remplacée par les annexes I et II, dont le texte figure à l'annexe I de la présente loi.

CODE CIVIL DU QUÉBEC

123. La disposition préliminaire du Code civil du Québec est modifiée par l'insertion, dans le premier alinéa et après « en harmonie avec la », de « Charte de la langue française (chapitre C-11), la ».

124. L'article 108 de ce code est modifié par la suppression, dans le deuxième alinéa, de « ou de l'anglais » et de « ou en anglais, au choix de la personne intéressée ».

125. L'article 109 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, de « qu'il reçoit, ou en l'établissant lui-même conformément au jugement » par « rédigée en français qu'il reçoit, ou en l'établissant lui-même en français conformément au jugement, à une déclaration rédigée en anglais »;

2° par l'insertion, dans le deuxième alinéa et après « déclaration », de « qu'il a signée ou établie ».

126. L'article 140 de ce code est modifié par la suppression, dans le premier alinéa, de « ou l'anglais ».

127. L'article 1060 de ce code est modifié, dans le premier alinéa :

1° par l'insertion, après « présentées », de « exclusivement en français »;

2° par l'ajout, à la fin, de la phrase suivante : « Ces modifications doivent être apportées exclusivement en français. ».

128. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 1070.1, du suivant :

« **1070.1.1.** Le registre et les documents tenus à la disposition des copropriétaires ainsi que tout document rédigé par le syndicat à l'intention d'un copropriétaire doivent être rédigés en français.

L'Office québécois de la langue française veille à l'application du premier alinéa comme s'il s'agissait d'une disposition de la Charte de la langue française (chapitre C-11). ».

129. L'article 2984 de ce code est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Les réquisitions d'inscription sont rédigées exclusivement en français. ».

130. L'article 3006 de ce code est modifié par la suppression de « ou l'anglais ».

LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE

131. L'annexe 1 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001) est modifiée par la suppression de « Conseil supérieur de la langue française ».

LOI SUR L'ADMINISTRATION FISCALE

132. L'article 69.1 de la Loi sur l'administration fiscale (chapitre A-6.002) est modifié par l'insertion, après le paragraphe z.7 du deuxième alinéa, du paragraphe suivant :

« z.7.1) l'Office québécois de la langue française, dans la mesure où le renseignement est nécessaire à l'application des dispositions des sections II ou III du chapitre V du titre II de la Charte de la langue française (chapitre C-11); ».

LOI SUR LE CENTRE DE LA FRANCOPHONIE DES AMÉRIQUES

133. L'article 8 de la Loi sur le Centre de la francophonie des Amériques (chapitre C-7.1) est modifié par le remplacement, dans les paragraphes 1^o et 2^o du premier alinéa, de « responsable de la Charte de la langue française » par « de la Langue française ».

134. L'article 20 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 2^o, de « responsable de la Charte de la langue française » par « de la Langue française ».

CHARTRE DE LA VILLE DE LONGUEUIL

135. L'article 12 de la Charte de la Ville de Longueuil (chapitre C-11.3) est modifié par l'insertion, dans le premier alinéa et après « cette charte », de « ou jusqu'à ce qu'elle soit retirée par l'effet de l'article 29.2 de la même charte. La résolution prévue au deuxième alinéa de cet article peut être prise par le conseil d'arrondissement ».

CHARTRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, MÉTROPOLÉ DU QUÉBEC

136. L'article 11 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (chapitre C-11.4) est modifié par l'insertion, dans le deuxième alinéa et après « cette charte », de « ou jusqu'à ce qu'elle soit retirée par l'effet de l'article 29.2 de la même charte. La résolution prévue au deuxième alinéa de cet article peut être prise par le conseil d'arrondissement ».

CHARTRE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE

137. Le préambule de la Charte des droits et libertés de la personne (chapitre C-12) est modifié par l'insertion, après le troisième alinéa, du suivant :

« Considérant que le français est la seule langue officielle du Québec ainsi que la langue commune de la nation québécoise et la langue d'intégration à celle-ci; ».

138. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 3, du suivant :

«**3.1.** Toute personne a droit de vivre en français dans la mesure prévue par la Charte de la langue française (chapitre C-11). ».

139. L'article 9.1 de cette charte est modifié, dans le premier alinéa :

1^o par le remplacement de « libertés et droits fondamentaux » par « droits et libertés de la personne »;

2^o par l'insertion, après « l'État », de « de l'importance accordée à la protection du français, ».

140. L'article 50 de cette charte est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Elle doit également être interprétée de manière à ne pas supprimer ou restreindre la jouissance ou l'exercice d'un droit visant à protéger la langue française conféré par la Charte de la langue française (chapitre C-11). ».

LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

141. L'article 335 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) est modifié par la suppression du troisième alinéa.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE

142. La disposition préliminaire du Code de procédure civile (chapitre C-25.01) est modifiée par l'insertion, dans le premier alinéa et après « en harmonie avec la », de « Charte de la langue française (chapitre C-11), la ».

143. L'article 496 de ce code est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « rédigé ni en français ni en anglais » par « pas rédigé en français ».

144. L'article 508 de ce code est modifié par l'ajout, à la fin du troisième alinéa, de la phrase suivante : « La traduction doit être en français lorsque la partie qui demande la reconnaissance ou l'exécution de la décision étrangère est une personne morale. ».

145. L'article 652 de ce code est modifié par l'ajout, à la fin du deuxième alinéa, de la phrase suivante : « La traduction doit être en français lorsque la partie qui présente la demande est une personne morale. ».

CODE DES PROFESSIONS

146. Le Code des professions (chapitre C-26) est modifié par l'insertion, après l'article 59.1.2, du suivant :

« **59.1.3.** Constitue un acte dérogatoire à l'exercice de la profession le fait pour un professionnel de contrevenir à l'article 35.1 de la Charte de la langue française (chapitre C-11). ».

LOI SUR LES COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL

147. L'article 24.2 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (chapitre C-29) est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « Un » par « Sous réserve de l'article 29.6 de la Charte de la langue française (chapitre C-11), un ».

LOI SUR L'EXÉCUTIF

148. L'article 4 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18) est modifié par l'ajout, après le paragraphe 39^o du premier alinéa, du paragraphe suivant :

« 40^o un ministre de la Langue française. ».

LOI SUR L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

149. L'article 3.1 de la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (chapitre I-13.011) est remplacé par le suivant :

« **3.1.** Dans le cadre de sa mission, l'Institut doit entre autres recueillir, produire et diffuser les informations statistiques nécessaires aux fins suivantes :

1^o aider à l'élaboration et au suivi de la stratégie de développement durable du gouvernement, dont les informations statistiques requises pour les indicateurs de développement durable;

2^o réaliser les rapports prévus par la Loi sur le développement durable (chapitre D-8.1.1);

3^o aider au suivi de la situation linguistique au Québec, dont les indicateurs de l'usage du français dans la sphère publique par la population québécoise;

4^o réaliser les rapports, recherches, analyses, études et avis prévus par la Charte de la langue française (chapitre C-11). ».

LOI D'INTERPRÉTATION

150. La Loi d'interprétation (chapitre I-16) est modifiée par l'insertion, après l'article 40, des suivants :

« **40.1.** Les lois doivent être interprétées de manière à ne pas supprimer ou restreindre la jouissance ou l'exercice d'un droit visant à protéger la langue française conféré par la Charte de la langue française (chapitre C-11).

« **40.2.** Toute loi est présumée permettre d'utiliser seulement le français dans l'exécution des obligations qu'elle prévoit.

« **40.3.** Toute loi doit être interprétée de manière à favoriser l'utilisation et la protection du français. ».

LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

151. L'annexe IV de la Loi sur la justice administrative (chapitre J-3) est modifiée par l'insertion, après le paragraphe 4.0.1^o, du suivant :

« 4.1^o des articles 181 et 204.30 de la Charte de la langue française (chapitre C-11); ».

LOI SUR LE MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE

152. La Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (chapitre M-15.1.0.1) est modifiée par l'insertion, après l'article 41, du suivant :

« **41.1.** Un fonds doit, dans l'exercice de ses fonctions, contribuer au soutien et au rehaussement de la recherche en français. ».

LOI SUR LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION

153. Le titre de la Loi sur le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (chapitre M-16.1) est modifié par le remplacement de « DIVERSITÉ » et de « INCLUSION » par, respectivement, « FRANCISATION » et « INTÉGRATION ».

LOI SUR LES MINISTÈRES

154. L'article 1 de la Loi sur les ministères (chapitre M-34) est modifié par l'ajout, après le paragraphe 38^o, du suivant :

« 39^o le ministère de la Langue française, dirigé par le ministre de la Langue française. ».

LOI SUR L'ORGANISATION TERRITORIALE MUNICIPALE

155. L'article 86.1 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (chapitre O-9) est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 2^o, de « s'applique » par « ainsi que l'article 29.2 de cette charte s'appliquent ».

LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

156. L'article 26 de la Loi sur la protection du consommateur (chapitre P-40.1) est remplacé par le suivant :

« **26.** Le contrat et les documents qui s'y rattachent doivent être rédigés en français. Le contrat peut être rédigé dans une autre langue que le français si, après que la version française a été remise au consommateur conformément à l'article 27, telle est la volonté expresse des parties.

Si la version du contrat rédigé dans une autre langue que le français est celle qui est signée par les parties, les documents qui s'y rattachent peuvent alors être rédigés dans cette autre langue.

Si le contrat ou les documents sont rédigés en français et dans une autre langue, en cas de divergence entre les deux versions, l'interprétation la plus favorable au consommateur prévaut.

Aucune somme ne peut être exigée du consommateur pour la rédaction de la version française du contrat ou des documents qui s'y rattachent. ».

LOI SUR LA PUBLICITÉ LÉGALE DES ENTREPRISES

157. L'article 33 de la Loi sur la publicité légale des entreprises (chapitre P-44.1) est modifié par l'insertion, à la fin du paragraphe 10^o du deuxième alinéa, de « , et, lorsque l'assujetti est une entreprise visée au premier alinéa de l'article 149 de la Charte de la langue française (chapitre C-11), la proportion de ceux-ci qui, le cas échéant, ne sont pas en mesure de communiquer en français ».

158. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 131, du suivant :

« **131.1.** Les pouvoirs d'inspection et d'enquête conférés par les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas à l'égard des dispositions de la présente loi dont l'application relève du ministre de la Langue française en vertu de l'article 300. ».

159. L'article 300 de cette loi est modifié :

1^o par l'insertion, après « Revenu », de « , et des dispositions relatives à la déclaration de la proportion visée au paragraphe 10^o du deuxième alinéa de l'article 33, à sa correction et à sa mise à jour, dont l'application relève du ministre de la Langue française »;

2° par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«L'Office québécois de la langue française peut exercer les pouvoirs d'inspection et d'enquête que lui confère la Charte de la langue française (chapitre C-11), afin de vérifier l'application des dispositions de la présente loi relevant du ministre de la Langue française.».

LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS

160. L'annexe I de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10) est modifiée par la suppression du paragraphe 12.

LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT

161. L'annexe II de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1) est modifiée par la suppression du paragraphe 13.

LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

162. L'article 62.4 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (chapitre S-2.1) est modifié par l'insertion, à la fin, de « ; le texte d'une telle traduction ne doit pas l'emporter sur le texte en langue française ou être accessible dans des conditions plus favorables ».

LOI INSTITUANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

163. L'annexe I de la Loi instituant le Tribunal administratif du travail (chapitre T-15.1) est modifiée par le remplacement, dans le paragraphe 1°, de « du deuxième alinéa des articles 45 et 46 et du troisième alinéa de l'article 137.1 » par « de l'article 47.2 ».

LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES

164. La Loi sur les tribunaux judiciaires (chapitre T-16) est modifiée par l'insertion, après l'article 1, du suivant :

«**1.1.** Le français est la langue de la justice au Québec, tel que le prévoit l'article 7 de la Charte de la langue française (chapitre C-11).».

165. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 88, du suivant :

«**88.1.** Le ministre de la Justice ne peut exiger un critère additionnel à ceux déterminés en vertu du paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 88, en lien avec la connaissance ou le niveau de connaissance spécifique des candidats à la fonction de juge d'une langue autre que la langue officielle, sauf si, conformément à l'article 12 de la Charte de la langue française (chapitre C-11),

le ministre estime, après consultation du ministre de la Langue française, que, d'une part, l'exercice de cette fonction nécessite une telle connaissance et que, d'autre part, tous les moyens raisonnables ont été pris pour éviter d'imposer un tel critère.

Dans son évaluation, le ministre ne peut être tenu de prendre en considération d'autres données que celles relatives au nombre de juges qui ont une connaissance d'une langue autre que la langue officielle et au nombre d'audiences tenues en application de l'article 530 du Code criminel (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-46) dans une telle langue. ».

LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1867

166. La Loi constitutionnelle de 1867 (30-31 Vict., ch. 3 (R.-U.); 1982, ch. 11 (R.-U.)) est modifiée par l'insertion, après l'article 90, de ce qui suit :

« CARACTÉRISTIQUES FONDAMENTALES DU QUÉBEC

« **90Q.1.** Les Québécoises et les Québécois forment une nation.

« **90Q.2.** Le français est la seule langue officielle du Québec. Il est aussi la langue commune de la nation québécoise. ».

RÈGLEMENT SUR L'EXEMPTION DE L'APPLICATION DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 72 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE QUI PEUT ÊTRE ACCORDÉE AUX ENFANTS SÉJOURNANT AU QUÉBEC DE FAÇON TEMPORAIRE

167. L'article 1 du Règlement sur l'exemption de l'application du premier alinéa de l'article 72 de la Charte de la langue française qui peut être accordée aux enfants séjournant au Québec de façon temporaire (chapitre C-11, r. 7) est modifié :

1° dans le premier alinéa :

a) par le remplacement, dans le paragraphe 1°, de « délivré en vertu de l'article 3.2 de la Loi sur l'immigration au Québec (chapitre I-0.2.1) » par « du Québec délivré en vertu de l'article 3 du Règlement sur l'immigration au Québec (chapitre I-0.2.1, r. 3) »;

b) par la suppression du paragraphe 2°;

c) par le remplacement, dans le paragraphe 3°, de « , un permis de travail ou un permis de séjour pour étudiant en vertu d'une loi applicable au Québec » par « du Québec ou un permis de travail ou un permis d'études visés à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (Lois du Canada, 2001, chapitre 26), sauf dans les cas visés au paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 84.1 de cette charte »;

d) par l'insertion, dans le paragraphe 4^o et après « d'acceptation », de « du Québec »;

e) par la suppression du paragraphe 5^o;

f) par le remplacement, dans le paragraphe 6^o, de « , un permis de travail ou un permis de séjour pour étudiant » par « du Québec, un permis de travail ou un permis d'études »;

2^o dans le deuxième alinéa :

a) par le remplacement, dans le paragraphe 1^o, de « les certificats ou permis visés aux paragraphes 1, 2, 4 et 5 » par « le certificat visé aux paragraphes 1 et 4 »;

b) par le remplacement, dans le paragraphe 3^o, de « 4 à 6 » par « 4 et 6 »;

3^o par le remplacement, dans le troisième alinéa, de « de l'article 3.1 » par « de l'article 22 du Règlement sur l'immigration au Québec aux fins de l'application des articles 18 à 20, 34 et 38 »;

4^o par la suppression du quatrième alinéa.

168. L'article 3 de ce règlement est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

169. L'article 7 de ce règlement est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« Sous réserve du troisième alinéa de l'article 1, une exemption prévue par le présent règlement est valide pour une période qui ne peut excéder 3 ans. Néanmoins, elle est prolongée au 30 juin de l'année scolaire au cours de laquelle se termine la période de validité si cette période prend fin avant cette date. ».

170. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 7, du suivant :

« **7.1.** Les dispositions des deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 1 et des articles 4 à 6 s'appliquent, le cas échéant, à un enfant visé à l'article 84.1 de la Charte, avec les adaptations nécessaires. Le permis de travail ou le permis d'études délivré conformément à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés est substitué au certificat d'acceptation du Québec aux fins de l'application du paragraphe 1 du deuxième alinéa de l'article 1 du présent règlement. ».

RÈGLEMENT SUR LA PROCÉDURE DE SÉLECTION DES
CANDIDATS À LA FONCTION DE JUGE DE LA COUR DU QUÉBEC,
DE JUGE D'UNE COUR MUNICIPALE ET DE JUGE DE PAIX
MAGISTRAT

171. L'article 3 du Règlement sur la procédure de sélection des candidats à la fonction de juge de la Cour du Québec, de juge d'une cour municipale et de juge de paix magistrat (chapitre T-16, r. 4.1) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Le secrétaire est désigné par le gouvernement et agit sous l'autorité du sous-ministre de la Justice. ».

172. L'article 6 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant :

« Dans ce rapport, le secrétariat présente également, pour chacun des districts ou chacune des cours, le cas échéant, les données relatives au nombre de juges qui ont une connaissance d'une langue autre que la langue officielle et au nombre d'audiences tenues en application de l'article 530 du Code criminel (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-46) dans une telle langue. ».

173. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 6, du chapitre suivant :

« **CHAPITRE II.1**

« **PLANIFICATION DES POSTES À POURVOIR**

« **6.1.** Au moins une fois par année, le ministre invite le juge en chef de la Cour du Québec, les municipalités où est situé le chef-lieu d'une cour municipale où les juges exercent leurs fonctions à temps plein et de façon exclusive et le juge en chef adjoint de la Cour du Québec responsable des cours municipales à lui soumettre, à titre informatif, une planification des postes à pourvoir en tenant compte du nombre de juges en poste, des vacances prévisibles ainsi que des postes de juge par chambre, par lieu de résidence rattaché à un poste ou par cour, le cas échéant.

En cas de vacances non planifiées, le ministre peut consulter le juge en chef de la Cour du Québec, la municipalité où est situé le chef-lieu de la cour municipale et le juge en chef adjoint de la Cour du Québec responsable des cours municipales pour obtenir leur avis concernant la chambre visée, le lieu de résidence rattaché au poste ou la cour visée, le cas échéant. ».

174. L'article 7 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **7.** Lorsqu'un juge doit être nommé, le ministre demande au secrétaire d'ouvrir un concours et de faire publier sur le site Internet du ministère de la Justice et sur celui du Barreau du Québec un avis invitant les personnes intéressées à soumettre leur candidature.

Le ministre indique au secrétaire les renseignements en lien avec les paragraphes 2^o, 3^o et 5.1^o de l'article 9. ».

175. L'article 9 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le paragraphe 5^o, du suivant :

« 5.1^o le critère exigé par le ministre de la Justice en vertu de l'article 88.1 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (chapitre T-16), le cas échéant; ».

176. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 9, du suivant :

« **9.1.** L'avis ne peut prévoir l'exigence que les candidats à la fonction de juge aient la connaissance ou un niveau de connaissance spécifique d'une langue autre que la langue officielle pour le poste, sauf si le ministre, après consultation du ministre de la Langue française, estime que, d'une part, l'exercice de cette fonction nécessite une telle connaissance et que, d'autre part, tous les moyens raisonnables ont été pris pour éviter d'imposer une telle connaissance. ».

177. L'article 25 de ce règlement est modifié, dans le paragraphe 1^o :

1^o par l'insertion, dans le sous-paragraphe *a* et après « connaissances », de « , qui ne peuvent comprendre sa connaissance d'une langue autre que la langue officielle, sauf si cette exigence est prévue dans l'avis, »;

2^o par l'insertion, dans le sous-paragraphe *c* et après « expression », de « dans la langue de la justice au Québec, le français ».

DISPOSITIONS DIVERSES

178. Le nom attribué à la circonscription électorale de Bourget est remplacé par celui de « Camille-Laurin ».

179. L'article 178 de la présente loi a le même effet que si le nom « Camille-Laurin » avait été attribué à cette circonscription par la Commission de la représentation en vertu de l'article 18 de la Loi électorale (chapitre E-3.3).

La Commission est tenue, dans les 30 jours de la date de l'entrée en vigueur de l'article 178 de la présente loi, de voir à la publication de la liste des circonscriptions électorales mise à jour avec la modification prévue à cet article. Le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi électorale est, pour le reste, applicable à cette publication.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

180. L'article 9 de la Charte de la langue française (chapitre C-11), édicté par l'article 5 de la présente loi, ne s'applique pas aux actes de procédure déposés au greffe d'un tribunal compétent ou au secrétariat d'un organisme visés à l'article 208.6 de cette charte, édicté par l'article 119 de la présente loi, avant le 1^{er} septembre 2022.

181. L'article 21 de la Charte de la langue française, modifié par l'article 13 de la présente loi, de même que les articles 21.3, 21.10 et 21.11 de cette charte, édictés par l'article 14 de la présente loi, ne s'appliquent pas à un contrat conclu avant le 1^{er} juin 2023.

L'article 21 de cette charte, tel qu'il se lisait le 31 mai 2023, continue de s'appliquer aux contrats et aux autres écrits qui, après cette date, se rattachent à un contrat visé au premier alinéa.

182. L'article 21 de la Charte de la langue française, modifié par l'article 13 de la présente loi, et l'article 21.9 de cette charte, édicté par l'article 14 de la présente loi, ne s'appliquent pas aux documents transmis à l'Administration pour conclure un contrat avec elle, ou pour obtenir une subvention, une autre forme d'aide financière, un permis ou une autre autorisation de même nature lorsque la procédure d'adjudication ou d'attribution du contrat était en cours le 1^{er} juin 2023 ou, selon le cas, lorsque la demande visant l'obtention d'une subvention, d'une autre forme d'aide financière, d'un permis ou d'une autre autorisation de même nature a été transmise à l'Administration avant cette date.

De plus, le deuxième alinéa de cet article 21.9 ne s'applique pas aux documents devant être transmis à un organisme de l'Administration en raison d'une aide financière ou d'une autorisation accordées avant cette date.

183. Le ministre de la Langue française doit soumettre la première politique linguistique de l'État à l'approbation du gouvernement au plus tard le 1^{er} décembre 2022.

184. Les premières directives prises en vertu de l'article 29.15 ou de l'article 29.16 de la Charte de la langue française, édictés par l'article 19 de la présente loi, doivent, en outre, prévoir des mesures concernant l'utilisation d'une autre langue que le français, lorsque l'utilisation de cette autre langue est permise par une disposition de la Charte de la langue française qui fait l'objet d'une modification prévue par la présente loi et qui n'est pas encore en vigueur au moment où elles sont prises.

185. Le contrat individuel de travail visé au paragraphe 2^o du premier alinéa de l'article 41 de la Charte de la langue française, modifié par l'article 29 de la présente loi, conclu avant le 1^{er} juin 2022 et rédigé seulement dans une autre langue que le français doit, dans les meilleurs délais, être traduit en français, lorsque le travailleur en fait la demande à l'employeur avant le 1^{er} juin 2023.

En cas de divergence entre le texte français et celui dans une autre langue d'un contrat ainsi traduit, un travailleur peut invoquer l'un ou l'autre, selon ses intérêts.

Aucune somme ne peut être perçue à l'encontre du travailleur pour une telle traduction.

Le présent article ne s'applique pas au contrat de travail à durée déterminée qui prend fin au plus tard le 1^{er} juin 2024.

186. Sous réserve de l'article 62.4 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (chapitre S-2.1), lorsqu'un document visé au paragraphe 4^o du premier alinéa de l'article 41 de la Charte de la langue française, modifié par l'article 29 de la présente loi, a été rendu disponible seulement dans une autre langue que le français, avant le 1^{er} juin 2022, sa version française peut être rendue accessible dans les 12 mois suivant cette date. Pendant cette période, l'employeur peut continuer à rendre disponible ce document seulement dans l'autre langue.

187. L'entente collective visée au deuxième alinéa de l'article 43 de la Charte de la langue française, modifié par l'article 31 de la présente loi, conclue avant le 1^{er} juin 2022 et rédigée seulement dans une autre langue que le français, doit être traduite en français avant le 1^{er} juin 2023, à moins qu'elle ne prenne fin dans les 12 mois suivant cette date.

En cas de divergence entre le texte français et celui dans une autre langue d'une entente collective ainsi traduite, un travailleur peut invoquer l'un ou l'autre, selon ses intérêts.

188. L'article 45 de la Charte de la langue française, tel qu'il se lisait le 31 mai 2022, continue de s'appliquer aux recours exercés en vertu de cet article jusqu'à cette date devant le Tribunal administratif du travail de même qu'à tout grief soumis à l'arbitrage en vertu de cet article jusqu'à cette date.

189. L'article 46 de la Charte de la langue française, tel qu'il se lisait le 31 mai 2022, continue de s'appliquer aux recours exercés en vertu de cet article jusqu'à cette date devant le Tribunal administratif du travail, à ceux exercés en vertu de celui-ci à la suite de l'échec de la médiation demandée, en vertu de l'article 47 de cette charte, à l'Office jusqu'à cette date, de même qu'à tout grief soumis à l'arbitrage en vertu de cet article jusqu'à cette date.

190. Les articles 47 à 47.2 de la Charte de la langue française, tels qu'ils se lisaient le 31 mai 2022, continuent de s'appliquer à la médiation demandée en vertu de l'article 47 de cette charte à l'Office jusqu'à cette date.

191. Lorsque des statuts ou des états financiers visés à l'article 48 de la Charte de la langue française, édicté par l'article 37 de la présente loi, ont été rendus disponibles seulement dans une autre langue que le français, avant le 1^{er} juin 2022, leur version française peut être rendue accessible dans les 12 mois suivant cette date. Pendant cette période, l'association ou le comité paritaire peut continuer à rendre disponibles ces statuts et ces états financiers seulement dans l'autre langue.

192. Le contrat d'assurance collective visé à l'article 50.1 de la Charte de la langue française, édicté par l'article 40 de la présente loi, conclu avant le 1^{er} juin 2022 et rédigé seulement dans une autre langue que le français, doit être traduit en français avant le 1^{er} juin 2023, à moins qu'il ne prenne fin dans les 12 mois suivant cette date.

Il en est de même d'un contrat de rentes collectives.

193. Les articles 185 à 192 de la présente loi s'appliquent malgré les articles 204.17 à 204.24 de la Charte de la langue française, édictés par l'article 117 de la présente loi.

194. Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie et le ministre de la Langue française désignent, sans délai, comme établissements anglophones, les établissements suivants :

- 1^o Cégep John Abbott;
- 2^o Cégep régional Champlain;
- 3^o Collège Centennial;
- 4^o Collège Dawson;
- 5^o Collège Héritage;
- 6^o Collège Marianopolis;
- 7^o Collège TAV;
- 8^o Vanier College;
- 9^o l'Institution royale pour l'avancement des sciences (Université McGill);
- 10^o Université Bishop's;
- 11^o Université Concordia.

La désignation prend effet le 1^{er} juin 2022.

195. Un diplôme ou une attestation visé aux articles 88.0.17 ou 88.0.18 de la Charte de la langue française, édictés par l'article 60 de la présente loi, peut être délivré à l'étudiant qui, pour une année scolaire précédant l'année scolaire 2023-2024, à la fois, était inscrit dans le programme menant à sa délivrance et recevait, dans le cadre de ce programme, l'enseignement donné en anglais, et ce, même s'il ne remplit pas les conditions prévues au paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 88.0.17 ou au premier alinéa de l'article 88.0.18 de cette charte.

De même, un tel diplôme peut être délivré à l'étudiant qui, pour une année scolaire précédant l'année scolaire 2024-2025, à la fois, était inscrit dans le programme menant à sa délivrance et recevait, dans le cadre de ce programme, l'enseignement donné en anglais, et ce, même s'il ne remplit pas la condition prévue au paragraphe 2^o du premier alinéa de l'article 88.0.17 de cette charte.

196. La première révision de la politique linguistique d'un établissement d'enseignement prévue à l'article 88.7 de la Charte de la langue française, édicté par l'article 64 de la présente loi, doit être effectuée au plus tard à la date qui suit d'un an celle de l'entrée en vigueur de cet article. Les révisions suivantes sont effectuées selon la périodicité prévue à l'article 88.7 de cette charte.

197. Le premier rapport sur l'application des différents éléments de la politique linguistique d'un établissement d'enseignement prévu à l'article 88.6 de la Charte de la langue française, édicté par l'article 64 de la présente loi, doit être transmis au ministre au plus tard trois ans après la première révision de cette politique prévue à l'article 196 de la présente loi. Les rapports suivants sont transmis au ministre selon la périodicité prévue à l'article 88.6 de cette charte.

198. Un organisme de l'Administration visé à l'un ou l'autre des sous-paragraphe 4^o et 5^o du paragraphe A de l'annexe I de la Charte de la langue française dont les activités ont débuté avant le 1^{er} juin 2022 doit, au plus tard à la date comprise entre le 27 novembre 2022 et le 26 mai 2023 que détermine l'Office, lui présenter l'analyse de sa situation linguistique prévue à l'article 128.6 de cette charte, modifié par l'article 75 de la présente loi.

Il en est de même d'un organisme de l'Administration, autre que celui visé au premier alinéa, qui était tenu, au 31 mai 2022, d'appliquer un programme de francisation sous le contrôle et avec l'aide de l'Office en vertu de l'article 129 de cette charte, tel qu'il se lisait à cette date; les dispositions de la section II de chapitre IV du titre II de cette charte, édictées par l'article 75 de la présente loi, lui sont applicables comme s'il s'agissait d'un organisme municipal qui était reconnu en vertu de l'article 29.1 de cette charte.

199. Il doit être tenu compte des modifications apportées à la Charte de la langue française par la présente loi, même si elles ne sont pas encore en vigueur, dans la réalisation de ce qui suit :

1^o l'analyse de la situation linguistique visée à l'article 198 de la présente loi;

2^o l'examen par l'Office de la situation linguistique, prévu au premier alinéa de l'article 128.8 de cette charte, édicté par l'article 75 de la présente loi, d'un organisme qui lui transmet une telle analyse;

3^o l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de conformité en vertu du troisième ou du quatrième alinéa de cet article 128.8.

200. L'intitulé de la section II du chapitre V du titre II de la Charte de la langue française, édicté par l'article 77 de la présente loi, doit se lire, pour la période du 1^{er} juin 2022 au 1^{er} juin 2025, en y remplaçant « 25 » par « 50 ».

201. Malgré les articles 152.1 et 204.18 de la Charte de la langue française, édictés respectivement par les articles 96 et 117 de la présente loi, un contrat ne peut être annulé au motif que l'entreprise avec laquelle il a été conclu est visée par les dispositions du premier ou du deuxième alinéa de l'article 152.1, lorsqu'il a été conclu avant l'entrée en vigueur de ces dispositions.

Il en est de même d'une subvention octroyée à une telle entreprise.

202. À moins que le contexte ne s'y oppose, dans tout document autre qu'une loi, une référence au ministre responsable de la Charte de la langue française, au ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française ou au ministre responsable de la Langue française, à l'unité administrative du ministère de la Justice appelée « secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française » et au sous-ministre associé qui en est responsable est une référence au ministre de la Langue française, au ministère de la Langue française et au sous-ministre de la Langue française.

203. Les dossiers et autres documents matériels du ministère de la Justice sont transférés au ministère de la Langue française, dans la mesure où ils se rapportent aux compétences attribuées au ministre de la Langue française.

204. L'exercice des droits de même que l'exécution des obligations du ministre responsable de la Charte de la langue française, du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française ou du ministre responsable de la Langue française sont continués par le ministre de la Langue française.

Toute procédure relative à la langue française ou à toute autre matière dévolue au ministre de la Langue française et dans laquelle est partie le ministre responsable de la Charte de la langue française, le ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française ou le ministre responsable de la Langue française est continuée par le ministre de la Langue française sans reprise d'instance.

205. Les membres du personnel du ministère de la Justice affectés au secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française deviennent, sans autres formalités, des membres du personnel du ministère de la Langue française.

206. Jusqu'au 31 mars 2023, le ministre de la Justice assume sur les crédits qui lui sont alloués par le Parlement les engagements financiers pris par le ministre de la Langue française, et ce, sur le portefeuille Justice – Langue française, figurant au budget de dépenses pour cette année financière.

Malgré le premier alinéa, le Conseil du trésor peut, après consultation des ministres concernés et dans la mesure qu'il détermine, transférer des crédits entre le ministère de la Justice et le ministère de la Langue française, pour l'année financière 2022-2023, afin de tenir compte du partage des responsabilités établi entre les ministres par les dispositions des articles 202 à 205 de la présente loi.

207. Le prochain rapport sur l'évolution de la situation linguistique prévu à l'article 160 de la Charte de la langue française, modifié par l'article 99 de la présente loi, doit, malgré la périodicité qui y est prévue, être transmis au ministre au plus tard le 30 avril 2024.

208. Le ministre de la Langue française acquiert les droits et assume les obligations du Conseil supérieur de la langue française.

209. Les actifs du Conseil supérieur de la langue française sont transférés au ministre de la Langue française.

Les dossiers et autres documents du Conseil deviennent ceux du ministre.

210. Les membres du personnel du Conseil supérieur de la langue française deviennent, sans autre formalité, des employés du ministère de la Langue française.

211. Le mandat des membres du Conseil supérieur de la langue française prend fin le 1^{er} juin 2022.

Le président est réintégré au sein de la fonction publique aux conditions prévues à son acte de nomination en cas de retour dans la fonction publique.

212. Malgré les articles 1060, 2984 et 3006 du Code civil, modifiés respectivement par les articles 127, 129 et 130 de la présente loi, peut être présenté au Bureau de la publicité foncière exclusivement dans une autre langue que le français l'acte qui modifie ou corrige un autre acte qui y a été présenté avant le 1^{er} juin 2022 exclusivement dans cette autre langue.

213. Toute exemption accordée à un enfant avant le 1^{er} juin 2022 qui ne peut être renouvelée en vertu du deuxième alinéa de l'article 84.1 de la Charte de la langue française, édicté par l'article 57 de la présente loi, peut malgré cet alinéa être renouvelée au plus tard 30 jours avant son expiration, pour une durée maximale d'un an, pourvu que les conditions exigées pour la demande initiale soient remplies.

214. Le secrétaire à la sélection des candidats à la fonction de juge en fonction le 31 mai 2022 assume cette fonction jusqu'à ce que ce poste soit pourvu conformément au deuxième alinéa de l'article 3 du Règlement sur la procédure de sélection des candidats à la fonction de juge de la Cour du Québec, de juge d'une cour municipale et de juge de paix magistrat (chapitre T-16, r. 4.1), modifié par l'article 171 de la présente loi.

215. À moins que le contexte ne s'y oppose et avec les adaptations nécessaires, dans toute autre loi, dans tout règlement ou dans tout autre document :

1° une référence au ministre, au sous-ministre ou au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles est une référence au ministre, au sous-ministre ou au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration;

2° une référence au ministre, au sous-ministre ou au ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion est une référence au ministre, au sous-ministre ou au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration;

3° un renvoi à la Loi sur le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (chapitre M-30.01) ou à l'une de ses dispositions est un renvoi à la Loi sur le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration ou à la disposition correspondante de celle-ci.

DISPOSITIONS FINALES

216. La présente loi ainsi que les modifications qu'elle apporte, autres que celles des articles 1 à 122 et 137 à 140, s'appliquent malgré les articles 1 à 38 de la Charte des droits et libertés de la personne (chapitre C-12).

217. La présente loi ainsi que les modifications qu'elle apporte, autres que celles des articles 1 à 122, ont effet indépendamment des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

218. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le 1^{er} juin 2022, à l'exception :

1^o des dispositions de l'article 5, en ce qu'elles édictent l'article 9 de la Charte de la langue française, de l'article 19, en ce qu'elles édictent l'article 29.15, dans la mesure où l'article 29.16 y renvoie, l'article 29.16 et l'article 29.17, en ce qui concerne la directive prise en vertu de cet article 29.16, de cette charte, et des articles 119, 129 et 130, qui entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2022;

2^o des dispositions de l'article 4, en ce qu'elles édictent le premier alinéa de l'article 6.1 de cette charte, de l'article 6, en ce qu'elles édictent les paragraphes 1^o et 2^o de l'article 13.2 de cette charte, des articles 7 à 11, 13 et 14, de l'article 15, en ce qu'elles édictent les articles 22.2 à 22.5 de cette charte, des articles 16 et 45, de l'article 64, en ce qu'elles édictent l'article 88.12 de cette charte, de l'article 92, de l'article 96, en ce qu'elles édictent les deuxième et troisième alinéas de l'article 152.1 de cette charte, de l'article 97, en ce qu'elles édictent le titre II.2 de cette charte, de l'article 117, en ce qu'elles édictent l'article 204.31 de cette charte, et des articles 141 et 156 à 159, qui entrent en vigueur le 1^{er} juin 2023;

3^o des dispositions de l'article 19, en ce qu'elles édictent les articles 29.6 et 29.8 de cette charte, de l'article 60, en ce qu'elles édictent le premier alinéa de l'article 88.0.2, les articles 88.0.4 à 88.0.16, l'article 88.0.17, à l'exception du paragraphe 2^o du premier alinéa, et l'article 88.0.18 de cette charte, et de l'article 147, qui entrent en vigueur à compter de l'année scolaire 2023-2024;

4^o des dispositions de l'article 5, en ce qu'elles édictent les articles 10 et 11 de cette charte, et de l'article 32, qui entrent en vigueur le 1^{er} juin 2024;

5^o des dispositions de l'article 60, en ce qu'elles édictent les deuxième et troisième alinéas de l'article 88.0.2, l'article 88.0.3 et le paragraphe 2^o du premier alinéa de l'article 88.0.17 de cette charte, qui entrent en vigueur à compter de l'année scolaire 2024-2025;

6^o des dispositions des articles 43, 48 et 49 et du paragraphe 1^o de l'article 83, qui entrent en vigueur le 1^{er} juin 2025;

7^o des dispositions de l'article 19, en ce qu'elles édictent les articles 29.15, sauf en ce qui concerne les institutions parlementaires, 29.17, sauf en ce qui concerne la directive prise en vertu de l'article 29.16, 29.18, sauf en ce qui concerne la transmission d'une copie d'une directive au commissaire à la langue française, 29.21 et 29.22 de cette charte, et de l'article 75, en ce qu'elles édictent les articles 128.3 à 128.5 et le deuxième alinéa des articles 128.6, 128.8 et 134.4 de cette charte, qui entrent en vigueur à la date qui suit de trois mois

celle à laquelle est approuvée la première politique linguistique de l'État, prévue à l'article 29.10 de cette charte, édicté par l'article 19 de la présente loi;

8° des dispositions de l'article 5, en ce qu'elles édictent le deuxième alinéa de l'article 13 de cette charte, de l'article 99, en ce qu'elles édictent le quatrième alinéa de l'article 160 de cette charte, du paragraphe 1° de l'article 102, de l'article 110, en ce qu'elles édictent le deuxième alinéa de l'article 165.17 et l'article 165.21 de cette charte, et de l'article 122, en ce qu'elles édictent le deuxième alinéa du paragraphe A de l'annexe I de cette charte, qui entrent en vigueur à la date à laquelle entre en fonction le premier commissaire à la langue française nommé en application de l'article 185 de cette charte, édicté par l'article 116 de la présente loi;

9° des dispositions de l'article 19, en ce qu'elles édictent les articles 29.15, en ce qui concerne les institutions parlementaires, 29.18, en ce qui concerne la transmission d'une copie d'une directive au commissaire à la langue française, et 29.19 de cette charte, qui entrent en vigueur à la dernière des dates suivantes :

a) la date qui suit de trois mois celle à laquelle est approuvée la première politique linguistique de l'État, prévue à l'article 29.10 de cette charte, édicté par l'article 19 de la présente loi;

b) la date à laquelle entre en fonction le premier commissaire à la langue française nommé en application de l'article 185 de cette charte, édicté par l'article 116 de la présente loi.

ANNEXE I
(Article 122)

« ANNEXE I
(Article 98)

A. *L'Administration*

Sont des organismes de l'Administration :

1^o le gouvernement et ses ministères;

2^o les organismes gouvernementaux :

a) les organismes dont le personnel est nommé suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1);

b) les organismes dont le gouvernement ou un ministre nomme la majorité des membres ou des administrateurs;

c) les organismes dont l'Assemblée nationale nomme la majorité des membres;

d) les organismes gouvernementaux énumérés à l'annexe C de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (chapitre R-8.2), y compris les personnes qui y sont énumérées, à l'exception du Protecteur du citoyen;

e) les organismes budgétaires, les organismes autres que budgétaires et les entreprises du gouvernement énumérés aux annexes 1 à 3 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001), y compris les personnes qui y sont énumérées, les organismes dont le fonds social fait partie du domaine de l'État, de même que les personnes morales et les autres groupements dont les résultats sont consolidés dans les états financiers de ces organismes et entreprises ou dont le capital-actions provient, pour la moitié ou plus, du fonds consolidé du revenu;

f) les commissions d'enquête constituées en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37);

3^o les organismes municipaux :

a) les municipalités, à l'exception des municipalités régies par la Loi sur les villages cris et le village naskapi (chapitre V-5.1) ou par la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (chapitre V-6.1), les arrondissements municipaux leur étant assimilés, les communautés métropolitaines, les conseils d'agglomération, les régies intermunicipales et les offices municipaux et régionaux d'habitation;

b) les organismes relevant de l'autorité d'une municipalité et participant à l'administration de son territoire;

c) les sociétés de transport en commun, l'Autorité régionale de transport métropolitain ou tout autre exploitant d'un système de transport collectif ainsi que tout autre organisme qui assure notamment la planification du transport collectif;

4^o les organismes scolaires :

a) les centres de services scolaires institués en vertu de la Loi sur l'instruction publique (chapitre I-13.3);

b) le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal institué en vertu de cette loi;

c) le Centre de services scolaire du Littoral constitué par la Loi sur la Commission scolaire du Littoral (1966-1967, chapitre 125);

5^o les organismes du réseau de la santé et des services sociaux :

a) les services de santé et les services sociaux :

i. les établissements au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2);

ii. les établissements au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5);

b) le gestionnaire des assurances du réseau de la santé et des services sociaux visé par l'article 435.1 la Loi sur les services de santé et les services sociaux;

c) les centres de communication santé visés par la Loi sur les services préhospitaliers d'urgence (chapitre S-6.2).

Sont assimilées à des organismes de l'Administration les institutions parlementaires suivantes :

a) l'Assemblée nationale, dans l'exercice de ses activités autres que celles nécessaires à sa fonction délibérative ou à l'exercice de son pouvoir législatif et de son pouvoir de surveillance;

b) les personnes désignées par l'Assemblée nationale pour exercer une fonction en relevant, avec le personnel qu'elles dirigent.

Malgré ce qui précède, l'Administration ne comprend pas un établissement d'enseignement qui est un organisme gouvernemental lorsqu'il donne un enseignement et l'Université du Québec.

B. Les organismes parapublics

Les organismes parapublics comprennent :

1^o les entreprises d'utilité publique, si elles ne font pas déjà partie de l'Administration, les entreprises de téléphone, de câblodistribution, de transport par avion, bateau, autobus ou chemin de fer, les entreprises de production, transport, distribution ou vente de gaz, d'eau ou d'électricité, ainsi que les entreprises titulaires d'une autorisation de la Commission des transports;

2^o les ordres professionnels dont la liste apparaît à l'annexe I du Code des professions (chapitre C-26) ou qui sont constitués conformément à ce Code.

« ANNEXE II
(Article 186)

SERMENT

Je déclare sous serment que je remplirai mes fonctions avec honnêteté, impartialité et justice et que je n'accepterai aucune autre somme d'argent ou avantage, pour ce que j'accomplirai dans l'exercice de mes fonctions, que ce qui me sera alloué conformément à la loi.

De plus, je déclare sous serment que je ne révélerai, sans y être dûment autorisé, aucun renseignement que j'aurai obtenu dans l'exercice de mes fonctions. ».

Règlements et autres actes

Avis

Loi sur la sécurité incendie
(chapitre S-3.4)

École nationale des pompiers du Québec — Frais de scolarité — Modification

Prenez avis que le Conseil d'administration de l'École nationale des pompiers du Québec a adopté, à sa réunion du 10 juin 2022, le Règlement modifiant le Règlement sur les frais de scolarité de l'École nationale des pompiers du Québec, dont.

Conformément à l'article 17 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1) ainsi qu'à l'article 2 de ce règlement, ce dernier entrera en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Le directeur général de l'École nationale des pompiers du Québec,
JACQUES PROTEAU

Règlement modifiant le Règlement sur les frais de scolarité de l'École nationale des pompiers du Québec

Loi sur la sécurité incendie
(chapitre S-3.4, a. 76)

1. L'article 1 du Règlement sur les frais de scolarité de l'École nationale des pompiers du Québec (chapitre S-3.4, r. 1.1) est modifié par le remplacement :

1^o du paragraphe 1^o par le suivant :

« 1^o pour le programme de formation Pompier I :

a) 1 150 \$ lorsque la partie théorique de ce programme est offerte en ligne;

b) 1 882,05 \$ lorsque ce programme est adapté à la réalité autochtone;

c) 1 629,90 \$ dans les autres cas; ».

2^o dans le paragraphe 2^o, de « 1 065 \$ » par « 1 119,10 \$ »;

3^o dans le paragraphe 3^o, de « 740 \$ » par « 725 \$ »;

4^o dans le paragraphe 4^o, de « 260 \$ » par « 354,60 \$ »;

5^o dans le paragraphe 5^o, de « 520 \$ » par « 627,80 \$ »;

6^o dans le paragraphe 6^o, de « 85 \$ » par « 89,30 \$ »;

7^o dans le paragraphe 7^o, de « 445 \$ » par « 467,60 \$ »;

8^o dans le paragraphe 8^o, de « 400 \$ » par « 420,30 \$ »;

9^o dans le paragraphe 9^o, de « 392 \$ » par « 411,95 \$ ».

2. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

78112

Décrets administratifs

Gouvernement du Québec

Décret 1335-2022, 29 juin 2022

CONCERNANT l'approbation d'un protocole d'entente entre le gouvernement du Québec et le Centre de justice des Premiers Peuples de Montréal relatif au versement d'une subvention visant à soutenir financièrement des services d'aide aux victimes autochtones d'actes criminels dans la région de Montréal

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le Centre de justice des Premiers Peuples de Montréal souhaitent conclure un protocole d'entente relatif au versement d'une subvention visant à soutenir financièrement des services d'aide aux victimes d'actes criminels dans la région de Montréal;

ATTENDU QUE ce protocole d'entente a pour objectif de contribuer à améliorer les services aux victimes autochtones d'actes criminels dans la région de Montréal, en permettant l'embauche et le maintien en emploi par le Centre de justice des Premiers Peuples de Montréal d'une ressource affectée à temps plein à l'aide aux victimes autochtones vivant en milieu urbain;

ATTENDU QUE le Centre de justice des Premiers Peuples de Montréal est un organisme public fédéral au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QUE ce protocole d'entente constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, malgré toute autre disposition législative, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 641-2014 du 3 juillet 2014 une entente qui a pour objet le versement d'une aide financière en faveur d'un organisme public fédéral est exclue de l'application notamment du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi;

ATTENDU QUE ce protocole d'entente est visé par le décret numéro 641-2014 du 3 juillet 2014;

ATTENDU QUE ce protocole d'entente constitue également une entente en matière d'affaires autochtones visée à l'article 3.48 de cette loi;

ATTENDU QU'en vertu du premier aliéna de l'article 3.49 de cette loi, malgré toute autre disposition législative, toute entente visée à l'article 3.48 doit, pour être valide, être approuvée par le gouvernement et être signée par le ministre responsable des Affaires autochtones;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice et du ministre responsable des Affaires autochtones :

QUE soit approuvé le protocole d'entente entre le gouvernement du Québec et le Centre de justice des Premiers Peuples de Montréal relatif au versement d'une subvention visant à soutenir financièrement des services d'aide aux victimes autochtones d'actes criminels dans la région de Montréal, lequel sera substantiellement conforme au projet de protocole joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

77982

Gouvernement du Québec

Décret 1336-2022, 29 juin 2022

CONCERNANT l'approbation d'un protocole d'entente entre le gouvernement du Québec et le Conseil des Mohawks d'Akwesasne relatif au versement d'une subvention visant à soutenir financièrement des services d'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le Conseil des Mohawks d'Akwesasne souhaitent conclure un protocole d'entente relatif au versement d'une subvention visant à soutenir financièrement des services d'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles;

ATTENDU QUE ce protocole d'entente a pour objectif de contribuer à améliorer les services d'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles de la communauté d'Akwesasne, en permettant l'embauche et le maintien en emploi par le Conseil des Mohawks d'Akwesasne d'une ressource affectée à temps plein à l'aide aux victimes;

ATTENDU QUE le Conseil des Mohawks d'Akwesasne est un organisme public fédéral au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QUE ce protocole d'entente constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, malgré toute autre disposition législative, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 641-2014 du 3 juillet 2014 une entente qui a pour objet le versement d'une aide financière en faveur d'un organisme public fédéral est exclue de l'application notamment du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi;

ATTENDU QUE ce protocole d'entente est visé par le décret numéro 641-2014 du 3 juillet 2014;

ATTENDU QUE ce protocole d'entente constitue également une entente en matière d'affaires autochtones visée à l'article 3.48 de cette loi;

ATTENDU QU'en vertu du premier aliéna de l'article 3.49 de cette loi, malgré toute autre disposition législative, toute entente visée à l'article 3.48 doit, pour être valide, être approuvée par le gouvernement et être signée par le ministre responsable des Affaires autochtones;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice et du ministre responsable des Affaires autochtones :

QUE soit approuvé le protocole d'entente entre le gouvernement du Québec et le Conseil des Mohawks d'Akwesasne relatif au versement d'une subvention visant à soutenir financièrement des services d'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles, lequel sera substantiellement conforme au projet de protocole joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

77983

Gouvernement du Québec

Décret 1364-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT le Conseil du trésor

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE, conformément à l'article 68 de la Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01), le Conseil du trésor se compose des ministres suivants :

- madame Sonia LeBel;
- monsieur Jonatan Julien;
- madame Nadine Girault;
- madame Caroline Proulx;
- madame Lucie Lecours;

QUE, conformément à cet article, madame Sonia LeBel soit désignée présidente du Conseil du trésor;

QUE, conformément à cet article, monsieur Jonatan Julien soit désigné vice-président du Conseil du trésor et chargé de présider les séances en cas d'absence ou d'empêchement de la présidente;

QUE, conformément à cet article, les autres ministres soient désignés substitués aux membres du Conseil du trésor;

QUE, conformément à l'article 11 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), la charge de présider les séances, en cas d'absence ou d'empêchement de la présidente et du vice-président du Conseil du trésor, soit confiée temporairement à l'une des autres membres du Conseil du trésor;

QUE le présent décret remplace le décret numéro 1546-2021 du 15 décembre 2021.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78027

Gouvernement du Québec

Décret 1365-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'exercice des fonctions de certains ministres

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE, conformément à l'article 11 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), soient conférés temporairement les pouvoirs, devoirs et attributions :

—du ministre de la Justice, ministre de la Langue française et ministre responsable de la Laïcité et de la Réforme parlementaire à monsieur Jean Boulet, membre du Conseil exécutif, du 7 au 21 juillet 2022;

—de la ministre de la Sécurité publique et ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale à monsieur Ian Lafrenière, membre du Conseil exécutif, du 7 au 24 juillet 2022;

—du ministre de l'Éducation à madame Isabelle Charest, membre du Conseil exécutif, du 9 au 17 juillet 2022;

—du ministre de la Santé et des Services sociaux à madame Marguerite Blais, membre du Conseil exécutif, du 15 au 31 juillet 2022;

—du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et ministre responsable de la Lutte contre le racisme à monsieur Ian Lafrenière, membre du Conseil exécutif, du 15 au 31 juillet 2022;

—de la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne et ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Réforme électorale à monsieur Eric Girard, membre du Conseil exécutif, du 18 juillet au 7 août 2022;

—du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles à monsieur Éric Caire, membre du Conseil exécutif, du 24 juillet au 14 août 2022.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78028

Gouvernement du Québec

Décret 1366-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT la composition et le mandat de la délégation officielle du Québec à la Rencontre entre les premiers ministres des provinces et des territoires et les dirigeants des organisations autochtones nationales qui se tiendra le 11 juillet 2022

ATTENDU QUE la Rencontre entre les premiers ministres des provinces et des territoires et les dirigeants des organisations autochtones nationales se tiendra le 11 juillet 2022;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 3.21 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30) prévoit que toute délégation officielle du Québec à une conférence ministérielle fédérale-provinciale ou interprovinciale est constituée et mandatée par le gouvernement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du premier ministre, du ministre responsable des Affaires autochtones et de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE le premier ministre, monsieur François Legault, dirige la délégation officielle du Québec à la Rencontre entre les premiers ministres des provinces et des territoires et les dirigeants des organisations autochtones nationales qui se tiendra le 11 juillet 2022;

QUE la délégation officielle du Québec, outre le premier ministre, soit composée de :

—Monsieur Martin Koskinen, directeur de cabinet, Cabinet du premier ministre;

—Monsieur Gilbert Charland, secrétaire général associé, Secrétariat du Québec aux relations canadiennes;

QUE le mandat de cette délégation officielle soit d'exposer les positions du gouvernement du Québec, conformément à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78029

Gouvernement du Québec

Décret 1367-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT la composition et le mandat de la délégation officielle du Québec à la Réunion du Conseil de la fédération qui se tiendra les 11 et 12 juillet 2022

ATTENDU QUE la Réunion du Conseil de la fédération se tiendra les 11 et 12 juillet 2022;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 3.21 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30) prévoit que toute délégation officielle du Québec à une conférence ministérielle fédérale-provinciale ou interprovinciale est constituée et mandatée par le gouvernement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du premier ministre et de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE le premier ministre, monsieur François Legault, dirige la délégation officielle du Québec à la Réunion du Conseil de la fédération qui se tiendra les 11 et 12 juillet 2022;

QUE la délégation officielle du Québec, outre le premier ministre, soit composée de :

— Madame Sonia LeBel, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

— Monsieur Martin Koskinen, directeur de cabinet, Cabinet du premier ministre;

— Monsieur Ewan Sauves, attaché de presse, Cabinet du premier ministre;

— Monsieur Yves Ouellet, secrétaire général et greffier, ministère du Conseil exécutif;

— Monsieur Gilbert Charland, secrétaire général associé, Secrétariat du Québec aux relations canadiennes;

— Monsieur Artur J. Pires, secrétaire adjoint, Secrétariat du Québec aux relations canadiennes;

QUE le mandat de cette délégation officielle soit d'exposer les positions du gouvernement du Québec, conformément à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78030

Gouvernement du Québec

Décret 1368-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT le versement au Centre d'acquisitions gouvernementales d'une subvention d'un montant maximal de 29 948 000 \$, pour l'exercice financier 2022-2023, afin d'assurer son fonctionnement

ATTENDU QUE le Centre d'acquisitions gouvernementales est une personne morale de droit public, mandataire de l'État institué en vertu des premier et deuxième alinéas de l'article 1 de la Loi sur le Centre d'acquisitions gouvernementales (chapitre C-7.01);

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor à verser au Centre d'acquisitions gouvernementales une subvention d'un montant maximal de 29 948 000 \$, pour l'exercice financier 2022-2023, afin d'assurer son fonctionnement;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor :

QUE la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor soit autorisée à verser au Centre d'acquisitions gouvernementales une subvention d'un montant maximal de 29 948 000 \$, pour l'exercice financier 2022-2023, afin d'assurer son fonctionnement.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78031

Gouvernement du Québec

Décret 1369-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT le versement à l'Autorité des marchés publics d'une subvention d'un montant maximal de 17 764 300 \$, pour l'exercice financier 2022-2023, afin d'assurer son fonctionnement

ATTENDU QUE l'Autorité des marchés publics est une personne morale, mandataire de l'État instituée en vertu de l'article 1 de la Loi sur l'Autorité des marchés publics (chapitre A-33.2.1);

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor à verser à l'Autorité des marchés publics une subvention d'un montant maximal de 17 764 300 \$, pour l'exercice financier 2022-2023, afin d'assurer son fonctionnement;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor :

QUE la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor soit autorisée à verser à l'Autorité des marchés publics une subvention d'un montant maximal de 17 764 300 \$, pour l'exercice financier 2022-2023, afin d'assurer son fonctionnement.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78032

Gouvernement du Québec

Décret 1370-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'approbation de l'Entente sur le nouveau site d'enfouissement de matières résiduelles de Waswanipi et la zone d'expansion communautaire entre le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee), le Gouvernement de la nation crie, la Première Nation crie de Waswanipi, le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada

ATTENDU QUE le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee), le Gouvernement de la nation crie, la Première Nation crie de Waswanipi, le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada souhaitent conclure une entente concernant le nouveau site d'enfouissement de matières résiduelles et la zone d'expansion communautaire de la communauté de Waswanipi;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

ATTENDU QUE cette entente constitue également une entente en matière d'affaires autochtones visée à l'article 3.48 de cette loi;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3.49 de cette loi toute entente visée à l'article 3.48 doit, pour être valide, être approuvée par le gouvernement et être signée par le ministre responsable des Affaires autochtones;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable des Affaires autochtones, du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE soit approuvée l'Entente sur le nouveau site d'enfouissement de matières résiduelles de Waswanipi et la zone d'expansion communautaire entre le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee), le Gouvernement de la nation crie, la Première Nation crie de Waswanipi, le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78033

Gouvernement du Québec

Décret 1371-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT les modifications au Programme pour les résidences endommagées par la pyrrhotite

ATTENDU QUE, par le décret numéro 674-2011 du 22 juin 2011, la Société d'habitation du Québec a été autorisée à mettre en œuvre le Programme pour les résidences endommagées par la pyrrhotite, modifié par le décret numéro 1359-2020 du 16 décembre 2020;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 6^o du premier alinéa de l'article 3 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) la Société a pour objet de promouvoir l'amélioration de l'habitat;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 3 de cette loi la Société prépare et met en œuvre, avec l'autorisation du gouvernement, les programmes lui permettant de rencontrer ses objets;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3.1 de cette loi les programmes que la Société met en œuvre peuvent notamment prévoir le versement par la Société d'une aide financière sous forme de subvention, de prêt ou de remise gracieuse;

ATTENDU QUE le conseil d'administration de la Société a, le 4 mai 2022, par sa résolution numéro 2022-036, approuvé les modifications au Programme pour les résidences endommagées par la pyrrhotite;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la Société à mettre en œuvre les modifications au Programme pour les résidences endommagées par la pyrrhotite, dont le texte est annexé au présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation :

QUE la Société d'habitation du Québec soit autorisée à mettre en œuvre les modifications au Programme pour les résidences endommagées par la pyrrhotite, dont le texte est annexé au présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

Modifications au Programme pour les résidences endommagées par la pyrrhotite

1. Le Programme pour les résidences endommagées par la pyrrhotite, dont la mise en œuvre a été autorisée en vertu du décret numéro 674-2011 du 22 juin 2011, modifié par le décret 1359-2020 du 16 décembre 2020, est modifié par l'insertion, dans le paragraphe 5^o, de l'article 4, de « du présent volet du programme » après « l'objet ».

2. L'article 6 de ce programme est modifié par l'ajout, après le premier alinéa, du suivant :

« Malgré ce qui précède, est admissible un bâtiment couvert par le Plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs, mais dont le rapport d'expertise pour détecter la présence de la pyrrhotite s'est avéré incomplet ».

3. L'article 8 de ce programme est modifié par l'ajout, à la fin du premier alinéa, de « L'entrepreneur ne doit pas être inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics ».

4. L'article 10 de ce programme est modifié par le remplacement, dans le troisième alinéa, de « 9,50 \$ » par « 14,25 \$ ».

5. L'article 12 de ce programme est modifié par l'ajout, à la fin du deuxième alinéa, de « Lorsqu'il s'agit d'un bâtiment multilogement (locatif et condominium), un montant maximal de 25 000 \$ peut être accordé pour chacune des unités résidentielles additionnelles qui composent le bâtiment admissible. ».

6. L'article 14 de ce programme est modifié par l'ajout, après le premier alinéa, du suivant :

« Malgré ce qui précède, le bénéficiaire n'a pas à rembourser ou à s'engager à rembourser à la Société l'aide financière accordée si les préjudices pour lesquels elle est octroyée font l'objet d'une indemnisation dans le cadre

de procédures judiciaires intentées par des victimes de la pyrrhotite, communément appelés dossiers de la «deuxième vague».

7. L'article 14.3 de ce programme est modifié par l'ajout, après le premier alinéa, du suivant :

«Malgré ce qui précède, est admissible un bâtiment couvert par le Plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs, mais dont le rapport d'expertise pour détecter la présence de la pyrrhotite s'est avéré incomplet».

8. L'article 15.1 de ce programme est modifié par l'ajout, après le premier alinéa du suivant :

«Malgré ce qui précède, le demandeur propriétaire d'un bâtiment couvert par le Plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs, mais dont le rapport d'expertise pour détecter la présence de la pyrrhotite s'est avéré incomplet, doit s'y être inscrit au plus tard le 31 août 2023 et avoir transmis à la Société les résultats des rapports d'expertise au plus tard 6 mois après cette date».

9. Ce programme est modifié par l'insertion, après l'article 22, des suivants :

«22.1 Malgré toute disposition contraire prévue au présent programme, la Société peut verser une aide financière moindre à un demandeur qui a déjà reçu, au moment du dépôt de sa demande d'aide financière, une indemnisation dans le cadre la deuxième vague de procédures judiciaires intentées par des victimes de la pyrrhotite, et ce, afin que le cumul des sommes reçues par ce demandeur ne soit pas supérieur aux coûts totaux des travaux réalisés sur le bâtiment admissible. Un tel demandeur doit transmettre à la Société ou à son partenaire visé à l'article 18 tout document exigé par ces derniers, nécessaire à la détermination de l'aide financière à laquelle il a droit.

22.2 La Société peut également verser, malgré toute autre disposition contraire prévue au programme, une somme maximale de 11 000 000 \$ à un avocat qu'elle désigne, en fidéicommiss, afin de dédommager le propriétaire d'un bâtiment admissible au programme qui ne recevra pas une pleine indemnisation dans le cadre de la deuxième vague de procédures judiciaires intentées par des victimes de la pyrrhotite. Cette indemnisation ne pourra être supérieure aux coûts totaux des travaux réalisés sur ce bâtiment.».

10. Ce programme est modifié par le remplacement de l'article 23 par le suivant :

«Le présent programme prend fin le 1^{er} septembre 2023, à l'exception de l'aide financière octroyée à un demandeur visé par le deuxième alinéa de l'article 15.1, qui peut

être versée par la Société après cette date, au plus tard le 31 mars 2024. Toutefois, la Société ou le gouvernement peut mettre fin au programme en tout temps avant cette date.».

78034

Gouvernement du Québec

Décret 1373-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT des modifications à certaines conditions et modalités d'octroi de la subvention maximale de 46 097 208 \$ à la Ville de Montréal afin de lui permettre de financer la réalisation de projets d'habitation en vertu du décret numéro 244-2020 du 25 mars 2020

ATTENDU QUE, par le décret numéro 244-2020 du 25 mars 2020, la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation a été autorisée à octroyer une subvention maximale de 46 097 208 \$ à la Ville de Montréal, au cours de l'exercice financier 2019-2020, afin de lui permettre de financer la réalisation de projets d'habitation;

ATTENDU QUE, conformément à ce décret, les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention sont prévues dans l'Entente concernant une subvention accordée à la Ville de Montréal pour compléter le financement de projets d'habitation sur son territoire dans le cadre du programme AccèsLogis Québec conclue le 27 mars 2020 entre la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal;

ATTENDU QUE cette entente fixe à un montant maximum de 16 904 \$ par unité concernée le montant forfaitaire que la Ville de Montréal peut accorder avec la subvention et qu'elle limite l'usage de celle-ci à une contribution du milieu dans le programme AccèsLogis Québec;

ATTENDU QU'il y a lieu d'augmenter ce montant maximum de 16 904 \$ et de permettre à la Ville de Montréal d'utiliser la subvention également pour bonifier l'aide financière accordée à des projets réalisés dans le cadre du programme municipal AccèsLogis Montréal;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier certaines conditions et modalités d'octroi de la subvention maximale de 46 097 208 \$ à la Ville de Montréal afin de lui permettre de financer la réalisation de projets d'habitation en vertu du décret numéro 244-2020 du 25 mars 2020, sous réserve de la signature d'un avenant à l'Entente concernant une subvention accordée à la Ville de Montréal pour compléter le financement de projets d'habitation sur son territoire dans le cadre du programme AccèsLogis Québec conclue le 27 mars 2020 entre la ministre des Affaires municipales

et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal, lequel sera substantiellement conforme au projet d'avenant joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation :

QUE soient modifiées certaines conditions et modalités d'octroi de la subvention maximale de 46 097 208 \$ à la Ville de Montréal afin de lui permettre de financer la réalisation de projets d'habitation en vertu du décret numéro 244-2020 du 25 mars 2020, sous réserve de la signature d'un avenant à l'Entente concernant une subvention accordée à la Ville de Montréal pour compléter le financement de projets d'habitation sur son territoire dans le cadre du programme AccèsLogis Québec conclue le 27 mars 2020 entre la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal, lequel sera substantiellement conforme au projet d'avenant joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78035

Gouvernement du Québec

Décret 1374-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT des modifications à certaines conditions et modalités d'octroi de la subvention maximale de 79 400 000 \$ à la Ville de Montréal afin de lui permettre de financer la réalisation de projets d'habitation en vertu du décret numéro 311-2021 du 24 mars 2021

ATTENDU QUE, par le décret numéro 311-2021 du 24 mars 2021, la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation a été autorisée à octroyer une subvention maximale de 79 400 000 \$ à la Ville de Montréal, au cours de l'exercice financier 2020-2021, afin de lui permettre de financer la réalisation de projets d'habitation;

ATTENDU QUE, conformément à ce décret, les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention sont prévues dans l'Entente concernant une subvention accordée à la Ville de Montréal pour compléter le financement de projets d'habitation sur son territoire dans le cadre du programme AccèsLogis Québec conclue le 31 mars 2021 entre la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal;

ATTENDU QUE cette entente fixe à un montant maximum de 64 000 \$ par unité concernée le montant forfaitaire que la Ville de Montréal peut accorder avec la subvention et qu'elle limite l'usage de celle-ci à une contribution du milieu dans le programme AccèsLogis Québec;

ATTENDU QU'il y a lieu d'augmenter ce montant maximum de 64 000 \$ et de permettre à la Ville de Montréal d'utiliser la subvention également pour bonifier l'aide financière accordée à des projets réalisés dans le cadre du programme AccèsLogis Montréal;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier certaines conditions et modalités d'octroi de la subvention maximale de 79 400 000 \$ à la Ville de Montréal afin de lui permettre de financer la réalisation de projets d'habitation en vertu du décret numéro 311-2021 du 24 mars 2021, sous réserve de la signature d'un avenant à l'Entente concernant une subvention accordée à la Ville de Montréal pour compléter le financement de projets d'habitation sur son territoire dans le cadre du programme AccèsLogis Québec conclue le 31 mars 2021 entre la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal, lequel sera substantiellement conforme au projet d'avenant joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation :

QUE soient modifiées certaines conditions et modalités d'octroi de la subvention maximale de 79 400 000 \$ à la Ville de Montréal afin de lui permettre de financer la réalisation de projets d'habitation en vertu du décret numéro 311-2021 du 24 mars 2021, sous réserve de la signature d'un avenant à l'Entente concernant une subvention accordée à la Ville de Montréal pour compléter le financement de projets d'habitation sur son territoire dans le cadre du programme AccèsLogis Québec conclue le 31 mars 2021 entre la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal, lequel sera substantiellement conforme au projet d'avenant joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78036

Gouvernement du Québec

Décret 1375-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT la nomination de monsieur Sidiky Zerbo comme membre et président de la Commission des services électriques de Montréal

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 203 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (chapitre C-11.4) prévoit notamment qu'un membre de la Commission des services électriques de Montréal, qui en est le président, est nommé par le gouvernement;

ATTENDU QUE monsieur Serge A. Boileau a été nommé de nouveau membre et président de la Commission des services électriques de Montréal par le décret numéro 1358-2018 du 21 novembre 2018, qu'il quitte ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation :

QUE monsieur Sidiky Zerbo, chef de l'ingénierie, Corporation Charbone Hydrogène, soit nommé membre et président de la Commission des services électriques de Montréal pour un mandat de cinq ans à compter du 18 juillet 2022.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78037

Gouvernement du Québec

Décret 1376-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT une autorisation à la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu de conclure une convention de partenariat avec le gouvernement du Canada pour l'utilisation des installations de loisirs de chacune des parties et l'exclusion de l'application de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif de la catégorie des ententes modificatrices de l'annexe A de cette convention de partenariat et les contrats de location entre les parties découlant de cette convention

ATTENDU QUE la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu et le gouvernement du Canada souhaitent conclure une convention de partenariat pour l'utilisation des installations de loisirs de chacune des parties;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30), sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou avec un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu est un organisme municipal au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QUE les ententes modificatrices de l'annexe A de cette convention de partenariat sont également des ententes visées par l'article 3.11 de cette loi;

ATTENDU QUE les contrats de location entre les parties découlant de cette convention sont également des ententes visées par l'article 3.11 de cette loi;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette loi, le gouvernement peut, dans la mesure et aux conditions qu'il détermine, exclure de l'application de la section II de cette loi, en tout ou en partie, une entente ou une catégorie d'ententes qu'il désigne;

ATTENDU QU'il y a lieu d'exclure de l'application du premier alinéa de l'article 3.11 de cette loi la catégorie des ententes modificatrices de l'annexe A de cette convention de partenariat et les contrats de location entre les parties découlant de cette même convention;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation et de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu soit autorisée à conclure une convention de partenariat avec le gouvernement du Canada pour l'utilisation des installations de loisirs de chacune des parties, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

QUE la catégorie des ententes modificatrices de l'annexe A de cette convention de partenariat et les contrats de location entre les parties découlant de cette même convention soit exclue de l'application du premier alinéa de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30).

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78038

Gouvernement du Québec

Décret 1377-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT une autorisation à la Ville de Gatineau de conclure le protocole d'entente pour établir les conditions d'accès à l'emprise publique pour les conduites et autres équipements du système modernisé de chauffage et de refroidissement de certains édifices fédéraux avec le gouvernement du Canada et l'exclusion de l'application de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif de la catégorie des ententes ayant pour objet de modifier les annexes B, C, D et E de ce protocole d'entente

ATTENDU QUE la Ville de Gatineau est propriétaire des lots numéros 3 386 759, 3 396 551, 1 653 765, 3 396 552, 3 396 553 et 3 418 566 au cadastre du Québec, circonscription foncière de Hull;

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada désire installer des conduites et autres équipements sous des immeubles dans une partie de l'emprise publique de ces lots afin de moderniser le système de chauffage et de refroidissement de certains édifices fédéraux;

ATTENDU QUE la Ville de Gatineau et le gouvernement du Canada souhaitent conclure un protocole d'entente pour établir les conditions d'accès à l'emprise publique pour les conduites et autres équipements du système modernisé de chauffage et de refroidissement de certains édifices fédéraux pour le projet visant l'installation de conduites et autres équipements de même que pour l'entretien subséquent de ces infrastructures par le gouvernement du Canada;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30), sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou avec un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE la Ville de Gatineau est un organisme municipal au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette loi, le gouvernement peut, dans la mesure et aux conditions qu'il détermine, exclure de l'application de la section II de cette loi, en tout ou en partie, une entente ou une catégorie d'ententes qu'il désigne;

ATTENDU QU'il y a lieu d'exclure de l'application de l'article 3.11 de cette loi la catégorie des ententes ayant pour objet de modifier les annexes B, C, D et E du protocole d'entente pour établir les conditions d'accès à l'emprise publique pour les conduites et autres équipements du système modernisé de chauffage et de refroidissement de certains édifices fédéraux;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation et de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE la Ville de Gatineau soit autorisée à conclure le protocole d'entente pour établir les conditions d'accès à l'emprise publique pour les conduites et autres équipements du système modernisé de chauffage et de refroidissement de certains édifices fédéraux avec le gouvernement du Canada, lequel sera substantiellement conforme au protocole d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

QUE soit exclue de l'application de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30) la catégorie des ententes ayant pour objet de modifier les annexes B, C, D et E de ce protocole d'entente.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78039

Gouvernement du Québec

Décret 1378-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'octroi d'une subvention maximale de 5 445 860 \$ à Les Serres Savoura Mirabel 2 inc., au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2029-2030, pour le remboursement des coûts d'électricité admissibles jusqu'à concurrence de 40 % de ceux-ci pour le complexe de serres ayant été construit à Mirabel

ATTENDU QUE Les Serres Savoura Mirabel 2 inc. est une société par actions constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (chapitre S-31.1) œuvrant notamment dans le domaine de la culture en serre;

ATTENDU QUE Les Serres Savoura Mirabel 2 inc. a déposé une demande d'aide financière de 19 498 725 \$ pour un projet d'investissement pour la construction d'un nouveau complexe de serres de 3,9 hectares à Mirabel et dont des dépenses de 13 614 650 \$ sont considérées admissibles à des fins de financement;

ATTENDU QUE Le point sur la situation économique et financière du Québec de l'automne 2020 prévoit un montant de 157 200 000 \$ pour accroître l'autonomie alimentaire et appuyer l'industrie serricole;

ATTENDU QU'en vertu des paragraphes 1^o et 6^o du premier alinéa de l'article 2 de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (chapitre M-14) les fonctions, pouvoirs et devoirs du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation sont de concevoir, notamment dans une perspective de développement durable, des politiques et des mesures relatives à la production, à la transformation, à la distribution, à la commercialisation et à l'utilisation des produits agricoles, aquatiques ou alimentaires et de veiller à leur mise en œuvre et qu'il peut, à ces fins et aux conditions qu'il détermine, accorder des prêts, des subventions ou des avances;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation à octroyer une subvention maximale de 5 445 860 \$ à Les Serres Savoura Mirabel 2 inc., au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2029-2030, pour le remboursement des coûts d'électricité admissibles jusqu'à concurrence de 40 % de ceux-ci pour le complexe de serres ayant été construit à Mirabel;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention seront établies dans une convention à intervenir entre le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et Les Serres Savoura Mirabel 2 inc., laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation :

QUE le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation soit autorisé à octroyer une subvention maximale de 5 445 860 \$ à Les Serres Savoura Mirabel 2 inc., au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2029-2030, pour le remboursement des coûts d'électricité admissibles jusqu'à concurrence de 40 % de ceux-ci pour le complexe de serres ayant été construit à Mirabel;

QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention soient établies dans une convention à intervenir entre le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et Les Serres Savoura Mirabel 2 inc., laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78040

Gouvernement du Québec

Décret 1379-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'octroi d'une subvention maximale de 1 500 000 \$ à Les Producteurs de lait du Québec, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2024-2025, pour le financement d'activités liées au contrôle et à l'amélioration de la qualité du lait au Québec

ATTENDU QUE Les Producteurs de lait du Québec est une personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels (chapitre S-40) dont la mission est de rassembler les producteurs de lait du Québec par son leadership dans la mise en marché d'un lait de grande qualité, répondant aux attentes de la société, et d'assurer le développement durable des fermes laitières;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 5^o du premier alinéa de l'article 2 de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (chapitre M-14) le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a le pouvoir d'octroyer à même les fonds mis à sa disposition, quand il le juge à propos, et aux conditions qu'il croit devoir imposer, des prêts en argent, des subventions et des avances, aux sociétés agricoles, aux syndicats, aux coopératives et aux institutions formés dans le but de favoriser les intérêts de l'agriculture;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation à octroyer une subvention maximale de 1 500 000 \$ à Les Producteurs de lait du Québec, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2024-2025, soit 500 000 \$ au cours de l'exercice

financier 2022-2023, 500 000 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024 et 500 000 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025, pour le financement d'activités liées au contrôle et à l'amélioration de la qualité du lait au Québec;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention seront établies dans une convention à intervenir entre le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et Les Producteurs de lait du Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation :

QUE le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation soit autorisé à octroyer une subvention maximale de 1 500 000 \$ à Les Producteurs de lait du Québec, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2024-2025, soit de 500 000 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023, 500 000 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024 et 500 000 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025, pour le financement d'activités liées au contrôle et à l'amélioration de la qualité du lait au Québec;

QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention soient établies dans une convention à intervenir entre le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et Les Producteurs de lait du Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78041

Gouvernement du Québec

Décret 1380-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT la composition et le mandat de la délégation officielle du Québec à la Conférence annuelle des ministres et sous-ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux de l'Agriculture qui se tiendra du 20 au 22 juillet 2022

ATTENDU QU'une conférence annuelle des ministres et sous-ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux de l'Agriculture se tiendra du 20 au 22 juillet 2022 à Saskatoon (Saskatchewan);

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 3.21 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30) prévoit que toute délégation officielle du Québec à une conférence ministérielle fédérale-provinciale ou interprovinciale est constituée et mandatée par le gouvernement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, monsieur André Lamontagne, dirige la délégation officielle du Québec à la conférence annuelle des ministres et sous-ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux de l'Agriculture qui se tiendra du 20 au 22 juillet 2022;

QUE la délégation officielle du Québec, outre le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, soit composée de :

— Monsieur Sébastien Bénédic, directeur de cabinet, Cabinet du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

— Monsieur Bernard Verret, sous-ministre, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

— Monsieur Yvon Doyle, sous-ministre adjoint à la transformation, aux marchés, à la main-d'œuvre et aux politiques intergouvernementales par intérim, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

— Monsieur Pierre-Luc Désaulniers, conseiller en relations intergouvernementales, Secrétariat du Québec aux relations canadiennes;

QUE le mandat de cette délégation officielle soit d'exposer les positions du gouvernement du Québec, conformément à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78042

Gouvernement du Québec

Décret 1383-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'insaisissabilité d'œuvres d'art et autres biens culturels ou historiques provenant de l'extérieur du Québec

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 697 du Code de procédure civile (chapitre C-25.01) les œuvres d'art et les autres biens culturels ou historiques provenant de l'extérieur du Québec qui sont exposés publiquement au Québec ou destinés à y être exposés sont insaisissables s'ils sont déclarés tels par décret du gouvernement, pour la période qui y est indiquée;

ATTENDU QUE le Musée des beaux-arts de Montréal présentera l'exposition «À plein volume : Basquiat et la musique» du 15 octobre 2022 au 19 février 2023;

ATTENDU QUE les œuvres d'art et les autres biens culturels ou historiques mentionnés à la liste annexée au présent décret et qui sont destinés à être exposés publiquement au Québec dans le cadre de cette exposition proviennent de l'extérieur du Québec;

ATTENDU QU'il y a lieu de déclarer l'insaisissabilité des œuvres d'art et des autres biens culturels ou historiques mentionnés à la liste annexée au présent décret qui seront exposés par le Musée des beaux-arts de Montréal dans le cadre de l'exposition «À plein volume : Basquiat et la musique», de même que de toute œuvre d'art et tout autre bien culturel ou historique qui pourront s'y ajouter, et ce, à compter du moment de leur arrivée au Québec jusqu'au moment de leur départ;

ATTENDU QUE, conformément au premier alinéa de l'article 697 du Code de procédure civile, le décret entre en vigueur dès sa publication à la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QUE, conformément au deuxième alinéa de cet article, l'insaisissabilité de ces biens n'empêche pas l'exécution de jugements rendus si ces biens ont été, à l'origine, conçus, produits ou réalisés au Québec ou encore pour donner effet à un contrat de service relatif à leur transport, leur entreposage et leur exposition;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Culture et des Communications et du ministre de la Justice :

QUE les œuvres d'art et les autres biens culturels ou historiques provenant de l'extérieur du Québec dont la liste apparaît en annexe et qui seront exposés au Musée des beaux-arts de Montréal dans le cadre de l'exposition

«À plein volume : Basquiat et la musique» qui sera présentée du 15 octobre 2022 au 19 février 2023, de même que toute autre œuvre d'art et tout autre bien culturel ou historique qui pourront s'y ajouter soient déclarés insaisissables à compter du moment de leur arrivée au Québec jusqu'au moment de leur départ.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

Décret d'insaisissabilité des œuvres de l'exposition
À plein volume : Basquiat et la Musique
 Musée des beaux-arts de Montréal, 15 octobre 2022 au 19 février 2023

BAS.0011
 Jean-Michel Basquiat
Ellington
 1987
 Huile sur bois
 215 x 100 x 10 cm
 Collection particulière
 Pas de no d'inventaire

BAS.0015
 Jean-Michel Basquiat
Eroica II
 1988
 Acrylique, bâton à l'huile et crayon sur papier monté sur toile
 230 x 225,5 cm
 Collection de Nicola Erni
 Inv. E0209

BAS.0040
 Jean-Michel Basquiat
Now's the Time
 1985
 Acrylique et bâton à l'huile sur contreplaqué
 Diamètre: 235 cm
 Collection particulière, avec l'aimable concours de la Brant
 Foundation, Greenwich, CT
 Pas de no d'inventaire

BAS.0062
 Jean-Michel Basquiat
Untitled
 1985
 Papier découpés et et bâton à l'huile sur papier
 105,4 x 75 cm
 New York, The Museum of Modern Art
 Inv. 194.1993

BAS.0068
 Jean-Michel Basquiat
Untitled (Estrella)
 1985
 Bâton à l'huile, mine de plomb et crayon de couleur sur papier
 74,9 x 105,7 cm
 Collection particulière
 Pas de no d'inventaire

BAS.0078
 Jean-Michel Basquiat
Untitled (All Stars)
 1983
 Bâton à l'huile, encre, acrylique, mine de plomb et collage papier
 sur papier
 76,2 x 55,9 cm
 Collection particulière
 Pas de no d'inventaire

BAS.0014
 Jean-Michel Basquiat
Eroica I
 1988
 Acrylique, bâton à l'huile et crayon sur papier monté sur toile
 230 x 225,5 cm
 Collection de Nicola Erni
 Inv. E0208

BAS.0034
 Jean-Michel Basquiat
King Zulu
 1986
 202,5 x 255 cm
 Barcelone, collection MACBA (Musée d'art contemporain de
 Barcelone)
 Inv. inv. 0412

BAS.0054
 Jean-Michel Basquiat
Toxic
 1984
 Acrylique, bâton à l'huile et collage d'impressions Xerox sur toile
 218,5 x 172,5 cm
 Paris, Fondation Louis Vuitton
 Pas de no d'inventaire

BAS.0067
 Jean-Michel Basquiat
Untitled (Charlie Parker)
 1983
 Bâton à l'huile et encre sur papier
 76,2 x 55,9 cm
 Collection particulière
 Pas de no d'inventaire

BAS.0077
 Jean-Michel Basquiat et Keith Haring
Untitled (Symphony No. 1)
 Vers 1980-1983
 Technique mixte, peinture en aérosol et papier sur contreplaqué
 122,5 x 219,7 cm
 Collection particulière
 Pas de no d'inventaire

BAS.0090
 Jean-Michel Basquiat
Anthony Clark
 1985
 Acrylique, bâton à l'huile et collage d'impressions Xerox sur bois
 244 x 139 cm
 Collection particulière
 Pas de no d'inventaire

BAS.0229
Jean-Michel Basquiat
Untitled
1987
Acrylique, bâton à l'huile et collage d'impressions Xerox sur toile
254 x 289,6 cm
Collection particulière
Pas de no d'inventaire

BAS.0245
Jean-Michel Basquiat
Fats waller
1988
Acrylique et bâton à l'huile sur toile
254 x 213,5 cm
Collection particulière
Pas de no d'inventaire

BAS.0268
Jean-Michel Basquiat
Untitled
1977
Encre sur papier
30,5 x 23 cm
Collection particulière
Pas de no d'inventaire

BAS.0275
Jean-Michel Basquiat
Leslie
1982
Bâton à l'huile sur papi
56 x 76 cm
Collection particulière
Pas de no d'inventaire

BAS.0300
Jean-Michel Basquiat
O.M.R.A.V.S.
1984
Acrylique et bâton à l'huile sur toile
218,5 x 249 cm
Collection particulière
Pas de no d'inventaire

BAS.0372
Jean-Michel Basquiat
Sell-Grit
1983
Acrylique et collage d'impressions Xerox sur toile
144,3 x 181,3 cm
Collection de Nicola Erni
Inv. E0299

BAS.0239
Jean-Michel Basquiat
Dog Bite / Ax to Grind
1983
Acrylique sur toile
152,3 x 305 x 3,5 cm
Rotterdam, Museum Boijmans Van Beuningen
Inv. 3097 (MK)

BAS.0253
Jean-Michel Basquiat
Negro Period
1986
Acrylique, huile, collage d'impressions Xerox et crown cork sur bois
144 x 306 x 16,5 cm
Paris, Fondation Louis Vuitton
Pas de no d'inventaire

BAS.0269
Jean-Michel Basquiat
Untitled (Arto's Notebook)
1981
Crayon feutre sur papier
28 x 21,5 cm
Collection particulière
Pas de no d'inventaire

BAS.0294
Jean-Michel Basquiat
Untitled
1984
Acrylique, bâton à l'huile et sérigraphie sur toile
223,5 x 195,5 cm
Collection particulière
Pas de no d'inventaire

BAS.0354
Jean-Michel Basquiat
Worthy Constituents
1986
Acrylique, bâton à l'huile, café et collage d'impressions Xerox sur toile
70 x 90 cm
Männedorf-Zurich, Suisse, collection Bischofberger
Inv. GBB no. 20833

BAS.0377
Jean-Michel Basquiat
An Opera
1985
Bâton à l'huile et feutre sur papier
56,5 x 75,5 cm
Collection particulière
Pas de no d'inventaire

- BAS.0378
Jean-Michel Basquiat
Untitled (Greenish Skin)
1983
Acrylique, bâton à l'huile, crayon de couleur et crayon sur papier
56,5 x 76,2 cm
Collection particulière
Pas de no d'inventaire
- BAS.0381
Jean-Michel Basquiat
Untitled (Map)
1980
Acrylique, coloured crayon, oil stick and pencil on paper
26,7 x 33,9 cm
Collection de Larry Warsh
Pas de no d'inventaire
- BAS.0397.1-180
Jean-Michel Basquiat
Untitled (Notebooks)
1980-1987
24,4 x 19,4 cm
Collection de Larry Warsh
Pas de no d'inventaire
- BAS.0414
Jean-Michel Basquiat
Jazz Embryo
1985
Collage et techniques mixtes sur papier
57,5 x 76,2 cm
Männedorf-Zurich, Suisse, collection Bischofberger
Inv. GBB no. 20630
- BAS.0599
Jean-Michel Basquiat
Reok
1985-1986
Acrylique et bâton à l'huile sur toile
305 x 204 cm
Collection de Nicola Erni
Inv. E0302
- BAS.0779
Jean-Michel Basquiat
Untitled
1984
Bâton à l'huile sur papier
56 x 76 cm
Collection particulière
Pas de no d'inventaire
- BAS.0839
Keith Haring with Jean-Michel Basquiat, Roy Lichtenstein, Yoko Ono, Andy Warhol
Rain Dance, a Benefit for the African Emergency Relief Fund 1985, at Paradise Garage, January 30
1985
88,9 x 66 cm
Collection de Larry Warsh
Pas de no d'inventaire
- BAS.1038
Jean-Michel Basquiat
Fuego
1985
Techniques mixtes sur papier
75,8 x 56,5
Männedorf-Zurich, Switzerland, collection Bischofberger
Inv. GBB no. 17975
- BAS.1039
Jean-Michel Basquiat
Soft Soap
1985
Techniques mixtes sur papier
56,7 x 76,2 cm
Männedorf-Zurich, Switzerland, collection Bischofberger
Inv. GBB no. 20622
- BAS.1040
Jean-Michel Basquiat
Jazz Musicians (Studies)
1985
Pencil on paper
23 x 23 cm
Männedorf-Zurich, Switzerland, collection Bischofberger
Inv. GBB no. 16402
- BAS.1044.1-2
Jean-Michel Basquiat
Mississippi (diptych)
1982
Acrylique et bâton à l'huile sur toile
198 x 104 (entier / overall)
Avec l'aimable concours de Masterworks.io
Pas de no d'inventaire
- BAS.1049
Jean-Michel Basquiat
Untitled (Jimmy Best) Push Safe He Think (with a car crash)
1980
Techniques mixtes sur papier
61 x 45,7 cm
Collection de Larry Warsh
Pas de no d'inventaire

BAS.1076
Jean-Michel Basquiat
Untitled (Wood box)
1985
Collage d'impressions Xerox sur boîte de bois
27,4 x 21,5 x 21,5 cm
Collection de Larry Warsh
Pas de no d'inventaire

78045

Gouvernement du Québec

Décret 1384-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT la composition et le mandat de la délégation officielle du Québec aux rencontres provinciale et territoriale et fédérale, provinciale et territoriale des ministres responsables de la culture et du patrimoine qui se tiendront les 12 et 13 juillet 2022

ATTENDU QUE la rencontre provinciale et territoriale des ministres responsables de la culture et du patrimoine se tiendra le 12 juillet 2022;

ATTENDU QUE la rencontre fédérale, provinciale et territoriale des ministres responsables de la culture et du patrimoine se tiendra le 13 juillet 2022;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3.21 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30) toute délégation officielle du Québec à une conférence ministérielle fédérale-provinciale ou interprovinciale est constituée et mandatée par le gouvernement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Culture et des Communications et de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE la sous-ministre de la Culture et des Communications, madame Nathalie Verge, dirige la délégation officielle du Québec aux rencontres provinciale et territoriale et fédérale, provinciale et territoriale des ministres responsables de la culture et du patrimoine qui se tiendront les 12 et 13 juillet 2022;

QUE la délégation officielle du Québec, outre la sous-ministre, soit composée de :

— Monsieur Sébastien Cloutier, directeur, direction des politiques et de la prospective, ministère de la Culture et des Communications;

— Madame Isabelle Rochette, conseillère, direction des politiques et de la prospective, ministère de la Culture et des Communications;

— Madame Marie-Michèle Déraspe, conseillère en relations intergouvernementales, Secrétariat du Québec aux relations canadiennes;

QUE le mandat de cette délégation officielle soit d'exposer les positions du gouvernement du Québec, conformément à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78046

Gouvernement du Québec

Décret 1385-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'octroi d'une subvention additionnelle d'un montant maximal de 4 950 000 \$ à Ouranos inc., pour les exercices financiers 2022-2023 à 2024-2025, pour le soutien au fonctionnement

ATTENDU QU'Ouranos inc., personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38), a été créée en 2001 dans le but d'effectuer des travaux de recherche en climatologie régionale et en adaptation aux changements climatiques;

ATTENDU QU'Ouranos inc. appuie les ministères et organismes gouvernementaux dans la réalisation de leurs mandats touchant notamment l'économie, la santé, la sécurité civile, les ressources naturelles et les écosystèmes, l'agriculture, l'énergie, l'aménagement du territoire et le tourisme au regard des changements climatiques;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 2° de l'article 7 de la Loi sur le ministère de l'Économie et de l'Innovation (chapitre M-14.1), dans l'exercice de ses responsabilités et en prenant charge de la coordination des acteurs concernés, le ministre de l'Économie et de l'Innovation peut notamment conclure des ententes avec toute personne, association, société ou tout organisme;

ATTENDU QUE, en vertu des premier et deuxième alinéas de l'article 4 de cette loi, le ministre doit établir des objectifs et élaborer des politiques, des stratégies de développement et des programmes propres à assurer l'accomplissement de sa mission, et ce, en favorisant la synergie des acteurs concernés, que ces objectifs, politiques, stratégies de développement et programmes doivent tenir compte des caractéristiques propres aux régions visées, et qu'il peut, de plus, prendre à cette fin toutes autres mesures utiles, et peut notamment offrir, aux conditions qu'il détermine dans le cadre des orientations et politiques gouvernementales, et dans certains cas avec l'autorisation du gouvernement, son accompagnement aux entrepreneurs ainsi que son soutien financier ou technique à la réalisation d'actions ou de projets;

ATTENDU QUE, par le décret numéro 295-2022 du 16 mars 2022, le ministre de l'Économie et de l'Innovation a été autorisé à octroyer une subvention d'un montant maximal de 7 650 000 \$ à Ouranos inc., pour les exercices financiers 2022-2023 à 2024-2025, soit un montant de 2 550 000 \$ pour chacun des exercices financiers, pour le soutien au fonctionnement;

ATTENDU QUE, conformément à ce décret, le ministre de l'Économie et de l'Innovation et Ouranos inc. ont signé une convention de subvention le 25 avril 2022;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de l'Économie et de l'Innovation à octroyer une subvention additionnelle d'un montant maximal de 4 950 000 \$ à Ouranos inc., pour les exercices financiers 2022-2023 à 2024-2025, soit un montant maximal de 1 650 000 \$ pour chacun des exercices financiers, pour le soutien au fonctionnement;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention additionnelle seront établies dans un avenant à la convention de subvention signé le 25 avril 2022 entre le ministre de l'Économie et de l'Innovation et Ouranos inc., lequel sera substantiellement conforme au projet d'avenant joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doit être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie et de l'Innovation :

QUE le ministre de l'Économie et de l'Innovation soit autorisé à octroyer une subvention additionnelle d'un montant maximal de 4 950 000 \$ à Ouranos inc., pour les exercices financiers 2022-2023 à 2024-2025, soit un montant maximal de 1 650 000 \$ pour chacun des exercices financiers, pour le soutien au fonctionnement;

QUE cette subvention additionnelle soit octroyée selon des conditions et des modalités qui seront établies dans un avenant à la convention de subvention signé le 25 avril 2022 entre le ministre de l'Économie et de l'Innovation et Ouranos inc., lequel sera substantiellement conforme au projet d'avenant joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78047

Gouvernement du Québec

Décret 1386-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'octroi d'une subvention d'un montant maximal de 10 000 000 \$ à la Ville de Matane, au cours de l'exercice financier 2022-2023, pour la décontamination, le réaménagement, la revalorisation et la mise à niveau de terrains et bâtiments stratégiquement situés en vue d'un projet de développement économique

ATTENDU QUE la Ville de Matane projette de mettre en valeur des terrains stratégiquement situés sur son territoire pour transformer l'usine désaffectée de Rocktenn acquise par la Ville pour accueillir des entreprises existantes et un incubateur pour entreprises naissantes, dont la mission répond aux objectifs de l'économie circulaire et contribuer aux investissements publics et privés;

ATTENDU QUE la décontamination, le réaménagement, la revalorisation et la mise à niveau de ces terrains sont nécessaires au succès de son projet et au développement économique de la ville;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 2^o de l'article 7 de la Loi sur le ministère de l'Économie et de l'Innovation (chapitre M-14.1), dans l'exercice de ses responsabilités et en prenant charge de la coordination des acteurs concernés, le ministre de l'Économie et de l'Innovation peut notamment conclure des ententes avec toute personne, association, société ou tout organisme;

ATTENDU QUE, en vertu des premier et deuxième alinéas de l'article 4 de cette loi, le ministre doit établir des objectifs et élaborer des politiques, des stratégies de développement et des programmes propres à assurer l'accomplissement

de sa mission, et ce, en favorisant la synergie des acteurs concernés, que ces objectifs, politiques, stratégies de développement et programmes doivent tenir compte des caractéristiques propres aux régions visées, et qu'il peut, de plus, prendre à cette fin toutes autres mesures utiles, et peut notamment offrir, aux conditions qu'il détermine dans le cadre des orientations et politiques gouvernementales, et dans certains cas avec l'autorisation du gouvernement, son accompagnement aux entrepreneurs ainsi que son soutien financier ou technique à la réalisation d'actions ou de projets;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de l'Économie et de l'Innovation à octroyer une subvention d'un montant maximal de 10 000 000 \$ à la Ville de Matane, au cours de l'exercice financier 2022-2023, pour la décontamination, le réaménagement, la revalorisation et la mise à niveau de terrains et bâtiments stratégiquement situés en vue d'un projet de développement économique;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention seront établies dans une convention de subvention à être conclue entre le ministre de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Matane, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie et de l'Innovation :

QUE le ministre de l'Économie et de l'Innovation soit autorisé à octroyer une subvention d'un montant maximal de 10 000 000 \$ à la Ville de Matane, au cours de l'exercice financier 2022-2023, pour la décontamination, le réaménagement, la revalorisation et la mise à niveau de terrains et bâtiments stratégiquement situés en vue d'un projet de développement économique;

QUE cette subvention soit octroyée selon des conditions et des modalités qui seront établies dans une convention de subvention à être conclue entre le ministre de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Matane, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78048

Gouvernement du Québec

Décret 1387-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'octroi par Investissement Québec d'une contribution financière sous forme de débenture convertible d'un montant maximal de 10 500 000 \$ US à Kaloom inc. pour son projet visant le développement de ses produits et pour soutenir ses activités de commercialisation et son fonds de roulement

ATTENDU QUE Kaloom inc. est une société par actions constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions (L.R.C. 1985, c. C-44), ayant son domicile à Montréal et œuvrant dans le domaine de développement de solutions réseau par logiciel pour les centres de données;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 21 de la Loi sur Investissement Québec (chapitre I-16.0.1), Investissement Québec doit exécuter tout autre mandat que peut lui confier le ministre ou le gouvernement;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 25 de cette loi, le Fonds du développement économique est affecté notamment à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par Investissement Québec dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie, ainsi qu'à l'exécution des autres mandats que le gouvernement confie à Investissement Québec;

ATTENDU QUE, en vertu du quatrième alinéa de l'article 27 de cette loi, le gouvernement détermine les autres sommes, engagées notamment dans l'exécution des mandats qu'il confie à Investissement Québec, qui peuvent être portées au débit du Fonds du développement économique par cette dernière;

ATTENDU QU'il y a lieu de mandater Investissement Québec pour octroyer une contribution financière sous forme de débenture convertible d'un montant maximal de 10 500 000 \$ US à Kaloom inc. pour son projet visant le développement de ses produits et pour soutenir ses activités de commercialisation et son fonds de roulement, selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie et de l'Innovation :

QU'Investissement Québec, soit mandatée pour octroyer une contribution financière sous forme de débenture convertible d'un montant maximal de 10 500 000 \$ US à Kaloom inc. pour son projet visant le développement de

ses produits et pour soutenir ses activités de commercialisation et son fonds de roulement, selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret;

QU'Investissement Québec soit autorisée à fixer toute autre condition ou modalité usuelle pour ces types de transactions;

QU'Investissement Québec soit autorisée à conclure tout contrat ou toute entente, à souscrire tout engagement et à poser tout geste nécessaire, utile ou souhaitable pour donner effet à ce qui précède;

QU'Investissement Québec soit autorisée à porter au débit du Fonds du développement économique les sommes nécessaires à l'exécution de ce mandat, à l'exception de sa rémunération;

QUE les sommes nécessaires pour suppléer à toute perte ou tout manque à gagner, toutes dépenses et tous frais découlant du mandat confié à Investissement Québec par le présent décret soient virées au Fonds du développement économique par le ministre de l'Économie et de l'Innovation sur les crédits qui lui sont alloués pour les interventions relatives au Fonds du développement économique.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78049

Gouvernement du Québec

Décret 1388-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'octroi par Investissement Québec d'un prêt sans intérêt pardonnable d'un montant maximal de 12 500 000 \$ et d'un prêt à redevances d'un montant maximal de 12 500 000 \$ à KINOVA INC., pour son projet visant le développement de robots collaboratifs pour des utilisations industrielles et médicales ainsi que des investissements visant l'augmentation de la capacité de production et la productivité

ATTENDU QUE KINOVA INC. est une société par actions régie par la Loi sur les sociétés par actions (chapitre S-31.1) ayant son siège au Québec;

ATTENDU QUE KINOVA INC. compte réaliser au Québec un projet visant le développement de robots collaboratifs pour des utilisations industrielles et médicales ainsi que des investissements visant l'augmentation de la capacité de production et la productivité;

ATTENDU QUE ce projet présente un intérêt économique important pour le Québec;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 19 de la Loi sur Investissement Québec (chapitre I-16.0.1), lorsque le gouvernement lui en confie le mandat, Investissement Québec doit accorder et administrer l'aide financière ponctuelle qu'il détermine pour la réalisation de projets qui présentent un intérêt économique important pour le Québec;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 25 de cette loi, le Fonds du développement économique est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par Investissement Québec dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie, ainsi qu'à l'exécution des autres mandats que le gouvernement confie à Investissement Québec;

ATTENDU QUE, en vertu du quatrième alinéa de l'article 27 de cette loi, le gouvernement détermine les autres sommes, engagées dans l'exécution des mandats qu'il confie à la société, qui peuvent être portées au débit du Fonds du développement économique par cette dernière;

ATTENDU QU'il y a lieu de mandater Investissement Québec pour octroyer un prêt sans intérêt pardonnable d'un montant maximal de 12 500 000 \$ et un prêt à redevances d'un montant maximal de 12 500 000 \$ à KINOVA INC., pour son projet visant le développement de robots collaboratifs pour des utilisations industrielles et médicales ainsi que des investissements visant l'augmentation de la capacité de production et la productivité, selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie et de l'Innovation :

QU'Investissement Québec soit mandatée pour octroyer un prêt sans intérêt pardonnable d'un montant maximal de 12 500 000 \$ et un prêt à redevances d'un montant maximal de 12 500 000 \$ à KINOVA INC., pour son projet visant le développement de robots collaboratifs pour des utilisations industrielles et médicales ainsi que des investissements visant l'augmentation de la capacité de production et la productivité, selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret;

QU'Investissement Québec soit autorisée à fixer toute autre condition ou modalité usuelle pour ces types de transactions;

QU'Investissement Québec soit autorisée à conclure tout contrat ou toute entente, à souscrire tout engagement et à poser tout geste nécessaire, utile ou souhaitable pour donner effet à ce qui précède;

QU'Investissement Québec soit autorisée à porter au débit du Fonds du développement économique les sommes nécessaires à l'exécution de ce mandat, à l'exception de sa rémunération;

QUE les sommes nécessaires pour suppléer à toute perte ou tout manque à gagner, toutes dépenses et tous frais découlant du mandat confié à Investissement Québec par le présent décret soient virées au Fonds du développement économique par le ministre de l'Économie et de l'Innovation sur les crédits qui lui sont alloués pour les interventions relatives au Fonds du développement économique.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78050

Gouvernement du Québec

Décret 1389-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'octroi d'une subvention d'un montant maximal de 5 000 000 \$ au Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies, au cours des exercices financiers 2022-2023 et 2023-2024, pour le financement du Réseau Québec maritime de l'Université du Québec à Rimouski – UQAR et d'appels de propositions dans le secteur maritime

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 1^o de l'article 21 de la Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la technologie (chapitre M-15.1.0.1), est institué le Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies;

ATTENDU QUE la Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027 prévoit des crédits, pour les exercices financiers 2022-2023 à 2026-2027, afin de s'assurer de favoriser les synergies dans l'écosystème de la recherche;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 2^o de l'article 7 de la Loi sur le ministère de l'Économie et de l'Innovation (chapitre M-14.1), dans l'exercice de ses responsabilités et en prenant charge de la coordination des acteurs concernés,

le ministre de l'Économie et de l'Innovation peut notamment conclure des ententes avec toute personne, association, société ou tout organisme;

ATTENDU QUE, en vertu des premier et deuxième alinéas de l'article 4 de cette loi, le ministre doit établir des objectifs et élaborer des politiques, des stratégies de développement et des programmes propres à assurer l'accomplissement de sa mission, et ce, en favorisant la synergie des acteurs concernés, que ces objectifs, politiques, stratégies de développement et programmes doivent tenir compte des caractéristiques propres aux régions visées, et qu'il peut, de plus, prendre à cette fin toutes autres mesures utiles et peut notamment offrir, aux conditions qu'il détermine dans le cadre des orientations et politiques gouvernementales, et dans certains cas avec l'autorisation du gouvernement, son accompagnement aux entrepreneurs ainsi que son soutien financier ou technique à la réalisation d'actions ou de projets;

ATTENDU QUE, en vertu des premier et troisième alinéas de l'article 5 de cette loi, le ministre de l'Économie et de l'Innovation est responsable de la mise en œuvre des politiques, des stratégies de développement et des programmes qu'il établit et des autres mesures qu'il prend et, lorsqu'un organisme ou un ministère, autre qu'Investissement Québec, est impliqué, le ministre doit coordonner l'exécution du mandat et la collaboration de tous les acteurs concernés;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de l'Économie et de l'Innovation à octroyer une subvention d'un montant maximal de 5 000 000 \$ au Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies, au cours des exercices financiers 2022-2023 et 2023-2024, soit un montant maximal de 3 500 000 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023 et un montant maximal de 1 500 000 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, pour le financement du Réseau Québec maritime de l'Université du Québec à Rimouski – UQAR et d'appels de propositions dans le secteur maritime;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention seront établies dans une entente de partenariat à être conclue entre le ministre de l'Économie et de l'Innovation et le Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente de partenariat joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du

gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie et de l'Innovation :

QUE le ministre de l'Économie et de l'Innovation soit autorisé à octroyer une subvention d'un montant maximal de 5 000 000 \$ au Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies, au cours des exercices financiers 2022-2023 et 2023-2024, soit un montant maximal de 3 500 000 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023 et un montant maximal de 1 500 000 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, pour le financement du Réseau Québec maritime de l'Université du Québec à Rimouski – UQAR et d'appels de propositions dans le secteur maritime;

QUE cette subvention soit octroyée selon des conditions et des modalités qui seront établies dans une entente de partenariat à être conclue entre le ministre de l'Économie et de l'Innovation et les Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente de partenariat joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78051

Gouvernement du Québec

Décret 1390-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'octroi par Investissement Québec d'une contribution financière à 9468-4859 Québec inc. sous forme d'actions privilégiées, d'un montant maximal de 43 000 000 \$, pour principalement revitaliser le centre commercial Place Fleur de Lys à Québec

ATTENDU QUE 9468-4859 Québec inc. est une société par actions constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (chapitre S-31.1) ayant son siège à Québec;

ATTENDU QUE le projet de 9468-4859 Québec inc. vise principalement à revitaliser le centre commercial Place Fleur de Lys à Québec;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 21 de la Loi sur Investissement Québec (chapitre I-16.0.1) Investissement Québec doit exécuter tout autre mandat que peut lui confier le ministre ou le gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 25 de cette loi le Fonds du développement économique est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par Investissement Québec dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie, ainsi qu'à l'exécution des autres mandats que le gouvernement confie à Investissement Québec;

ATTENDU QU'en vertu du quatrième alinéa de l'article 27 de cette loi le gouvernement détermine les autres sommes, engagées notamment dans l'exécution des mandats qu'il confie à Investissement Québec, qui peuvent être portées au débit du Fonds de développement économique par cette dernière;

ATTENDU QU'il y a lieu de mandater Investissement Québec pour octroyer une contribution financière à 9468-4859 Québec inc. sous forme d'actions privilégiées, d'un montant maximal de 43 000 000 \$, pour principalement revitaliser le centre commercial Place Fleur de Lys à Québec, selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie et de l'Innovation :

QU'Investissement Québec soit mandatée pour octroyer une contribution financière à 9468-4859 Québec inc. sous forme d'actions privilégiées, d'un montant maximal de 43 000 000 \$, pour principalement revitaliser le centre commercial Place Fleur de Lys à Québec, selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret;

QU'Investissement Québec soit autorisée à fixer toute autre condition ou modalité usuelle pour ces types de transactions;

QU'Investissement Québec soit autorisée à conclure tout contrat ou toute entente, à souscrire tout engagement et à poser tout geste nécessaire, utile ou souhaitable pour donner effet à ce qui précède;

QU'Investissement Québec soit autorisée à porter au débit du Fonds du développement économique les sommes nécessaires à l'exécution de ce mandat, à l'exception de sa rémunération;

QUE les sommes nécessaires pour suppléer à toute perte ou tout manque à gagner, toutes dépenses et tous frais découlant du mandat confié à Investissement Québec par

le présent décret soient virées au Fonds du développement économique par le ministre de l'Économie et de l'Innovation sur les crédits qui lui sont alloués pour les interventions relatives au Fonds du développement économique.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78052

Gouvernement du Québec

Décret 1391-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'octroi d'une aide financière maximale de 4 483 000 \$ à La Cantine pour tous, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2023-2024, pour permettre le déploiement à plus grande échelle du projet La Cantine dans les écoles

ATTENDU QUE La Cantine pour tous est une personne morale à but non lucratif constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) dont la mission est de favoriser la sécurité alimentaire des citoyens et citoyennes en facilitant l'accès à une offre de repas sains et abordables, en particulier pour les enfants et les aînés;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 1.1 de la Loi sur le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (chapitre M-15) le ministre de l'Éducation exerce ses fonctions notamment dans les domaines de l'éducation préscolaire, de l'éducation primaire et secondaire;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 2^o de l'article 1.3 de cette loi, aux fins de l'exercice de ses fonctions, le ministre de l'Éducation peut notamment accorder, aux conditions qu'il croit devoir fixer, une aide financière sur les sommes mises à sa disposition à cette fin;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de l'Éducation à octroyer une aide financière maximale de 4 483 000 \$ à La Cantine pour tous, soit un montant maximal de 2 000 000 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023 et de 2 483 000 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, pour permettre le déploiement à plus grande échelle du projet La Cantine dans les écoles,

et ce, conditionnellement à la signature d'une convention d'aide financière substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Éducation :

QUE le ministre de l'Éducation soit autorisé à octroyer une aide financière maximale de 4 483 000 \$ à La Cantine pour tous, soit un montant maximal de 2 000 000 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023 et de 2 483 000 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, pour permettre le déploiement à plus grande échelle du projet La Cantine dans les écoles, et ce, conditionnellement à la signature d'une convention d'aide financière substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78053

Gouvernement du Québec

Décret 1392-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'octroi d'une aide financière maximale de 2 000 000 \$ à Tel-jeunes, au cours de l'exercice financier 2022-2023, afin de réaliser les activités prévues au projet Tel-jeunes, dans le quotidien des ados du Québec

ATTENDU QUE Tel-jeunes est une personne morale à but non lucratif constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) dont la mission est d'offrir aux jeunes un service professionnel d'aide et de soutien ponctuel 24 heures par jour, 7 jours par semaine, partout au Québec;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 1.1 de la Loi sur le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (chapitre M-15) le ministre de l'Éducation exerce ses fonctions notamment dans les domaines de l'éducation préscolaire, de l'éducation primaire et secondaire;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 2^o de l'article 1.3 de cette loi, aux fins de l'exercice de ses fonctions, le ministre de l'Éducation peut notamment accorder, aux conditions qu'il croit devoir fixer, une aide financière sur les sommes mises à sa disposition à cette fin;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de l'Éducation à octroyer une aide financière maximale de 2 000 000 \$ à Tel-jeunes, au cours de l'exercice financier 2022-2023, afin de réaliser les activités prévues au projet Tel-jeunes, dans le quotidien des ados du Québec, et ce, conditionnellement à la signature d'une convention d'aide financière substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Éducation :

QUE le ministre de l'Éducation soit autorisé à octroyer une aide financière maximale de 2 000 000 \$ à Tel-jeunes, au cours de l'exercice financier 2022-2023, afin de réaliser les activités prévues au projet Tel-jeunes, dans le quotidien des ados du Québec, et ce, conditionnellement à la signature d'une convention d'aide financière substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78054

Gouvernement du Québec

Décret 1393-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'octroi d'une aide financière maximale de 21 000 000 \$ à Alloprof, au cours des exercices financiers 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025, afin de réaliser les activités prévues au plan de développement triennal d'Alloprof 2022-2025

ATTENDU QU'Alloprof est une personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) dont la mission est d'offrir gratuitement aux élèves, aux parents et aux enseignants des services professionnels, des outils et des ressources numériques qu'ils affectionnent, afin de les appuyer tout au long du parcours scolaire;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 2^o de l'article 1.3 de la Loi sur le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (chapitre M-15), aux fins de l'exercice de ses

fonctions, le ministre de l'Éducation peut notamment accorder, aux conditions qu'il croit devoir fixer, une aide financière sur les sommes mises à sa disposition à cette fin;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de l'Éducation à octroyer une aide financière maximale de 21 000 000 \$ à Alloprof, soit un montant maximal de 7 000 000 \$ au cours de chacun des exercices financiers 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025, afin de réaliser les activités prévues au plan de développement triennal d'Alloprof 2022-2025, et ce, conditionnellement à la signature d'une convention d'aide financière substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Éducation :

QUE le ministre de l'Éducation soit autorisé à octroyer une aide financière maximale de 21 000 000 \$ à Alloprof, soit un montant maximal de 7 000 000 \$ au cours de chacun des exercices financiers 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025, afin de réaliser les activités prévues au plan de développement triennal d'Alloprof 2022-2025, et ce, conditionnellement à la signature d'une convention d'aide financière substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78055

Gouvernement du Québec

Décret 1394-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'octroi d'une aide financière additionnelle maximale de 11 475 260 \$ au Club des petits déjeuners, au cours des exercices financiers 2022-2023 et 2023-2024, afin de poursuivre les programmes de petits déjeuners offerts aux élèves du réseau scolaire québécois

ATTENDU QUE le Club des petits déjeuners est une personne morale sans but lucratif constituée en vertu de Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif

(L.C. 2009, c. 23) dont la mission est de déployer avec des partenaires de tous les secteurs un programme national d'alimentation scolaire de qualité et de créer un environnement bienveillant où tous les enfants et adolescents peuvent s'épanouir;

ATTENDU QUE, par le décret numéro 321-2019 du 27 mars 2019, le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur a été autorisé à octroyer une aide financière maximale de 27 300 000 \$ au Club des petits déjeuners, au cours des exercices financiers 2018-2019 à 2020-2021, soit un montant de 7 300 000 \$ au cours de l'exercice financier 2018-2019 et un montant annuel de 10 000 000 \$ au cours des exercices financiers 2019-2020 et 2020-2021, pour offrir des petits déjeuners aux élèves fréquentant une école préscolaire ou primaire située en milieu défavorisé;

ATTENDU QUE, par le décret numéro 1095-2021 du 11 août 2021, le ministre de l'Éducation a été autorisé à octroyer une aide financière additionnelle maximale de 10 000 000 \$ au Club des petits déjeuners, au cours de l'exercice financier 2021-2022, afin de poursuivre les programmes de petits déjeuners offerts aux élèves du réseau scolaire québécois;

ATTENDU QUE, conformément à ces décrets, le ministre de l'Éducation et le Club des petits déjeuners ont conclu, le 15 mai 2019, une convention d'aide financière et, le 20 septembre 2021, un avenant à cette convention;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 2^o de l'article 1.3 de la Loi sur le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (chapitre M-15), aux fins de l'exercice de ses fonctions, le ministre de l'Éducation peut accorder, aux conditions qu'il croit devoir fixer, une aide financière sur les sommes mises à sa disposition à cette fin;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de l'Éducation à octroyer une aide financière additionnelle maximale de 11 475 260 \$ au Club des petits déjeuners, soit un montant maximal de 1 475 260 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023 et de 10 000 000 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, afin de poursuivre les programmes de petits déjeuners offerts aux élèves du réseau

scolaire québécois, et ce, conditionnellement à la signature d'un deuxième avenant à la convention d'aide financière conclue le 15 mai 2019 substantiellement conforme au projet d'avenant joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Éducation :

QUE le ministre de l'Éducation soit autorisé à octroyer une aide financière additionnelle maximale de 11 475 260 \$ au Club des petits déjeuners, soit un montant maximal de 1 475 260 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023 et de 10 000 000 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, afin de poursuivre les programmes de petits déjeuners offerts aux élèves du réseau scolaire québécois, et ce, conditionnellement à la signature d'un deuxième avenant à la convention d'aide financière conclue le 15 mai 2019 substantiellement conforme au projet d'avenant joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78056

Gouvernement du Québec

Décret 1395-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT les préoccupations économiques, sociales et environnementales indiquées à la Régie de l'énergie à l'égard de la demande du distributeur d'électricité de fixer trois nouveaux tarifs visant la biénergie électricité – gaz naturel pour les clientèles commerciale et institutionnelle

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 31 de la Loi sur la Régie de l'énergie (chapitre R-6.01), la Régie de l'énergie a compétence exclusive pour notamment fixer les tarifs et les conditions auxquels l'électricité est distribuée par le distributeur d'électricité;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 48.2 de cette loi, le distributeur d'électricité demande à la Régie de l'énergie de fixer des tarifs ou de modifier les tarifs prévus à l'annexe I de la Loi sur Hydro-Québec (chapitre H-5) au 1^{er} avril 2025 et, par la suite, tous les cinq ans;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 48.4 de la Loi sur la Régie de l'énergie, malgré l'article 48.2 de cette loi, le distributeur d'électricité peut demander à la Régie, avant l'échéance qui y est prévue, de fixer un tarif qui n'est pas prévu à l'annexe I de la Loi sur Hydro-Québec et de procéder aux modifications aux tarifs existants qui sont nécessaires pour son application, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

1^o le distributeur d'électricité a présenté un rapport au gouvernement démontrant la nécessité de fixer un nouveau tarif;

2^o le gouvernement, après analyse du rapport, prend un décret indiquant à la Régie ses préoccupations économiques, sociales et environnementales à l'égard de la demande du distributeur;

ATTENDU QUE le distributeur d'électricité a présenté, le 2 mai 2022, un rapport au gouvernement démontrant la nécessité de fixer trois nouveaux tarifs visant la biénergie électricité – gaz naturel pour les clientèles commerciale et institutionnelle;

ATTENDU QUE le gouvernement a analysé le rapport présenté par le distributeur d'électricité;

ATTENDU QUE le Québec s'est doté, dans le Plan pour une économie verte 2030, d'une cible de réduction de 50% des émissions de gaz à effet de serre issues du chauffage des bâtiments à l'horizon 2030;

ATTENDU QU'il y a lieu d'indiquer à la Régie de l'énergie les préoccupations économiques, sociales et environnementales à l'égard de la demande du distributeur d'électricité de fixer trois nouveaux tarifs visant la biénergie électricité – gaz naturel pour les clientèles commerciale et institutionnelle;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles :

QUE soient indiquées à la Régie de l'énergie les préoccupations économiques, sociales et environnementales suivantes à l'égard de la demande du distributeur d'électricité de fixer trois nouveaux tarifs visant la biénergie électricité – gaz naturel pour les clientèles commerciale et institutionnelle :

1^o Il y aurait lieu que les clientèles commerciale et institutionnelle puissent être admissibles à de nouveaux tarifs qui favoriseraient l'utilisation de la biénergie électricité – gaz naturel pour le chauffage de l'espace;

2^o Il y aurait lieu que ces tarifs soient compétitifs, de manière à favoriser la conversion des systèmes de chauffage vers la biénergie électricité – gaz naturel, contribuant ainsi à l'atteinte de la cible de réduction de 50% des émissions de gaz à effet de serre issues du chauffage des bâtiments à l'horizon 2030.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78057

Gouvernement du Québec

Décret 1396-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'autorisation à Hydro-Québec d'acquérir, par voie d'expropriation, les immeubles ou les servitudes requis pour la réalisation du projet de la ligne internationale de transport d'électricité entre le Québec et la frontière de l'État de New York, nommé Ligne d'interconnexion à 400 kV Hertel-New York, ainsi que les infrastructures et les équipements connexes

ATTENDU QU'Hydro-Québec prévoit réaliser le projet de construction de la ligne d'interconnexion à 400 kV Hertel-New York afin de fournir de l'énergie propre et renouvelable à la ville de New York;

ATTENDU QUE le point d'interconnexion est situé dans la rivière Richelieu, à la frontière canado-américaine;

ATTENDU QUE la réalisation du projet nécessite qu'Hydro-Québec puisse acquérir, auprès des propriétaires concernés, les immeubles ou les servitudes requis;

ATTENDU QU'Hydro-Québec n'a pu obtenir l'ensemble des immeubles ou des servitudes requis pour permettre la réalisation du projet;

ATTENDU QU'Hydro-Québec souhaite être autorisée à acquérir, par voie d'expropriation, les immeubles ou les servitudes requis pour la réalisation du projet de ligne d'interconnexion à 400 kV Hertel-New York ainsi que les infrastructures et les équipements connexes;

ATTENDU QU'en vertu du sous-paragraphe *b* du paragraphe 3^o du premier alinéa de l'article 33 de la Loi sur Hydro-Québec (chapitre H-5) et du premier alinéa de l'article 36 de la Loi sur l'expropriation (chapitre E-24) Hydro-Québec peut, avec l'autorisation du gouvernement, acquérir, par voie d'expropriation, notamment tous immeubles, servitudes ou constructions requis pour la production, la transmission ou la distribution d'énergie;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 35 de la Loi sur Hydro-Québec (chapitre H-5) les pouvoirs d'expropriation accordés à Hydro-Québec peuvent être exercés en vue de travaux projetés et avant que l'exécution de ces travaux ne soit autorisée;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser Hydro-Québec à acquérir, par voie d'expropriation, les immeubles ou les servitudes requis pour la réalisation du projet de ligne d'interconnexion à 400 kV Hertel-New York ainsi que les infrastructures et les équipements connexes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles :

QU'Hydro-Québec soit autorisée à acquérir, par voie d'expropriation, les immeubles ou les servitudes requis pour la réalisation du projet de ligne d'interconnexion à 400 kV Hertel-New York ainsi que les infrastructures et les équipements connexes, sur les lots 4 938 287, 4 937 974, 4 937 971, 4 937 965, 4 939 133, 4 939 136, 4 939 135, 4 939 141, 4 939 147 et 4 939 151 situés sur le territoire de la municipalité de Lacolle, dans la circonscription foncière de Saint-Jean du cadastre du Québec.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78058

Gouvernement du Québec

Décret 1397-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'octroi d'une subvention additionnelle d'un montant maximal de 3 624 381 \$ au Centre de traitement de la biomasse de la Montérégie inc., au cours de l'exercice financier 2022-2023, pour la réalisation de son projet de production de gaz naturel renouvelable situé à Saint-Pie

ATTENDU QUE, par le décret numéro 299-2020 du 25 mars 2020, le gouvernement a autorisé le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles à verser des subventions totalisant un montant maximal de 15 000 000 \$ à quatre promoteurs, au cours de l'exercice financier 2019-2020, pour la réalisation de quatre projets de production de gaz naturel renouvelable, dont une subvention maximale de 4 000 000 \$ pour le projet du Centre de traitement de la biomasse de la Montérégie inc. situé à Saint-Pie;

ATTENDU QUE, conformément à ce décret, les modalités et les conditions de cette subvention sont établies dans une convention de subvention, intervenue le 26 mars

2020, entre le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et le Centre de traitement de la biomasse de la Montérégie inc.;

ATTENDU QUE le projet de production de gaz naturel renouvelable visant à remplacer du gaz naturel d'origine fossile doit être modifié de façon à ce que la totalité de sa production de gaz naturel renouvelable soit injectée dans le réseau gazier puisque les coûts de production ont été revus à la hausse et que les revenus anticipés ont été revus à la baisse;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 13° de l'article 12 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (chapitre M-25,2) les fonctions et pouvoirs du ministre consistent plus particulièrement à assurer le maintien des approvisionnements en énergie;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 15 de cette loi le ministre peut, pour l'exercice de ses fonctions, accorder des subventions;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles à octroyer une subvention additionnelle d'un montant maximal de 3 624 381 \$ au Centre de traitement de la biomasse de la Montérégie inc., au cours de l'exercice financier 2022-2023, pour la réalisation de son projet de production de gaz naturel renouvelable situé à Saint-Pie, conditionnellement à la signature d'un avenant à la convention intervenue le 26 mars 2020 entre le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et le Centre de traitement de la biomasse de la Montérégie inc., lequel sera substantiellement conforme au projet d'avenant joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles :

QUE le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles soit autorisé à octroyer une subvention additionnelle d'un montant maximal de 3 624 381 \$ au Centre de traitement de la biomasse de la Montérégie inc., au cours de l'exercice financier 2022-2023, pour la réalisation de son projet de production de gaz naturel renouvelable situé à Saint-Pie, conditionnellement à la signature d'un avenant à la convention intervenue le 26 mars 2020 entre le ministre

de l'Énergie et des Ressources naturelles et le Centre de traitement de la biomasse de la Montérégie inc., lequel sera substantiellement conforme au projet d'avenant joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78059

Gouvernement du Québec

Décret 1399-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT des modifications au décret numéro 914-2009 du 19 août 2009 concernant la délivrance d'un certificat d'autorisation à Corporation minière Osisko pour le projet minier aurifère Canadian Malartic sur le territoire de la ville de Malartic

ATTENDU QUE, en application de la section IV.1 du chapitre I de la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2) et du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (R.R.Q. 1981, chapitre Q-2, r. 9), tels qu'ils se lisaient avant le 23 mars 2018, le gouvernement a délivré, par le décret numéro 914-2009 du 19 août 2009, un certificat d'autorisation à Corporation minière Osisko relativement au projet minier aurifère Canadian Malartic sur le territoire de la ville de Malartic;

ATTENDU QUE le gouvernement a autorisé les modifications au décret numéro 914-2009 du 19 août 2009 par les décrets numéros 405-2011 du 13 avril 2011, 964-2012 du 18 octobre 2012, 98-2013 du 13 février 2013, 171-2014 du 26 février 2014, 763-2014 du 26 août 2014, 721-2015 du 19 août 2015, 388-2017 du 12 avril 2017 et 1370-2018 du 28 novembre 2018;

ATTENDU QUE, par le décret numéro 763-2014 du 26 août 2014, Canadian Malartic GP a été substituée à Corporation minière Osisko comme titulaire du certificat d'autorisation délivré en vertu du décret numéro 914-2009 du 19 août 2009, tel que modifié;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 31.7 de la Loi sur la qualité de l'environnement, tel que modifié par l'article 95 de la Loi visant principalement à renforcer l'application des lois en matière d'environnement et de sécurité des barrages, à assurer une gestion responsable des pesticides et à mettre en œuvre certaines mesures du Plan pour une économie verte 2030 concernant les véhicules zéro émission (2022, chapitre 8), le titulaire d'une autorisation doit obtenir du gouvernement une modification de celle-ci avant d'effectuer un changement à son

projet ayant l'un des effets prévus à cet article sur la réalisation des travaux, des constructions, des ouvrages ou de toute autre activité de son projet autorisé;

ATTENDU QUE les effets prévus à cet article sont la possibilité qu'un rejet d'un contaminant dans l'environnement non visé par l'autorisation initiale ou qu'une augmentation d'un rejet déjà autorisé survienne, que ce rejet ou cette augmentation soit réel ou potentiel, la possibilité qu'une modification de la qualité de l'environnement survienne, de même qu'une incompatibilité avec l'autorisation délivrée, notamment avec l'une des conditions, restrictions ou interdictions qui y sont prévues;

ATTENDU QUE Canadian Malartic GP a transmis, le 11 février 2021, une demande de modification du décret numéro 914-2009 du 19 août 2009 afin que le gouvernement autorise les changements envisagés au projet concernant l'agrandissement des zones d'exploitation souterraines du projet Odyssey, incluant une évaluation des impacts sur l'environnement relative aux modifications demandées;

ATTENDU QUE Canadian Malartic GP a transmis, le 11 novembre 2021, une demande de modification du décret numéro 914-2009 du 19 août 2009 afin que le gouvernement autorise les changements envisagés au projet concernant l'agrandissement du parc à résidus miniers de la mine aurifère Canadian Malartic, incluant une évaluation des impacts sur l'environnement relative aux modifications demandées;

ATTENDU QUE, après analyse, le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques conclut que les modifications demandées sont jugées acceptables sur le plan environnemental à certaines conditions;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 46.0.11 de la Loi sur la qualité de l'environnement, l'autorisation du gouvernement détermine si une contribution financière est exigible en vertu du premier alinéa de l'article 46.0.5 de cette loi ou si le paiement peut être remplacé, en tout ou en partie, par l'exécution de travaux visés au deuxième alinéa de cet article;

ATTENDU QUE, en vertu du quatrième alinéa de l'article 31.7 de la Loi sur la qualité de l'environnement, tel que modifié, le gouvernement peut, dans son autorisation et pour certaines activités qu'il détermine, déléguer au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques son pouvoir de modifier une autorisation, dans la mesure où les modifications ne sont pas de nature à modifier de manière substantielle le projet;

ATTENDU QUE Canadian Malartic GP a transmis, le 4 mai 2022, la déclaration exigée en vertu de l'article 115.8 de la Loi sur la qualité de l'environnement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques :

QUE le dispositif du décret numéro 914-2009 du 19 août 2009, modifié par les décrets numéros 405-2011 du 13 avril 2011, 964-2012 du 18 octobre 2012, 98-2013 du 13 février 2013, 171-2014 du 26 février 2014, 763-2014 du 26 août 2014, 721-2015 du 19 août 2015, 388-2017 du 12 avril 2017 et 1370-2018 du 28 novembre 2018, soit modifié comme suit :

1. La condition 1 est modifiée par l'ajout, à la fin de la liste, des documents suivants :

— CANADIAN MALARTIC GP. Projet d'exploitation des zones souterraines minéralisées du projet Odyssey – Demande de modification des décrets 914-2009, 388-2017 et 1370-2018 de la mine Canadian Malartic – Rapport – version finale, par WSP Canada Inc., 11 février 2021, totalisant environ 4 242 pages incluant 21 annexes;

— CANADIAN MALARTIC GP. Modification du projet de la mine Canadian Malartic (décrets 914-2009, 388-2017 et 1370-2018) – Exploitation des zones souterraines minéralisées du projet Odyssey – Réponses aux questions et commentaires du MELCC, par WSP Canada Inc., 8 novembre 2021, totalisant environ 2 616 pages incluant 12 annexes;

— CANADIAN MALARTIC GP. Réponses à la deuxième série de questions et commentaires pour la demande de modification du projet de la mine Canadian Malartic (décrets 914-2009, 388-2017 et 1370-2018) – Exploitation des zones souterraines minéralisées du projet Odyssey sur le territoire de la municipalité de Malartic par Canadian Malartic GP, par Mine Odyssey, 12 avril 2022, totalisant environ 204 pages incluant 10 annexes;

— Lettre de Mme Nathalie Tremblay, de Canadian Malartic GP, à Mme Maud Ablain, du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, datée du 5 mai 2022, concernant la clarification de la désignation des zones minéralisées du projet Odyssey pour le décret 1370-2018 ainsi pour la demande de modification de décret en cours, 5 pages;

— Courriel de Mme Kim Cournoyer, de Canadian Malartic GP, à M. Yanick Plourde, du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, envoyé le 12 mai 2022 à 13 h 16, concernant les demandes de précisions concernant la modification de décret pour le projet Odyssey, 3 pages;

— CANADIAN MALARTIC GP. Agrandissement du parc à résidus de la mine aurifère Canadian Malartic – Demande de modification du décret 388-2017 de la mine Canadian Malartic, Malartic (Québec), par WSP Canada Inc., novembre 2021, totalisant environ 2 458 pages incluant 13 annexes;

— CANADIAN MALARTIC GP. Réponses aux questions et commentaires pour la demande de modification du décret 388-2017 de la mine Canadian Malartic – Projet d'agrandissement du parc à résidus sur le territoire de la municipalité de Malartic par Canadian Malartic GP, par WSP Canada Inc., 12 avril 2022, totalisant environ 173 pages incluant 10 annexes;

— Lettre de Mme Nathalie Tremblay, de Canadian Malartic GP, à Mme Maud Ablain, du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, datée du 29 avril 2022, concernant les informations complémentaires à la question QCM-17, 3 pages;

— Lettre de Mme Nathalie Tremblay, de Canadian Malartic GP, à Mme Maud Ablain, du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, datée du 4 mai 2022, concernant les informations complémentaires à la question QCM-19 – Demande de modification de décret pour l'agrandissement du parc à résidus miniers de mine Canadian Malartic, 3 pages.

2. La condition 20 est remplacée par la suivante :

CONDITION 20 **PLAN INTÉGRÉ DE GESTION** **DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES**

Canadian Malartic GP devra déposer le Plan intégré de gestion des émissions atmosphériques mis à jour au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, pour approbation, au moment de la demande d'autorisation en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2) pour la mise en exploitation du projet Odyssey, incluant l'agrandissement des zones d'exploitation souterraine. Ce plan devra notamment tenir compte de l'ajout de l'échantillonnage à la source des systèmes de ventilation de chacune des mines souterraines. Tous les points d'émission devront être identifiés et tous les contaminants émis à ces points devront être identifiés et quantifiés. L'échantillonnage devra être effectué dans les six mois suivant le démarrage et, par la suite, au moins une fois par année pour chaque mine souterraine. Ce suivi pourra être révisé selon les résultats de caractérisation obtenus. Le suivi devra notamment comprendre les résultats des concentrations de silice cristalline en périphérie de la mine, les mesures d'atténuation en place de même que les mesures additionnelles pour réduire les émissions de cette substance afin de tendre

vers le respect du critère annuel établi dans les Normes et critères québécois de qualité de l'atmosphère du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. L'initiateur devra démontrer qu'il parvient à réduire les émissions de silice cristalline de ses activités.

3. Les conditions suivantes sont ajoutées :

CONDITION 21

PROTECTION DES EAUX SOUTERRAINES

Canadian Malartic GP doit procéder à des travaux de caractérisation additionnelle à l'emplacement prévu des cellules PR7 et PR8, notamment l'évaluation des conductivités hydrauliques verticales, et réaliser une étude de modélisation numérique du transport de contaminants dans l'eau souterraine, conformément aux exigences de la Directive 019 sur l'industrie minière du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. Cette modélisation devra simuler le scénario final de conception des cellules, avec les mesures d'imperméabilisation, pour en démontrer l'efficacité à respecter les objectifs de protection de l'eau souterraine. Canadian Malartic GP devra proposer, le cas échéant, des mesures pour augmenter l'étanchéité des deux cellules en fonction des résultats de la modélisation numérique.

Canadian Malartic GP doit soumettre ces informations, pour approbation, au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, lors de la première demande d'autorisation ministérielle en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2) ou, le cas échéant, lors de la modification de l'autorisation en vertu de l'article 30 de cette loi, relative à la construction de chacune des deux nouvelles cellules PR7 et PR8.

Canadian Malartic GP doit également présenter pour approbation par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, au plus tard le 31 décembre 2022, une version bonifiée de son programme de surveillance des eaux souterraines selon les exigences de la Directive 019 sur l'industrie minière et les recommandations de la fiche d'information concernant la méthode d'analyse des résultats du suivi de la qualité des eaux souterraines du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. Cette version bonifiée du programme de suivi des eaux souterraines devra prévoir la mise en place par Canadian Malartic GP de mesures visant à prévenir des dépassements des critères de qualité applicables et inverser une tendance en ce sens, advenant que l'interprétation des résultats permette de confirmer qu'une hausse des concentrations de certains paramètres de la qualité de l'eau souterraine ou de l'eau de consommation est attribuable à l'exploitation des cellules PR7 et

PR8. Le programme bonifié devra aussi prévoir le dépôt de ces informations sur une base annuelle, par Canadian Malartic GP au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

CONDITION 22

COMPENSATION POUR LES PERTES D'HABITATS DU POISSON

Canadian Malartic GP doit réaliser une caractérisation écologique des deux cours d'eau présents à l'emplacement prévu de la cellule PR8, incluant le poisson et son habitat. Si la présence d'habitats du poisson y est confirmée, l'initiateur devra déposer un plan de compensation de ces pertes, approuvé par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, au moment des demandes d'autorisation en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement ou, le cas échéant, de la modification de l'autorisation en vertu de l'article 30 de cette loi, pour les travaux qui occasionnent ces pertes.

CONDITION 23

COMPENSATION POUR LES PERTES DE MILIEUX HUMIDES ET HYDRIQUES AUTRES QUE L'HABITAT DU POISSON

Canadian Malartic GP doit compenser l'atteinte aux milieux humides et hydriques, autres que l'habitat du poisson, incluant les rives, occasionnée par les travaux requis pour la construction ou l'exploitation des cellules PR7 et PR8 selon les modalités prévues à la présente condition.

Canadian Malartic GP doit présenter au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le bilan mis à jour des pertes permanentes de milieux humides et hydriques au moment de chaque demande d'autorisation en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement ou, le cas échéant, lors des modifications de l'autorisation en vertu de l'article 30 de cette loi, visant des travaux qui occasionnent des pertes de milieux humides et hydriques. Le bilan devra inclure toute superficie qui devait servir à compenser des pertes occasionnées par la réalisation du projet aurifère Canadian Malartic, mais qui ne sera plus disponible à cette fin en raison de la mise en place des cellules PR7 et PR8.

Afin de compenser ces pertes de milieux humides et hydriques, une contribution financière sera exigée à Canadian Malartic GP. Elle sera établie selon la formule prévue à l'article 6 du Règlement sur la compensation pour l'atteinte aux milieux humides et hydriques (chapitre Q-2, r. 9.1). La contribution financière sera versée au Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État, comme le prévoit l'article 46.0.5 de la Loi sur la

qualité de l'environnement. Le paiement de cette contribution financière est requis lors des demandes d'autorisation en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement ou, le cas échéant, lors des modifications de l'autorisation en vertu de l'article 30 de cette loi, visant les travaux qui occasionnent ces pertes.

CONDITION 24 EFFLUENT MINIER ET PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE

Canadian Malartic GP doit présenter, pour approbation par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, lors de la demande d'autorisation ministérielle en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement pour la construction de la cellule PR8 ou, au plus tard, le 31 décembre 2022, une mise à jour du bilan d'eau de la mine aurifère Canadian Malartic. Ce bilan doit inclure les modifications attribuables à l'agrandissement de l'aire d'accumulation des résidus miniers, soit l'ajout des cellules PR7 et PR8, ainsi que les autres changements à venir au site minier, le cas échéant. Ce bilan devra comprendre une présentation des modifications anticipées du débit de l'effluent minier et sa zone d'influence, une comparaison des concentrations de contaminants attendues à l'effluent avec les objectifs environnementaux de rejet et une analyse des risques d'inondation, d'érosion du milieu naturel ou de dommages aux infrastructures existantes dans le ruisseau Raymond.

L'initiateur doit aussi soumettre à ce moment les modifications qu'il prévoit faire à son plan de gestion des eaux minières et à son système de traitement des eaux pour tenir compte des modifications du débit et des concentrations de contaminants attendues à l'effluent minier. Canadian Malartic GP doit également présenter les mesures d'atténuation additionnelles qu'il mettra en œuvre pour réduire l'amplitude et la fréquence des dépassements des objectifs environnementaux de rejet pour les paramètres les plus problématiques à l'effluent, notamment les cyanures et le cuivre, et ainsi réduire les impacts sur le milieu récepteur.

Dans un second temps, Canadian Malartic GP devra présenter, pour approbation par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques au plus tard le 31 décembre 2022, un programme de suivi en aval du point de rejet de l'effluent final visant à documenter les effets de l'effluent sur le ruisseau Raymond, notamment, et sans s'y limiter, les zones d'érosion, de décrochage et d'inondation, la distance d'influence de l'effluent, ainsi que le maintien de l'intégrité des infrastructures. En outre, ce programme de suivi devra prévoir une mise à jour du plan d'action visant à réduire les concentrations

de cyanure à l'effluent minier si le bilan d'eau montre que l'ajout de l'une ou des deux nouvelles cellules peut empirer la situation existante en lien avec ce contaminant. Ce programme de suivi en aval du point de rejet de l'effluent final devra notamment prévoir la mise en œuvre de mesures d'atténuation additionnelles advenant que des effets non anticipés ou plus grands que prévus soient observés au cours du suivi. Le programme devra prévoir le dépôt des résultats sur une base annuelle au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

CONDITION 25 QUALITÉ DE L'ATMOSPHÈRE

Canadian Malartic GP devra présenter, pour approbation par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques lors de la demande d'autorisation ministérielle en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement pour la construction de la cellule PR7, une nouvelle modélisation atmosphérique des contaminants en considérant des mesures d'atténuation additionnelles et démontrant qu'il sera en mesure de respecter les normes du règlement sur l'assainissement de l'atmosphère pendant la construction et l'exploitation des cellules PR7 et PR8, en particulier les concentrations de particules totales. Il devra par ailleurs démontrer qu'il parvient à réduire les concentrations de silice cristalline, de façon à tendre vers le respect des critères applicables. Les mesures d'atténuation identifiées devront être mises en œuvre dès le début de la construction des cellules et ajoutées au Plan intégré de gestion des émissions atmosphériques de mine Canadian Malartic.

QUE l'autorisation visée par le décret numéro 914-2009 du 19 août 2009, modifié par les décrets numéros 405-2011 du 13 avril 2011, 964-2012 du 18 octobre 2012, 98-2013 du 13 février 2013, 171-2014 du 26 février 2014, 763-2014 du 26 août 2014, 721-2015 du 19 août 2015, 388-2017 du 12 avril 2017 et 1370-2018 du 28 novembre 2018 puisse faire l'objet d'une modification par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour l'activité suivante, dans la mesure où cette modification n'est pas de nature à modifier de façon substantielle le projet :

— Modification aux ouvrages du bassin sud-est consistant en la consolidation des digues ou l'ajout de bermes, aux conditions suivantes :

— ces travaux n'affectent pas directement des milieux naturels;

—si les compensations prévues au plan de compensation exigé par la condition 17 ayant été ajoutée par le décret numéro 388-2017 du 12 avril 2017 ne peuvent plus être réalisées en raison de l’empiètement additionnel dans le bassin sud-est, une mise à jour de ce plan de compensation devra être présentée.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78061

Gouvernement du Québec

Décret 1400-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT la modification du décret numéro 749-2018 du 13 juin 2018 relatif à la délivrance d’une autorisation à Mines Seleine, division de K+S Sel Windsor Ltée pour le programme décennal de dragage d’entretien du chenal de la Grande Entrée sur le territoire des municipalités de Grosse-Île et des Îles-de-la-Madeleine

ATTENDU QUE, en application de la sous-section 4 de la section II du chapitre IV de la Loi sur la qualité de l’environnement (chapitre Q-2) et du Règlement relatif à l’évaluation et l’examen des impacts sur l’environnement de certains projets (chapitre Q-2, r. 23.1), le gouvernement a délivré, par le décret numéro 749-2018 du 13 juin 2018, une autorisation à Mines Seleine, division de K+S Sel Windsor Ltée pour le programme décennal de dragage d’entretien du chenal de la Grande Entrée sur le territoire des municipalités de Grosse-Île et des Îles-de-la-Madeleine;

ATTENDU QUE Mines Seleine, division de K+S Sel Windsor Ltée a transmis au ministère de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, le 6 avril 2021, un avis de cession en vertu de l’article 31.7.5 de la Loi sur la qualité de l’environnement concernant le transfert d’actifs et cession d’autorisations à Sel Windsor Ltée le 15 avril 2021;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l’article 31.7 de la Loi sur la qualité de l’environnement, tel que modifié par l’article 95 de la Loi visant principalement à renforcer l’application des lois en matière d’environnement et de sécurité des barrages, à assurer une gestion responsable des pesticides et à mettre en œuvre certaines mesures du Plan pour une économie verte 2030 concernant les véhicules zéro émission (2022, chapitre 8), le titulaire d’une autorisation doit obtenir du gouvernement une modification de celle-ci avant d’effectuer un changement à son projet ayant l’un des effets prévus à cet article sur la réalisation des travaux, des constructions, des ouvrages ou de toute autre activité de son projet autorisé;

ATTENDU QUE l’un des effets prévus, au paragraphe 3^o de cet article, consiste en une incompatibilité avec l’autorisation délivrée, notamment avec l’une des conditions, restrictions ou interdictions qui y sont prévues;

ATTENDU QUE le ministère de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques a reçu, le 29 décembre 2021, la déclaration exigée en vertu de l’article 115.8 de la Loi sur la qualité de l’environnement de Sel Windsor Ltée signée le 2 décembre 2021;

ATTENDU QUE Sel Windsor Ltée a transmis, le 21 avril 2022, au ministre de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, une demande de modification du décret numéro 749-2018 du 13 juin 2018, afin que le gouvernement autorise le changement envisagé au projet concernant l’ajout d’un cotitulaire, le ministre des Transports;

ATTENDU QUE Sel Windsor Ltée a fourni, le 10 mai 2022, tous les renseignements requis pour évaluer les conséquences sur l’environnement du changement envisagé;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l’article 46.0.11 de la Loi sur la qualité de l’environnement, dans le cadre de la procédure d’évaluation et d’examen des impacts sur l’environnement prévu à la sous-section 4 de la section II du chapitre IV du titre I de cette loi, l’autorisation du gouvernement, le cas échéant, détermine si une contribution financière est exigible en vertu du premier alinéa de l’article 46.0.5 de cette loi ou si le paiement peut être remplacé, en tout ou en partie, par l’exécution de travaux visés au deuxième alinéa de cet article;

ATTENDU QUE, après analyse, le ministère de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques conclut que la modification demandée est jugée acceptable sur le plan environnemental, à certaines conditions;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques :

QUE le ministre des Transports soit ajouté, en plus de Sel Windsor Ltée, à titre de titulaire de l’autorisation délivrée en vertu du décret numéro 749-2018 du 13 juin 2018;

QUE le dispositif du décret numéro 749-2018 du 13 juin 2018 soit modifié comme suit :

1. La condition 1 est modifiée :

1^o par l’ajout, à la fin de la liste, des documents suivants :

—Lettre de M. Jean-Baptiste Dromer, de Sel Windsor Ltée, et de M. Yves Berger, du ministère des Transports du Québec, à Mme Isabelle Nault, du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, datée du 21 avril 2022, concernant une demande de modification du décret numéro 749-2018 du 13 juin 2018 pour le programme décennal de dragage d'entretien du chenal de la Grande Entrée sur le territoire des municipalités de Grosse-Île et des Îles-de-la-Madeleine, 47 pages incluant 1 pièce jointe.

—Lettre de M. Jean-Baptiste Dromer, de Sel Windsor Ltée, et de M. Yves Berger, du ministère des Transports du Québec, à Mme Isabelle Nault, du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, datée du 10 mai 2022, concernant les réponses aux questions portant sur les modifications apportées au programme décennal de dragage d'entretien du chenal de la Grande Entrée sur le territoire des municipalités de Grosse-Île et des Îles-de-la-Madeleine, 5 pages.

2^o par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

Le ministre des Transports est tenu de respecter l'ensemble des modalités et mesures prévues auxquels Sel Windsor Ltée a souscrit dans les documents énumérés dans la présente condition;

2. La condition 2 est remplacée par la suivante :

CONDITION 2 COMPENSATION DES PERTES DE MILIEUX HYDRIQUES

Chaque titulaire devra compenser l'atteinte aux milieux humides et hydriques occasionnée par les travaux réalisés dans le cadre du programme selon les modalités prévues à la présente condition.

Un bilan mis à jour des pertes permanentes des milieux humides et hydriques devra être présenté au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques lors du dépôt de chaque demande visant l'obtention d'une autorisation en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2).

Afin de compenser ces pertes de milieux humides et hydriques, une contribution financière sera exigée. Elle sera établie selon la formule prévue à l'article 6 du Règlement sur la compensation pour l'atteinte aux milieux humides et hydriques (chapitre Q-2, r. 9.1) et sera versée au Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État comme le prévoit l'article 46.0.5 de la Loi sur la qualité de l'environnement. Le paiement de cette contribution financière est requis avant la délivrance

de l'autorisation en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement visant les travaux qui occasionnent ces pertes.

La contribution financière pour compenser les pertes de milieux humides et hydriques pourra être remplacée, en tout ou en partie, par l'exécution de travaux visant la restauration ou la création de milieux humides et hydriques, sur demande au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, selon les conditions, les restrictions et les interdictions prévues dans l'autorisation délivrée en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

Dans un tel cas, la version finale du plan préliminaire de compensation prévu dans les documents cités à la condition 1 de l'autorisation et couvrant les superficies affectées doit être inclus dans chaque demande visant l'obtention d'une autorisation en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement pour des travaux qui occasionnent des pertes de milieux humides et hydriques.

Aux fins du calcul de la contribution financière, la superficie de la partie du milieu humide ou hydrique qui fait l'objet d'une compensation pour la perte d'un habitat faunique est soustraite de la superficie de la partie du milieu humide ou hydrique dans laquelle l'activité est réalisée.

Dans l'éventualité où les travaux visant la restauration et la création de milieux humides et hydriques ne sont pas exécutés dans les délais prévus à l'autorisation délivrée en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement, le titulaire concerné sera tenu au paiement de la contribution financière.

3. La condition suivante est ajoutée à la fin :

CONDITION 4 ALTERNANCE DES ACTIVITÉS ET AUTORISATIONS

Chaque titulaire devra requérir au préalable une autorisation en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement pour les activités de dragage dont il est responsable. Les titulaires pourront présenter la demande d'autorisation individuellement ou conjointement.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78062

Gouvernement du Québec

Décret 1401-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT la délivrance d'une autorisation à Parc éolien Apuiat S.E.C. pour le projet de parc éolien Apuiat sur le territoire de la ville de Port-Cartier et le territoire non organisé de Lac-Walker

ATTENDU QUE la Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin de moderniser le régime d'autorisation environnementale et modifiant d'autres dispositions législatives notamment pour réformer la gouvernance du Fonds vert (2017, chapitre 4) a été sanctionnée le 23 mars 2017;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 310 de cette loi, certaines dispositions de celle-ci relatives au nouveau régime d'autorisation environnementale sont entrées en vigueur le 23 mars 2018, notamment les articles 17 à 25 concernant l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement de certains projets;

ATTENDU QUE la sous-section 4 de la section II du chapitre IV du titre I de la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2), telle que modifiée, prévoit une procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement pour la réalisation de certains projets de construction, ouvrages, activités, exploitations ou travaux exécutés suivant un plan ou un programme, dans les cas prévus par règlement du gouvernement;

ATTENDU QUE le paragraphe *l* du premier alinéa de l'article 2 du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (chapitre Q-2, r. 23), en vigueur avant le 23 mars 2018, assujettissait à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement notamment la construction d'une centrale destinée à produire de l'énergie électrique, d'une puissance supérieure à 10 MW, à l'exception d'une centrale nucléaire visée par le paragraphe *m* de cet alinéa;

ATTENDU QUE ce règlement a été remplacé par le Règlement relatif à l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement de certains projets (chapitre Q-2, r. 23.1);

ATTENDU QUE le paragraphe 1 du premier alinéa de l'article 11 de la partie II de l'annexe 1 de ce règlement assujettit également ce type de projet à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 291 de la Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin de moderniser le régime d'autorisation environnementale et modifiant d'autres dispositions législatives notamment

pour réformer la gouvernance du Fonds vert, tout projet pour lequel la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement est en cours le 23 mars 2018 se poursuit suivant la procédure établie selon les nouvelles dispositions de la sous-section 4 de la section II du chapitre IV du titre I de la Loi sur la qualité de l'environnement, sous réserve, notamment de l'étape d'information et de consultation publique qui est réalisée suivant le Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement tel qu'il se lisait avant cette date lorsque, à cette même date, le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques a reçu de l'initiateur de projet une étude d'impact sur l'environnement;

ATTENDU QUE Systèmes d'énergie renouvelable Canada inc. a transmis au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques un avis de projet le 10 mars 2016 et une étude d'impact sur l'environnement reçue le 26 juillet 2016, et ce, conformément aux dispositions de l'article 31.2 de la Loi sur la qualité de l'environnement, tel qu'il se lisait avant le 23 mars 2018, relativement au projet de parc éolien Lévesque sur le territoire de la ville de Port-Cartier et le territoire non organisé de Lac-Walker;

ATTENDU QUE le nom du projet Parc éolien Lévesque a été modifié pour celui de Parc éolien Apuiat le 30 novembre 2016;

ATTENDU QUE, dans la demande d'autorisation pour le projet Parc éolien Apuiat, les droits ont été cédés, le 1^{er} février 2021, à Parc éolien Apuiat S.E.C.;

ATTENDU QUE le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques a effectué l'analyse de l'étude d'impact visant à établir si celle-ci répondait à la directive du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et que cette analyse a nécessité la consultation d'autres ministères et organismes gouvernementaux ainsi que la demande d'informations complémentaires auprès de Parc éolien Apuiat S.E.C.;

ATTENDU QUE cette étude d'impact a été rendue publique par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, le 23 février 2021, conformément à l'article 31.3.2 de la Loi sur la qualité de l'environnement;

ATTENDU QUE, durant la période d'information et de consultation publique prévue à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement, telle qu'elle existait avant le 23 mars 2018, soit du 14 septembre 2021 au 29 octobre 2021, aucune demande de consultation publique jugée non frivole en vertu de l'article 31.3.5 de la Loi sur la qualité de l'environnement n'a été adressée au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques relativement à ce projet;

ATTENDU QUE Parc éolien Apuiat S.E.C. a transmis, le 21 février 2022, la déclaration exigée en vertu de l'article 115.8 de la Loi sur la qualité de l'environnement;

ATTENDU QUE le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques a produit, le 20 mai 2022, un rapport d'analyse environnementale qui permet de conclure que le projet est acceptable sur le plan environnemental, à certaines conditions;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 31.5 de la Loi sur la qualité de l'environnement, tel que modifié par l'article 93 de la Loi visant principalement à renforcer l'application des lois en matière d'environnement et de sécurité des barrages, à assurer une gestion responsable des pesticides et à mettre en œuvre certaines mesures du Plan pour une économie verte 2030 concernant les véhicules zéro émission (2022, chapitre 8), le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques transmet sa recommandation au gouvernement après l'analyse du projet, à la fin de l'évaluation environnementale;

ATTENDU QUE, en vertu du troisième alinéa de cet article, le gouvernement peut délivrer une autorisation pour la réalisation du projet, avec ou sans modification et aux conditions, restrictions ou interdictions qu'il détermine, ou refuser de délivrer l'autorisation;

ATTENDU QUE, en vertu du quatrième alinéa de l'article 31.7 de la Loi sur la qualité de l'environnement, tel que modifié par l'article 95 de la Loi visant principalement à renforcer l'application des lois en matière d'environnement et de sécurité des barrages, à assurer une gestion responsable des pesticides et à mettre en œuvre certaines mesures du Plan pour une économie verte 2030 concernant les véhicules zéro émission, le gouvernement peut, dans son autorisation et pour certaines activités qu'il détermine, déléguer au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques son pouvoir de modifier une autorisation, dans la mesure où les modifications ne sont pas de nature à modifier de manière substantielle le projet;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 46.0.11 de la Loi sur la qualité de l'environnement, dans le cadre de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement prévue à la sous-section 4 de la section II du chapitre IV du titre I de cette loi, l'autorisation du gouvernement, le cas échéant, détermine si une contribution financière est exigible en vertu du premier alinéa de l'article 46.0.5 de cette loi ou si le paiement peut être remplacé, en tout ou en partie, par l'exécution de travaux visés au deuxième alinéa de cet article;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques :

QU'une autorisation soit délivrée à Parc éolien Apuiat S.E.C. pour le projet de parc éolien Apuiat sur le territoire de la ville de Port-Cartier et le territoire non organisé de Lac-Walker, et ce, aux conditions suivantes :

CONDITION 1 **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Sous réserve des conditions prévues à la présente autorisation, le projet de parc éolien Apuiat doit être conforme aux modalités et aux mesures prévues dans les documents suivants :

— LA NATION INNUE, SYSTÈMES D'ÉNERGIE RENOUEVABLE CANADA INC. ET BORALEX INC. Projet éolien Lévesque – Étude d'impact sur l'environnement – Volume 1 – Rapport principal, par GL Garrad Hassan Canada Inc., 22 juillet 2016, totalisant environ 276 pages incluant 1 annexe;

— LA NATION INNUE, SYSTÈMES D'ÉNERGIE RENOUEVABLE CANADA INC. ET BORALEX INC. Projet éolien Lévesque – Étude d'impact sur l'environnement – Volume 2 – Annexes B à H, par GL Garrad Hassan Canada Inc., 22 juillet 2016, totalisant environ 373 pages;

— LA NATION INNUE, SYSTÈMES D'ÉNERGIE RENOUEVABLE CANADA INC. ET BORALEX INC. Inventaire du milieu aquatique – Projet éolien Lévesque – Rapport technique préliminaire, par Groupe Hémisphères Inc., 6 octobre 2016, totalisant environ 110 pages incluant 8 annexes;

— LA NATION INNUE, SYSTÈMES D'ÉNERGIE RENOUEVABLE CANADA INC. ET BORALEX INC. Inventaire du milieu terrestre – Projet éolien Lévesque – Rapport technique préliminaire, par Groupe Hémisphères Inc., 6 octobre 2016, totalisant environ 189 pages incluant 2 annexes;

— LA NATION INNUE, SYSTÈMES D'ÉNERGIE RENOUEVABLE CANADA INC. ET BORALEX INC. Projet éolien Apuiat – Étude d'impact sur l'environnement – Volume 3 – Rapport complémentaire, par GL Garrad Hassan Canada Inc., 16 novembre 2016, totalisant environ 62 pages incluant 3 annexes;

— LA NATION INNUE, SYSTÈMES D'ÉNERGIE RENOUEVABLE CANADA INC. ET BORALEX INC. Projet éolien Apuiat – Étude d'impact sur l'environnement

– Volume 4 – Rapport complémentaire, par GL Garrad Hassan Canada Inc., 10 février 2017, totalisant environ 20 pages incluant 1 annexe;

—LA NATION INNUE, SYSTÈMES D'ÉNERGIE RENOUVELABLE CANADA INC. ET BORALEX INC. Projet éolien Apuiat – Étude d'impact sur l'environnement – Volume 5 – Rapport complémentaire, par GL Garrad Hassan Canada Inc., 27 avril 2017, totalisant environ 17 pages incluant 1 annexe;

—LA NATION INNUE, SYSTÈMES D'ÉNERGIE RENOUVELABLE CANADA INC. ET BORALEX INC. Projet éolien Apuiat – Étude d'impact sur l'environnement – Rapport complémentaire – Rapport de consultation, septembre 2017, totalisant environ 61 pages incluant 8 annexes;

—PARC ÉOLIEN APUIAT S.E.C. Projet éolien Apuiat – Étude d'impact sur l'environnement – Volume 7 – Réponses aux questions du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) – 4^e série, par WSP Canada Inc., juin 2021, totalisant environ 216 pages incluant 7 annexes;

—Lettre de Mme Ariane Côté, de Boralex inc., à Mme Cynthia Marchildon, du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, datée du 26 août 2021, concernant la réponse à la demande d'engagements et d'informations complémentaires, 3 pages;

—PARC ÉOLIEN APUIAT S.E.C. Projet éolien Apuiat – Complément à l'étude d'impact sur l'environnement, par WSP Canada Inc., décembre 2021, totalisant environ 924 pages incluant 8 annexes;

—PARC ÉOLIEN APUIAT S.E.C. Projet éolien Apuiat – Réponses aux demandes de précisions du MELCC concernant les milieux humides et hydriques, par WSP Canada Inc., 25 mars 2022, totalisant 9 pages incluant 1 annexe;

—PARC ÉOLIEN APUIAT S.E.C. Projet éolien Apuiat – Plan préliminaire de compensation pour la perte de milieux humides, par WSP Canada Inc., mars 2022, totalisant environ 42 pages;

—Lettre de Mme Ariane Côté, de Boralex inc., à M. Louis-Olivier Falardeau-Alain, du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, datée du 7 mai 2022, concernant les réponses aux questions, commentaires et demandes d'engagements, 16 pages;

—Courriel de Mme Ariane Côté, de Boralex inc., à Mme Mireille Dion, du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, envoyé le 18 mai 2022 à 8 h 15, concernant la révision des calculs des empiètements en milieux humides et hydriques, 4 pages incluant 1 pièce jointe;

—Courriel de Mme Ariane Côté, de Boralex inc., à Mme Mireille Dion, du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, envoyé le 20 mai 2022 à 13 h 21, concernant la demande d'engagement relative au garrot d'Islande, 3 pages;

En cas de conflit entre les dispositions des documents ci-dessus mentionnés, les dispositions les plus récentes prévalent;

CONDITION 2 **CLIMAT SONORE EN PHASE D'EXPLOITATION**

Advenant que la surveillance du climat sonore prévu à la condition 1 de la présente autorisation révèle un dépassement des critères établis dans la Note d'instructions 98-01 sur le Traitement des plaintes sur le bruit et exigences aux entreprises qui le génèrent du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Parc éolien Apuiat S.E.C. doit appliquer les mesures correctives identifiées, à la satisfaction du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, et procéder à une vérification de leur efficacité.

Également, à la lumière des informations colligées dans le rapport donnant suite à une plainte à caractère sonore, sans égard au respect des critères de la Note d'instructions 98-01 sur le Traitement des plaintes sur le bruit et exigences aux entreprises qui le génèrent du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Parc éolien Apuiat S.E.C. doit prévoir, à la satisfaction du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, toute mesure corrective ou de suivi supplémentaire approprié afin de documenter et corriger la problématique à l'origine de la plainte;

CONDITION 3 **SUIVI DE LA FAUNE AVIENNE** **ET DES CHAUVES-SOURIS**

En fonction des résultats du programme de suivi qu'il s'est engagé à présenter au moment de la demande d'autorisation en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2) pour la phase d'exploitation du projet, Parc éolien Apuiat S.E.C. doit présenter toutes mesures d'atténuation requises pour réduire la mortalité des oiseaux et des chauves-souris, le cas échéant.

Ces mesures d'atténuation devront être élaborées en concordance aux orientations fournies par les autorités compétentes et approuvées par ces dernières. Ces mesures devront être appliquées dans un délai d'un an suivant la fin de la dernière année du suivi. Des suivis supplémentaires pourraient être exigés par les autorités compétentes afin d'évaluer l'efficacité de ces mesures d'atténuation;

CONDITION 4 SUIVI TÉLÉMÉTRIQUE DU PYGARGUE À TÊTE BLANCHE

Parc éolien Apuiat S.E.C. doit présenter au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, au moment de la demande d'autorisation en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement pour la phase d'exploitation, un état de situation concernant le suivi télémétrique du pygargue à tête blanche. Parc éolien Apuiat S.E.C. doit également présenter, au même moment, toutes mesures d'atténuation requises sur la base de cet état de situation, à la satisfaction des autorités compétentes.

À la lumière des résultats des deux années de suivi sur les pygargues à tête blanche nichant sur l'île aux Oeufs, les autorités compétentes pourraient exiger à Parc éolien Apuiat S.E.C. la mise en place de mesures d'atténuation pour assurer la protection des pygargues à tête blanche;

CONDITION 5 COMPENSATION POUR LES PERTES PERMANENTES DE MILIEUX HUMIDES ET HYDRIQUES AUTRES QUE L'HABITAT DU POISSON

Parc éolien Apuiat S.E.C. doit compenser l'atteinte aux milieux humides et hydriques, autres que l'habitat du poisson, occasionnée par les travaux réalisés dans le cadre de son projet selon les modalités prévues à la présente condition.

Parc éolien Apuiat S.E.C. doit présenter au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le bilan mis à jour des pertes permanentes des milieux humides et hydriques au moment de chaque demande visant l'obtention d'une autorisation en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement pour des travaux qui occasionnent des pertes de milieux humides et hydriques.

Afin de compenser ces pertes de milieux humides et hydriques, une contribution financière sera exigée à Parc éolien Apuiat S.E.C. Elle sera établie selon la formule prévue à l'article 6 du Règlement sur la compensation pour l'atteinte aux milieux humides et hydriques (chapitre Q-2, r. 9.1). La contribution financière sera versée

au Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État, comme le prévoit l'article 46.0.5 de la Loi sur la qualité de l'environnement. Le paiement de cette contribution financière est requis avant la délivrance de l'autorisation en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement visant les travaux qui occasionnent ces pertes.

La contribution financière pour compenser les pertes de milieux humides ou hydriques pourra être remplacée, en tout ou en partie, par l'exécution de travaux visant la restauration ou la création de milieux humides et hydriques, sur demande au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, selon les conditions, les restrictions et les interdictions prévues dans l'autorisation délivrée en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

Dans un tel cas, la version finale du plan préliminaire de compensation inclus dans les documents cités à la condition 1 de la présente autorisation qui couvre les superficies affectées par l'ensemble du projet doit être incluse dans la première demande visant l'obtention d'une autorisation en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement pour des travaux qui occasionnent des pertes de milieux humides et hydriques, afin d'obtenir l'approbation du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques préalablement à la délivrance de cette autorisation. Le plan de compensation doit présenter un échéancier pour sa réalisation, les modalités d'un programme de suivi et un échéancier pour le dépôt des rapports de suivi. Des mesures correctrices doivent être prévues advenant que certains projets ne permettent pas d'atteindre leurs objectifs.

Dans l'éventualité où les travaux visant la restauration et la création de milieux humides et hydriques ne sont pas exécutés dans les délais prévus à l'autorisation délivrée en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement, Parc éolien Apuiat S.E.C. sera tenu au paiement de la contribution financière;

CONDITION 6 COMPENSATION POUR LES PERTES PERMANENTES D'HABITATS DU POISSON

Parc éolien Apuiat S.E.C. doit compenser les pertes permanentes aux habitats du poisson occasionnées par les travaux réalisés dans le cadre de son projet selon les modalités prévues à la présente condition.

Parc éolien Apuiat S.E.C. doit présenter au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le bilan mis à jour des pertes permanentes d'habitats du poisson au moment de chaque demande

visant l'obtention d'une autorisation en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement pour des travaux qui occasionnent des pertes d'habitats du poisson.

Parc éolien Apuiat S.E.C. doit faire approuver par le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs un plan de compensation afin d'exécuter des travaux visant la restauration ou la création d'habitats du poisson. La version approuvée de ce plan doit être déposée lors du dépôt de la première demande visant l'obtention d'une autorisation en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement pour des travaux qui occasionnent des pertes d'habitat du poisson. Les travaux de compensation devront être réalisés selon les conditions, les restrictions et les interdictions prévues dans l'autorisation délivrée en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement, notamment en ce qui concerne les délais de réalisation prévus.

Dans l'éventualité où les travaux visant la restauration et la création d'habitats du poisson ne sont pas suffisants pour compenser la totalité des pertes ou qu'ils ne sont pas exécutés dans les délais prévus à l'autorisation délivrée en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement, Parc éolien Apuiat S.E.C. sera tenu au paiement d'une contribution financière pour la perte des milieux hydriques auxquels ils correspondent. Cette contribution financière sera établie selon la formule prévue à l'article 6 du Règlement sur la compensation pour l'atteinte aux milieux humides et hydriques. Le paiement de la contribution financière est requis avant la délivrance de l'autorisation en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement visant les travaux qui occasionnent ces pertes. La contribution financière sera versée au Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État, comme le prévoit l'article 46.0.5 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

Parc éolien Apuiat S.E.C. doit réaliser un suivi qui évaluera l'atteinte des objectifs des mesures de compensation. Ces activités de suivi doivent être présentées dans le plan de compensation final avec un échéancier de réalisation. Les rapports de suivi qui présenteront les résultats des activités de suivi doivent être déposés auprès du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques au plus tard trois mois après la fin de la prise de mesures sur le terrain, laquelle sera effectuée selon l'échéancier convenu au plan. Afin de vérifier l'efficacité des travaux effectués, un suivi de ces derniers doit être effectué un an, trois ans et cinq ans après leur réalisation. Parc éolien Apuiat S.E.C. doit apporter des correctifs aux mesures ou en élaborer de nouvelles, si elles ne permettent pas d'atteindre leurs objectifs;

CONDITION 7 **DURÉE DE VALIDITÉ DE** **LA PRÉSENTE AUTORISATION**

La mise en exploitation du projet doit débiter au plus tard dix ans après la délivrance de la présente autorisation pour que celle-ci demeure valide.

QUE le programme de suivi de la faune avienne et des chauves-souris prévu par la présente autorisation puisse faire l'objet d'une modification par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, dans la mesure où cette modification n'est pas de nature à modifier de façon substantielle le projet.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78063

Gouvernement du Québec

Décret 1402-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'approbation de l'entente concernant le financement du comité consultatif, du comité d'évaluation et du comité d'examen inscrits au chapitre 22 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois entre le Gouvernement de la nation crie et le gouvernement du Québec

ATTENDU QUE le Gouvernement de la nation crie et le gouvernement du Québec souhaitent conclure l'entente concernant le financement du comité consultatif, du comité d'évaluation et du comité d'examen inscrits au chapitre 22 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois;

ATTENDU QUE cette entente vise à établir le niveau de la contribution annuelle du Gouvernement de la nation crie pour le financement des services réguliers et normaux de secrétariat pour le Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James et le Comité d'évaluation, créés en vertu des alinéas 22.3.1 et 22.5.6 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, ainsi que pour le financement du personnel régulier et habituel du Comité provincial d'examen, créé en vertu de l'alinéa 22.6.1 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, pour chacune des années financières comprises dans la période du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2027;

ATTENDU QUE l'entente concernant le financement du comité consultatif, du comité d'évaluation et du comité d'examen inscrits au chapitre 22 de la Convention de la

Baie-James et du Nord québécois entre le Gouvernement de la nation crie et le gouvernement du Québec constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, malgré toute autre disposition législative, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

ATTENDU QUE l'entente concernant le financement du comité consultatif, du comité d'évaluation et du comité d'examen inscrits au chapitre 22 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois entre le Gouvernement de la nation crie et le gouvernement du Québec constitue également une entente en matière d'affaires autochtones visée à l'article 3.48 de cette loi;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.49 de cette loi, malgré toute autre disposition législative, toute entente visée à l'article 3.48 doit, pour être valide, être approuvée par le gouvernement et être signée par le ministre responsable des Affaires autochtones;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, du ministre responsable des Affaires autochtones et de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne:

QUE soit approuvée l'entente concernant le financement du comité consultatif, du comité d'évaluation et du comité d'examen inscrits au chapitre 22 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois entre le Gouvernement de la nation crie et le gouvernement du Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78064

Gouvernement du Québec

Décret 1403-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT la composition et le mandat de la délégation officielle du Québec à la Rencontre des ministres fédérale-provinciaux-territoriaux responsables de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants qui se tiendra le 12 juillet 2022

ATTENDU QUE la Rencontre des ministres fédérale-provinciaux-territoriaux responsables de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants se tiendra le 12 juillet 2022 à Vancouver (Colombie-Britannique);

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 3.21 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30) prévoit que toute délégation officielle du Québec à une conférence ministérielle fédérale-provinciale ou interprovinciale est constituée et mandatée par le gouvernement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Famille et de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne:

QUE le ministre de la Famille, monsieur Mathieu Lacombe, dirige la délégation officielle du Québec à la Rencontre des ministres fédérale-provinciaux-territoriaux responsables de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants qui se tiendra à Vancouver, en Colombie-Britannique, le 12 juillet 2022;

QUE la délégation officielle du Québec, outre le ministre de la Famille, soit composée de:

— Monsieur Louis-Philippe Vien, conseiller politique, Cabinet du ministre de la Famille;

— Madame Julie Blackburn, sous-ministre, ministère de la Famille

— Monsieur Pierre-Luc Désaulniers, conseiller en relations intergouvernementales, Secrétariat du Québec aux relations canadiennes;

QUE le mandat de cette délégation officielle soit d'exposer les positions du gouvernement du Québec, conformément à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78065

Gouvernement du Québec

Décret 1406-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'octroi d'une subvention d'un montant maximal de 10 000 000 \$ à la Fondation René Lévesque, au cours de l'exercice financier 2022-2023, pour la valorisation des legs et la perpétuation de la mémoire de René Lévesque dans le contexte de la célébration de son centenaire de naissance

ATTENDU QUE la Fondation René Lévesque est une personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38), ayant pour mission d'orchestrer différentes activités pour éduquer le public et encourager la recherche et la publication d'écrits sur les réalisations et la pensée de l'ancien premier ministre René Lévesque, en lien avec l'évolution de la société québécoise;

ATTENDU QUE le Plan budgétaire de mars 2022 prévoit l'appui du gouvernement à la Fondation René Lévesque;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre des Finances à octroyer une subvention d'un montant maximal de 10 000 000 \$ à la Fondation René Lévesque, au cours de l'exercice financier 2022-2023, pour la valorisation des legs et la perpétuation de la mémoire de René Lévesque dans le contexte de la célébration de son centenaire de naissance;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention seront établies dans une convention de subvention à être conclue entre le ministre des Finances et la Fondation René Lévesque, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur la recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances :

QUE le ministre des Finances soit autorisé à octroyer une subvention d'un montant maximal de 10 000 000 \$ à la Fondation René Lévesque, au cours de l'exercice financier 2022-2023, pour la valorisation des legs et la perpétuation de la mémoire de René Lévesque dans le contexte de la célébration de son centenaire de naissance;

QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention soient établies dans une convention de subvention à être conclue entre le ministre des Finances et la Fondation René Lévesque, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78068

Gouvernement du Québec

Décret 1408-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'approbation d'une entente relative à la valorisation des activités traditionnelles cries entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec et l'octroi au Gouvernement de la nation crie d'une subvention d'un montant maximal de 8 807 038 \$, pour les exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, aux fins de cette entente

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et les Cris du Québec souhaitent conclure une entente relative à la valorisation des activités traditionnelles cries;

ATTENDU QUE cette entente vise, notamment, à valoriser les activités traditionnelles cries en favorisant, sur une base opérationnelle, l'exercice par les Cris de leurs activités de chasse, de pêche et de trappage tout en tenant compte des activités forestières;

ATTENDU QUE cette entente prévoit notamment la contribution respective des parties au financement des projets admissibles ainsi que le versement des sommes au Gouvernement de la nation crie pour la réalisation de ces projets;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente en matière d'affaires autochtones visée à l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.49 de cette loi, malgré toute autre disposition législative, toute entente visée à l'article 3.48 doit, pour être valide, être approuvée par le gouvernement et être signée par le ministre responsable des Affaires autochtones;

ATTENDU QUE cette entente constitue également une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, malgré toute autre disposition législative, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par le ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 15 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (chapitre M-25.2), le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs peut, pour l'exercice de ses fonctions, accorder des subventions;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs à octroyer au Gouvernement de la nation crie une subvention d'un montant maximal de 8 807 038 \$, soit un montant maximal de 3 418 539 \$ pour l'exercice financier 2022-2023, un montant maximal de 1 760 717 \$ pour l'exercice financier 2023-2024, un montant maximal de 1 795 932 \$ pour l'exercice financier 2024-2025 et un montant maximal de 1 831 850 \$ pour l'exercice financier 2025-2026, aux fins de l'entente relative à la valorisation des activités traditionnelles crie à intervenir entre le gouvernement du Québec et les Crie du Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs, du ministre responsable des Affaires autochtones et de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE soit approuvée l'entente relative à la valorisation des activités traditionnelles crie entre le gouvernement du Québec et les Crie du Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

QUE le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs soit autorisé à octroyer au Gouvernement de la nation crie une subvention d'un montant maximal de 8 807 038 \$, soit un montant maximal de 3 418 539 \$ pour l'exercice financier 2022-2023, un montant maximal de 1 760 717 \$ pour l'exercice financier 2023-2024, un montant

maximal de 1 795 932 \$ pour l'exercice financier 2024-2025 et un montant maximal de 1 831 850 \$ pour l'exercice financier 2025-2026, aux fins de cette entente.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78070

Gouvernement du Québec

Décret 1409-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT un renvoi à la Cour d'appel du Québec relatif à la décision de la juge en chef de la Cour du Québec de diminuer le nombre de jours où siègent les juges affectés à la Chambre criminelle et pénale

ATTENDU QUE la juge en chef de la Cour du Québec a informé le ministre de la Justice que la proportion entre le temps siégé et le temps consacré au travail en délibéré doit être revue et qu'elle entend procéder, au cours de l'année judiciaire débutant en septembre 2022 à la réorganisation du cadre de travail des juges affectés à la Chambre criminelle et pénale de cette cour;

ATTENDU QUE les juges affectés à la Chambre criminelle et pénale de cette cour siégeront une journée de travail sur deux, au lieu des deux jours sur trois tel qu'actuellement établi;

ATTENDU QUE cette décision unilatérale de la juge en chef de la Cour du Québec aura pour effet, notamment, d'allonger les délais judiciaires pour que les accusés, en particulier en matière criminelle, soient jugés;

ATTENDU QUE l'allongement de ces délais risque de contribuer au dépassement des plafonds numériques établis par la Cour suprême du Canada dans l'arrêt *R. c. Jordan*, [2016] 1 R.C.S. 631, et que ce dépassement risque de conduire à des ordonnances d'arrêt des procédures dans des procès criminels;

ATTENDU QUE, dans cet arrêt, la Cour suprême du Canada appelle tous les acteurs du système judiciaire, incluant les tribunaux, à porter une attention particulière aux sources potentielles de délais dans la planification des audiences, à mettre en œuvre des procédures plus efficaces, notamment des pratiques d'établissement de calendriers pour les procès, et à tirer le plus grand parti possible des ressources dont dispose le système judiciaire;

ATTENDU QUE les procès instruits en temps utile sont importants afin de préserver la confiance générale du public envers l'administration de la justice;

ATTENDU QUE cette décision unilatérale de la juge en chef risque de porter préjudice aux personnes victimes et à affecter leur confiance envers le système de justice, notamment quant aux délais pour que les accusés en matière criminelle soit jugés;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 1 de la Loi sur les renvois à la Cour d'appel (chapitre R-23), le gouvernement peut soumettre à la Cour d'appel, pour audition et examen, toutes questions quelconques qu'il juge à propos, et, sur ce, la cour les entend et les examine;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 5 de cette loi, la cour transmet au gouvernement, pour son information, son opinion certifiée sur les questions ainsi soumises, en donnant ses raisons à l'appui de son opinion, de la même manière que dans le cas des jugements rendus sur appel porté devant cette cour;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe g de l'article 4 de la Loi sur le ministère de la justice (chapitre M-19), le procureur général remplit les autres fonctions qui lui sont assignées par le gouvernement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice :

QUE soient soumises à la Cour d'appel, pour audition et examen, les questions suivantes :

— Considérant les responsabilités que l'arrêt R. c. Jordan, [2016] 1 R.C.S. 631, impartit aux tribunaux judiciaires quant au respect des délais raisonnables en matière criminelle ainsi que l'indépendance judiciaire qui leur est reconnue, la juge en chef de la Cour du Québec peut-elle décider unilatéralement, dans l'exercice du pouvoir prévu notamment à l'article 137 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (chapitre T-16), décider de diminuer le nombre de jours où siègent les juges affectés à la Chambre criminelle et pénale qui aura pour effet d'allonger les délais judiciaires ?

— Dans l'affirmative, quelles sont les limites de ce pouvoir imposées par les responsabilités imparties aux tribunaux judiciaires par l'arrêt R. c. Jordan [2016] 1 R.C.S. 631 ?

QUE soit confié au procureur général du Québec le mandat d'entreprendre un renvoi à la Cour d'appel pour obtenir son opinion sur ces questions.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78071

Gouvernement du Québec

Décret 1410-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT la nomination de monsieur Sylvain Beaugard comme juge de la cour municipale de la Ville de Victoriaville

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre de la Justice :

QUE monsieur Sylvain Beaugard de Victoriaville, avocat et membre du Barreau du Québec, soit nommé en vertu des articles 32 et 38 de la Loi sur les cours municipales (chapitre C-72.01), durant bonne conduite, par commission sous le grand sceau, juge de la cour municipale de la Ville de Victoriaville, pour exercer les juridictions prévues par les articles 27, 28 et 29 de cette loi;

QUE cette nomination prenne effet à compter du 7 juillet 2022.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78072

Gouvernement du Québec

Décret 1411-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT la nomination de monsieur Martin Chalifour comme juge de la Cour du Québec

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre de la Justice :

QUE monsieur Martin Chalifour, avocat et membre du Barreau du Québec, soit nommé en vertu de l'article 86 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (chapitre T-16), durant bonne conduite, par commission sous le grand sceau, juge de la Cour du Québec, pour exercer la compétence prévue par les articles 81, 82 et 83 de la Loi sur les tribunaux judiciaires dans tout le territoire du Québec, avec effet à compter du 7 juillet 2022;

QUE le lieu de résidence de monsieur Martin Chalifour soit fixé dans la Ville de Montréal ou dans le voisinage immédiat.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78073

Gouvernement du Québec

Décret 1412-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT la nomination de monsieur Patrick-Olivier Mailhot comme juge de la Cour du Québec

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre de la Justice :

QUE monsieur Patrick-Olivier Mailhot, avocat et membre du Barreau du Québec, soit nommé en vertu de l'article 86 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (chapitre T-16), durant bonne conduite, par commission sous le grand sceau, juge de la Cour du Québec, pour exercer la compétence prévue par les articles 81, 82 et 83 de la Loi sur les tribunaux judiciaires dans tout le territoire du Québec, avec effet à compter du 7 juillet 2022;

QUE le lieu de résidence de monsieur Patrick-Olivier Mailhot soit fixé dans la Ville de Saint-Jérôme ou dans le voisinage immédiat.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78074

Gouvernement du Québec

Décret 1413-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'approbation de l'Entente transitoire relative aux modalités de financement fédéral de certains projets en infrastructure dans le cadre du Fonds pour le transport actif et du Fonds pour les solutions de transport en commun en milieu rural entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada a annoncé la mise en place de plusieurs programmes au mérite, dont le Fonds pour le transport actif et le Fonds pour les solutions de transport en commun en milieu rural;

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec souhaitent conclure une entente par échange de lettres relative aux modalités de financement fédéral de certains projets en infrastructure dans le cadre de ces programmes;

ATTENDU QUE cet échange de lettres constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE soit approuvée l'Entente transitoire relative aux modalités de financement fédéral de certains projets en infrastructure dans le cadre du Fonds pour le transport actif et du Fonds pour les solutions de transport en commun en milieu rural, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente par échange de lettres joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78075

Gouvernement du Québec

Décret 1415-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT la nomination de madame Natalie Petitclerc comme membre du conseil d'administration et présidente-directrice générale du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 4 de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (chapitre O-7.2) le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec est un établissement fusionné;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 9^o de l'article 10 de cette loi les affaires d'un centre intégré de santé et de services sociaux qui se trouve dans une région socio-sanitaire où une université offre un programme complet d'études pré-doctorales en médecine ou qui exploite un centre désigné institut universitaire dans le domaine social sont administrées par un conseil d'administration composé notamment du président-directeur général de l'établissement, nommé par le gouvernement, sur recommandation du ministre, à partir d'une liste de noms fournie par les membres visés aux paragraphes 1^o à 8^o de cet article;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 34 de cette loi le gouvernement détermine la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président-directeur général;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 36 de cette loi le mandat du président-directeur général est d'une durée d'au plus quatre ans;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 809-2019 du 8 juillet 2019 monsieur Carol Fillion a été nommé membre du conseil d'administration et président-directeur général du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec, que son mandat viendra à échéance le 7 juillet 2022 et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE madame Natalie Petitclerc fait partie de la liste requise par la loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux :

QUE madame Natalie Petitclerc, directrice générale adjointe, soutien, administration et performance, directrice des projets majeurs organisationnels et immobiliers et directrice de la qualité, évaluation, performance et éthique, Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale, soit nommée membre du conseil d'administration et présidente-directrice générale du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec pour un mandat de quatre ans à compter du 1^{er} août 2022 au traitement annuel de 254 535 \$;

QUE les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des présidents-directeurs généraux et des présidents-directeurs généraux adjoints à temps plein des centres intégrés de santé et de services sociaux, des établissements regroupés et des établissements non fusionnés adoptées par le gouvernement par le décret numéro 60-2018 du 7 février 2018 et les modifications

qui y ont été ou qui pourront y être apportées s'appliquent à madame Natalie Petitclerc comme présidente-directrice générale du niveau 1.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78076

Gouvernement du Québec

Décret 1416-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'approbation de l'Entente de modification numéro 4 à l'Entente de service 2020-2023 entre le gouvernement du Québec et l'Institut canadien d'information sur la santé

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et l'Institut canadien d'information sur la santé ont conclu, le 21 avril 2020, l'Entente de service 2020-2023, laquelle a été approuvée en vertu du décret numéro 341-2020 du 25 mars 2020;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et l'Institut canadien d'information sur la santé souhaitent apporter des modifications à l'Entente de service 2020-2023;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 10 de la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (chapitre M-19.2) le ministre de la Santé et des Services sociaux peut, conformément à la loi, conclure des ententes avec tout gouvernement, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation pour l'application de cette loi ou d'une autre loi qui relève de sa compétence;

ATTENDU QUE l'Entente de modification numéro 4 à l'Entente de service 2020-2023 est une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux et de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE soit approuvée l'Entente de modification numéro 4 à l'Entente de service 2020-2023 entre le gouvernement du Québec et l'Institut canadien d'information sur la santé, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78077

Gouvernement du Québec

Décret 1417-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT des modifications au Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents

ATTENDU QUE l'article 100 de la Loi sur la sécurité civile (chapitre S-2.3) prévoit notamment que le gouvernement peut établir, en y fixant les conditions d'admissibilité, les barèmes et les modalités de versement, des programmes généraux d'aide financière ou d'indemnisation à l'égard des sinistres réels ou imminents;

ATTENDU QUE le Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents a été établi par le décret numéro 403-2019 du 10 avril 2019 et modifié par le décret numéro 443-2021 du 24 mars 2021;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce programme afin notamment de revoir à la hausse les montants prévus pour compenser les frais excédentaires d'hébergement temporaire ou de ravitaillement, de même que les montants maximaux pouvant être octroyés pour les immeubles, et pour permettre aux municipalités de procéder à la stabilisation de talus de façon à assurer la sécurité à long terme de biens essentiels ou leur démolition, le cas échéant;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique :

QUE le Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents, établi par le décret numéro 403-2019 du 10 avril 2019 et modifié par le décret numéro 443-2021 du 24 mars 2021, soit de nouveau modifié conformément au texte annexé au présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

ANNEXE

MODIFICATIONS AU PROGRAMME GÉNÉRAL D'INDEMNISATION ET D'AIDE FINANCIÈRE LORS DE SINISTRES RÉELS OU IMMINENTS

1. L'intitulé du chapitre 2, le premier alinéa de l'article 3, l'intitulé de la sous-section 1 de la section II du chapitre 2, le premier alinéa de l'article 4, l'article 5 et le premier alinéa des articles 6 et 10 du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents, établi par le décret numéro 403-2019 du 10 avril 2019 et modifié par le décret numéro 443-2021 du 24 mars 2021, sont modifiés par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «aide» par «assistance».

2. L'article 13 de ce programme est modifié :

1^o par le remplacement, dans le premier alinéa et partout où ceci se trouve, de «aide» par «indemnité»;

2^o par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de «20 \$» par «40 \$»;

3^o par la suppression du troisième alinéa;

4^o par le remplacement, dans le dernier alinéa, de «Les montants mentionnés au deuxième alinéa sont majorés» par «Le montant mentionné au deuxième alinéa est majoré».

3. L'article 14 de ce programme est modifié par le remplacement des premier et deuxième alinéas par les suivants :

«Une indemnité est accordée à un particulier pour compenser les dommages causés à ses biens meubles essentiels endommagés par le sinistre ou qui sont rendus inaccessibles de manière définitive en raison du sinistre.

Le montant maximal de l'indemnité pouvant être accordé pour chaque bien meuble essentiel est déterminé suivant le tableau 1.»

4. L'article 21 de ce programme est modifié :

1^o par le remplacement, dans le premier alinéa, de «200 000 \$» par «325 000 \$»;

2^o par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de «2019» par «2023».

5. L'article 27 de ce programme est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Toutefois, le propriétaire et la municipalité peuvent convenir que la municipalité exécute les obligations de démolition et d'élimination prévues au présent article lorsque cette dernière a accepté l'offre de cession de terrain faite par le propriétaire.»

6. L'article 28 de ce programme est modifié :

1^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «200 000 \$» par «325 000 \$»;

2^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «250 000 \$» par «385 000 \$»;

3^o par le remplacement, dans le dernier alinéa, de «2019» par «2023».

7. L'article 31 de ce programme est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Toutefois, le propriétaire et la municipalité peuvent convenir que la municipalité exécute les obligations de démolition et d'élimination prévues au présent article lorsque cette dernière a accepté l'offre de cession de terrain faite par le propriétaire.»

8. L'article 32 de ce programme est modifié :

1^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «200 000 \$» par «325 000 \$»;

2^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «250 000 \$» par «385 000 \$»;

3^o par le remplacement, dans le dernier alinéa, de «2019» par «2023».

9. Les articles 35 et 36 de ce programme sont remplacés par les suivants :

«**35.** Une aide est accordée à un propriétaire pour le déplacement d'une résidence, pour la stabilisation du terrain d'une résidence menacée par l'imminence de mouvements de sol ou à titre d'allocation de départ. La disponibilité de ces trois options dépend notamment de leur faisabilité de même que de l'application des principes de développement durable et de la sécurité publique.

36. Malgré l'article 35, dans le cas où une municipalité effectue des travaux de stabilisation visés à l'article 181.2, une aide peut être accordée pour le déplacement d'une résidence ou à titre d'allocation de départ au propriétaire seulement si ces travaux ne permettent pas d'assurer la sécurité à long terme de la résidence.»

10. L'article 41 de ce programme est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Toutefois, le propriétaire et la municipalité peuvent convenir que la municipalité exécute les obligations de démolition et d'élimination prévues au présent article lorsque cette dernière a accepté l'offre de cession de terrain faite par le propriétaire.»

11. Les articles 42 et 46 de ce programme sont modifiés :

1^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «200 000 \$» par «325 000 \$»;

2^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «250 000 \$» par «385 000 \$»;

3^o par le remplacement, dans le dernier alinéa, de «2019» par «2023».

12. L'article 49 de ce programme est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Toutefois, le propriétaire et la municipalité peuvent convenir que la municipalité exécute les obligations de démolition et d'élimination prévues au présent article lorsque cette dernière a accepté l'offre de cession de terrain faite par le propriétaire.»

13. L'article 50 de ce programme est modifié :

1^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «200 000 \$» par «325 000 \$»;

2^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «250 000 \$» par «385 000 \$»;

3^o par le remplacement, dans le dernier alinéa, de «2019» par «2023».

14. L'intitulé de la section X du chapitre 2 et l'article 52 de ce programme sont modifiés par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «aide» par «assistance».

15. L'article 74 de ce programme est modifié :

1^o par le remplacement de «265 000 \$» par «425 000 \$»;

2^o par le remplacement de «2019» par «2023».

16. L'article 80 de ce programme est modifié :

1^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «265 000 \$» par «425 000 \$»;

2^o par le remplacement, dans le dernier alinéa, de «2019» par «2023».

17. L'article 84 de ce programme est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Toutefois, le propriétaire et la municipalité peuvent convenir que la municipalité exécute les obligations de démolition et d'élimination prévues au présent article lorsque cette dernière a accepté l'offre de cession de terrain faite par le propriétaire.»

18. L'article 85 de ce programme est modifié :

1^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «265 000 \$» par «425 000 \$»;

2^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «325 000 \$» par «485 000 \$»;

3^o par le remplacement, dans le dernier alinéa, de «2019» par «2023».

19. L'article 88 de ce programme est modifié par l'ajout, après le dernier alinéa, du suivant :

«Toutefois, le propriétaire et la municipalité peuvent convenir que la municipalité exécute les obligations de démolition et d'élimination prévues au présent article lorsque cette dernière a accepté l'offre de cession de terrain faite par le propriétaire.»

20. L'article 89 de ce programme est modifié :

1^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «265 000 \$» par «425 000 \$»;

2^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «325 000 \$» par «485 000 \$»;

3^o par le remplacement, dans le dernier alinéa, de «2019» par «2023».

21. Les articles 92 et 93 de ce programme sont remplacés par les suivants :

«**92.** Une aide est accordée au propriétaire pour le déplacement de ses bâtiments, pour la stabilisation du terrain sur lequel se situent ses bâtiments menacés par l'imminence de mouvements de sol ou à titre d'allocation de départ. La disponibilité de ces trois options dépend notamment de leur faisabilité de même que de l'application des principes de développement durable et de la sécurité publique.

93. Malgré l'article 92, dans le cas où une municipalité effectue des travaux de stabilisation visés à l'article 181.2, une aide peut être accordée pour le déplacement des bâtiments ou à titre d'allocation de départ au propriétaire seulement si ces travaux ne permettent pas d'assurer la sécurité à long terme des bâtiments.»

22. L'article 97 de ce programme est modifié par l'ajout, après le dernier alinéa, du suivant :

«Toutefois, le propriétaire et la municipalité peuvent convenir que la municipalité exécute les obligations de démolition et d'élimination prévues au présent article lorsque cette dernière a accepté l'offre de cession de terrain faite par le propriétaire.»

23. Les articles 98 et 102 de ce programme sont modifiés :

1^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «265 000 \$» par «425 000 \$»;

2^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «325 000 \$» par «485 000 \$»;

3^o par le remplacement, dans le dernier alinéa, de «2019» par «2023».

24. L'article 105 de ce programme est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Toutefois, le propriétaire et la municipalité peuvent convenir que la municipalité exécute les obligations de démolition et d'élimination prévues au présent article lorsque cette dernière a accepté l'offre de cession de terrain faite par le propriétaire.»

25. L'article 106 de ce programme est modifié :

1^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «265 000 \$» par «425 000 \$»;

2^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «325 000 \$» par «485 000 \$»;

3^o par le remplacement, dans le dernier alinéa, de «2019» par «2023».

26. L'article 131 de ce programme est modifié :

1^o par le remplacement de «265 000 \$» par «425 000 \$»;

2^o par le remplacement de «2019» par «2023».

27. L'article 137 de ce programme est modifié :

1^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «265 000\$» par «425 000\$»;

2^o par le remplacement, dans le dernier alinéa, de «2019» par «2023».

28. L'article 141 de ce programme est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Toutefois, l'entreprise et la municipalité peuvent convenir que la municipalité exécute les obligations de démolition et d'élimination prévues au présent article lorsque cette dernière a accepté l'offre de cession de terrain faite par l'entreprise.»

29. L'article 142 de ce programme est modifié :

1^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «265 000\$» par «425 000\$»;

2^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «325 000\$» par «485 000\$»;

3^o par le remplacement, dans le dernier alinéa, de «2019» par «2023».

30. L'article 145 de ce programme est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Toutefois, l'entreprise et la municipalité peuvent convenir que la municipalité exécute les obligations de démolition et d'élimination prévues au présent article lorsque cette dernière a accepté l'offre de cession de terrain faite par l'entreprise.»

31. L'article 146 de ce programme est modifié :

1^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «265 000\$» par «425 000\$»;

2^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «325 000\$» par «485 000\$»;

3^o par le remplacement, dans le dernier alinéa, de «2019» par «2023».

32. Les articles 149 et 150 de ce programme sont remplacés par les suivants :

«**149.** Une aide est accordée à une entreprise pour le déplacement de ses bâtiments, pour la stabilisation du terrain sur lequel se situent ses bâtiments menacés par l'imminence de mouvements de sol ou à titre d'allocation de départ. La disponibilité de ces trois options dépend

notamment de leur faisabilité de même que de l'application des principes de développement durable et de la sécurité publique.

150. Malgré l'article 149, dans le cas où une municipalité effectue des travaux de stabilisation visés à l'article 181.2, une aide peut être accordée pour le déplacement des bâtiments ou à titre d'allocation de départ à l'entreprise seulement si ces travaux ne permettent pas d'assurer la sécurité à long terme des bâtiments.»

33. L'article 154 de ce programme est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Toutefois, l'entreprise et la municipalité peuvent convenir que la municipalité exécute les obligations de démolition et d'élimination prévues au présent article lorsque cette dernière a accepté l'offre de cession de terrain faite par l'entreprise.»

34. Les articles 155 et 159 de ce programme sont modifiés :

1^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «265 000\$» par «425 000\$»;

2^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «325 000\$» par «485 000\$»;

3^o par le remplacement, dans le dernier alinéa, de «2019» par «2023».

35. L'article 162 de ce programme est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Toutefois, l'entreprise et la municipalité peuvent convenir que la municipalité exécute les obligations de démolition et d'élimination prévues au présent article lorsque cette dernière a accepté l'offre de cession de terrain faite par l'entreprise.»

36. L'article 163 de ce programme est modifié :

1^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «265 000\$» par «425 000\$»;

2^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de «325 000\$» par «485 000\$»;

3^o par le remplacement, dans le dernier alinéa, de «2019» par «2023».

37. Ce programme est modifié par l'insertion, après l'article 181.1, des sections suivantes :

«SECTION VIII.1 STABILISATION DE TALUS

181.2 Une aide, égale aux frais raisonnables déboursés, est accordée à une municipalité pour la stabilisation d'un terrain qui lui est cédé en vertu du présent Programme afin d'assurer la sécurité à long terme de biens visés par celui-ci si cette stabilisation est nécessaire pour les protéger et que le ministre juge que cette solution est la plus avantageuse compte tenu, notamment, du coût.

SECTION VIII.2 FRAIS DE DÉMOLITION

181.3 Lorsqu'une municipalité accepte une offre de cession d'un terrain comprenant un immeuble ou des biens qui doivent être démolis ou dans toute autre circonstance exceptionnelle déterminée par le ministre, une aide, égale aux frais raisonnables déboursés, lui est accordée pour la démolition, l'élimination et l'enfouissement des débris et le remblayage dans le cas de la démolition de tout bien situé sur le terrain, y compris de ses fondations. ».

38. L'article 188 de ce programme est modifié par l'insertion, après « 181 », de « , 181.1 et 182 ».

39. L'article 213 de ce programme est modifié :

1^o par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « 20 \$ » par « 40 \$ »;

2^o par le remplacement des troisième, quatrième et cinquième alinéas par le suivant :

« Exceptionnellement, si la sécurité publique ou la situation l'exige et que le particulier n'a pas contribué à allonger cette période, celle-ci peut être prolongée. »;

3^o par le remplacement, dans le dernier alinéa, de « Les montants mentionnés au premier et au deuxième alinéa sont majorés » par « Le montant mentionné au deuxième alinéa est majoré ».

40. L'article 226 de ce programme est modifié :

1^o par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « 200 000 \$ » par « 325 000 \$ »;

2^o par le remplacement, dans le dernier alinéa, de « 2019 » par « 2023 ».

41. L'article 226.1 de ce programme est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, de « 100 000 \$ » par « 162 500 \$ ».

42. L'article 228 de ce programme est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « 100 000 \$ » par « 162 500 \$ ».

43. L'article 234 de ce programme est modifié :

1^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de « 200 000 \$ » par « 325 000 \$ »;

2^o par le remplacement, dans le dernier alinéa, de « 2019 » par « 2023 ».

44. L'article 238 de ce programme est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Toutefois, le particulier et la municipalité peuvent convenir que la municipalité exécute les obligations de démolition et d'élimination prévues au présent article lorsque cette dernière a accepté l'offre de cession de terrain faite par le particulier. ».

45. L'article 239 de ce programme est modifié :

1^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de « 200 000 \$ » par « 325 000 \$ »;

2^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de « 250 000 \$ » par « 385 000 \$ »;

3^o par le remplacement, dans le dernier alinéa, de « 2019 » par « 2023 ».

46. L'article 242 de ce programme est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Toutefois, le particulier et la municipalité peuvent convenir que la municipalité exécute les obligations de démolition et d'élimination prévues au présent article lorsque cette dernière a accepté l'offre de cession de terrain faite par le particulier. ».

47. L'article 243 de ce programme est modifié :

1^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de « 200 000 \$ » par « 325 000 \$ »;

2^o par le remplacement, partout où ceci se trouve, de « 250 000 \$ » par « 385 000 \$ »;

3^o par le remplacement, dans le dernier alinéa, de « 2019 » par « 2023 ».

78078

Gouvernement du Québec

Décret 1418-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'approbation de l'Entente relative à l'octroi d'une subvention pour la mise en œuvre de mesures visant à favoriser l'immatriculation des armes à feu sans restriction ainsi que pour la prévention et la lutte contre la violence liée aux armes à feu entre la Nation naskapie de Kawawachikamach et le gouvernement du Québec

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada ont conclu, le 6 novembre 2019, l'Entente de contribution financière dans le cadre du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs, approuvée par le décret numéro 1114-2019 du 6 novembre 2019;

ATTENDU QUE conformément à cette entente de contribution, le Québec peut conclure, avec un tiers admissible, une entente de financement afin de redistribuer le financement reçu du Canada, pour la réalisation d'initiatives de prévention et de lutte et contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec souhaite verser une subvention à la Nation naskapie de Kawawachikamach pour la mise en œuvre de mesures visant à favoriser l'immatriculation des armes à feu sans restriction par les Naskapis ainsi que pour la prévention et la lutte contre la violence liée aux armes à feu dans le territoire défini à l'alinéa 1.16 de la Convention du Nord-Est québécois;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente en matière d'affaires autochtones visée par l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3.49 de cette loi toute entente visée à l'article 3.48 doit, pour être valide, être approuvée par le gouvernement et être signée par le ministre responsable des Affaires autochtones;

ATTENDU QUE la Nation naskapie de Kawawachikamach est un organisme public fédéral au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QUE cette entente constitue également une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être

approuvées par le gouvernement et être signées par la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 641-2014 du 3 juillet 2014, une entente qui a pour objet le versement d'une aide financière en faveur d'un organisme public fédéral est exclue de l'application du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi;

ATTENDU QUE cette entente est visée par le décret numéro 641-2014 du 3 juillet 2014;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique et du ministre responsable des Affaires autochtones :

QUE soit approuvée l'Entente relative à l'octroi d'une subvention pour la mise en œuvre de mesures visant à favoriser l'immatriculation des armes à feu sans restriction ainsi que pour la prévention et la lutte contre la violence liée aux armes à feu entre la Nation naskapie de Kawawachikamach et le gouvernement du Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78079

Gouvernement du Québec

Décret 1419-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'approbation de l'Entente Canada-Québec pour le financement relatif au Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada souhaitent conclure l'Entente Canada-Québec pour le financement relatif au Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires, pour les exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, visant le transfert, par le gouvernement du Canada, d'une contribution financière au gouvernement du Québec pour lui permettre de financer des projets proposés par les municipalités visant à réduire la violence liée aux armes à feu;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 8 de la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (chapitre M-19.3), la ministre de la Sécurité publique élabore et propose au gouvernement des politiques relatives au maintien de la sécurité publique, à la prévention de la criminalité, à

l'implantation et l'amélioration des méthodes de détection et de répression de la criminalité ainsi qu'à l'incarcération et la réinsertion sociale des détenus;

ATTENDU QUE l'Entente Canada-Québec pour le financement relatif au Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique et de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE soit approuvée l'Entente Canada-Québec pour le financement relatif au Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78080

Gouvernement du Québec

Décret 1420-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'octroi d'une subvention maximale de 17 117 702,55 \$ à la Ville de Montréal, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 1419-2022 du 6 juillet 2022, le gouvernement a approuvé l'Entente Canada-Québec pour le financement relatif au Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires, pour les exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec utilise la contribution versée par le Canada pour financer des projets proposés par les municipalités visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 8 de la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (chapitre M-19.3), la ministre de la Sécurité publique élabore et propose au gouvernement des politiques relatives au maintien de la sécurité publique, à la prévention de la criminalité, à l'implantation et l'amélioration des méthodes de détection et de répression de la criminalité ainsi qu'à l'incarcération et la réinsertion sociale des détenus;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre de la Sécurité publique à octroyer une subvention maximale de 17 117 702,55 \$ à la Ville de Montréal, soit un montant maximal de 2 628 098,17 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023, de 5 105 089,37 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, de 5 105 089,37 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025 et de 4 279 425,64 \$ au cours de l'exercice financier 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

ATTENDU QUE cette subvention sera octroyée selon les conditions et les modalités qui seront prévues dans une entente à intervenir entre la ministre de la Sécurité publique et la Ville de Montréal, laquelle sera conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique :

QUE la ministre de la Sécurité publique soit autorisée à octroyer une subvention maximale de 17 117 702,55 \$ à la Ville de Montréal, soit un montant maximal de 2 628 098,17 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023, de 5 105 089,37 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, de 5 105 089,37 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025 et de 4 279 425,64 \$ au cours de l'exercice financier 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

QUE cette subvention soit octroyée selon les conditions et les modalités qui seront prévues dans une entente à intervenir entre la ministre de la Sécurité publique et la Ville de Montréal, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78081

Gouvernement du Québec

Décret 1421-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'octroi d'une subvention maximale de 1 240 894,06 \$ à la Ville de Saguenay, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 1419-2022 du 6 juillet 2022, le gouvernement a approuvé l'Entente Canada-Québec pour le financement relatif au Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires, pour les exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec utilise la contribution versée par le Canada pour financer des projets proposés par les municipalités visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 8 de la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (chapitre M-19.3), la ministre de la Sécurité publique élabore et propose au gouvernement des politiques relatives au maintien de la sécurité publique, à la prévention de la criminalité, à l'implantation et l'amélioration des méthodes de détection et de répression de la criminalité ainsi qu'à l'incarcération et la réinsertion sociale des détenus;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre de la Sécurité publique à octroyer une subvention maximale de 1 240 894,06 \$ à la Ville de Saguenay, soit un

montant maximal de 190 515,72 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023, de 370 077,41 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, de 370 077,41 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025 et de 310 223,52 \$ au cours de l'exercice financier 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

ATTENDU QUE cette subvention sera octroyée selon les conditions et les modalités qui seront prévues dans une entente à intervenir entre la ministre de la Sécurité publique et la Ville de Saguenay, laquelle sera conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique :

QUE la ministre de la Sécurité publique soit autorisée à octroyer une subvention maximale de 1 240 894,06 \$ à la Ville de Saguenay, soit un montant maximal de 190 515,72 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023, de 370 077,41 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, de 370 077,41 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025 et de 310 223,52 \$ au cours de l'exercice financier 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

QUE cette subvention soit octroyée selon les conditions et les modalités qui seront prévues dans une entente à intervenir entre la ministre de la Sécurité publique et la Ville de Saguenay, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78082

Gouvernement du Québec

Décret 1422-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'octroi d'une subvention maximale de 2 788 565,73 \$ à la Ville de Longueuil, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 1419-2022 du 6 juillet 2022, le gouvernement a approuvé l'Entente Canada-Québec pour le financement relatif au Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires, pour les exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec utilise la contribution versée par le Canada pour financer des projets proposés par les municipalités visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 8 de la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (chapitre M-19.3), la ministre de la Sécurité publique élabore et propose au gouvernement des politiques relatives au maintien de la sécurité publique, à la prévention de la criminalité, à l'implantation et l'amélioration des méthodes de détection et de répression de la criminalité ainsi qu'à l'incarcération et la réinsertion sociale des détenus;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre de la Sécurité publique à octroyer une subvention maximale de 2 788 565,73 \$ à la Ville de Longueuil, soit un montant maximal de 428 131,32 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023, de 831 646,49 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, de 831 646,49 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025 et de 697 141,43 \$ au cours de l'exercice financier 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

ATTENDU QUE cette subvention sera octroyée selon les conditions et les modalités qui seront prévues dans une entente à intervenir entre la ministre de la Sécurité publique et la Ville de Longueuil, laquelle sera conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique:

QUE la ministre de la Sécurité publique soit autorisée à octroyer une subvention maximale de 2 788 565,73 \$ à la Ville de Longueuil, soit un montant maximal de 428 131,32 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023, de 831 646,49 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, de 831 646,49 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025 et de 697 141,43 \$ au cours de l'exercice financier 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

QUE cette subvention soit octroyée selon les conditions et les modalités qui seront prévues dans une entente à intervenir entre la ministre de la Sécurité publique et la Ville de Longueuil, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78083

Gouvernement du Québec

Décret 1423-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'octroi d'une subvention maximale de 2 579 550,40 \$ à la Ville de Gatineau, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 1419-2022 du 6 juillet 2022, le gouvernement a approuvé l'Entente Canada-Québec pour le financement relatif au Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires, pour les exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec utilise la contribution versée par le Canada pour financer des projets proposés par les municipalités visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 8 de la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (chapitre M-19.3), la ministre de la Sécurité publique élabore et propose au gouvernement des politiques relatives au maintien de la sécurité publique, à la prévention de la criminalité, à l'implantation et l'amélioration des méthodes de détection et de répression de la criminalité ainsi qu'à l'incarcération et la réinsertion sociale des détenus;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre de la Sécurité publique à octroyer une subvention maximale de 2 579 550,40 \$ à la Ville de Gatineau, soit un

montant maximal de 396 040,98 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023, de 769 310,91 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, de 769 310,91 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025 et de 644 887,60 \$ au cours de l'exercice financier 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

ATTENDU QUE cette subvention sera octroyée selon les conditions et les modalités qui seront prévues dans une entente à intervenir entre la ministre de la Sécurité publique et la Ville de Gatineau, laquelle sera conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique :

QUE la ministre de la Sécurité publique soit autorisée à octroyer une subvention maximale de 2 579 550,40 \$ à la Ville de Gatineau, soit un montant maximal de 396 040,98 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023, de 769 310,91 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, de 769 310,91 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025 et de 644 887,60 \$ au cours de l'exercice financier 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

QUE cette subvention soit octroyée selon les conditions et les modalités qui seront prévues dans une entente à intervenir entre la ministre de la Sécurité publique et la Ville de Gatineau, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78084

Gouvernement du Québec

Décret 1424-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'octroi d'une subvention maximale de 4 609 488,23 \$ à la Ville de Laval, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 1419-2022 du 6 juillet 2022, le gouvernement a approuvé l'Entente Canada-Québec pour le financement relatif au Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires, pour les exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec utilise la contribution versée par le Canada pour financer des projets proposés par les municipalités visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 8 de la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (chapitre M-19.3), la ministre de la Sécurité publique élabore et propose au gouvernement des politiques relatives au maintien de la sécurité publique, à la prévention de la criminalité, à l'implantation et l'amélioration des méthodes de détection et de répression de la criminalité ainsi qu'à l'incarcération et la réinsertion sociale des détenus;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre de la Sécurité publique à octroyer une subvention maximale de 4 609 488,23 \$ à la Ville de Laval, soit un montant maximal de 707 699,39 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023, de 1 374 708,39 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, de 1 374 708,39 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025 et de 1 152 372,06 \$ au cours de l'exercice financier 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

ATTENDU QUE cette subvention sera octroyée selon les conditions et les modalités qui seront prévues dans une entente à intervenir entre la ministre de la Sécurité publique et la Ville de Laval, laquelle sera conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique :

QUE la ministre de la Sécurité publique soit autorisée à octroyer une subvention maximale de 4 609 488,23 \$ à la Ville de Laval, soit un montant maximal de 707 699,39 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023, de 1 374 708,39 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, de 1 374 708,39 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025 et de 1 152 372,06 \$ au cours de l'exercice financier 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

QUE cette subvention soit octroyée selon les conditions et les modalités qui seront prévues dans une entente à intervenir entre la ministre de la Sécurité publique et la ville de Laval, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78085

Gouvernement du Québec

Décret 1425-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'octroi d'une subvention maximale de 1 313 941,46 \$ à la Ville de Terrebonne, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 1419-2022 du 6 juillet 2022, le gouvernement a approuvé l'Entente Canada-Québec pour le financement relatif au Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires, pour les exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec utilise la contribution versée par le Canada pour financer des projets proposés par les municipalités visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 8 de la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (chapitre M-19.3), la ministre de la Sécurité publique élabore et propose au gouvernement des politiques relatives au maintien de la sécurité publique, à la prévention de la criminalité, à l'implantation et l'amélioration des méthodes de détection et de répression de la criminalité ainsi qu'à l'incarcération et la réinsertion sociale des détenus;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre de la Sécurité publique à octroyer une subvention maximale de 1 313 941,46 \$ à la Ville de Terrebonne, soit un

montant maximal de 201 730,76 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023, de 391 862,67 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, de 391 862,67 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025 et de 328 485,36 \$ au cours de l'exercice financier 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

ATTENDU QUE cette subvention sera octroyée selon les conditions et les modalités qui seront prévues dans une entente à intervenir entre la ministre de la Sécurité publique et la Ville de Terrebonne, laquelle sera conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique :

QUE la ministre de la Sécurité publique soit autorisée à octroyer une subvention maximale de 1 313 941,46 \$ à la Ville de Terrebonne, soit un montant maximal de 201 730,76 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023, de 391 862,67 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, de 391 862,67 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025 et de 328 485,36 \$ au cours de l'exercice financier 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

QUE cette subvention soit octroyée selon les conditions et les modalités qui seront prévues dans une entente à intervenir entre la ministre de la Sécurité publique et la Ville de Terrebonne, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78086

Gouvernement du Québec

Décret 1426-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'octroi d'une subvention maximale de 1 111 513,91 \$ à la Ville de Lévis, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 1419-2022 du 6 juillet 2022, le gouvernement a approuvé l'Entente Canada-Québec pour le financement relatif au Fonds pour

bâtir des communautés plus sécuritaires, pour les exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec utilise la contribution versée par le Canada pour financer des projets proposés par les municipalités visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 8 de la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (chapitre M-19.3), la ministre de la Sécurité publique élabore et propose au gouvernement des politiques relatives au maintien de la sécurité publique, à la prévention de la criminalité, à l'implantation et l'amélioration des méthodes de détection et de répression de la criminalité ainsi qu'à l'incarcération et la réinsertion sociale des détenus;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre de la Sécurité publique à octroyer une subvention maximale de 1 111 513,91 \$ à la Ville de Lévis, soit un montant maximal de 170 651,85 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023, de 331 491,79 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, de 331 491,79 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025 et de 277 878,48 \$ au cours de l'exercice financier 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

ATTENDU QUE cette subvention sera octroyée selon les conditions et les modalités qui seront prévues dans une entente à intervenir entre la ministre de la Sécurité publique et la Ville de Lévis, laquelle sera conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique :

QUE la ministre de la Sécurité publique soit autorisée à octroyer une subvention maximale de 1 111 513,91 \$ à la Ville de Lévis, soit un montant maximal de 170 651,85 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023, de 331 491,79 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, de 331 491,79 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025 et de 277 878,48 \$

au cours de l'exercice financier 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

QUE cette subvention soit octroyée selon les conditions et les modalités qui seront prévues dans une entente à intervenir entre la ministre de la Sécurité publique et la Ville de Lévis, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78087

Gouvernement du Québec

Décret 1427-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'octroi d'une subvention maximale de 1 381 662,35 \$ à la Ville de Sherbrooke, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 1419-2022 du 6 juillet 2022, le gouvernement a approuvé l'Entente Canada-Québec pour le financement relatif au Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires, pour les exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec utilise la contribution versée par le Canada pour financer des projets proposés par les municipalités visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 8 de la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (chapitre M-19.3), la ministre de la Sécurité publique élabore et propose au gouvernement des politiques relatives au maintien de la sécurité publique, à la prévention de la criminalité, à l'implantation et l'amélioration des méthodes de détection et de répression de la criminalité ainsi qu'à l'incarcération et la réinsertion sociale des détenus;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre de la Sécurité publique à octroyer une subvention maximale de 1 381 662,35 \$ à la Ville de Sherbrooke, soit un montant maximal de 212 128,02 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023, de 412 059,37 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, de 412 059,37 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025 et de 345 415,59 \$ au cours de l'exercice financier 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

ATTENDU QUE cette subvention sera octroyée selon les conditions et les modalités qui seront prévues dans une entente à intervenir entre la ministre de la Sécurité publique et la Ville de Sherbrooke, laquelle sera conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique :

QUE la ministre de la Sécurité publique soit autorisée à octroyer une subvention maximale de 1 381 662,35 \$ à la Ville de Sherbrooke, soit un montant maximal de 212 128,02 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023, de 412 059,37 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, de 412 059,37 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025 et de 345 415,59 \$ au cours de l'exercice financier 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

QUE cette subvention soit octroyée selon les conditions et les modalités qui seront prévues dans une entente à intervenir entre la ministre de la Sécurité publique et la Ville de Sherbrooke, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78088

Gouvernement du Québec

Décret 1428-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'octroi d'une subvention maximale de 4 085 593,66 \$ à la Ville de Québec, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 1419-2022 du 6 juillet 2022, le gouvernement a approuvé l'Entente Canada-Québec pour le financement relatif au Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires, pour les exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec utilise la contribution versée par le Canada pour financer des projets proposés par les municipalités visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 8 de la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (chapitre M-19.3), la ministre de la Sécurité publique élabore et propose au gouvernement des politiques relatives au maintien de la sécurité publique, à la prévention de la criminalité, à l'implantation et l'amélioration des méthodes de détection et de répression de la criminalité ainsi qu'à l'incarcération et la réinsertion sociale des détenus;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre de la Sécurité publique à octroyer une subvention maximale de 4 085 593,66 \$ à la Ville de Québec, soit un montant maximal de 627 265,32 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023, de 1 218 464,96 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, de 1 218 464,96 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025 et de 1 021 398,42 \$ au cours de l'exercice financier 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

ATTENDU QUE cette subvention sera octroyée selon les conditions et les modalités qui seront prévues dans une entente à intervenir entre la ministre de la Sécurité publique et la Ville de Québec, laquelle sera conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique :

QUE la ministre de la Sécurité publique soit autorisée à octroyer une subvention maximale de 4 085 593,66 \$ à la Ville de Québec, soit un montant maximal de 627 265,32 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023, de 1 218 464,96 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, de 1 218 464,96 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025 et de 1 021 398,42 \$ au cours de l'exercice financier 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

QUE cette subvention soit octroyée selon les conditions et les modalités qui seront prévues dans une entente à intervenir entre la ministre de la Sécurité publique et la Ville de Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78089

Gouvernement du Québec

Décret 1429-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'octroi d'une subvention maximale de 1 182 781,08 \$ à la Ville de Trois-Rivières, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 1419-2022 du 6 juillet 2022, le gouvernement a approuvé l'Entente Canada-Québec pour le financement relatif au Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires, pour les exercices financiers 2022-2023 à 2025-2026, entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec utilise la contribution versée par le Canada pour financer des projets proposés par les municipalités visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 8 de la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (chapitre M-19.3), la ministre de la Sécurité publique élabore et propose au gouvernement des politiques relatives au maintien de la sécurité publique, à la prévention de la criminalité, à l'implantation et l'amélioration des méthodes de détection et de répression de la criminalité ainsi qu'à l'incarcération et la réinsertion sociale des détenus;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre de la Sécurité publique à octroyer une subvention maximale de 1 182 781,08 \$ à la Ville de Trois-Rivières, soit un montant maximal de 181 593,57 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023, de 352 746,12 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, de 352 746,12 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025 et de 295 695,27 \$ au cours de l'exercice financier 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

ATTENDU QUE cette subvention sera octroyée selon les conditions et les modalités qui seront prévues dans une entente à intervenir entre la ministre de la Sécurité publique et la Ville de Trois-Rivières, laquelle sera conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique :

QUE la ministre de la Sécurité publique soit autorisée à octroyer une subvention maximale de 1 182 781,08 \$ à la Ville de Trois-Rivières, soit un montant maximal de 181 593,57 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023, de 352 746,12 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, de 352 746,12 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025 et de 295 695,27 \$ au cours de l'exercice financier 2025-2026, pour le financement de projets visant à contribuer à la prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

QUE cette subvention soit octroyée selon les conditions et les modalités qui seront prévues dans une entente à intervenir entre la ministre de la Sécurité publique et la Ville de Trois-Rivières, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78090

Gouvernement du Québec

Décret 1430-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'octroi d'une subvention additionnelle d'un montant maximal de 900 000 \$ à Développement Côte-de-Beaupré, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2024-2025, pour soutenir la mise en place d'un projet pilote visant l'offre d'une nouvelle expérience touristique

ATTENDU QUE Développement Côte-de-Beaupré est une personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38), qui a pour mission de favoriser et soutenir l'émergence de projets structurants qui visent le développement de l'économie et de l'emploi de la région;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 2^o de l'article 5 de la Loi sur le ministère du Tourisme (chapitre M-31.2), dans l'exercice de ses responsabilités, la ministre du Tourisme peut notamment conclure des ententes avec toute personne, association, société ou tout organisme;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 6 de cette loi, la ministre du Tourisme peut prendre toute mesure utile à la réalisation de sa mission, notamment fournir aux personnes, aux entreprises et aux organismes les services qu'elle juge nécessaires au développement touristique du Québec et apporter, aux conditions qu'elle détermine dans le cadre des orientations, des politiques et des stratégies gouvernementales et, dans certains cas, avec l'autorisation du gouvernement, son soutien financier ou technique à la réalisation d'actions ou de projets;

ATTENDU QUE le Secrétariat à la Capitale-Nationale s'est engagé à octroyer, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2024-2025, une subvention d'un montant maximal de 1 200 000 \$ à Développement Côte-de-Beaupré pour soutenir le projet pilote, pour un montant total d'aides gouvernementales combinées supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre du Tourisme à octroyer une subvention additionnelle d'un montant maximal de 900 000 \$ à Développement Côte-de-Beaupré, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2024-2025, soit un montant maximal de 300 000 \$ au cours de chacun de ces exercices financiers, pour soutenir la mise en place d'un projet pilote visant l'offre d'une nouvelle expérience touristique;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention seront établies dans une convention de subvention à être conclue entre la ministre du Tourisme et Développement Côte-de-Beaupré, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention de subvention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre du Tourisme :

QUE la ministre du Tourisme soit autorisée à octroyer une subvention additionnelle d'un montant maximal de 900 000 \$ à Développement Côte-de-Beaupré, au cours des exercices financiers 2022-2023 à 2024-2025, soit un montant maximal de 300 000 \$ au cours de chacun de ces exercices financiers, pour soutenir la mise en place d'un projet pilote visant l'offre d'une nouvelle expérience touristique;

QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention soient établies dans une convention de subvention à être conclue entre la ministre du Tourisme et Développement Côte-de-Beaupré, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention de subvention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78091

Gouvernement du Québec

Décret 1432-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT l'abrogation du décret numéro 751-2017 du 4 juillet 2017 concernant le Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes

ATTENDU QUE, par le décret numéro 751-2017 du 4 juillet 2017, le gouvernement a approuvé le Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes;

ATTENDU QU'il y a lieu d'abroger ce décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports :

QUE soit abrogé le décret numéro 751-2017 du 4 juillet 2017 concernant le Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78093

Gouvernement du Québec

Décret 1433-2022, 6 juillet 2022

CONCERNANT le versement à la Société des Traversiers du Québec d'une deuxième tranche de la subvention d'un montant maximal de 139 205 967 \$, pour l'année financière 2022-2023, et d'une avance d'un montant maximal de 66 536 500 \$, pour l'année financière 2023-2024, pour pourvoir à ses obligations

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3 de la Loi sur la Société des Traversiers du Québec (chapitre S-14), la Société des Traversiers du Québec a notamment pour objet de fournir des services de transport par traversier entre les rives des fleuves, rivières et lacs qui sont situés dans le Québec et d'acquérir, de posséder ou d'aliéner les biens nécessaires à ces services, et d'exécuter ou de faire exécuter tous les travaux destinés à assurer ces services;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 19 de cette loi, la Société des Traversiers du Québec a fait au ministre des Transports un rapport de ses activités pour l'année financière précédente, accompagné d'un budget prévisionnel des revenus et des dépenses pour l'année financière 2022-2023;

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 1059-2021 du 7 juillet 2021, une avance de 60 403 533 \$, correspondant au tiers de la subvention totale de 181 210 600 \$ autorisée pour l'année financière 2021-2022, a déjà été versée à la Société des Traversiers du Québec pour l'année financière 2022-2023;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre des Transports à verser à la Société des Traversiers du Québec une deuxième tranche de la subvention d'un montant maximal de 139 205 967 \$, pour l'année financière 2022-2023, portant ainsi la subvention totale autorisée pour cette année financière à 199 609 500 \$, pour pourvoir à ses obligations;

ATTENDU QUE, pour lui permettre de pourvoir à ses obligations, il y a lieu d'autoriser le ministre des Transports à verser à la Société des Traversiers du Québec, dès le début de l'année financière 2023-2024, une avance d'un montant maximal de 66 536 500 \$, pour cette année financière, correspondant au tiers de la subvention totale autorisée pour l'année financière 2022-2023;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 4 de la Loi sur les transports (chapitre T-12), le ministre des Transports peut accorder des subventions pour fins de transport;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports :

QUE le ministre des Transports soit autorisé à verser à la Société des Traversiers du Québec une deuxième tranche de la subvention d'un montant maximal de 139 205 967 \$, pour l'année financière 2022-2023, portant ainsi la subvention totale autorisée pour cette année financière à 199 609 500 \$, pour pourvoir à ses obligations;

QUE ce montant maximal soit versé à la Société des Traversiers du Québec par versements trimestriels, sous réserve de la production par celle-ci d'un rapport d'étape au 30 novembre 2022 confirmant les besoins en liquidité jusqu'au 31 mars 2023;

QUE, pour lui permettre de pourvoir à ses obligations, le ministre des Transports soit autorisé à verser à la Société des Traversiers du Québec, dès le début de l'année financière 2023-2024, une avance d'un montant maximal de 66 536 500 \$, pour cette année financière, correspondant au tiers de la subvention totale autorisée pour l'année financière 2022-2023.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78094

Arrêtés ministériels

A.M., 2022

Arrêté 0058-2022 de la ministre de la Sécurité publique en date du 13 juillet 2022

Loi sur la sécurité civile
(chapitre S-2.3)

Autorisation de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence local de la Ville de Saguenay

VU l'article 42 de la Loi sur la sécurité civile, lequel prévoit qu'une municipalité locale peut déclarer l'état d'urgence, dans tout ou partie de son territoire, lorsqu'un sinistre majeur, réel ou imminent, exige, pour protéger la vie, la santé ou l'intégrité des personnes, une action immédiate qu'elle estime ne pas pouvoir réaliser adéquatement dans le cadre de ses règles de fonctionnement habituelles ou dans le cadre d'un plan de sécurité civile applicable;

VU le premier alinéa de l'article 43 de cette loi, lequel prévoit que l'état d'urgence déclaré par le conseil municipal vaut pour une période maximale de cinq jours à l'expiration de laquelle il peut être renouvelé, sur autorisation de la ministre, pour d'autres périodes maximales de cinq jours;

VU le deuxième alinéa de ce même article, lequel prévoit également que si le conseil municipal ne peut se réunir en temps utile, le maire ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le maire suppléant peut déclarer l'état d'urgence pour une période maximale de 48 heures;

VU que le lundi 13 juin 2022, un glissement de terrain s'est produit dans l'arrondissement de La Baie à Saguenay, sur l'avenue du Parc, lequel a emporté une maison, nécessité l'évacuation de nombreuses résidences dans le secteur environnant et touché une route;

VU les résultats des analyses menées par les ingénieurs spécialisés en géotechnique du ministère des Transports du Québec, qui font état d'un danger imminent d'un nouveau glissement de terrain dans ce secteur;

VU que les conclusions de ces analyses ont conduit, en fin de journée le 18 juin et dans la nuit du 19 juin 2022, à l'évacuation pour une durée indéterminée, de 53 résidences supplémentaires, portant ainsi le total à 76 résidences, et affectant près de 200 personnes au total;

VU que la mairesse de la Ville de Saguenay, madame Julie Dufour, a déclaré l'état d'urgence local le samedi 18 juin 2022 pour une période de 48 heures, le conseil municipal ne pouvant se réunir en temps utile;

VU que cet état d'urgence a été renouvelé une première fois pour une période additionnelle de cinq jours, avec l'autorisation de la ministre, par la résolution numéro VS-CM-2022-367, adoptée par le conseil municipal le lundi 20 juin 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une seconde fois, le jeudi 23 juin 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-370, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le mardi 28 juin 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une troisième fois, le mardi 28 juin 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-373, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le dimanche 3 juillet 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une quatrième fois, le jeudi 30 juin 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-376, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le mardi 5 juillet 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une cinquième fois, le mardi 5 juillet 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-424, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le dimanche 10 juillet 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une sixième fois, le jeudi 7 juillet 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-437, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le mardi 12 juillet 2022;

VU que la situation sur le territoire demeure préoccupante en lien particulièrement avec la menace d'un nouveau glissement de terrain pouvant survenir de façon imminente, le conseil municipal de la Ville de Saguenay a renouvelé pour une septième fois, par sa résolution numéro VS-CM-2022-440, la déclaration d'état d'urgence pour une période de cinq jours, se terminant au plus tard le samedi 16 juillet 2022, lors d'une séance extraordinaire du conseil municipal tenue le lundi 11 juillet 2022;

VU que la Ville de Saguenay demande à la ministre de la Sécurité publique d'autoriser de nouveau le renouvellement de l'état d'urgence pour une période maximale de cinq jours;

En conséquence, j'autorise la Ville de Saguenay à renouveler l'état d'urgence local déclaré le samedi 18 juin 2022 pour une période additionnelle maximale de cinq jours, se terminant au plus tard le samedi 16 juillet 2022.

Québec, le 13 juillet 2022

La ministre de la Sécurité publique,
IAN LAFRENIÈRE, CD

78111

A.M., 2022

Arrêté 0059-2022 de la ministre de la Sécurité publique en date du 15 juillet 2022

Loi sur la sécurité civile
(chapitre S-2.3)

Autorisation de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence local de la Ville de Saguenay

VU l'article 42 de la Loi sur la sécurité civile, lequel prévoit qu'une municipalité locale peut déclarer l'état d'urgence, dans tout ou partie de son territoire, lorsqu'un sinistre majeur, réel ou imminent, exige, pour protéger la vie, la santé ou l'intégrité des personnes, une action immédiate qu'elle estime ne pas pouvoir réaliser adéquatement dans le cadre de ses règles de fonctionnement habituelles ou dans le cadre d'un plan de sécurité civile applicable;

VU le premier alinéa de l'article 43 de cette loi, lequel prévoit que l'état d'urgence déclaré par le conseil municipal vaut pour une période maximale de cinq jours à l'expiration de laquelle il peut être renouvelé, sur autorisation de la ministre, pour d'autres périodes maximales de cinq jours;

VU le deuxième alinéa de ce même article, lequel prévoit également que si le conseil municipal ne peut se réunir en temps utile, le maire ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le maire suppléant peut déclarer l'état d'urgence pour une période maximale de 48 heures;

VU que le lundi 13 juin 2022, un glissement de terrain s'est produit dans l'arrondissement de La Baie à Saguenay, sur l'avenue du Parc, lequel a emporté une maison, nécessité l'évacuation de nombreuses résidences dans le secteur environnant et touché une route;

VU les résultats des analyses menées par les ingénieurs spécialisés en géotechnique du ministère des Transports du Québec, qui font état d'un danger imminent d'un nouveau glissement de terrain dans ce secteur;

VU que les conclusions de ces analyses ont conduit, en fin de journée le 18 juin et dans la nuit du 19 juin 2022, à l'évacuation pour une durée indéterminée, de 53 résidences supplémentaires, portant ainsi le total à 76 résidences, et affectant près de 200 personnes au total;

VU que la mairesse de la Ville de Saguenay, madame Julie Dufour, a déclaré l'état d'urgence local le samedi 18 juin 2022 pour une période de 48 heures, le conseil municipal ne pouvant se réunir en temps utile;

VU que cet état d'urgence a été renouvelé une première fois pour une période additionnelle de cinq jours, avec l'autorisation de la ministre, par la résolution numéro VS-CM-2022-367, adoptée par le conseil municipal le lundi 20 juin 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une seconde fois, le jeudi 23 juin 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-370, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le mardi 28 juin 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une troisième fois, le mardi 28 juin 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-373, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le dimanche 3 juillet 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une quatrième fois, le jeudi 30 juin 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-376, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le mardi 5 juillet 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une cinquième fois, le mardi 5 juillet 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-424, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le dimanche 10 juillet 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une sixième fois, le jeudi 7 juillet 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-437, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le mardi 12 juillet 2022;

VU que la Ville de Saguenay a renouvelé pour une septième fois, le lundi 11 juillet 2022, par la résolution numéro VS-CM-2022-440, la déclaration d'état d'urgence pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant au plus tard le samedi 16 juillet 2022;

VU que la situation sur le territoire demeure préoccupante en lien particulièrement avec la menace d'un nouveau glissement de terrain pouvant survenir de façon imminente, le conseil municipal de la Ville de Saguenay a renouvelé pour une huitième fois, par sa résolution numéro VS-CM-2022-443, la déclaration d'état d'urgence pour une période de cinq jours, se terminant au plus tard le mardi 19 juillet 2022, lors d'une séance extraordinaire du conseil municipal tenue le jeudi 14 juillet 2022;

VU que la Ville de Saguenay demande à la ministre de la Sécurité publique d'autoriser de nouveau le renouvellement de l'état d'urgence pour une période maximale de cinq jours;

En conséquence, j'autorise la Ville de Saguenay à renouveler l'état d'urgence local déclaré le samedi 18 juin 2022 pour une période additionnelle maximale de cinq jours, se terminant au plus tard le mardi 19 juillet 2022.

Québec, le 15 juillet 2022

La ministre de la Sécurité publique,
IAN LAFRENIÈRE, CD

78115

A.M., 2022

Arrêté 2022-004 du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles en date du 11 juillet 2022

CONCERNANT la soustraction à la prospection, à la recherche, à l'exploration et à l'exploitation minières des substances minérales faisant partie des terrains nécessaires aux fins des parcs régionaux du Lac Taureau, de la Chute-à-Bull et de la Forêt Ouareau, dans la municipalité régionale de comté de Matawinie

LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES,

VU le premier alinéa de l'article 17 de la Loi sur les mines (L.R.Q., c. M-13.1) prévoyant que cette loi vise à favoriser, dans une perspective de développement durable, la prospection, la recherche, l'exploration et l'exploitation des substances minérales, et ce, tout en assurant aux citoyens du Québec une juste part de la richesse créée par l'exploitation de ces ressources et en tenant compte des autres possibilités d'utilisation du territoire;

VU le paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 304 de cette loi suivant lequel le ministre peut, par arrêté, réserver à l'État ou soustraire à la prospection, à la recherche, à l'exploration et à l'exploitation minières toute substance minérale faisant partie du domaine de l'État et nécessaire à tout objet qu'il juge d'intérêt public, notamment la création de parcs;

VU le premier alinéa de l'article 112 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1) suivant lequel une municipalité régionale de comté peut, par règlement, déterminer l'emplacement d'un parc régional;

VU le règlement numéro 75-1966, modifié par le règlement numéro 95-2003 du 18 février 2003, suivant lequel la Municipalité régionale de comté de Matawinie a déterminé l'emplacement du parc régional de la Chute-à-Bull;

VU le règlement numéro 97-2003 du 18 février 2003, modifié par le règlement numéro 97-1-2011 du 13 avril 2011, suivant lequel la Municipalité régionale de comté de Matawinie a déterminé l'emplacement du parc régional du Lac Taureau;

VU le règlement numéro 96-2003 du 18 février 2003, suivant lequel la Municipalité régionale de comté de Matawinie a déterminé l'emplacement du parc régional de la Forêt Ouareau;

CONSIDÉRANT qu'il est d'intérêt public de soustraire à la prospection, à la recherche, à l'exploration et à l'exploitation minières les substances minérales faisant partie des terrains nécessaires aux fins des parcs régionaux du Lac Taureau, de la Chute-à-Bull et de la Forêt Ouareau, situés dans la municipalité régionale de comté de Matawinie;

VU le cinquième alinéa de l'article 304 de la Loi sur les Mines suivant lequel l'arrêté pris en vertu de cet article entre en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est indiquée;

VU l'article 382 de cette loi suivant lequel le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles est chargé de l'application de la Loi sur les mines;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

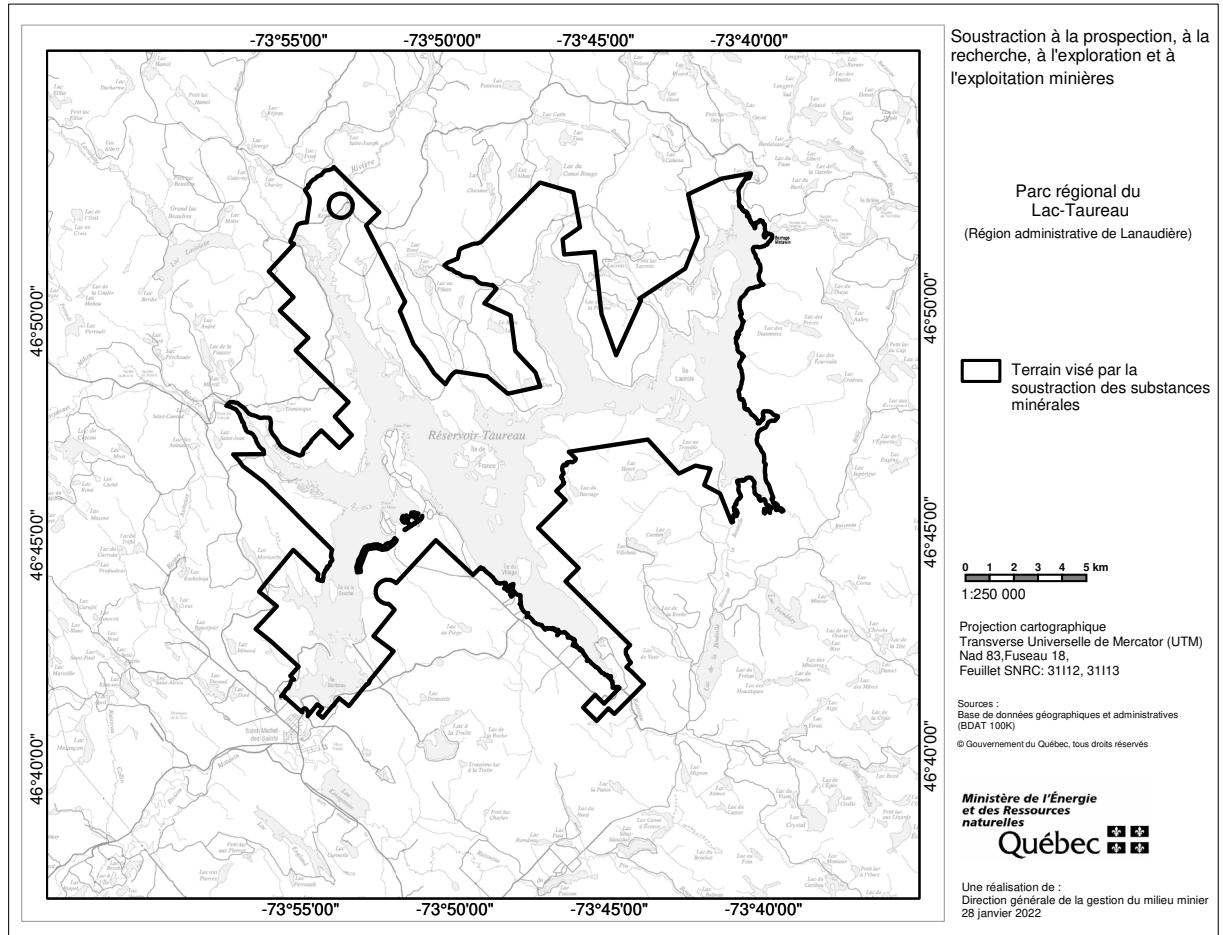
Soustrait à la prospection, à la recherche, à l'exploration et à l'exploitation minières les substances minérales faisant partie des terrains nécessaires aux fins des parcs régionaux du Lac Taureau, de la Chute-à-Bull et de la Forêt Ouareau, situés dans la municipalité régionale de comté de Matawinie, identifiés sur les feuillets SNRC 311/04,

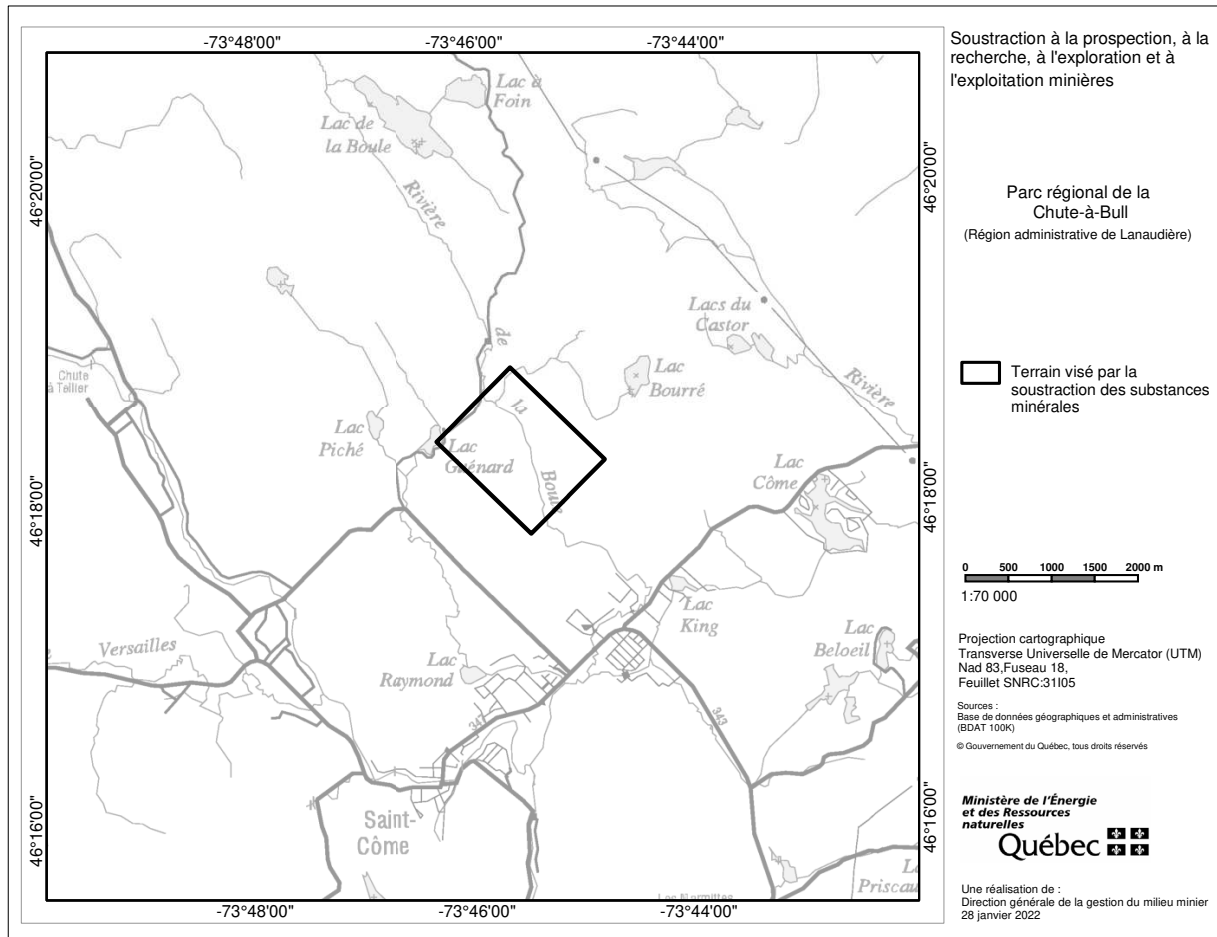
31I/05, 31I/12, 31I/13, 31J/01 et 31J/08, dont les périmètres sont définis et représentés sur les cartes préparées en date du 28 janvier 2022 et déposées aux archives de la Direction générale de la gestion du milieu minier, dont copies sont annexées au présent arrêté;

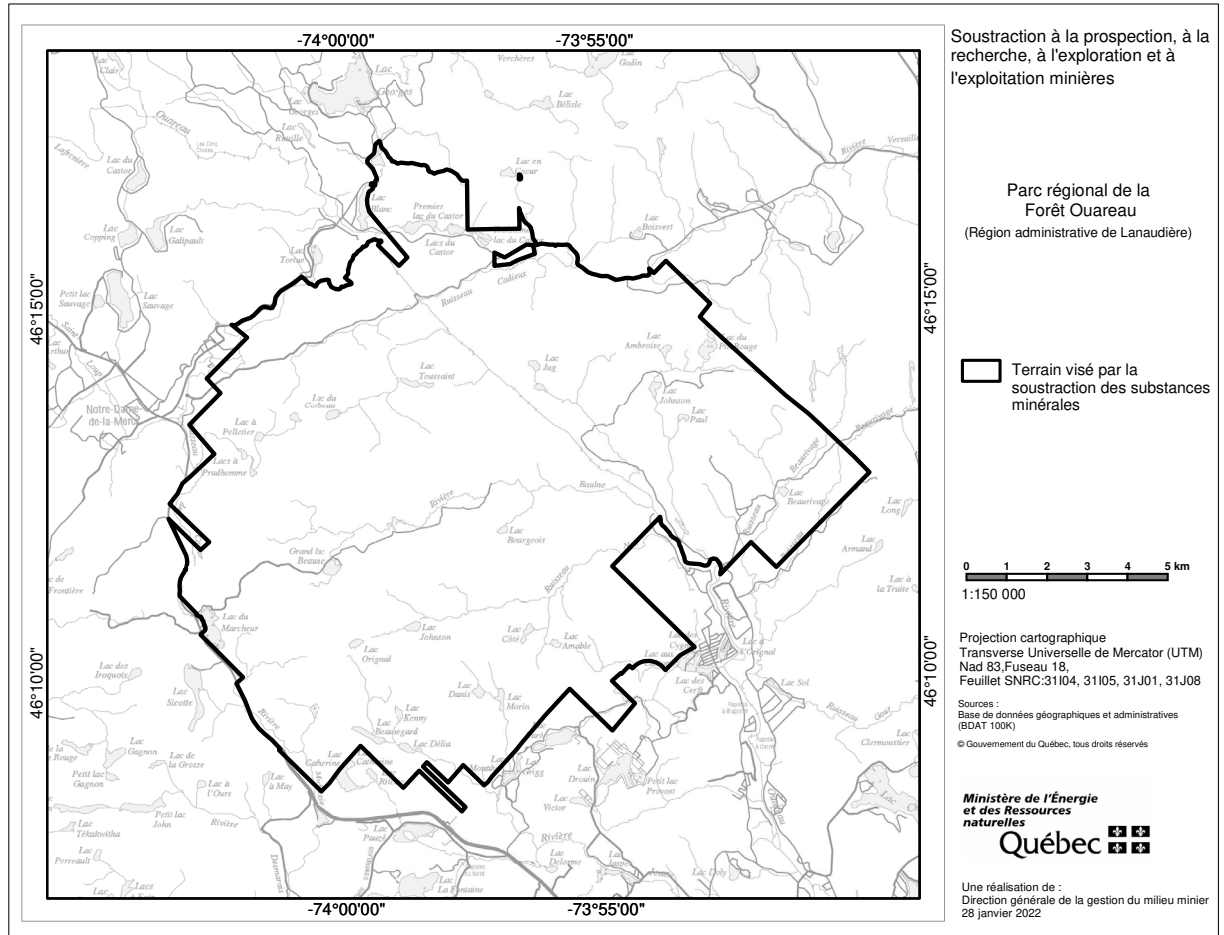
Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Québec, le 11 juillet 2022

Le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles,
JONATAN JULIEN







78109

A.M., 2022

Arrêté 2022-003 du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles en date du 11 juillet 2022

CONCERNANT la soustraction à la prospection, à la recherche, à l'exploration et à l'exploitation minières des substances minérales faisant partie des terrains nécessaires aux quatorze projets de conservation de la flore et de la faune situés dans la ville de Gatineau et dans les MRC d'Abitibi-Ouest, de Memphrémagog, de Pontiac, de Vaudreuil-Soulanges, de Bécancour, du Haut-Richelieu, de Maskinongé, de Nicolet-Yamaska, de Rimouski-Neigette et de Roussillon

LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES,

VU le premier alinéa de l'article 17 de la Loi sur les mines (chapitre M-13.1) prévoyant que cette loi vise à favoriser, dans une perspective de développement durable, la prospection, la recherche, l'exploration et l'exploitation des substances minérales, et ce, tout en assurant aux citoyens du Québec une juste part de la richesse créée par l'exploitation de ces ressources et en tenant compte des autres possibilités d'utilisation du territoire;

VU le paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 304 de cette loi suivant lequel le ministre peut, par arrêté, réserver à l'État ou soustraire à la prospection, à la recherche, à l'exploration et à l'exploitation minières toute substance minérale faisant partie du domaine de l'État et nécessaire à tout objet qu'il juge d'intérêt public, notamment pour la conservation de la flore et de la faune;

VU le cinquième alinéa de l'article 304 de cette loi suivant lequel l'arrêté pris en vertu de cet article entre en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est indiquée;

VU l'article 382 de cette loi suivant lequel le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles est chargé de l'application de la Loi sur les mines;

CONSIDÉRANT qu'il est d'intérêt public de soustraire à la prospection, à la recherche, à l'exploration et à l'exploitation minières les substances minérales faisant partie des terrains nécessaires aux quatorze projets de conservation de la flore et de la faune situés dans la ville de Gatineau et dans les MRC d'Abitibi-Ouest, de Memphrémagog, de Pontiac, de Vaudreuil-Soulanges, de Bécancour, du Haut-Richelieu, de Maskinongé, de Nicolet-Yamaska, de Rimouski-Neigette et de Roussillon;

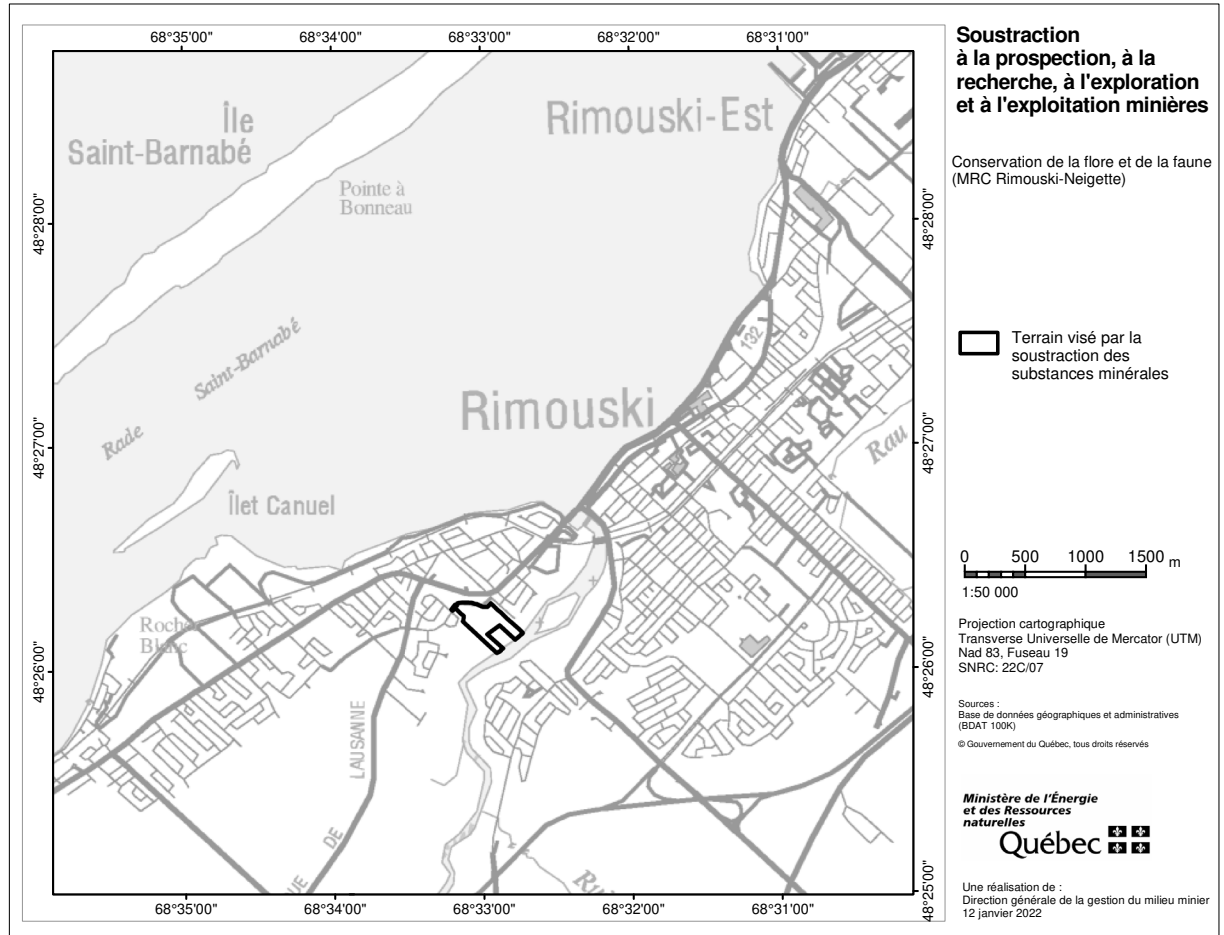
ARRÊTE CE QUI SUIT :

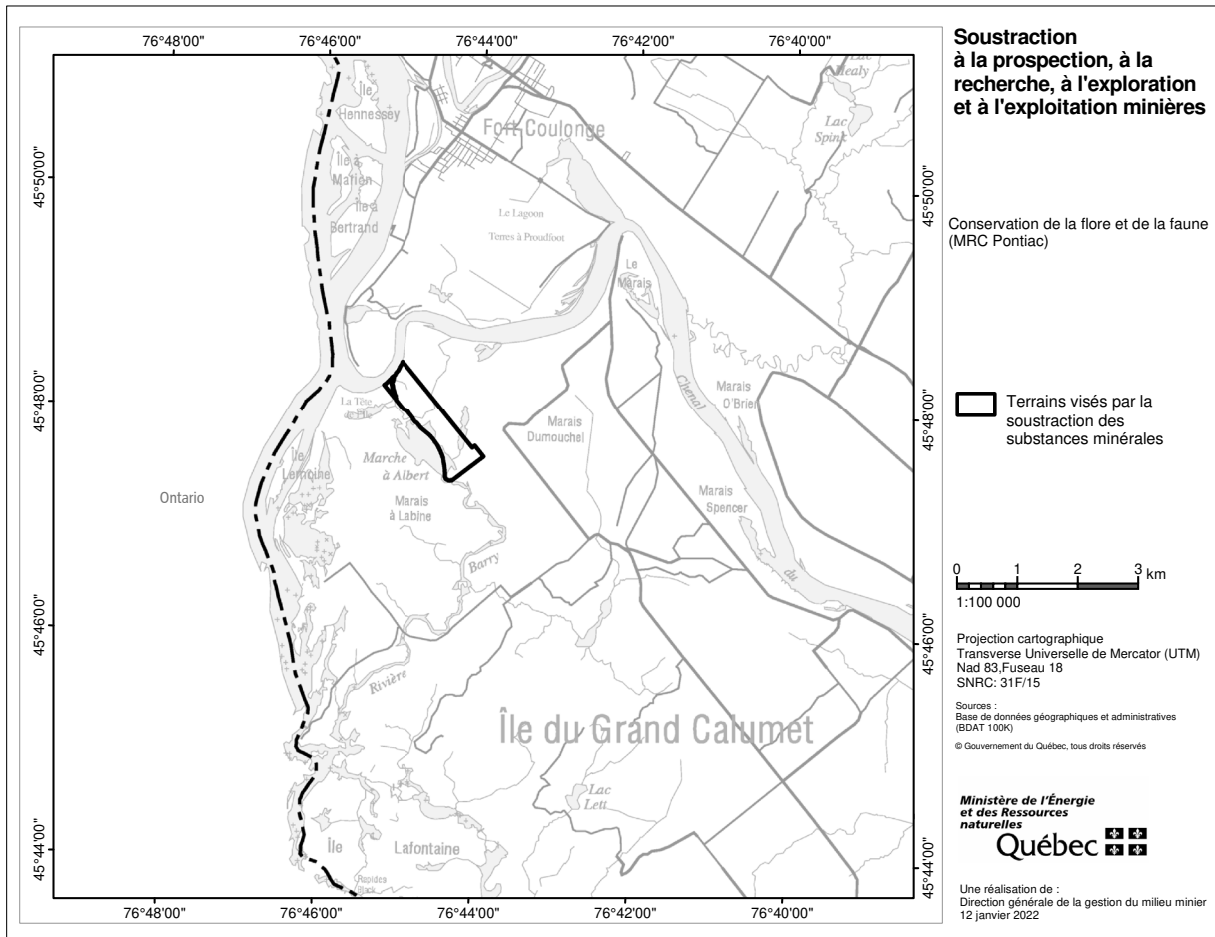
Soustrait à la prospection, à la recherche, à l'exploration et à l'exploitation minières les substances minérales faisant partie des terrains nécessaires aux quatorze projets de conservation de la flore et de la faune situés dans la ville de Gatineau et dans les MRC d'Abitibi-Ouest, de Memphrémagog, de Pontiac, de Vaudreuil-Soulanges, de Bécancour, du Haut-Richelieu, de Maskinongé, de Nicolet-Yamaska, de Rimouski-Neigette et de Roussillon, identifiés sur les feuillets SNRC 22C/07, 31F/15, 31G/09, 31G/11, 31G/12, 31H/03, 31H/05, 31H/08, 31I/02, 31I/07 et 32D/14, dont les périmètres sont définis et représentés sur des cartes préparées en date du 12 janvier 2022 et déposées aux archives de la Direction générale de la gestion du milieu minier, dont copie est annexée au présent arrêté;

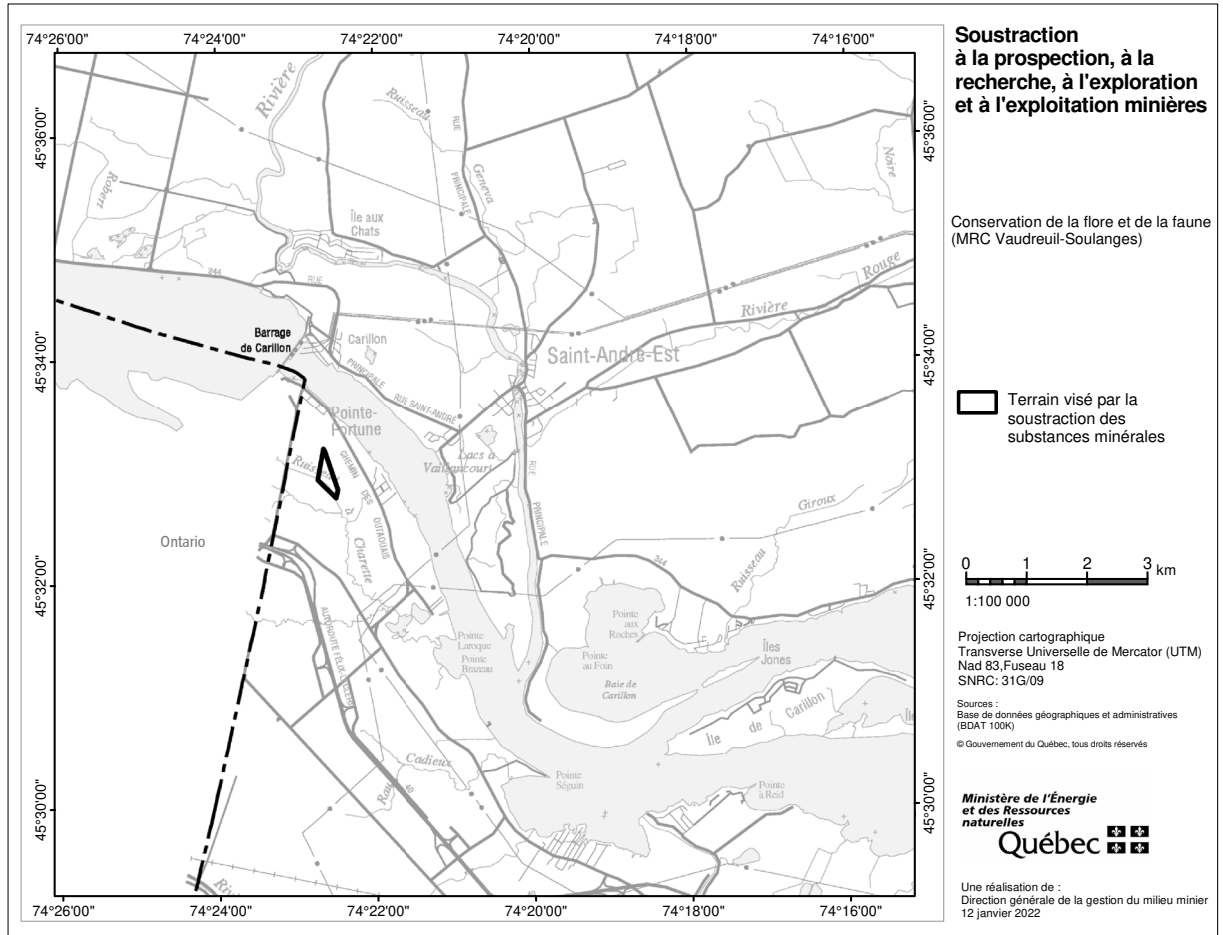
Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

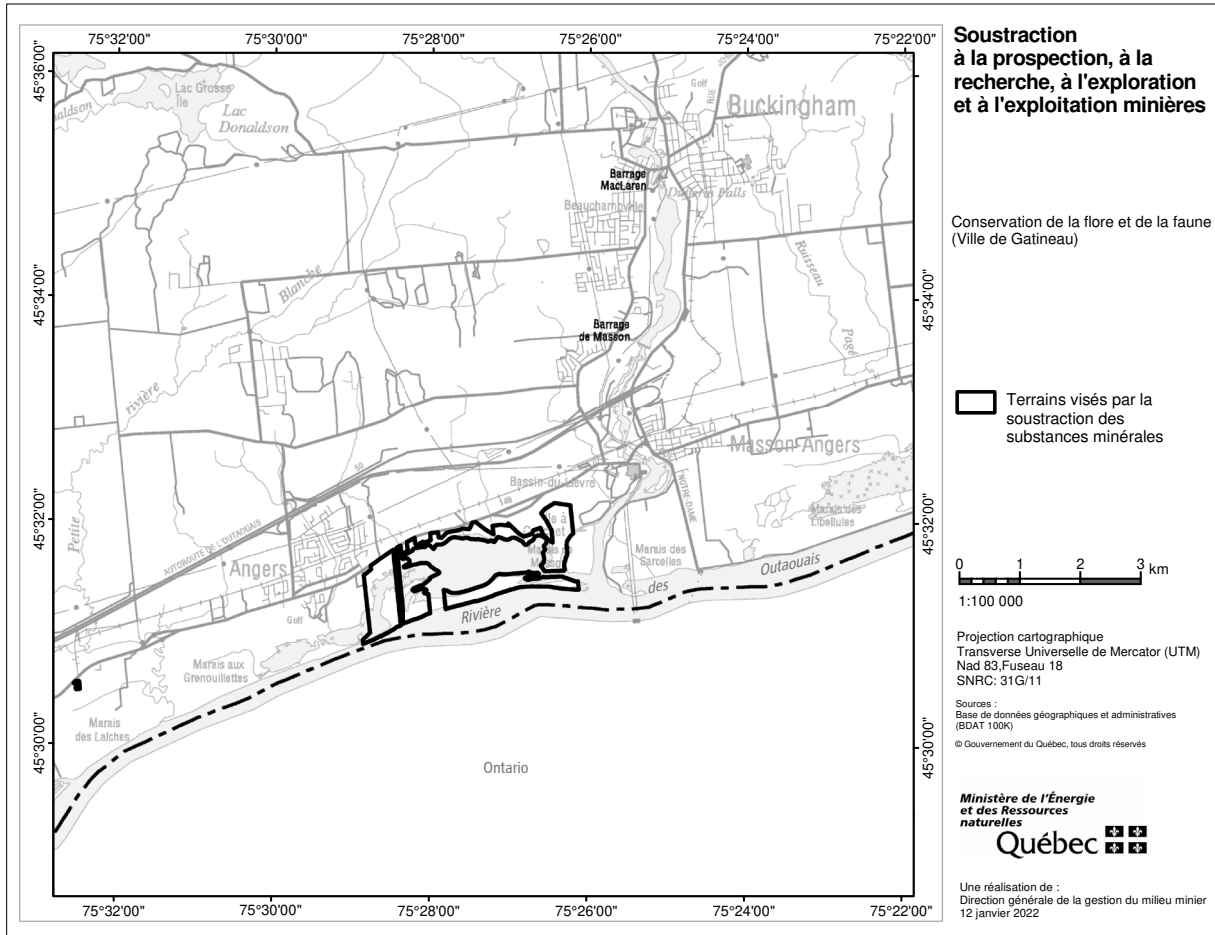
Québec, le 11 juillet 2022

Le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles,
JONATAN JULIEN






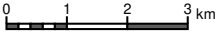




**Soustraction
à la prospection, à la
recherche, à l'exploration
et à l'exploitation minières**

Conservation de la flore et de la faune
(Ville de Gatineau)

 Terrains visés par la
soustraction des
substances minérales


1:100 000

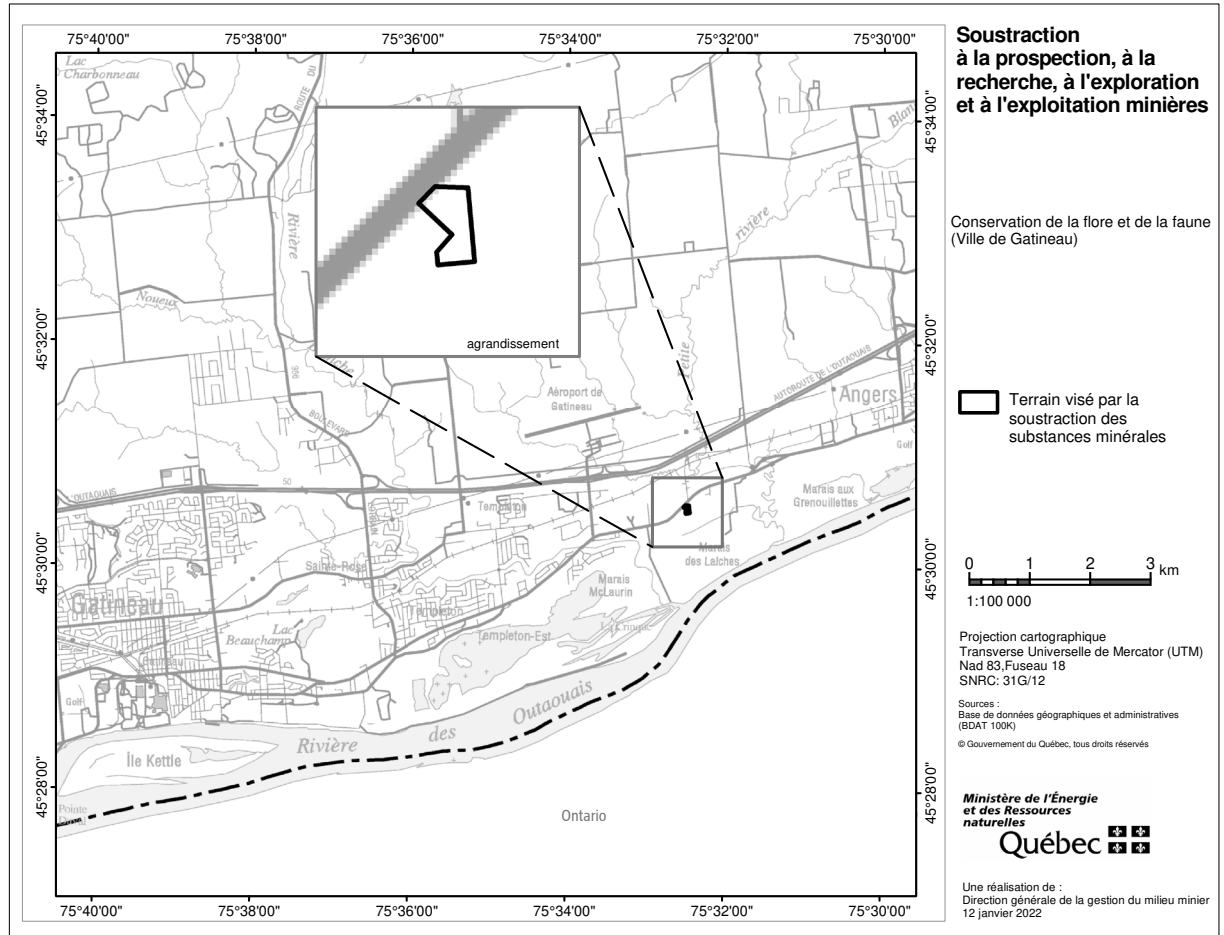
Projection cartographique
Transverse Universelle de Mercator (UTM)
Nad 83, Fuseau 18
SNRC: 31G/11

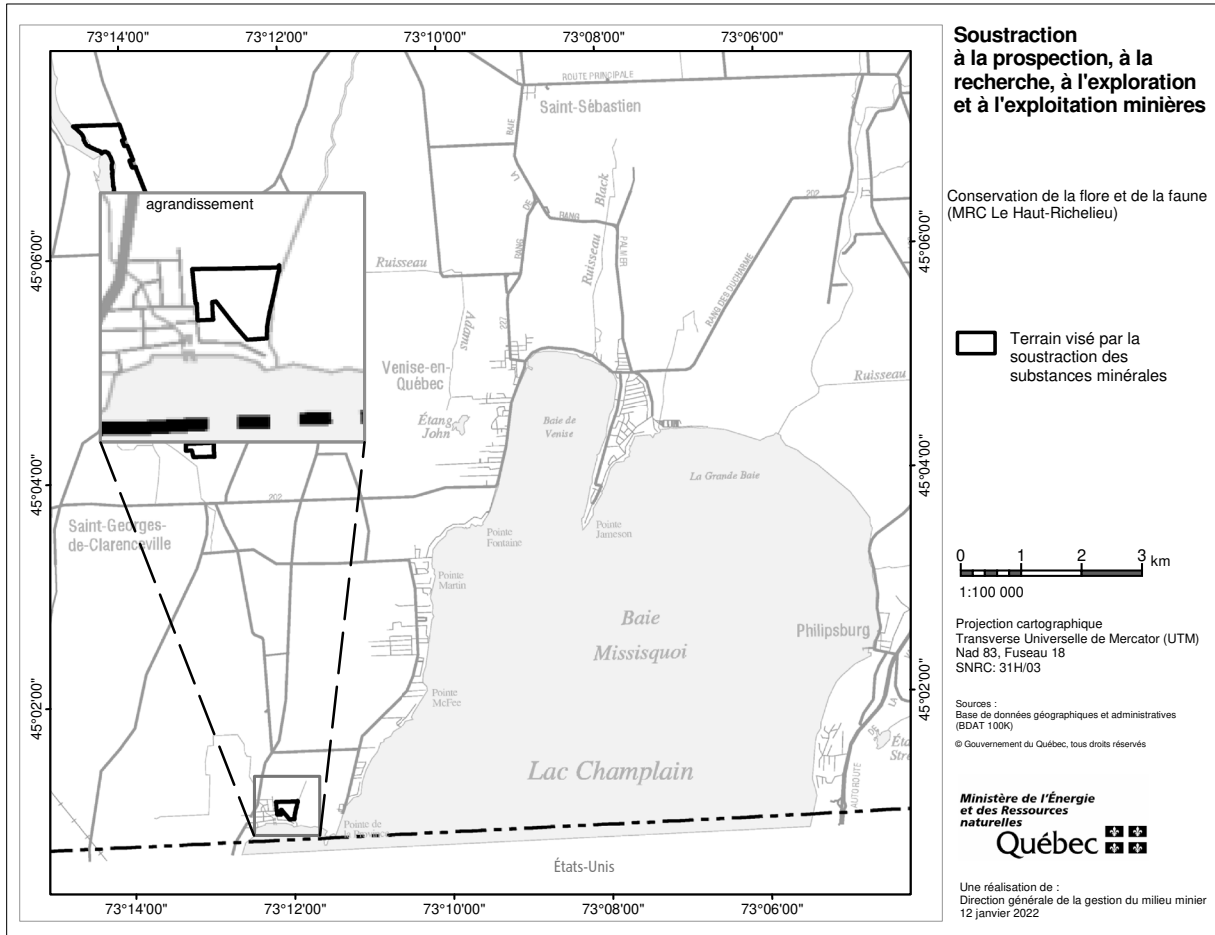
Sources :
Base de données géographiques et administratives
(BDAT 100K)

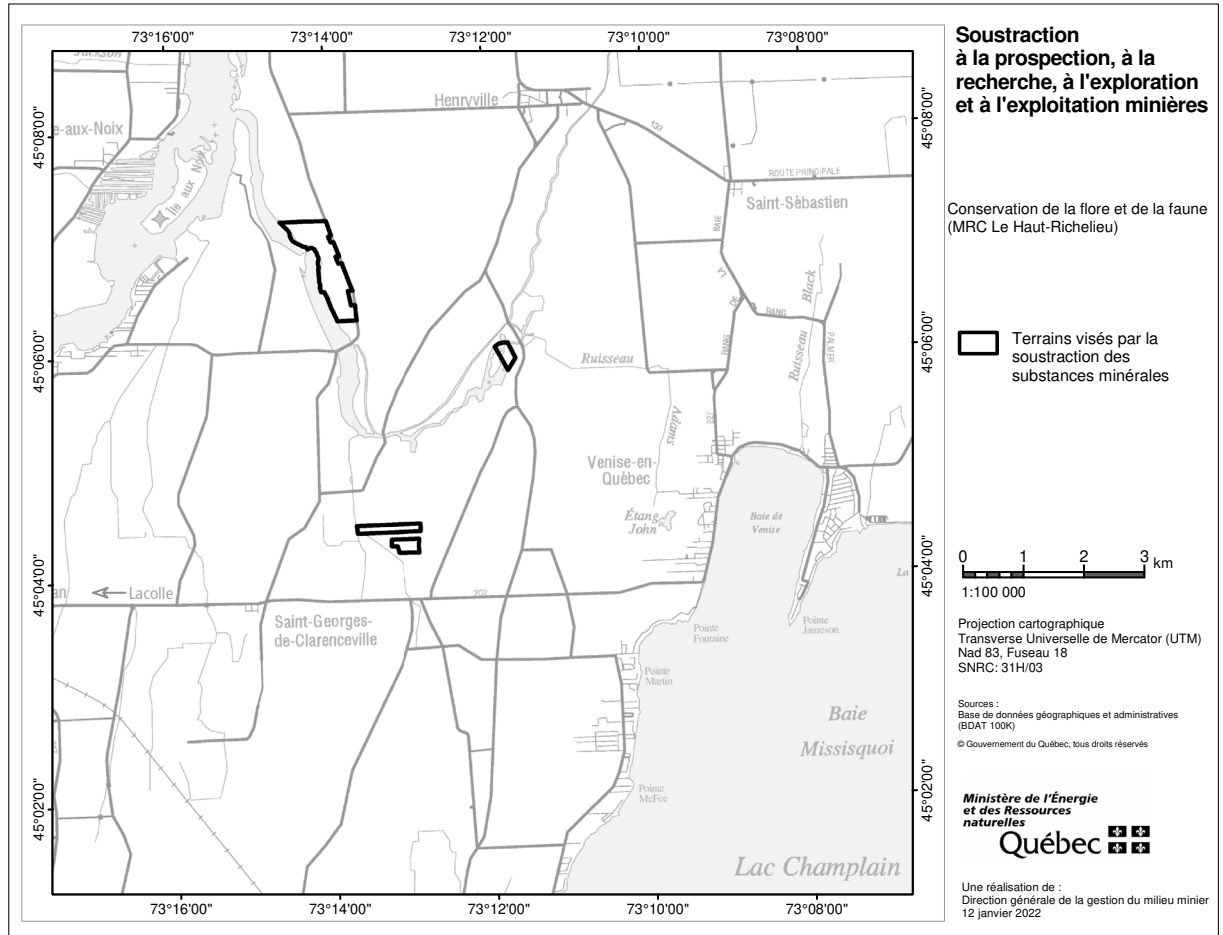
© Gouvernement du Québec, tous droits réservés

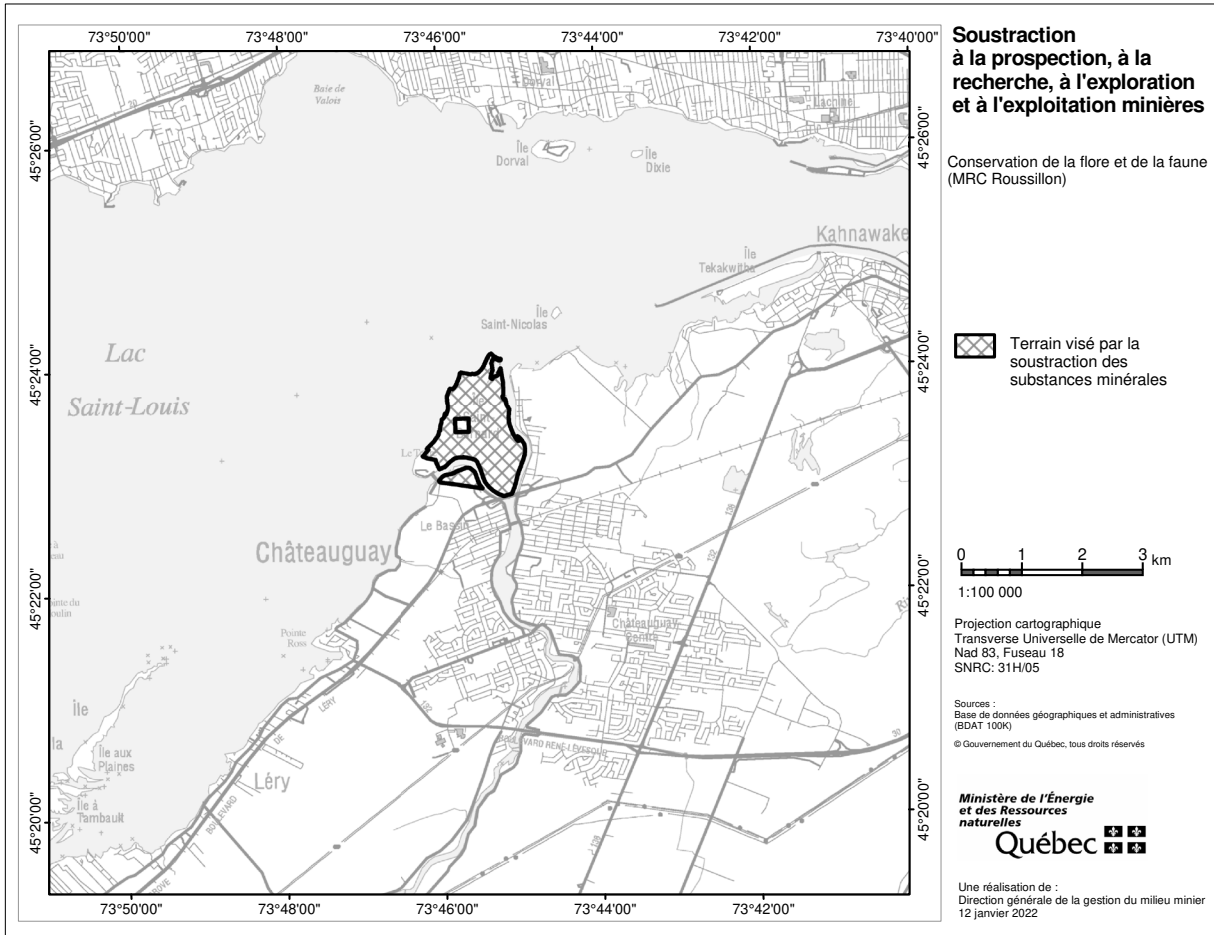
**Ministère de l'Énergie
et des Ressources
naturelles**

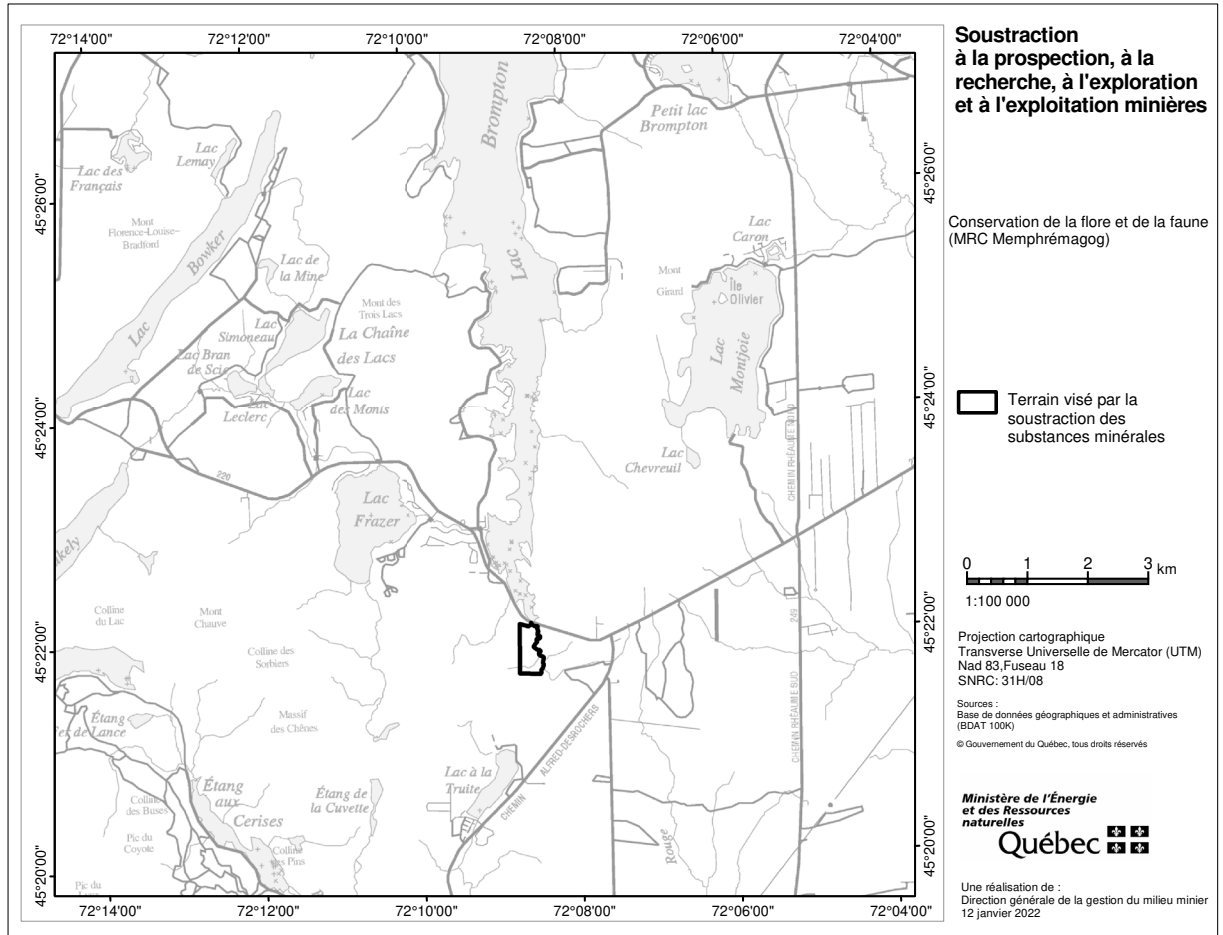

Une réalisation de :
Direction générale de la gestion du milieu minier
12 janvier 2022








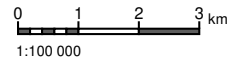




**Soustraction
à la prospection, à la
recherche, à l'exploration
et à l'exploitation minières**

Conservation de la flore et de la faune
(MRC Memphrémagog)

 Terrain visé par la
soustraction des
substances minérales

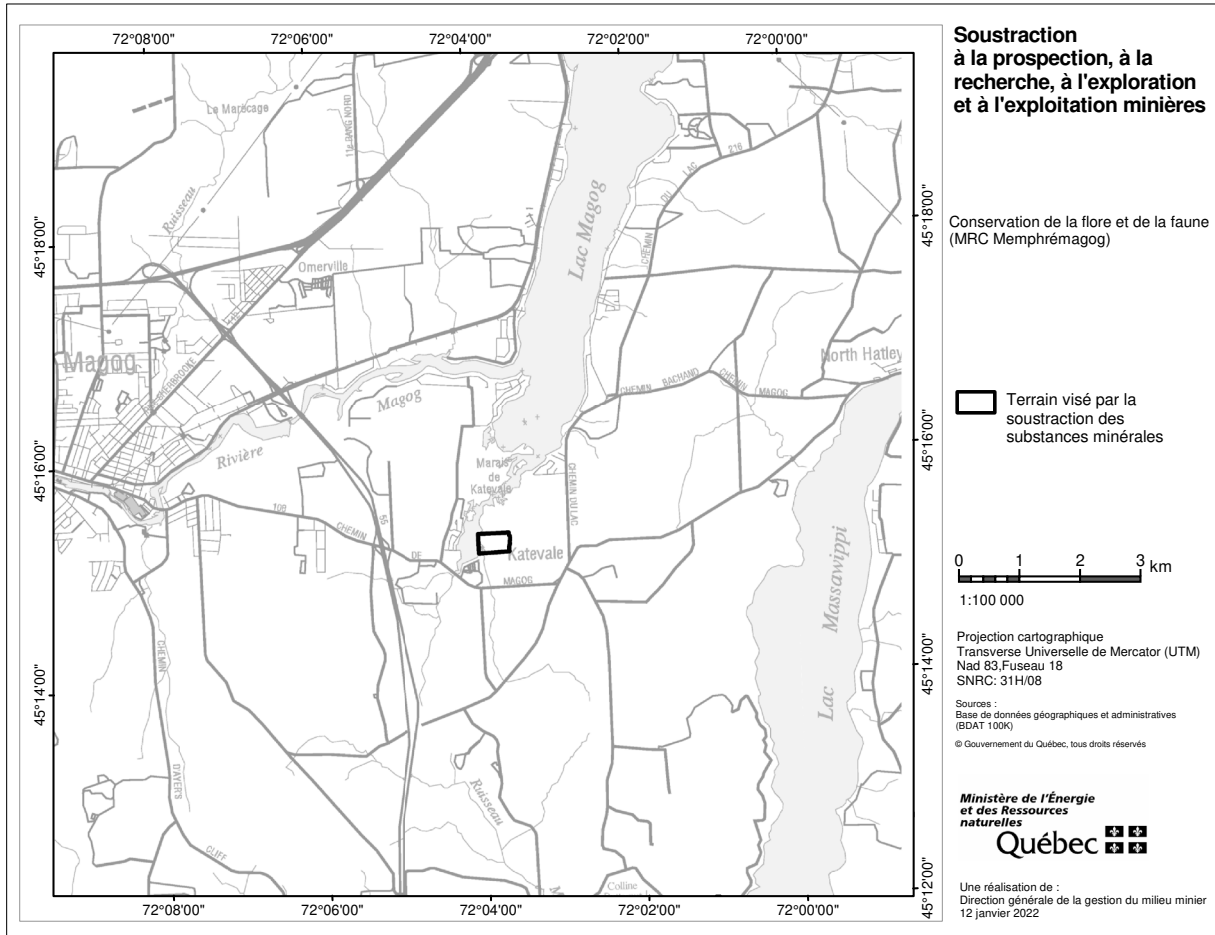


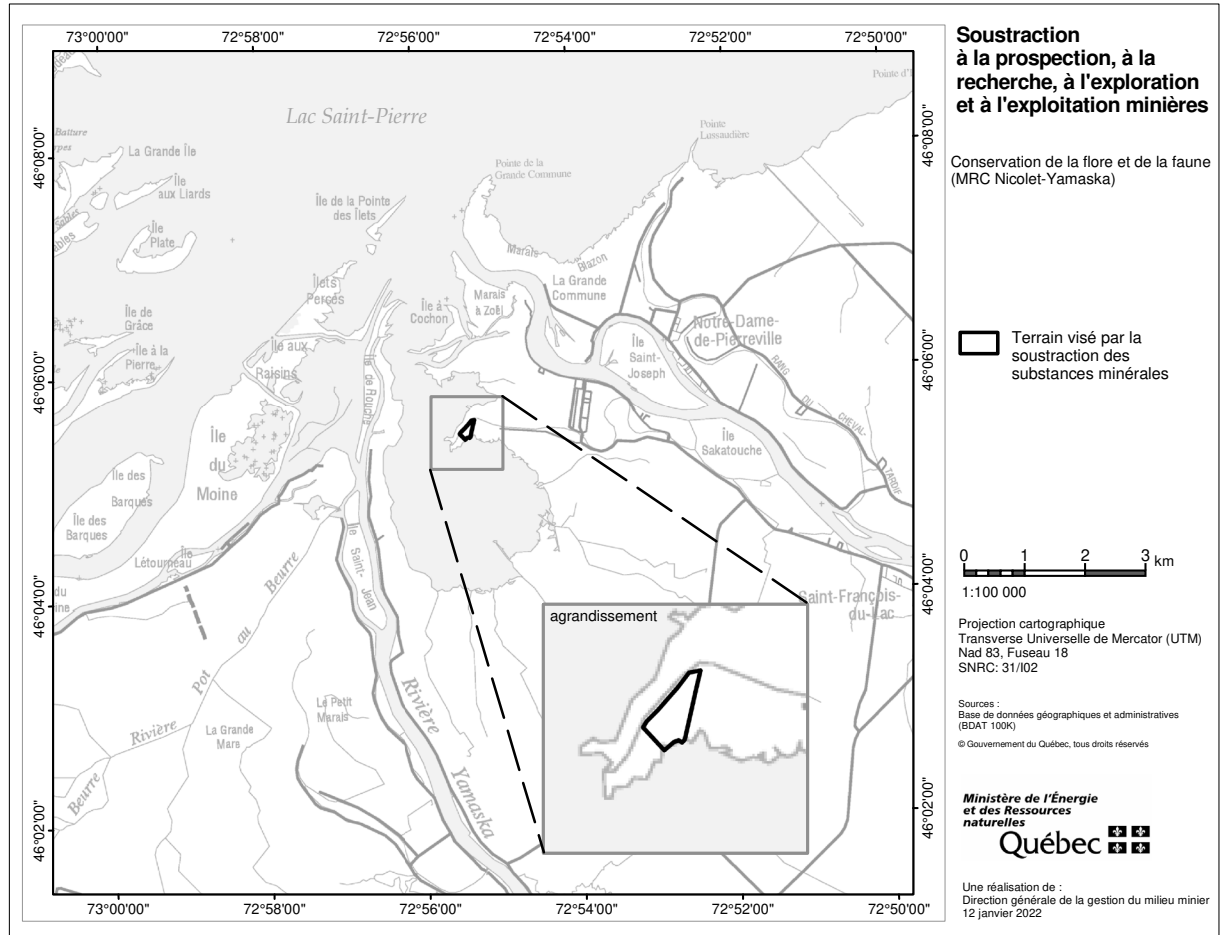
Projection cartographique
Transverse Universelle de Mercator (UTM)
Nad 83, Fuseau 18
SNRC: 31H/08

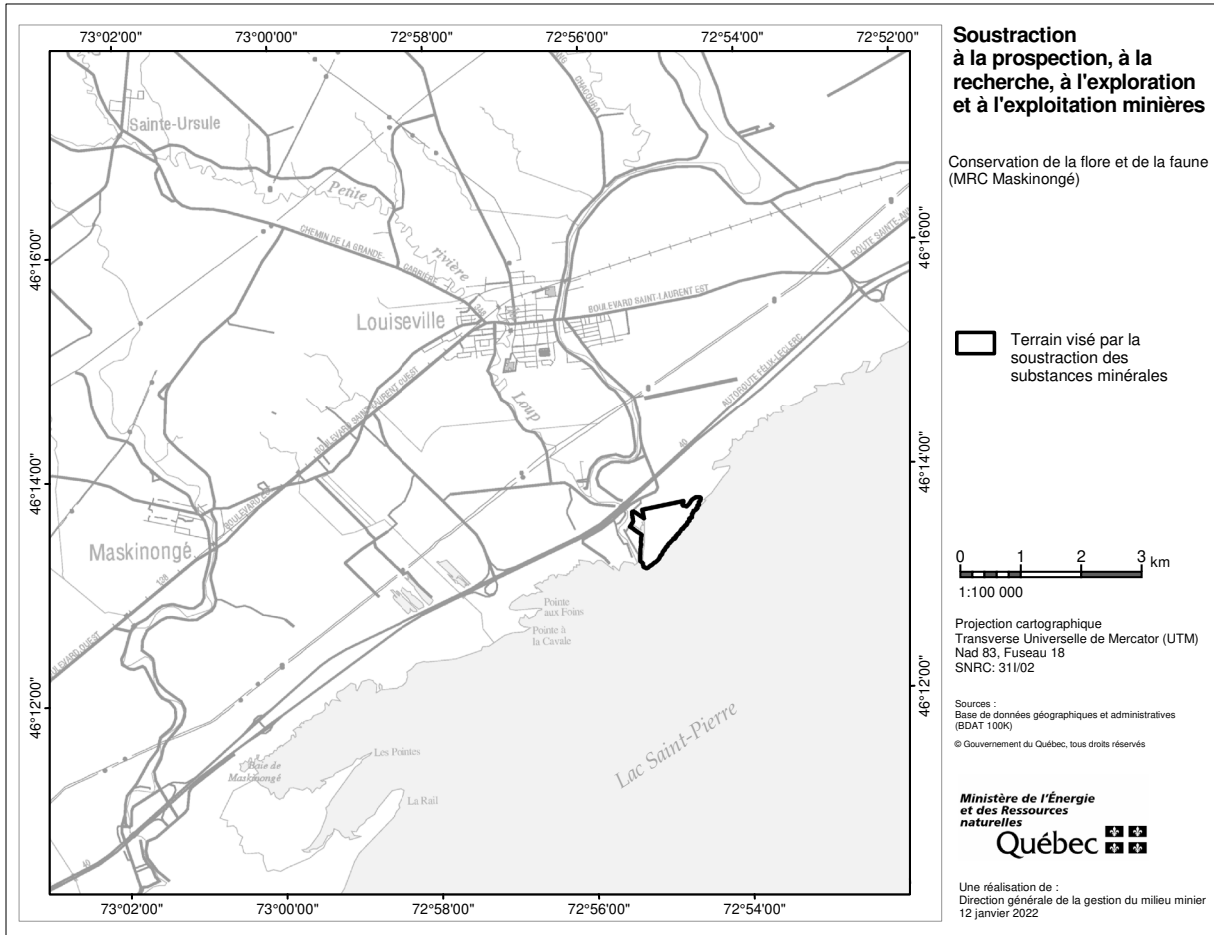
Sources :
Base de données géographiques et administratives
(BDAT 100K)
© Gouvernement du Québec, tous droits réservés

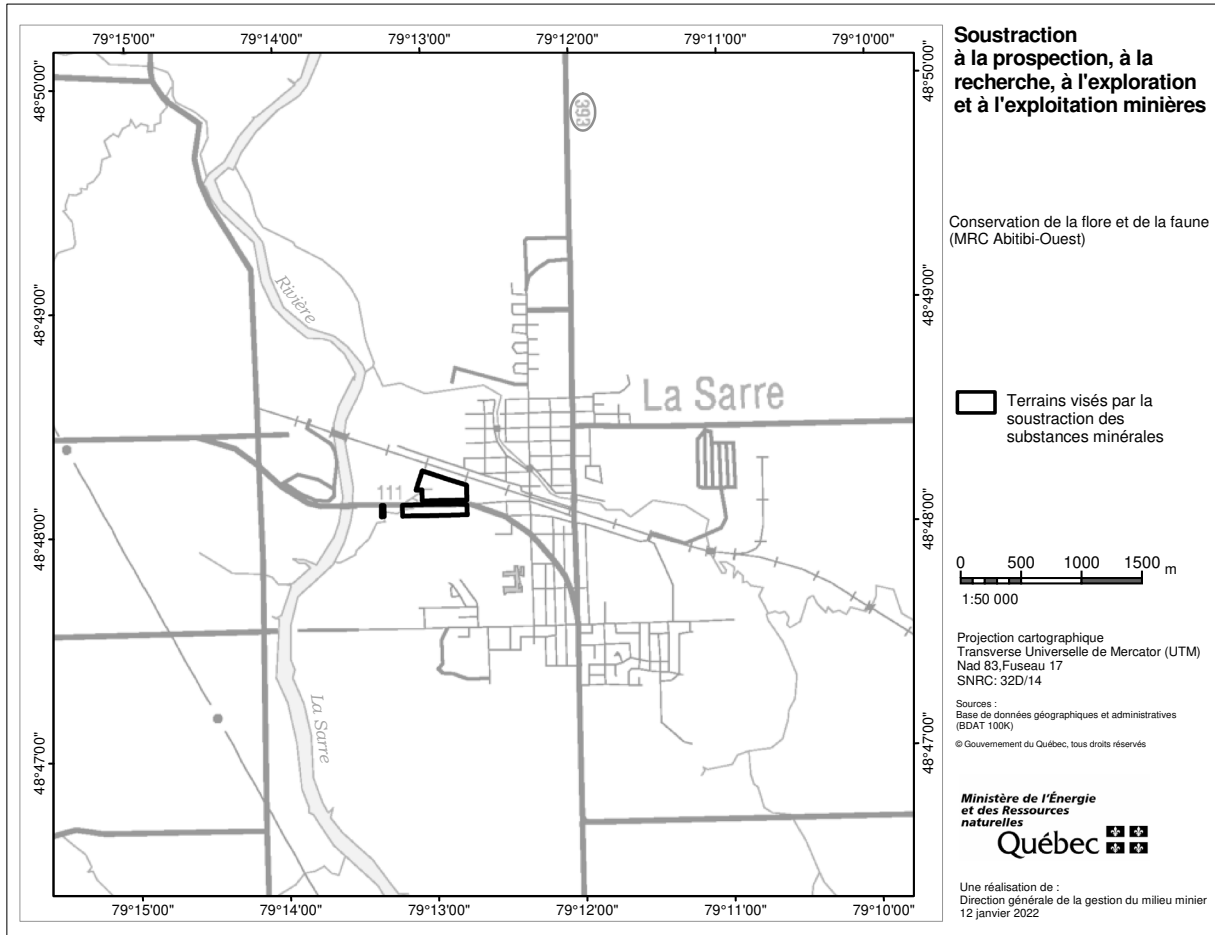
**Ministère de l'Énergie
et des Ressources
naturelles**
Québec 

Une réalisation de :
Direction générale de la gestion du milieu minier
12 janvier 2022









78108

Erratum

Projet de règlement

Code des professions
(chapitre C-26)

Médecins

— **Activités professionnelles pouvant être exercées
par les membres de l'Ordre professionnel
de la physiothérapie du Québec**
— **Modification**

Gazette officielle du Québec, Partie 2, 13 juillet 2022,
154^e année, numéro 28, page 4400.

À la page 4401, le 2^e paragraphe aurait se lire
comme suit :

« Des renseignements additionnels concernant ce
règlement peuvent être obtenus en s'adressant à M^e Maude
Thibault, juriste, Direction des affaires juridiques, Collège
des médecins du Québec, 1250, boulevard René-Lévesque
Ouest, bureau 3500, Montréal (Québec) H3B 0G2;
numéros de téléphone : 514 933-4441, poste 5277 ou
1 888 MEDECIN ».

78113

